Ministère du
Trésor et de
l'Économie

1987-1988

Comptes publics de l'Ontario

VOLUME 1

États financiers

ISSN 0833-1189

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1988

89-02327/

À L'HONORABLE LINCOLN MACCAULEY ALEXANDER, P.C., Q.C., C.St.J., B.A.
Lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario

VOTRE HONNEUR :

J'ai l'honneur de vous soumettre les comptes publics de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1988, conformément aux dispositions de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie.

Je vous prie d'agréer, Votre Honneur, l'expression de ma haute considération.

L'HONORABLE ROBERT F. NIXON
Trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

TORONTO, le 20 juillet 1988

RAPPORT DU TRÉSORIER

J'ai le plaisir de vous présenter les comptes publics de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1988.

Vous trouverez en page viii du présent volume un Guide d'interprétation des comptes publics exposant la structure et la composition de ces comptes.

Vos questions et commentaires seront les bienvenus. Veuillez les adresser à la Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, Bureau du Trésor, ministère du Trésor et de l'Économie.

L'HONORABLE ROBERT F. NIXON
Trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

TORONTO, le 20 juillet 1988

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	viii
Sources de renseignements supplémentaires	x
Section 1 — États financiers	
Résumé des principales conventions comptables	1-2
État des opérations du Fonds consolidé du revenu	1-4
État des recettes	1-5
État des dépenses	1-6
État des autres opérations	1-7
État des opérations de la dette	1-8
État de la situation financière	1-9
Notes complémentaires	1-10
Opinion du vérificateur provincial	1-14
Section 2 — Annexes aux états financiers	
État des recettes	
Détail des recettes	2-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	2-10
État des dépenses	
Détail des dépenses	2-12
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	2-20
État des autres opérations	
Remboursements des prêts, avances et dotations en capital	2-22
Prêts, avances et dotations en capital	2-24
Dépôts dans des fonds de pension et fonds connexes et comptes créés à des fins spéciales	2-25
Paiements provenant des fonds de pension et fonds connexes et comptes créés à des fins spéciales	2-28
État des opérations de la dette	
Produit des emprunts contractés	2-30
Remboursements des emprunts	2-31
État des opérations d'Ontario Hydro	2-32
État de la situation financière	
Encaisse et placements temporaires	2-33
Avances et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions	2-33
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	2-34
Prêts aux administrations locales	2-34
Autres prêts	2-35
Avances à Ontario Hydro	2-36
Déficit cumulé	2-36
Fonds de pension et fonds connexes	2-37
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	2-37
Comptes créés à des fins spéciales	2-38
Sommaire des dettes contractées	2-40
Encours de la dette contractée	2-42
Passif éventuel	2-48
Créances exigibles à la Couronne	2-55
Aperçu des dix dernières années	
Opérations du Fonds consolidé du revenu	2-56
Situation financière	2-57

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Page
Section 3 — États divers	
Caisse de retraite des fonctionnaires	3-3
Comptes d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative	3-7
Fonds d'indexation des pensions de retraite	3-8
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	3-14
Caisse d'épargne de l'Ontario	3-17
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	3-19
Loi sur l'administration financière — Pertes	3-21
Loi sur le ministère du Revenu — Remises	3-22
Comptes à payer	3-23
Comptes à recevoir	3-24
Section 4 — États des ministères	
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles	4-3
Affaires civiques	4-5
Affaires intergouvernementales	4-17
Affaires municipales	4-25
Agriculture et Alimentation	4-43
Bureau de l'Assemblée législative	4-61
Bureau du Conseil des ministres	4-69
Bureau du directeur général des élections	4-77
Bureau du lieutenant-gouverneur	4-83
Bureau de l'ombudsman	4-89
Bureau du vérificateur provincial	4-95
Cabinet du premier ministre	4-101
Collèges et Universités	4-107
Conseil de gestion	4-119
Consommation et Commerce	4-133
Culture et Communications	4-151
Développement du Nord et Mines	4-169
Éducation	4-181
Énergie	4-197
Environnement	4-209
Formation professionnelle	4-229
Industrie, Commerce et Technologie	4-235
Institutions financières	4-251
Logement	4-259
Office des affaires autochtones	4-275
Office de la condition féminine	4-281
Office des personnes âgées	4-287
Office des personnes handicapées	4-293
Procureur général	4-299
Revenu	4-319
Richesses naturelles	4-333
Santé	4-353
Services correctionnels	4-373
Services gouvernementaux	4-385
Services sociaux et communautaires	4-401
Solliciteur général	4-413
Tourisme et Loisirs	4-427
Transports	4-443
Travail	4-465
Trésor et Économie	4-485
Index des dépenses	4-501

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. La présentation des comptes publics

Les comptes publics de la province de l'Ontario pour 1987-1988 sont présentés en trois volumes :

Le volume 1 contient les états financiers de la province, ainsi que les annexes détaillées qui les accompagnent.

Le volume 2 contient les états financiers des sociétés de la Couronne, des conseils et commissions dans lesquels la province détient des intérêts, auxquels elle a consenti des prêts ou pour lesquels elle a garanti des emprunts contractés auprès d'établissements de crédit. On trouvera dans ce même volume les états financiers de certains organismes importants qui s'autofinancent, en totalité ou en partie, grâce à leurs activités d'exploitation, et de divers autres organismes de moindre envergure.

Le volume 3, contient les détails des dépenses engagées, tel qu'exigé par le Comité permanent des comptes publics.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des comptes publics

(1) États financiers

Cette première section regroupe les différents états financiers de la province. Les données, exprimées en millions de dollars, sont arrondies et sont présentées sous forme de tableau comparatif. Les états financiers et les notes complémentaires permettent de retracer les principales opérations financières de la province pendant la période comptable, et ils donnent un aperçu global de la situation financière à la clôture de l'exercice. Dans cette section, on trouve en outre un résumé des principales conventions comptables adoptées par la province.

(2) Annexes aux états financiers

Les annexes développent les divers états financiers sur la base, cette fois, de chiffres non arrondis. On trouve aussi une analyse complémentaire des recettes et des dépenses, une ventilation détaillée du passif éventuel et des engagements directs constatés à la clôture de l'exercice, ainsi qu'une présentation des flux du Fonds consolidé du revenu établie sur dix exercices et le bilan.

(3) États divers

Les Etats divers reprennent les états financiers de quelques comptes créés à des fins spéciales, un certain nombre de données financières complémentaires, ainsi que l'état de la Caisse d'épargne de l'Ontario, une direction du ministère du Revenu.

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, en page 4-3, un Sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-5 à 4-499, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chaque cas, les six états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) "État des dépenses par programme"

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses, des prêts, avances et dotations en capital et des comptes créés à des fins spéciales pour chaque ministère.

(b) "État des dépenses par programme et activité"

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le Budget des dépenses, d'une part, et avec ceux octroyés par le Conseil de gestion, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le Budget des dépenses sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) "Détail des dépenses par activité et par catégorie de dépenses"

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les crédits législatifs et les prêts, avances et dotations en capital et les comptes créés à des fins spéciales n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de catégories distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la Classification par catégorie de dépenses :

Traitements et salaires
Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux
Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, à la Caisse de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications
Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services
Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel
Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers
Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert
Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations
Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties), et les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'ARDA, et les subventions remboursables.

(d) "État des recettes"

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les treize différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation plus détaillée, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Fonds consolidé du revenu. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) "État des remboursements des prêts, avances et dotations en capital"

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts, avances et dotations en capital financés par le Fonds consolidé du revenu.

(f) "État des dépôts effectués dans les fonds de pension et fonds connexes et dans les comptes créés à des fins spéciales"

Cet état comprend une liste des différents dépôts effectués par le ministère dans chacun des comptes envisagés et permet de suivre l'évolution de la situation d'une année à l'autre. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Les raisons d'être et la portée de chaque nouvelle proposition fiscale figurent dans les documents budgétaires, qui comprennent l'exposé budgétaire, les mesures budgétaires, le plan financier et d'autres renseignements. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario, au 880, rue Bay, à Toronto, tél.: 965-6015, ou en écrivant à Publications Ontario, au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Le trésorier de l'Ontario dépose le budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril à l'Assemblée législative après avoir présenté son budget. Le budget des dépenses donne les grandes lignes du programme des dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la Loi sur les subsides à la Couronne et diverses autres lois de crédits. Un budget des dépenses supplémentaire est déposé, tel que prescrit, au cours de l'exercice. On peut obtenir des exemplaires gratuits des budgets des dépenses à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880 de la rue Bay, à Toronto ou en écrivant à Publications Ontario au, 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Le Rapport financier de la province de l'Ontario

Le Rapport financier est publié une fois par an, au terme de l'exercice clos le 31 mars. En règle générale, il est mis à la disposition des membres de l'Assemblée législative, des milieux financiers et du public à la fin de juillet ou au début d'août. Il expose les principaux aspects des finances de la province et les états financiers relatifs à l'exercice écoulé. On peut obtenir un exemplaire de ce rapport à la librairie du gouvernement de l'Ontario, 880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel qui porte sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours de l'exercice et présente de nouvelles perspectives pour la période restante jusqu'à la clôture. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant à la Direction des communications du ministère du Trésor et de l'Économie, Édifice Frost sud, 5e étage, 7, Queen's Park Crescent, Toronto (Ontario) M7A 1Y7.

Statistiques de l'Ontario

Ce rapport fournit des données dans quatre domaines : le territoire, la population, l'économie et le gouvernement. Pour la somme de 20 $, on peut se procurer un exemplaire de la dernière édition (1986) à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880 de la rue Bay, à Toronto ou en écrivant à Publications Ontario, au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur l'évolution de la croissance économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère du Trésor et de l'Économie, Édifice Frost nord, 6e étage, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1.

Bulletin démographique

Publié à intervalles irréguliers au cours de l'année, ce bulletin contient des statistiques sur l'évolution de la population de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuits à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay, à Toronto ou en écrivant à Publications Ontario, au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

section 1

états financiers

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

ENTITÉ COMPTABLE

Les états financiers, préparés selon le concept du fonds consolidé du revenu, présentent une comptabilité des ressources financières obtenues par l'Assemblée législative de l'Ontario. Les conventions comptables adoptées par la province conviennent le mieux pour le dépôt à l'Assemblée législative; ainsi, les opérations financières des ministères sont présentées comme des mouvements de trésorerie du Fonds consolidé du revenu. Les activités des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions qui ont reçu des sommes du Fonds consolidé du revenu ou y ont contribué sont inscrites.

SYSTÈME COMPTABLE

La comptabilité de caisse utilisée par la province est modifiée de façon à accorder 30 jours supplémentaires pour le paiement des obligations contractées pendant l'exercice qui vient de se terminer. Toutefois, la date de clôture pour les écritures relatives aux rentrées de fonds est le 31 mars dans le cas de l'encaisse reçue et des fonds en transit.

Les prêts et les avances sont inscrits comme éléments d'actif financiers, s'ils sont censés être remboursés et s'ils font l'objet de modalités spécifiques. La valeur de ces éléments d'actif est périodiquement redressée, lorsqu'on peut raisonnablement établir que la valeur des titres cédés en garantie des prêts et avances a diminué et lorsque l'avoir de la province a peu de chances d'être entièrement recouvré. On a donné à la participation dans les sociétés de la Couronne une valeur symbolique de 1 $.

RECETTES

Les recettes comprennent les sommes obtenues grâce aux impôts, taxes, primes, droits et permis, les paiements du gouvernement fédéral dans le cadre des programmes fiscaux et des programmes à frais partagés, ainsi que le revenu des placements.

DÉPENSES

Les dépenses relatives aux programmes gouvernementaux comprennent les paiements de transfert versés aux particuliers, aux administrations locales et aux établissements, les intérêts sur les titres émis aux fins de la province, les traitements et les avantages sociaux, les paiements pour les biens et services ainsi que les additions aux immobilisations. Le coût des immobilisations est imputé aux dépenses au moment de l'achat ou de la construction puisqu'il n'est pas dissocié des autres services publics.

AUTRES OPÉRATIONS

Les autres opérations sont les prêts, dotations en capital et opérations administratives des comptes créés à des fins spéciales du gouvernement, ce qui comprend les prêts, les avances et les dotations en capital, les fonds de pension et les fonds connexes et les comptes créés à des fins spéciales. Ces opérations touchent seulement les comptes de l'actif et du passif.

Prêts, avances et dotations en capital

Cette catégorie couvre les prêts et les dotations en capital effectués par le gouvernement de l'Ontario dans différents organismes, sociétés de la Couronne et administrations locales.

Fonds de pension et fonds connexes

Les fonds de pension et les fonds connexes destinés principalement aux employés du gouvernement, aux membres de l'Assemblée législative et aux juges provinciaux, sont constitués des cotisations des employés et des contributions des employeurs ainsi que des intérêt réalisés, moins les paiements effectués.

Comptes créés à des fins spéciales

Les comptes créés à des fins spéciales sont généralement établis par texte législatif et administrés par la province. On relève comme principaux exemples les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.

OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Les opérations de financement comprennent les opérations de la dette et la variation nette de l'encaisse et des placements temporaires.

Les opérations de la dette regroupent les emprunts contractés et remboursés par le gouvernement aux fins de la province.

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

ACTIF FINANCIER, DÉFICIT CUMULÉ ET PASSIF

Actif financier

Les éléments d'actif financier, qui représentent les sommes dues par des tiers au Fonds consolidé du revenu, ont été créés par des transactions au comptant.

Déficit cumulé

Le déficit cumulé par la province correspond à la différence entre son passif et son actif. L'évolution du déficit cumulé, d'un exercice à l'autre, correspond à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

Passif

Le passif correspond aux créances de tiers exigibles du Fonds consolidé du revenu.

La dette contractée aux fins de la province comprend les débentures, les billets et les bons du Trésor qui sont inscrits à la valeur nominale. On a recours aux ressources générales de la province pour effectuer le remboursement continu et régulier de la dette et aucun fonds d'amortissement n'a été créé à cet effet.

Parmi les autres éléments de passif on relève les fonds de pension et les fonds connexes ainsi que les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et d'autres comptes créés à des fins spéciales.

Passif éventuel

Le passif éventuel de la province correspond aux garanties consenties par le trésorier de l'Ontario et aux créances substantielles exigibles de la Couronne. Le passif éventuel en devises étrangères est converti en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

ONTARIO HYDRO

Les avances consenties à Ontario Hydro et la dette engagée pour son compte désignent des sommes empruntées de la part d'Ontario Hydro. La province émet des titres dont elle avance le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations ayant les mêmes modalités. Comme ces opérations, le remboursement et le coût du service de la dette constituent une option de financement et ne font pas partie à proprement parler du plan budgétaire de la province, ils sont classés séparément. Les avances et la dette contractée sont converties en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

ÉTAT DES OPÉRATIONS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

pour l'exercice clos le 31 mars 1988
(en millions de dollars)

	Budget 1988		Réel 1988		Réel 1987	
Recettes	32 278		32 453		29 544	
Dépenses	34 346		34 942		32 178	
Déficit		2 068		2 489		2 634
Autres opérations (net)						
Fonds de pension et fonds connexes	824		824		760	
Prêts, avances et dotations en capital	139		226		313	
Comptes créés à des fins spéciales	125		153		213	
Total des autres opérations (net)		1 088		1 203		1 286
Besoins nets de trésorerie		980		1 286		1 348
Financement						
Opérations de la dette						
Produit de l'émission d'emprunts, net des rachats		992		901		1 194
(Augmentation)/diminution de l'encaisse et des placements temporaires		(12)		385		154
Financement total		980		1 286		1 348

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988
(en millions de dollars)

	Budget 1988	Réel 1988	Réel 1987
Recettes fiscales			
Impôt sur le revenu des particuliers	9 959	9 859	8 618
Taxe de vente au détail	6 060	6 305	5 604
Impôts des sociétés	3 700	3 600	3 205
Taxe sur l'essence	1 000	1 035	989
Taxe sur le tabac	630	639	611
Droits de cession immobilière	450	477	353
Taxe sur les carburants	280	291	266
Impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	45	90	14
Taxe sur le pari mutuel	75	75	71
Impôt sur les bénéfices miniers	50	13	121
Autres	13	5	11
	22 262	22 389	19 863
Autres recettes			
Primes du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (OHIP)	1 687	1 723	1 669
Bénéfices des commissions et sociétés de la Couronne			
Régie des alcools de l'Ontario	670	651	629
Société des loteries de l'Ontario	500	470	465
Droits d'immatriculation des véhicules	498	506	438
Recettes de la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	328	351	321
Intérêts sur les prêts, avances et dotations en capital	300	295	328
Autres droits et permis	280	249	257
Redevances	170	177	167
Facturation des services publics	135	145	120
Amendes	100	104	95
Ventes et locations	100	96	99
Autres	220	222	223
	4 988	4 989	4 811
Gouvernement du Canada			
Financement des programmes établis			
Contribution en espèces	2 790	2 773	2 813
Assurance-maladie complémentaire	433	436	407
Régime d'assistance publique du Canada	1 240	1 305	1 123
Entente nationale sur la formation professionnelle	127	131	157
Autres	438	430	370
	5 028	5 075	4 870
Total des recettes	32 278	32 453	29 544

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES DÉPENSES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988
(en millions de dollars)

MINISTÈRES	Budget 1988	Réel 1988	Réel 1987
Agriculture et Alimentation	542	566	465
Procureur général	357	382	327
Office de la condition féminine	18	17	8
Office des affaires autochtones	4	2	4
Affaires civiques	40	39	35
Collèges et Universités	2 400	2 391	2 254
Services sociaux et communautaires	3 636	3 775	3 285
Consommation et Commerce	130	135	113
Services correctionnels	380	402	330
Culture et Communications	224	227	249
Éducation	4 382	4 447	4 383
Énergie	45	43	43
Environnement	397	385	340
Institutions financières	30	31	23
Services gouvernementaux	525	542	461
Office des personnes handicapées	7	6	5
Office des personnes âgées	9	5	3
Santé	11 271	11 529	10 480
Logement	378	333	296
Industrie, Commerce et Technologie	174	173	197
Affaires intergouvernementales	8	9	7
Travail	111	107	90
Bureaux des corps législatif et exécutif	12	10	9
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario	35	37	25
Affaires municipales	930	922	891
Richesses naturelles	548	552	529
Développement du Nord et Mines	275	239	220
Revenu	794	786	703
Formation professionnelle	455	385	405
Solliciteur général	412	405	368
Tourisme et Loisirs	175	169	167
Transports	1 900	1 914	1 765
Trésor et Économie	190	93	74
Intérêt sur les titres émis aux fins de la province	3 820	3 771	3 539
Autres	82	113	85
Économies et contraintes budgétaires (note 10)	(350)		
Total des dépenses (note 9)	34 346	34 942	32 178

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS

pour l'exercice clos le 31 mars 1988
(en millions de dollars)

	Budget 1988	Réel 1988	Réel 1987
Fonds de pension et fonds connexes			
DÉPÔTS :			
Caisse de retraite des fonctionnaires	780	789	714
Fonds d'indexation des pensions de retraite	350	345	313
Autres	26	24	22
	1 156	1 158	1 049
PAIEMENTS :			
Caisse de retraite des fonctionnaires	203	206	181
Fonds d'indexation des pensions de retraite	118	119	100
Autres	11	9	8
	332	334	289
Dépôts nets dans les fonds de pension et les fonds connexes	824	824	760
Prêts, avances et dotations en capital			
REMBOURSEMENTS :			
Sociétés, conseils et commissions			
Société d'hypothèques de l'Ontario	120	144	177
Sociétés de développement	40	71	64
Autres	10	8	8
Conseils scolaires	45	45	49
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	28	34	52
Administrations locales	23	43	47
Autres prêts, avances et dotations en capital	30	25	8
	296	370	405
VERSEMENTS :			
Sociétés, conseils et commissions			
Sociétés de développement	88	103	47
Autres	1		
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	21	20	17
Administrations locales	21	20	23
Autres prêts, avances et dotations en capital	26	1	5
	157	144	92
Remboursements nets des prêts, avances et dotations en capital	139	226	313

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988
(en millions de dollars)

	Budget 1988	Réel 1988	Réel 1987
Comptes créés à des fins spéciales			
DÉPÔTS :			
Caisse d'épargne de l'Ontario (net)	100	161	195
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	10	12	13
Autres	26	23	15
	136	196	223
PAIEMENTS :			
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	9	6	6
Autres	2	37	4
	11	43	10
Dépôts nets dans les comptes créés à des fins spéciales	125	153	213
Total net des autres opérations	1 088	1 203	1 286

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

pour l'exercice clos le 31 mars 1988
(en millions de dollars)

	Budget 1988	Réel 1988	Réel 1987
Produit des emprunts contractés			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada		42	232
Caisse de retraite des enseignants	1 625	1 620	1 310
Produit total des emprunts contractés	1 625	1 662	1 542
Emprunts remboursés			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	376	376	333
Caisse de retraite des enseignants	176	176	
Autres débentures et billets	81	209	15
Montant total des emprunts remboursés	633	761	348
Opérations nettes de la dette	992	901	1 194

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

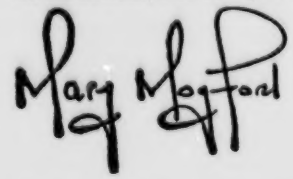
au 31 mars 1988
(en millions de dollars)

	1988	1987
Actif financier		
Encaisse et placements temporaires (note 1)	1 594	1 979
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets (au coût moins les recouvrements) (note 2)	468	482
Prêts aux administrations locales	448	516
Avances — sociétés, conseils et commissions (note 3)	383	503
Autres prêts	68	92
	2 961	3 572
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations (note 4)	7 541	7 786
Total de l'actif financier	10 502	11 358
Déficit cumulé	34 020	31 531
	44 522	42 889
Passif		
Dette contractée aux fins de la province (note 5)	28 822	27 921
Fonds de pension et fonds connexes (note 6)	6 981	6 157
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 073	912
Comptes créés à des fins spéciales	105	113
Total du passif aux fins de la province	36 981	35 103
Dette contractée pour Ontario Hydro (note 5)	7 541	7 786
	44 522	42 889
Passif éventuel (note 8)	18 595	17 603

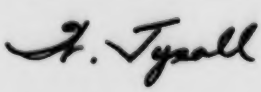
Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

Le Bureau du Trésor assume la pleine et entière responsabilité des états financiers de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1988, et des notes complémentaires, qui ont été préparés conformément aux conventions comptables décrites dans le résumé des principales conventions comptables. Le Bureau du Trésor estime que ces états financiers ont été rédigés en bonne et due forme, qu'ils sont complets et qu'ils comprennent tous les renseignements disponibles au 20 juillet 1988.

M. MOGFORD, trésorier adjoint de l'Ontario et sous-ministre de l'Économie



W.D. TYSALL, C.A., directeur des politiques sur la comptabilité et l'information financière



NOTES COMPLÉMENTAIRES
(Tous les chiffres des tableaux sont en millions de dollars)

1. Encaisse et placements temporaires

Les placements temporaires, constitués principalement de titres à court terme négociables émis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements provincial et fédéral, sont comptabilisés au coût.

2. Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets

Le ministère de l'Environnement octroie un nombre considérable de contrats pour la construction des réseaux d'adduction d'eau et d'égouts desservant les municipalités. Ces dotations en capital sont recouvrées au cours de la durée des ententes intervenues avec les municipalités.

Une tranche de 404 millions de dollars du total de ces apports est attribuable à des accords pour des projets appartenant à la province, laquelle facture directement les usagers de ces services. Le produit de ces facturations sert à amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre quarante ans, à payer les frais d'exploitation et à produire un rendement sur le capital investi.

D'autres accords prévoient l'accumulation dans un fonds d'amortissement de la principale tranche des paiements annuels d'amortissement. Le solde cumulé de ces fonds, qui s'élevait à 36 millions de dollars au 31 mars 1988 (36 millions de dollars en 1987), a permis de réduire le compte de dotation en capital.

3. Avances aux sociétés, conseils et commissions

	1988	1987
Sociétés de développement	290 $	258 $
Autres	93	245
	383 $	503 $

La province avance des fonds pour les prêts accordés par les sociétés de développement. Elle les défraie également du coût de tous les frais d'administration, des prêts consentis à des taux d'intérêt peu élevés et des frais engagés pour honorer les garanties, qui s'est élevé à la somme totale de 19 millions de dollars en 1988 (16 millions de dollars en 1987). Les avances consenties à ces sociétés sont réduites du montant des remises de dettes et du montant des radiations, soit au total 23 millions de dollars en 1988 (16 millions de dollars en 1987).

4. Avances à Ontario Hydro

La province émet des titres dont elle avance le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations ayant les mêmes modalités. Ces opérations, le remboursement et le coût du service de la dette qui en résultent, constituent une option de financement et ne font pas partie à proprement parler du plan budgétaire de l'Ontario. Au 31 mars 1988, le produit des obligations atteignait 4 888 millions de dollars américains (5 109 millions de dollars américains en 1987) et 1 508 millions de dollars canadiens (1 119 millions de dollars canadiens en 1987) en ce qui concerne le Régime de pensions du Canada. L'équivalent en dollars canadiens des obligations libellées en dollars américains s'élevait à 6 033 millions de dollars (6 667 millions de dollars en 1987), calculés d'après le taux de change en vigueur à cette date. Voici les opérations effectuées au cours de l'exercice :

	1988	1987
Produit des emprunts contractés	389 $	119 $
Emprunts remboursés	(280)	(50)
Produit net — après remboursements	109	69
Change — (gain)/perte	(354)	(472)
(Diminution) augmentation nette de la dette contractée pour Ontario Hydro	(245)	(403)

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

4. Avances à Ontario Hydro (suite)

Avances, intérêts et recouvrements connexes	1988	1987
Avances à Ontario Hydro	389 $	119 $
Intérêts	884	897
Recouvrement d'intérêts et emprunts remboursés	(1 164)	(947)
Avances nettes	109	69
Change — (gain)/perte	(354)	(472)
Avances, intérêts, change, net — (gain)/perte et recouvrements connexes	(245) $	(403) $

5. Dette contractée

Les débentures, billets et bons du Trésor émis aux fins de la province et pour Ontario Hydro, exprimés en dollars canadiens, sont condensés par année d'échéance ou de remboursement dans les tableaux suivants.

AUX FINS DE LA PROVINCE

Échéance/ remboursement le 31 mars	1988	1988 Moyenne pondérée du taux d'intérêt nominal	1987	1987 Moyenne pondérée du taux d'intérêt nominal
	$	%	$	%
1988			1 427	
1989	1 570		920	
1990	454		454	
1991	486		486	
1992	508		508	
1993	1 001			
1-5 ans	4 019	7,82	3 795	7,72
6-10 ans	5 148	8,68	5 047	8,28
11-15 ans	7 690	11,36	6 780	10,54
16-20 ans	10 097	12,28	10 097	12,22
21-25 ans	1 772	10,78	2 093	12,76
26-30 ans	74	9,82	73	9,97
31-35 ans	22	10,22	36	10,24
	28 822	10,67	27 921	10,52

Payable à :	1988	1987
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	14 393 $	14 727 $
Autres	342	351
Caisse de retraite des enseignants	11 473	10 029
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293	1 293
Investisseurs publics	1 321	1 521
	28 822 $	27 921 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

POUR ONTARIO HYDRO

Échéance/ remboursement le 31 mars	1988 Dollars canadiens	1988 Dollars américains	1988 Total	1988 Moyenne pondérée du taux d'intérêt nominal	1987 Total	1987 Moyenne pondérée du taux d'intérêt nominal
	$	$	$	%	$	%
1988					261	
1989						
1990		247	247		261	
1991		54	54		57	
1992		486	486		514	
1993		240	240			
1-5 ans		1 027	1 027	13,54	1 093	12,56
6-10 ans		485	485	10,19	617	12,95
11-15 ans	1 000	613	1 613	11,89	1 611	11,80
16-20 ans	508	1 778	2 286	8,91	1 679	8,85
21-25 ans		2 010	2 010	11,96	2 416	11,07
26-30 ans		120	120	11,75	370	12,78
	1 508	6 033	7 541	11,12	7 786	11,18

Payable à :	1988	1987
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 508 $	1 119 $
Investisseurs publics	6 033	6 667
	7 541 $	7 786 $

Le passif correspondant aux débentures en dollars américains a été réévalué selon le taux de change qui était en vigueur le 31 mars. Le gain au change se chiffre à 354 millions de dollars (472 millions de dollars en 1987).

Comme l'explique la note 4, la province détient des titres de compensation constitués d'obligations d'Ontario Hydro comportant des modalités identiques à celles des titres émis par la province.

6. Fonds de pension et fonds connexes

La province conserve des comptes dans le Fonds consolidé du revenu pour toutes les contributions et tous les revenus d'intérêts moins les paiements relatifs aux fonds de pension et fonds connexes et aux comptes mentionnés ci-dessous. Les montants comptabilisés par la province représentent l'actif total de ces caisses de retraite.

	1988	1987
Caisse de retraite des fonctionnaires	5 145 $	4 563 $
Fonds d'indexation des pensions de retraite	1 740	1 514
Compte d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative	39	36
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	44	37
Autres	13	7
	6 981 $	6 157 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

6. Fonds de pension et fonds connexes (suite)

D'après le plus récent rapport actuariel en date du 31 décembre 1985, la Caisse de retraite des fonctionnaires avait un excédent de 109,9 millions de dollars.

Le Fonds d'indexation des pensions de retraite protège contre l'inflation les bénéficiaires de pensions de la Caisse de retraite des fonctionnaires, de la Caisse de retraite des enseignants et de la Caisse de retraite de l'Institut polytechnique Ryerson. Les prestataires de rentes différées comptent parmi les bénéficiaires au même titre que ceux qui reçoivent leur pension. Le provisionnement est fait selon la méthode de financement par répartition ne nécessitant pas d'évaluations actuarielles ni de provisionnement du déficit. Deux rapports publiés récemment, le *Rapport du groupe d'étude sur l'investissement des fonds de retraite du secteur public* présidé par Malcolm Rowan, et le *Rapport sur le financement des prestations prévues par la Loi sur l'indexation des régimes de retraite et les régimes qu'elle régit* de Laurence E. Coward, recommandent de changer le mode de provisionnement des prestations. Ces rapports sont actuellement à l'étude.

Une étude actuarielle du Compte d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative au 31 mars 1987 a révélé l'existance d'un déficit de 274 801 dollars. Au 31 mars 1988, la province l'avait comblé.

7. Caisse de retraite des enseignants

La province verse annuellement dans la Caisse de retraite des enseignants des contributions équivalentes aux cotisations des membres. La caisse est administrée par la Commission du régime de retraite des enseignants. La province s'est aussi engagée à combler toute insuffisance enregistrée par cette caisse de retraite.

Le plus récent rapport actuariel en date du 31 décembre 1984 a révélé un excédent de 693 millions de dollars.

8. Passif éventuel

Obligations garanties par la province :	1988	1987
Débentures, obligations et billets — Ontario Hydro	17 487 $	16 509 $
Prêts bancaires garantis		
Sociétés et particuliers par le biais de différents programmes gouvernementaux	577	533
Autres garanties		
Sociétés	531	561
	18 595 $	17 603 $

Créances exigibles de la Couronne :

Parmi les créances exigibles de la Couronne, huit s'élèvent à plus de 50 millions de dollars chacune et découlent de poursuites judiciaires en cours ou éventuelles relatives à des revendications territoriales présentées par des bandes d'Indiens, à des inexécutions de contrats, à des dommages faits à des personnes ou à des biens et à des raisons semblables. L'aboutissement de ces poursuites étant incertain, on ne peut déterminer le coût que la province devra assumer, le cas échéant. En cas de règlement, les sommes versées seront comptabilisées comme dépenses.

9. Dépenses par catégorie courante de comptes

	1988	1987
Traitements et salaires	2 919 $	2 643 $
Avantages sociaux	489	404
Transports et communications	314	293
Services	1 342	1 201
Fournitures et matériel	651	666
Acquisition/construction de biens immobiliers	436	367
Paiements de transfert	25 410	23 397
Intérêt sur les titres émis aux fins de la province	3 771	3 539
Autres	169	168
Moins les recouvrements	(559)	(500)
Total des dépenses	34 942 $	32 178 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

10. Chiffres du budget

Les chiffres du budget figurant dans les présents états financiers proviennent du budget de l'Ontario de 1987 déposé devant l'Assemblée législative par le trésorier de l'Ontario le 20 mai 1987.

Le chiffre relatif aux économies et aux contraintes budgétaires qui figure dans l'état des dépenses représente les économies qu'on prévoit réaliser au cours de l'exercice et qui n'ont pas été identifiées de façon précise par les ministères lors de la préparation du budget.

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 1987 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1988.

OPINION DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

J'ai vérifié l'état de la situation financière de la province de l'Ontario pour l'exercice terminé le 31 mars 1988, ainsi que l'état des opérations du fonds consolidé du revenu, l'état des recettes, l'état des dépenses, l'état des autres opérations et l'état des opérations de la dette. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la province au 31 mars 1988, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière au cours de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables décrites au Résumé des principales conventions comptables, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

L'avis que j'émets dans le paragraphe ci-dessus résulte d'un examen qui m'a permis de conclure avec un haut degré de certitude que les états financiers de la province ne contenaient pas d'erreurs importantes. Plus précisément, je suis certain à 99 pour 100 près que l'ensemble des erreurs qui auraient pu s'y glisser représente une somme inférieure à 70 millions de dollars.

En vertu de l'article 12 de la *Loi sur la vérification des comptes publics*, un rapport sera remis au président de l'Assemblée législative. Ce rapport comprendra une explication exhaustive de l'opinion du vérificateur de la province.

D.F. Archer

Toronto (Ontario)
le 20 juillet 1988

D.F. Archer, F.C.A.
Vérificateur provincial

section 2

annexes aux états financiers

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

La présente annexe établit la synthèse des recettes de la province par catégorie principale et par source. Chacune de ces catégories principales est suivie du détail des différents postes de recettes qui la composent. On trouvera à la Section 4 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale de financement.

	1988 $	1987 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	9 859 134 894	8 617 857 426
Taxe de vente au détail	6 305 045 583	5 604 369 443
Impôt des sociétés	3 599 754 250	3 205 129 145
Taxe sur l'essence	1 035 011 783	988 800 093
Taxe sur le tabac	638 633 611	611 108 451
Droits de cession immobilière	471 210 595	353 447 476
Taxe sur les carburants	290 904 929	265 592 367
Quote-part de l'impôt fédéral sur le revenu des entreprises d'utilité publique	89 903 239	13 511 886
Taxe sur le pari mutuel	75 001 452	70 571 547
Impôt sur les bénéfices miniers	13 285 434	121 194 481
Droits de succession	4 267 759	5 316 783
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière	580 307	
Commission des sports professionnels	31 922	
	22 382 765 758	19 856 899 098
Autres		
Impôt foncier provincial	5 414 610	5 395 850
Prises de participation croisées et compagnies d'assurance non titulaires d'un permis	771 388	632 621
Taxe sur la spéculation foncière	(33 855)	144 308
Impôt sur les dons		2 397
	6 152 143	6 175 176
TOTAL DES RECETTES FISCALES	22 388 917 901	19 863 074 274

La quote-part de l'impôt sur le revenu des particuliers perçue par le gouvernement fédéral pour le compte de la province représente 50% de l'impôt fédéral de base. Des montants reçus par la province, il faut retrancher, d'une part, les crédits d'impôt de l'Ontario, qui se sont élevés à 277 212 266 $ en 1988 et à 272 153 071 $ en 1987 et, d'autre part, les redevances versées aux services, fédéraux de perception au titre de la gestion de ces crédits d'impôts (2 787 734 $ en 1988 et 2 846 929 $ en 1987).

Une surtaxe de 3 pourcent de l'impôt de base de l'Ontario sur le revenu au delà du seuil des 5 000 $ a été perçue en 1987.

Le niveau de revenu imposable prescrit en dessous duquel aucun impôt ne doit être acquitté à l'Ontario est de 2 488 $ pour 1988. Le niveau en dessous duquel le taux d'impôt réduit de l'Ontario s'applique est de 2 752 $.

La taxe de vente au détail équivaut à 7% du prix d'achat de la plupart des biens meubles corporels et de certains services achetés en Ontario. Le taux de cette taxe est de 10% pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 dollars, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12% pour les boissons vendues dans les points de vente en magasin, et de 5% pour les logements transitoires. La loi sur la taxe de vente au détail prévoit toutefois un certain nombre d'exonérations et de remises. La taxe de vente au détail est perçue, pour le compte de la province par des vendeurs nommés à cet effet.

L'enveloppe d'imposition des sociétés comprend : un impôt sur les bénéfices, qui peut varier entre 10% et 15 1/2% des sommes imposables; un impôt sur le capital, qui peut aller d'un minimum de 50 $ à un maximum de 3 10e de 1% des sommes imposables, pour la plupart des sociétés; un impôt sur le capital, qui peut représenter jusqu'à 4 5e de 1% des sommes imposables pour certains établissements financiers; un impôt de 2% à 3% sur le montant brut des primes, pour la plupart des catégories d'assurance; et un impôt de 0,5% sur les primes d'assurance des immobilisations.

La taxe spécifique pour toutes les catégories d'essence est de 8,3 cents par litre, et de 1,88 cents par litre pour le carburant aviation. Certains matériels agricoles et autres matériels roulants n'empruntant pas le réseau routier pour lesquels aucun permis de circulation n'est exigé peuvent faire l'objet d'un remboursement de taxe par la province. Ce sont principalement les compagnies pétrolières qui perçoivent cette taxe pour le compte du gouvernement provincial.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Tous les produits du tabac sont grevés d'une taxe, qui représente 2,83 cents par cigarette pour la taxe spécifique, et 1,6 cents par gramme ou fraction de gramme pour le tabac coupé ou pour tout autre produit du tabac. La seule exception à cette règle concerne les cigares, qui font l'objet d'une taxe de 45%.

Les droits de cession immobilière sont perçus par les registrateurs fonciers de l'Ontario. Jusqu'à concurrence de 55 000 dollars, la valeur d'achat d'un terrain est grevée d'une taxe de 0,5%; au delà de ce montant, la taxe est de 1%. Si la vente porte sur une parcelle unique de terrain sur laquelle il n'y a qu'une ou deux résidences unifamiliales, la portion du prix d'achat qui dépasse 250 000 $ fait l'objet d'une taxe supplémentaire de 0,5%. Les non-résidents acquéreurs de terrains assujettis à certaines restrictions doivent acquitter une taxe équivalant à 20% du coût de cession.

La taxe sur les carburants ne s'applique qu'au carburant diesel servant à l'alimentation des véhicules automobiles et des locomotives. La taxe spécifique sur le carburant diesel est de 9,9 cents par litre pour les véhicules automobiles, et de 3,1 cents par litre pour les locomotives. En règle générale, la perception de cette taxe est assurée par les grossistes ou par les compagnies pétrolières agissant pour le compte de la province, mais il peut arriver qu'elle soit versée directement par les usagers au gouvernement.

L'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique appartenant à des intérêts privés est perçu par le gouvernement fédéral, qui en remet une partie à la province. Le montant et le taux de cette remise sont fixés dans la Loi fédérale sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique.

La taxe sur les paris mutuels est perçue par les exploitants des pistes de courses. Elle est de 9% pour les paris Trifecta et de 7% pour tous les autres types de paris.

L'impôt sur les bénéfices miniers est prélevé directement par le gouvernement provincial. Le taux d'imposition de 20% s'applique à la tranche des bénéfices qui dépasse 500 000 $.

La Loi sur les droits successoraux ayant été abrogée le 10 avril 1979, les sommes figurant sous cette rubrique correspondent en fait aux impôts perçus pendant l'exercice, mais s'appliquant à des biens légués par des individus décédés avant cette date.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la Loi sur le contrôle des sports, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme d'au moins 1% et d'au plus 5% des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5% de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation, et 5% des recettes brutes des compagnies de télégraphe et de téléphone. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, enoncés dans la Loi sur l'évaluation foncière.

La province a en outre perçu certaines sommes provenant d'impôts qui n'existent plus, comme celui sur les plus-values et celui sur les donations, ainsi que des montants versés au titre de l'impôt sur les prises de participation croisées et de la taxe sur les compagnies d'assurances non titulaires d'un permis délivré par l'Ontario.

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	1 305 583 422	1 123 458 891
Entente nationale sur la formation professionnelle	131 490 608	156 871 694
Accord sur les jeunes contrevenants	62 983 548	21 849 771
Expansion du bilinguisme	50 438 798	50 276 098
Aide juridique	36 069 365	27 030 822
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	34 798 084	34 585 610
Bois d'oeuvre	34 335 873	
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	33 345 208	30 521 882
Subventionnement des primes de l'assurance-récolte	18 841 909	24 838 841
Entente sur le développement économique et régional (EDER)	12 345 818	12 682 960
Entente sur la qualité des eaux des Grands lacs	629 999	7 809 851
Entente-cadre de développement (ECD)	23 221	5 121 904
Autres	38 942 379	54 097 335
	1 759 828 232	1 549 145 659

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA (suite)		
Autres		
Financement des programmes établis		
Contributions en espèces	2 773 429 000	2 812 678 000
Assurance-maladie complémentaire	435 624 000	407 344 000
Entente sur l'imposition réciproque		
Paiements tenant lieu de taxe de vente au détail	89 523 003	93 129 596
Paiements tenant lieu de droits d'immatriculation de véhicules automobiles	1 348 986	1 355 531
Autres	15 178 656	6 134 141
	3 315 103 645	3 320 641 268
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	5 074 931 877	4 869 786 927

Dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral rembourse à la province 50% des dépenses admissibles des programmes d'assistance sociale et de bien-être s'adressant aux personnes les plus démunies.

En vertu de l'Entente nationale sur la formation professionnelle, le gouvernement fédéral contribue au financement de programmes provinciaux de formation en établissements d'enseignement et en milieux d'emploi destinés à améliorer notamment les compétences professionnelles des travailleurs et à accroître ainsi leurs chances de trouver un emploi.

En vertu des Ententes relatives aux jeunes contrevenants, le gouvernement fédéral rembourse 50% des frais engagés par la province pour financer les services d'aide juridique prévus aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants.

Afin de promouvoir l'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais encourus pour assurer des services au public dans les deux langues officielles, pour offrir un enseignement dans la "langue de la minorité officielle", et pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue; enfin, le gouvernement fédéral contribue au financement des programmes provinciaux de promotion du bilinguisme qui nécessitent un soutien particulier.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'assistance judiciaire dans le cas des affaires criminelles, civiles et autres liées à la Loi sur les jeunes contrevenants. La contribution fédérale pour l'aide juridique pour les affaires criminelles comprend un maximum de 55% et un minimum de 45% des dépenses admissibles de la province. Les versements au titre de l'aide juridique pour les affaires criminelles équivaut à 50% des dépenses admissibles par habitant, pour toutes les provinces, pour l'année antérieure, plus 50% du taux d'augmentation des dépenses admissibles de la province par habitant. Ce montant est ensuite rajusté en fonction du chiffre de la population de la province de l'Ontario pour l'exercice courant et selon un plafond représentant le taux de croissance du produit national brut moins 1%. En vertu du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral rembourse 50% des dépenses admissibles de la province au titre de l'aide juridique pour les affaires civiles. La contribution fédérale au titre de l'aide juridique aux jeunes contrevenants est équivalente au plus petit des deux montants suivants : 73 cents par habitant de la province, ou 50% des dépenses admissibles de la province pour la prestation de services d'aide juridique aux jeunes délinquents prévus aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Indiens, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

La Loi sur le droit a l'exportation de produits de bois d'oeuvre est entrée en vigueur le 20 juillet 1987. Le montant de 34 335 873 $ représente le droit de l'Ontario de l'impôt fédéral perçu des exportateurs de bois d'oeuvre en vertu de la loi.

En vertu de l'Entente sur la réadaptation professionnelle des handicapés, le gouvernement fédéral verse à la province 50% des dépenses admissibles qu'elle a engagées pour offrir à ces personnes des programmes et des services généraux de réadaptation.

Conformément à des accords de partage des coûts, le gouvernement fédéral paie une partie du coût du programme d'assurance-récolte auquel cotisent les agriculteurs. Ce programme d'aide, administré par la Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario, est destiné à garantir aux agriculteurs une certaine stabilité de revenu, indépendamment des pertes de récolte qu'ils pourraient subir.

En vertu de l'Entente sur le développement économique et régional (EDER), le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des dépenses admissibles pour financer des programmes de ressources forestières et de développement du tourisme et des minéraux.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

En vertu de l'Entente Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands lacs, le gouvernement fédéral rembourse une partie des dépenses engagées par la province pour financer des projets destinés à préserver ou à améliorer la qualité de l'eau de ces lacs.

Les montants figurant à la rubrique "Entente-cadre de développement (ECD)" représentent la contribution du gouvernement fédéral aux initiatives de création d'emplois dans l'Est de l'Ontario, et à l'industrie des pâtes et papiers.

Dans le cadre du Financement des programmes établis (FPE), les versements effectués par le gouvernement fédéral en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, remplacent les contributions faites jadis au titre des anciens accords de partage des coûts pour les programmes du secteur de la santé et de l'enseignement postsecondaire. La contribution fédérale en matière des services de santé-assurés et d'enseignement postsecondaire équivaut à la contribution fédérale moyenne par habitant, pour l'ensemble du Canada, pour l'année de référence 1975-1976. La contribution au financement de l'assurance-maladie complémentaire correspond à un montant de 20 $ par habitant pour l'année de référence 1977-1978. De plus, ces contributions par habitant pour les différentes années de référence sont ensuite rajustées chaque année au moyen d'un facteur de progression du FPE afin d'établir la contribution totale par habitant. Ce montant est ensuite multiplié par le chiffre de la population de la province pour obtenir le versement total à la province pour l'exercice courant. Le facteur de progression du FPE est calculé en fonction de la moyenne composée et mobile du taux de croissance du PNB étalée sur trois ans. Depuis 1986-1987, le facteur de progression du FPE a été réduit de 2 points de pourcentage. Il représente donc le taux de croissance moyen par habitant du PNB moins 2%.

Au titre de l'Accord de réciprocité fiscale, le gouvernement fédéral verse certaines contributions à la place des remises de la taxe provinciale de vente au détail et des droits d'immatriculation de ses véhicules automobiles.

La province reçoit également du gouvernement fédéral :

(a) les subventions annuelles de 5 915 065 $ accordées en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1907;

(b) un montant de 142 414 $ équivalant à un intérêt annuel de 5% appliqué sur le Compte de la dette du gouvernement du Canada, en dédommagement des sommes qui n'ont pas été payées à la province entre le 1er juillet 1867 et le 1er janvier 1873 (le capital était de 2 848 290 $);

(c) un montant de 76 662 $, équivalant à un intérêt annuel de 5% appliqué sur la somme de 1 542 971 $ placée par l'Ontario dans le Fonds permanent des écoles communes, lequel totalise 2 677 771 $ et est géré en fiducie par le gouvernement fédéral pour le compte de l'Ontario et du Québec. Le fonds en question a été constitué à la suite de la vente de terres de la Couronne que l'on avait réservées aux écoles communes en vertu de lois promulguées avant la Confédération. Les montants versés à chacune des provinces sont établis au prorata de leur population, évaluée d'après le dernier recensement décennal. Les affectations actuelles sont basées sur le recensement de 1981;

(d) un montant de 9 044 515 $ au titre du programme Innovaction en vertu de la Loi sur le brevet.

ANNEXES A L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
AUTRES RECETTES		
Primes — Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	1 722 904 070	1 669 373 369
Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions		
Régie des alcools de l'Ontario	651 000 000	629 000 000
Société des Loteries de l'Ontario — Loteries interprovinciales	306 000 000	296 000 000
— Jeux à résultat instantané	96 000 000	93 000 000
— Lottario	50 000 000	57 000 000
— Wintario	18 000 000	19 000 000
	1 121 000 000	1 094 000 000
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen des conducteurs	506 346 659	483 750 360
Commission des permis de vente d'alcool — droits	350 877 690	321 026 508
Autres droits et permis		
Services d'enregistrement immobilier	43 394 765	37 129 258
Chasse et pêche	30 134 806	19 698 994
Paiements d'entretien — Foyers pour soins spéciaux et hôpitaux psychiatriques	22 319 265	23 415 483
Autres	153 128 277	131 732 603
	248 977 113	211 976 338
Amendes et pénalités		
Cours provinciales	99 338 842	89 433 838
Autres	5 067 668	5 960 516
	104 406 510	95 394 354
Frais d'utilisation des services publiques	144 719 415	120 408 127
Redevances		
Énergie hydraulique	88 256 152	89 776 502
Redevances sur la coupe du bois	74 693 736	64 114 443
Autres	14 104 417	13 364 689
	177 054 305	167 255 634
Autres		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario — subrogation	52 688 830	45 533 153
Autres	94 868 315	85 425 145
	147 557 145	130 958 298
Ventes et locations	95 721 085	99 181 432
Recouvrement de dépenses des années précédentes	39 607 682	61 847 428
Divers	34 863 615	27 006 300
	317 749 527	318 993 458
TOTAL DES AUTRES RECETTES	4 694 035 289	4 482 178 148

Les primes sont versées par les cotisants au Régime d'assurance-maladie de l'Ontario. Les tarifs en vigueur sont de 29,75 $ par mois pour les célibataires, et de 59,50 $ par mois pour les familles.

Les bénéfices provenant de sociétés de la Couronne et de régies sont les montants constitués par des bénéfices d'exploitation nets qui ont été reçus par la province.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

On entend par droits d'immatriculation de véhicules les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les cars et les autobus, les droits peuvent varier entre 81 $ et 2 690 $. Les droits pour les voitures de tourisme et les véhicules utilitaires pesant 2 400 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 54 $ dans le Sud de l'Ontario et de 27 $ dans le Nord. Quant aux motocyclettes et aux cyclomoteurs, les droits sont de 30 $ et 9 $, respectivement dans le Sud de l'Ontario et 15 $ et 9 $, respectivement dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention de permis de conduire représentent les sommes perçues par la province en règlement des frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur route.

Les droits perçus par la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario comprennent notamment les droits de permis que doivent acquitter les brasseurs produisant de la bière vendue en Ontario. Cet impôt représente 21,2% du prix de vente de la bière en magasin, quel que soit le format du conditionnement. La commission perçoit également les droits de permis imposés aux établissements qui vendent de l'alcool et les taxes grevant la vente de vin dans les magasins appartenant aux producteurs ou exploités par eux.

À la rubrique relative aux droits d'enregistrement des titres immobiliers se trouvent les montants perçus en règlement des services d'enregistrement et de mise à jour des titres de propriété, ainsi que des charges grevant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'inscription.

La délivrance des permis de chasse et de pêche en Ontario est soumise à la perception d'un droit, collecté par la province. Ces permis donnent à leurs titulaires le droit de chasser le gibier sauvage ou de s'adonner à la pêche sportive sur l'ensemble du territoire de la province. Pour les non résidents de l'Ontario, le coût du permis de pêche saisonnier est de 33 $ et celui du permis de chasse varie entre 5,75 $ et 200 $, selon l'espèce que l'on souhaite chasser et le lieu de résidence.

À la rubrique relative aux paiements d'entretien effectués à des foyers pour soins spéciaux et à des hôpitaux psychiatriques sont portées les sommes versées en règlement des soins dispensés dans ces établissements à des particuliers non assurés par le Régime d'assurance-maladie de l'Ontario ou en règlement de prestations qui ne sont pas couvertes par ce régime.

Les transporteurs publics doivent payer un droit d'immatriculation pour les véhicules servant au transport des marchandises à des fins commerciales. Ces droits varient entre 28 $ et 754 $, selon la catégorie et le poids brut du véhicule.

La rubrique "Amendes et pénalités" est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

Les municipalités versent à la province des redevances appelées "frais d'utilisation des services publics" pour l'usage qu'elles font des installations de traitement des eaux et d'élimination des déchets exploitées par le gouvernement provincial.

La redevance d'hydro-électricité est la taxe due en contrepartie de l'utilisation de barrages pour la production d'énergie hydraulique. Cette taxe est calculée selon le nombre moyen de kilowatts produits dans l'année multiplié par le tarif de base, qui était de 6,20 $ en 1987. Chaque année, le tarif de base est indexé d'après l'indice des prix à la consommation.

L'exploitation du bois sur les terres de la Couronne est soumise au règlement d'une taxe spéciale, dite "redevance sur la coupe du bois". Le montant de cette redevance varie en fonction du type d'exploitation, de la catégorie et du cubage du bois récolté, et des indices industriels des prix du bois. Le titulaire du permis doit en outre s'acquitter d'une contribution supplémentaire s'il veut avoir l'exclusivité de l'exploitation dans une région donnée.

La province reçoit également des sommes qui correspondent au remboursement, par les compagnies d'assurances, des soins médicaux payés par le Régime d'assurance-maladie de l'Ontario. La plupart de ces remboursements concernent des accidents d'automobiles. Les sommes dues sont établies en vertu d'accords conclus avec les compagnies d'assurances autorisées à exercer en Ontario; elles sont fonction du montant annuel total correspondant aux primes d'assurance-automobile perçues par ces organismes.

Sous la rubrique "Ventes et locations", on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et du crédit-bail appliqué à des terres de la Couronne.

La rubrique "Recouvrement de dépenses des années précédentes" représente toutes les sommes que la province n'a pas recouvrées au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes ont été effectuées. Ces sommes auraient dû figurer sous la rubrique "Remboursement de dépenses" n'eussent été des délais de remboursement.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
INTÉRÊTS SUR LES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL		
Placements temporaires	213 472 086	221 083 559
Prêts aux administrations locales	24 250 119	28 037 570
Sociétés, conseils et commissions	23 723 920	44 972 763
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	2 450 761	2 895 146
Autres	31 326 180	31 681 920
TOTAL DES INTÉRÊTS SUR LES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	295 223 066	328 670 958

Les intérêts sur les placements à court terme perçus par la province proviennent des placements de liquidités.

Les intérêts perçus par la province au titre des prêts aux municipalités concernent des montants qui, pour la plupart, ont été avancés lors d'années antérieures en vue de stimuler l'activité économique régionale, par la mise en oeuvre de différents programmes d'aide à l'embauche, à la construction et à la création d'emplois.

La province a consenti des prêts et des avances portant intérêt aux sociétés, aux conseils et aux commissions afin de leur permettre d'atteindre les objectifs qui leur ont été assignés.

La province a consenti à certains hôpitaux publics des prêts à la construction, dans le cadre du programme géré par le ministère de la Santé en vue de soutenir les investissements en capital. Aucun nouveau prêt n'a été consenti depuis l'exercice 1977-1978.

Les autres intérêts perçus par la province concernent des débentures émises par les municipalités ou des prêts accordés pour la réalisation de projets particuliers.

RECETTES TOTALES	**32 453 108 133**	**29 543 710 307**

Voir le Sommaire des recettes, par ministère et par catégorie principale, pages 2-10 et 2-11

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Ministères	Gouvernement du Canada						
	Recettes fiscales	Remboursements de dépenses	Autres	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et penalités	Ventes et locations
	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques		1 579 243		20 549			6 688
Affaires intergouvernementales		48 515		72 187			
Affaires municipales				4 876 251	50		14 466
Agriculture et Alimentation		21 338 065		3 816 961	2 683 520		3 226 674
Bureau de l'Assemblée législative					49 540		191
Bureau du Conseil des ministres							332
Bureau de l'ombudsman							
Cabinet du premier ministre							
Collèges et Universités		7 241 329		350 497	156 424		2 734
Conseil de gestion		94 624		110 718			569 498
Consommation et Commerce	31 922	213 524			445 268 703	140 854	4 743
Culture et Communications		322 250			2 478 182		44 646
Développement du Nord et Mines	580 307	1 545 389			1 512 935	3 586	374 276
Éducation		45 503 279		129 655	542 958		1 032 951
Énergie		583 495		1 969 500	46 678		44 234
Environnement		629 999		545 776	656 122		280 842
Formation professionnelle		131 562 025		32 420	1 577 024		
Industrie, Commerce et Technologie		26 727		1 184 207	217 115		323 101
Institutions financières	771 388			7 023 603	18 844 827	28 111	2 078 323
Logement		7 160 679		11 639 846	2 000		46 234
Office des affaires autochtones							
Office de la condition féminine				10 484			
Office des personnes âgées							
Office des personnes handicapées							
Procureur général		38 024 357		8 655 907	51 333 240	100 748 439	139 289
Revenu	22 387 534 284		89 523 003	10 307 101	6 764		127 912
Richesses naturelles		49 541 191		1 221 498	40 960 009	417 724	9 452 499
Santé		16 283 962		52 688 830	23 484 759		2 936 336
Services correctionnels		40 966 603		10 807			1 668 611
Services gouvernementaux		7 957 266		10 046 168	431 780		51 635 624
Services sociaux et communautaires		1 382 975 817		8 290 688	2 313 416		500 127
Solliciteur général		4 968 621		9 295 531	1 116 832		3 262 023
Tourisme et Loisirs		149 979		118 406	3 120 124		2 007 484
Transports		537 720	1 348 986	876 957	507 200 482	3 025 377	15 804 139
Travail		315 606		14 162 664	2 197 978	42 419	125 596
Trésor et Économie		257 967	3 224 231 656	99 934			11 512
Total des ministères	22 388 917 901	1 759 828 232	3 315 103 645	147 557 145	1 106 201 462	104 406 510	95 721 085

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Ministères	Redevances	Frais d'utilisation des services publics	Primes	Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions	Recouvrement de dépenses des années précédentes	Divers	Intérêt	Total des recettes
	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques					96 765	549		1 703 794
Affaires intergouvernementales					3 009	26		123 737
Affaires municipales					386 102	209 196		5 486 065
Agriculture et Alimentation	115				2 128 206	95 310		33 288 851
Bureau de l'Assemblée législative					73 384	99		123 214
Bureau du Conseil des ministres					1 457	109		1 898
Bureau de l'ombudsman					57	8 751		8 808
Cabinet du premier ministre					2 065	804		2 869
Collèges et Universités					8 130 653	88		15 881 725
Conseil de gestion					111 188	318		886 346
Consommation et Commerce				651 000 000	5 585	110 269		1 096 775 600
Culture et Communications	6 310				880 759	113 590		3 845 737
Développement du Nord et Mines	817				1 207 445	475		5 225 230
Éducation					275 219	22 478		47 506 540
Énergie					230 342	20 002 544		22 876 793
Environnement		144 719 415			445 780	2 028 735		149 306 669
Formation professionnelle					1 194 987	3 569		134 370 025
Industrie, Commerce et Technologie					121 621	27 551		1 900 322
Institutions financières					148	1 700		28 748 100
Logement					82 214	99 749		19 030 722
Office des affaires autochtones					1 659	17 740		19 399
Office de la condition féminine					3 761			14 245
Office des personnes âgées					333			333
Office des personnes handicapées					175			175
Procureur général					88 124	3 290 648		202 280 004
Revenu					2 634 671	39 427		22 490 173 162
Richesses naturelles	177 045 235				292 496	137 341		279 067 993
Santé			1 722 904 070		7 314 471	1 069 784		1 826 682 212
Services correctionnels					126 299	17 898		42 790 218
Services gouvernementaux					535 821	3 305 820		73 912 479
Services sociaux et communautaires					2 174 972	184 698		1 396 439 718
Solliciteur général					445 396	20 885		19 109 288
Tourisme et Loisirs	21			470 000 000	1 032 488	427		476 428 929
Transports	1 791				2 314 055	590 428		531 699 935
Travail					54 313	104 329		17 002 905
Trésor et Économie	16				7 211 662	3 358 280	295 223 066	3 530 394 093
Total des ministères	177 054 305	144 719 415	1 722 904 070	1 121 000 000	39 607 682	34 863 615	295 223 066	32 453 108 133

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

La présente annexe établit la synthèse des dépenses engagées par les différents ministères, ventilées par programme et par activité. On trouvera à la Section 4 de ce volume un exposé plus détaillé de ces dépenses par catégorie ainsi que des comptes créés à des fins spéciales, prêts, avances et dotations en capital.

	1988 $		1987 $	
Affaires civiques		38 510 448		35 123 185
Affaires intergouvernementales		9 193 853		6 990 140
Affaires municipales				
Affaires municipales		875 358 437		847 576 939
Planification communautaire		34 472 463		34 148 867
Autres programmes		12 074 688		8 688 178
		921 905 588		890 413 984
Agriculture et Alimentation				
Aide financière à l'agriculture				
Soutien direct et paiements de stabilisation	322 114 349		251 688 203	
Autres activités	32 772 882	354 887 231	30 332 891	282 021 094
Technologie, développement et services régionaux agricoles				
Services techniques, recherche et éducation	34 227 804		31 726 269	
Services consultatifs	33 435 856		30 791 224	
Éducation et recherche	31 598 328		12 519 957	
Autre activités	52 645 838	151 907 826	56 276 057	131 315 507
Commercialisation et normes agricoles		38 984 452		35 075 665
Autres programmes		20 240 196		17 715 003
		566 019 705		466 125 269
Bureau de l'Assemblée législative		69 332 989		69 341 927
Bureau du Conseil des ministres		7 702 987		6 586 835
Bureau du directeur général des élections		31 070 899		1 928 783
Bureau du lieutenant-gouverneur		545 431		478 245
Bureau de l'ombudsman		6 617 800		6 525 590
Bureau du vérificateur provincial		6 406 601		6 144 694
Cabinet du premier ministre		2 193 912		1 896 912
Collèges et Universités				
Aide aux universités				
Aide provinciale aux universités	1 525 982 307		1 431 437 298	
Autres activités	866 902	1 526 849 209	389 307	1 431 826 605
Aide aux collèges				
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	666 420 420		650 335 687	
Autres activités	3 243 482	669 663 902	2 554 681	652 890 368
Affaires étudiantes				
Aide provinciale aux étudiants		189 272 734		166 585 785
Administration du ministère		5 408 096		2 658 547
		2 391 193 941		2 253 961 305

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988 $		1987 $
Conseil de gestion		36 839 594		27 116 053
Consommation et Commerce				
Enregistrement				
Enregistrement immobilier	35 850 240		30 325 144	
Autres activités	20 133 343	55 983 583	17 228 838	47 553 982
Normes relatives aux divertissements publics				
Réglementation des courses de chevaux	32 583 903		25 689 272	
Autres activités	2 181 896	34 765 799	2 042 763	27 732 035
Autres programmes		44 177 946		38 004 726
		134 927 328		113 290 743
Culture et Communications				
Développement culturel et institutions culturelles				
Industries et organismes culturels	96 454 924		87 965 931	
Autres activités	33 873 294	130 328 218	40 925 553	128 891 484
Bibliothèques et information communautaire				
Services de bibliothèque	38 619 998		36 550 262	
Information communautaire	1 303 946	39 923 944	1 209 397	37 759 659
Autres programmes		57 205 710		82 397 330
		227 457 872		249 048 473
Développement du Nord et Mines				
Transports du Nord				
Développement des transports	105 081 895		83 557 052	
Autres activités	22 410 643	127 492 538	25 994 875	109 551 927
Développement du Nord				
Développement social	27 559 560		37 423 444	
Autres activités	40 967 095	68 526 655	29 475 807	66 899 251
Mines et minéraux		33 298 073		36 917 800
Administration du ministère		9 430 125		6 288 051
		238 747 391		219 657 029
Éducation				
Services au secteur de l'éducation				
Caisse de retraite des enseignants	426 601 642		400 732 157	
Autres activités	50 975 879	477 577 521	47 216 186	447 948 343
Secteur de l'éducation				
Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	3 818 361 922		3 786 525 383	
Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	46 512 562		39 170 783	
Autres activités	60 089 236	3 924 963 720	69 165 427	3 894 861 593
Administration du ministère		44 292 084		40 777 078
		4 446 833 325		4 383 587 014

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988 $		1987 $
Énergie		42 543 858		42 959 736
Environnement				
Planification et exploitation des services publics				
Services d'ingénierie	128 852 253		86 024 476	
Exploitation des services publics	74 509 900		71 916 347	
Autres activités	13 600 000	216 962 153	27 663 760	185 604 583
Contrôle de l'environnement		75 761 368		74 821 707
Services environnementaux		66 509 002		58 805 751
Administration du ministère		25 656 705		20 721 748
		384 889 228		339 953 789
Formation professionnelle				
Formation professionnelle	233 536 529		230 283 411	
Emploi des jeunes	137 932 716		166 698 911	
Administration du ministère	13 923 876	385 393 121	7 862 415	404 844 737
Industrie, Commerce et Technologie				
Assistance aux petites entreprises, au secteur tertiaire et aux industries				
Assistance financière aux industries	26 986 033		73 402 261	
Autres activités	10 621 839	37 607 872	12 618 326	86 020 587
Sociétés de développement de l'Ontario		52 306 467		32 510 409
Expansion de l'industrie et du commerce		37 400 372		31 995 306
Politiques et technologie				
Politique et développement technologiques	23 750 659		34 192 620	
Autres activités	4 411 888	28 162 547	2 543 147	36 735 767
Autres programmes		17 004 071		9 582 881
		172 481 329		196 844 950
Institutions financières		30 900 837		23 116 740
Logement				
Logements sociaux				
Société de logement de l'Ontario	175 211 988		225 600 327	
Administration du programme	92 968 281		15 179 056	
Autres activités	8 665 691	276 845 960		240 779 383
Autres programmes		56 531 541		41 641 726
		333 377 501		282 421 109
Office des affaires autochtones		1 977 003		3 775 855
Office de la condition féminine		17 096 153		7 960 890
Office des personnes âgées		4 654 513		3 067 594
Office des personnes handicapées		5 854 661		4 750 570

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988 $		1987 $
Procureur général				
Administration des tribunaux				
Cours provinciales (Division criminelle et Division de la famille)	96 295 902		87 258 092	
Cours de district	47 856 685		46 960 619	
Autres activités	36 226 429	180 379 016	25 868 137	160 086 848
Services administratifs				
Bureau principal	89 157 674		69 123 887	
Autres activités	20 504 665	109 662 339	20 874 755	89 998 642
Services juridiques de la Couronne				
Division du droit criminel	42 948 568		34 012 657	
Autres activités	6 382 625	49 331 193	6 203 879	40 216 536
Autres programmes		42 575 963		37 010 847
		381 948 511		327 312 873
Revenu				
Recettes et subventions fiscales				
Revenu annuel garanti et subventions fiscales	569 379 529		503 148 730	
Autres activités	83 257 560	652 637 089	80 906 615	584 055 345
Évaluation foncière				
Travaux d'évaluation sur le terrain	89 503 533		82 193 913	
Autres activités	6 708 691	96 212 224	6 344 488	88 538 401
Autres programmes		37 103 078		30 244 545
		785 952 391		702 838 291
Richesses naturelles				
Produits tirés des ressources				
Gestion forestière		192 083 331		195 136 107
Terres et eaux				
Services d'aviation et lutte contre les incendies	56 412 128		55 028 342	
Offices de protection de la nature et gestion des eaux	53 110 438		51 010 736	
Autres activités	62 474 319	171 996 885	53 294 188	159 333 266
Loisirs de plein air				
Gestion de la pêche	46 420 331		58 520 495	
Zones de loisirs	39 765 136		41 801 295	
Gestion de la faune	20 581 687	106 767 154		100 321 790
Administration du ministère				
Administration des régions	43 001 888		37 371 614	
Autres activités	31 410 409	74 412 297	29 840 518	67 212 132
Expérience dans le domaine des ressources		7 165 490		7 233 986
		552 425 157		529 237 281

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988 $		1987 $
Santé				
Soins de santé en établissements				
Hôpitaux et établissements connexes	5 675 489 705		5 344 347 075	
Services en maisons de soins infirmiers	350 202 788			
Administration du programme	982 655	6 026 675 148	1 122 568	5 345 469 643
Assurance-maladie		3 692 623 666		3 240 797 246
Services de santé d'urgence et programmes spéciaux				
Médicaments	501 364 681		417 355 561	
Services de santé d'urgence	176 765 041		150 878 470	
Autres activités	26 269 667	704 399 389	29 237 023	597 471 054
Santé mentale				
Services psychiatriques	318 711 055		297 979 708	
Services communautaires de santé mentale	211 279 827		187 724 390	
Administration du programme	4 346 165	534 337 047	4 131 304	489 835 402
Santé communautaire				
Services communautaires de santé	266 648 210		509 620 238	
Santé publique	160 941 098		159 121 050	
Services de laboratoire	30 330 142			
Autres activités	1 827 852	459 747 302	9 698 887	678 440 175
Administration du ministère				
Recherche	28 243 575		57 886 079	
Autres activités	82 510 434	110 754 009	70 434 828	128 320 907
		11 528 536 561		10 480 334 427
Services correctionnels				
Opérations				
Services en établissement	298 467 143		254 583 627	
Services communautaires	69 976 930		60 826 520	
Autres activités	12 604 448	381 048 521	10 416 324	325 826 471
Administration du ministère		20 676 009		18 687 153
		401 724 530		344 513 624
Services gouvernementaux				
Services des biens immobiliers				
Exécution du programme	208 356 915		182 066 171	
Dépenses en capital	126 531 177		86 129 508	
Opérations entreprises dans le cadre du programme	63 226 880		71 341 238	
Autres activités	6 549 255	404 664 227	6 389 515	345 926 432
Services en ressources humaines				
Données et avantages sociaux des employés	83 052 651		75 107 837	
Autres activités	3 561 969	86 614 620	3 196 696	78 304 533
Autres programmes		51 001 744		49 781 660
		542 280 591		474 012 625

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988 $		1987 $
Services sociaux et communautaires				
Services aux adultes et aux enfants				
Maintien du revenu	1 911 845 182		1 642 404 223	
Services sociaux à l'enfance	659 765 944		594 094 155	
Services sociaux aux adultes	567 294 930		449 540 304	
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	557 231 531		517 370 508	
Autres activités	37 931 316	3 734 068 903	32 159 873	3 235 569 063
Administration du ministère		40 673 579		34 682 047
		3 774 742 482		3 270 251 110
Solliciteur général				
Police provinciale de l'Ontario				
Opérations régionales	243 205 830		213 521 547	
Services	53 345 344		39 905 989	
Enquêtes	30 851 276		62 218 553	
Autres activités	13 433 691	340 836 141		315 646 089
Sécurité publique		35 342 448		30 741 297
Autres programmes		29 106 337		21 639 324
		405 284 926		368 026 710
Tourisme et Loisirs				
Opérations touristiques et récréatives		55 189 666		55 711 647
Développement du tourisme		34 605 756		35 692 778
Parcs et attractions		30 587 554		35 144 770
Autres programmes		48 131 916		39 531 115
		168 514 892		166 080 310
Transports				
Routes municipales				
Immobilisations, construction et entretien	635 379 355		590 238 257	
Administration du programme	6 776 829	642 156 184	6 862 233	597 100 490
Routes provinciales				
Immobilisations et construction	257 299 695		214 682 774	
Entretien	246 295 184		251 097 952	
Conception	79 005 548		72 143 991	
Administration du programme	36 831 752	619 432 179	34 701 484	572 626 201
Transports en commun municipaux				
Exploitation	166 475 650		153 524 182	
Immobilisations et construction	155 292 705		142 610 093	
Administration du programme	2 371 371	324 139 726	2 435 482	298 569 757
Transports en commun de la province				
Expansion du service ferroviaire GO de transport en commun	79 700 000		41 300 000	
Exploitation	47 162 500		46 600 000	
Immobilisations et construction	27 445 000	154 307 500	33 700 000	121 600 000
Sécurité et réglementation				
Permis	50 955 737		49 118 600	
Examen, inspection et application	36 827 669		31 208 927	
Administration du programme	7 735 049	95 518 455	9 558 179	89 885 706
Administration du ministère		50 205 645		61 629 719
Autres programmes		28 214 004		23 047 584
		1 913 973 693		1 764 459 457

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988 $		1987 $
Travail				
Santé et sécurité au travail		50 127 739		43 305 560
Autres programmes		57 275 994		46 587 438
		107 403 733		89 892 998
Trésor et Économie				
Trésor		5 398 484		4 672 624
Politiques économiques				
Politiques économiques	52 144 935		53 714 353	
Fonds de technologie	20 099 961	72 244 896	1 653 728	55 368 081
Autres programmes		15 487 723		13 881 504
		93 131 103		73 922 209
Dette publique — intérêt		3 771 269 736		3 539 110 967
		3 864 400 839		3 613 033 176
Total des dépenses		34 941 856 174		32 177 905 033

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques	11 215 463	1 440 504	1 414 125	2 407 308
Affaires intergouvernementales	3 403 110	572 793	787 389	2 431 985
Affaires municipales	20 029 337	2 981 756	1 989 051	7 312 068
Agriculture et Alimentation	73 827 073	11 280 643	11 795 825	26 861 557
Bureau de l'Assemblée législative	37 185 445	6 490 720	6 125 476	8 860 562
Bureau du Conseil des ministres	4 294 474	685 781	271 400	1 081 313
Bureau du directeur général des élections	518 668	64 799		
Bureau du lieutenant-gouverneur	334 132	49 999	59 752	6 643
Bureau de l'ombudsman	4 450 855	659 997	323 935	977 825
Bureau du vérificateur provincial	4 369 985	611 978	226 220	952 912
Cabinet du premier ministre	1 503 015	259 023	221 536	126 718
Collèges et Universités	11 451 116	1 670 284	1 256 614	3 381 393
Conseil de gestion	51 339 455	4 684 599	1 071 322	13 636 474
Consommation et Commerce	68 990 152	11 289 521	6 585 348	13 601 773
Culture et Communications	26 371 316	4 001 955	2 689 523	7 739 222
Développement du Nord et Mines	25 724 826	3 163 671	3 840 315	16 367 712
Éducation	76 591 056	13 880 248	9 115 399	35 476 836
Énergie	10 888 365	1 426 746	1 093 223	12 723 283
Environnement	94 587 861	14 006 797	8 882 551	64 600 615
Formation professionnelle	20 927 251	3 125 101	3 044 357	20 176 654
Industrie, Commerce et Technologie	30 641 037	4 624 730	8 632 251	29 637 164
Institutions financières	15 596 110	2 305 613	1 001 091	8 594 226
Logement	44 021 623	5 486 872	5 877 224	25 301 609
Office des affaires autochtones	728 902	73 774	120 907	227 239
Office de la condition féminine	4 786 783	389 457	601 411	5 677 248
Office des personnes âgées	1 920 584	188 025	665 325	822 109
Office des personnes handicapées	1 525 848	159 396	222 395	713 159
Procureur général	178 125 551	26 728 260	14 303 931	65 048 673
Revenu	140 729 282	21 966 604	15 229 632	36 500 846
Richesses naturelles	221 697 726	31 975 308	23 360 869	202 618 314
Santé	376 696 782	62 827 850	20 428 456	61 315 095
Services correctionnels	257 540 227	39 457 799	9 183 560	54 081 036
Services gouvernementaux	103 404 060	33 209 299	74 809 597	294 679 475
Services sociaux et communautaires	315 001 865	54 901 825	15 874 615	39 417 145
Solliciteur général	263 532 145	47 781 860	17 362 264	30 913 094
Tourisme et Loisirs	30 552 699	4 115 473	5 707 844	29 007 832
Transports	302 683 318	58 688 963	30 014 297	167 931 517
Travail	63 866 690	9 113 943	8 773 093	11 527 019
Trésor et Économie	17 642 408	2 783 716	1 052 973	38 995 615
Total des ministères	2 918 696 595	489 125 682	314 015 096	1 341 731 268
Moins recouvrements	47 556 118		14 272 175	305 786 589
TOTAL	2 871 140 477	489 125 682	299 742 921	1 035 944 679

La répartition des sommes à recouvrer (558 535 210 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite sur une base estimative, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

• On trouvera à la page ix un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 1988

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins: Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$	$
1 548 676		25 906 835		5 422 463	38 510 448
607 180		1 398 544		7 148	9 193 853
2 338 463		909 910 691	6 559 714	29 215 492	921 905 588
18 786 848	2 502 875	419 843 625	4 721 232	3 599 973	566 019 705
10 349 284		1 129 639		808 137	69 332 989
500 019		870 000			7 702 987
			30 487 432		31 070 899
3 654			91 251		545 431
205 188					6 617 800
201 406		44 100			6 406 601
83 620					2 193 912
2 850 474		2 381 206 233		10 622 173	2 391 193 941
1 732 856		194 700		35 819 812	36 839 594
7 141 822		28 421 805		1 103 093	134 927 328
5 620 847		183 340 456		2 305 447	227 457 872
10 231 113	99 255 185	98 866 580		18 702 011	238 747 391
16 057 445		4 312 281 345		16 569 004	4 446 833 325
1 509 438		15 004 577		101 774	42 543 858
46 145 767		161 480 912		4 815 275	384 889 228
4 741 047		333 378 711			385 393 121
7 335 889		29 097 524	64 468 630	1 955 896	172 481 329
1 892 242			4 224 400	2 712 845	30 900 837
6 896 641		211 773 656	56 981 738	22 961 862	333 377 501
99 463		847 718		121 000	1 977 003
619 746		5 111 401		89 893	17 096 153
700 329		358 141			4 654 513
540 254		2 741 178		47 569	5 854 661
17 140 491	999 996	95 586 328	320 906	16 305 625	381 948 511
10 794 777		571 380 940		10 649 690	785 952 391
81 435 702	4 558 814	52 121 228		65 342 804	552 425 157
63 993 095	294 653	10 953 037 254		10 056 624	11 528 536 561
42 893 797		1 052 323		2 484 212	401 724 530
57 058 862	66 514 650	57 110 398		144 505 750	542 280 591
37 986 796		3 315 481 759		3 921 523	3 774 742 482
44 041 223		952 130	1 034 583	332 373	405 284 926
7 368 813	2 114 414	98 213 404		8 565 587	168 514 892
126 612 067	253 854 712	1 112 158 068		137 969 249	1 913 973 693
10 352 924		4 407 821	14 865	652 622	107 403 733
2 204 574	5 585 206	25 634 895	3 771 269 736	768 284	3 864 400 839
650 622 832	435 680 505	25 410 344 919	3 940 174 487	558 535 210	34 941 856 174
15 326 009	128 228 506	44 658 536	2 707 277	558 535 210	
635 296 823	307 451 999	25 365 686 383	3 937 467 210		34 941 856 174

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et de dotations en capital par ministère. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-33 à 2-36) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1988 $	1987 $
AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société d'hypothèques de l'Ontario	143 587 743	177 302 297
Société de développement de l'Ontario	42 879 436	42 812 419
Société de développement de l'Est de l'Ontario	15 749 584	12 295 423
Société de développement de Nord de l'Ontario	12 852 190	8 976 147
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	3 699 554	3 820 576
Société ontarienne d'aménagement municipal	3 396 000	4 548 720
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Avances à la Commission de protection financière des producteurs de céréales	100 000	100 000
	222 264 507	249 855 582
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	34 000 851	52 288 606
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Prêts accordés au titre de l'éducation	44 832 261	48 992 071
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	2 703 000	2 565 000
Bibliothèques publiques	377 000	345 000
Ville de Kapuskasing	99 874	94 229
Conseil de développement de Moosonee	10 000	9 000
Ministère de Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	23 372 645	22 953 263
Ministère des Affaires municipales		
Programme Opération Logement de l'Ontario	9 868 022	11 733 929
Assistance pour les travaux municipaux	2 579 929	4 502 504
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 040 625	2 553 379
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	969 300	903 300
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	902 879	550 939
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	473 172	134 200
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	234 900	219 800
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Ville de Chapleau		35 463
	88 463 607	95 592 077

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
AUTRES PRÊTS		
Ministère des Services gouvernementaux		
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	9 930 716	
Ministère de la Santé		
Prêts aux hôpitaux publics	8 102 121	7 186 520
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	4 888 380	
Ministère des Institutions financières		
Coopers et Lybrand — Mise sous séquestre de Player	1 600 000	
Ministère des Affaires municipales		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	288 396	291 391
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	107 419	124 700
Associations coopératives	25 100	23 350
Office de la mise en marché des producteurs de fruits tendres		95 000
	24 942 132	7 720 961
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DE PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	369 671 097	405 457 226

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS

PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères. Ces versements correspondent en fait à un accroissement de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-33 à 2-36) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1988 $	1987 $
AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère de l'Industrie et du Commerce		
Société de développement de l'Ontario	69 261 605	25 751 729
Société de développement du Nord de l'Ontario	10 602 275	6 257 925
Société de développement de l'Est de l'Ontario	8 687 673	7 965 000
Ministère des Richesses naturelles		
Office de foresterie du parc Algonquin	150 000	
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Société de développement de l'Ontario	11 517 727	5 495 248
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	3 060 076	2 052 638
	103 279 356	47 522 540
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	20 415 592	16 685 635
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	14 422 400	14 613 700
Ministère des Affaires municipales		
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	3 148 686	2 675 998
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	2 923 500	4 289 000
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		1 342 000
	20 494 586	22 920 698
AUTRES PRÊTS		
Ministère des Institutions financières		
Coopers et Lybrand pour la mise sous séquestre de Player	454 744	726 511
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	50 500	65 300
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales		4 108 000
	505 244	4 899 811
TOTAL DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	144 694 778	92 028 684

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS

DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

La présente annexe établit la synthèse de tous les dépôts effectués dans des fonds de pension et fonds connexes et dans des comptes créés à des fins spéciales dont le trésorier de l'Ontario est le dépositaire officiel. Ces versements figurent au passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-37 à 2-39) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun de ces comptes, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1988 $	1987 $
FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Caisse de retraite des fonctionnaires	788 610 152	713 821 526
Fonds d'indexation des pensions de retraite	344 836 662	313 459 800
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	8 921 469	7 853 574
Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	7 493 150	6 839 483
Compte d'allocations au régime de pension de l'Assemblée législative	5 540 150	5 715 781
Paiements au compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	2 772 655	1 895 364
TOTAL DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES	1 158 174 238	1 049 585 528
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario	160 769 424	195 396 305
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	3 125 000	24 863
Réserve pour chèques en circulation	1 889 740	1 183 235
Fonds des producteurs de lait et de crème	256 773	227 907
Divers	165	179
	166 041 102	196 832 489
Ministère des Institutions financières		
Fond d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	12 448 351	12 464 662
Montants non réclamés	2 752	41 381
	12 451 103	12 506 043
Ministère des Richesses naturelles		
Fonds de surveillance des mines et des carrières	7 373 061	6 091 508
Dépôts de garantie en vertu de contrats	270 248	130 867
Prélèvement d'échantillons — Loi sur les mines	1 378	
Compte de fiducie Thomas Foster		1 156
	7 644 687	6 223 531
Ministère des Services gouvernementaux		
Compte de fiducie des services des biens immobiliers	5 697 898	1 624 107
Dépôts de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	19 675	64 150
Compte de fiducie pour les expropriations d'Effingham Park		4 855
	5 717 573	1 693 112

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS

DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)		
Ministère de l'Environnement		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	1 234 582	1 396 553
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	46 855	44 947
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	8 608	6 001
	1 290 045	1 447 501
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	798 312	805,515
Montants non réclamés	151 958	161 159
Cautionnements de garantie		
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	40 000	30 000
Loi sur la protection du consommateur	25 000	25 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier	5 000	20 000
Loi sur les huissiers	5 000	
Dépôts de garantie au titre de terres étrangères	69 473	10 000
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	2 000	2 600
	1 096 743	1 054 274
Ministère de la Santé		
Réserve pour chèques en circulation	877 494	899 992
Fonds de recherche Terry Fox	113 785	104 455
	991 279	1 004 447
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — traitements non réclamés	209 887	361 794
Ministère des Collèges et Universités		
Paiements provenant des prix John C. Polanyi	90 458	1 000 000
Bourses de la reine Elizabeth II — intérêts	39 717	43,236
Loi de 1974 sur les écoles privées de formation professionnelle	19 486	3 244
	149 661	1 046 480
Ministère du Revenu		
Cotisation des régies locales des services publics	111 698	98 359
Dépôts de garantie en vertu de contrats — taxe de vente au détail	28 020	11 574
	139 718	109 933

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS

DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)		
Ministère de l'Éducation		
Legs et bourses	40 886	39 731
Association de l'éducation de l'Ontario — Fonds de prêts pour les enseignants des écoles élémentaires		186
	40 886	39 917
Ministère du Logement		
Société de logement de l'Ontario — compte de dépôts	26 795	14 311
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	17 192	101 167
Fonds non réclamés	1 955	2
	19 147	101 169
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Legs et bourses	7 300	5 347
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	4 251	29 800
	11 551	35 147
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commission des parcs du Saint-Laurent	11 250	250
Ministère des Services correctionnels		
Montants non réclamés	5 331	4 850
Legs	55	59
	5 386	4 909
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Dépôts en vertu de contrats	1 811	5 562
Ministère du Solliciteur général		
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	965	1 231
TOTAL DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	195 849 589	222 482 100
TOTAL DES DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 354 023 827	1 272 067 628

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS

PAIEMENTS PROVENANT DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

La présente annexe établit la synthèse de tous les paiements effectués par le trésorier de l'Ontario au titre des différents fonds dont il est le dépositaire officiel: les fonds de pension et fonds connexes et les comptes créés à des fins spéciales. Ces paiements représentent en fait une diminution du passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-37 à 2-39) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour chacun de ces comptes, de même que des renseignements complémentaires.

	1988 $	1987 $
FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Caisse de retraite des fonctionnaires	206 313 682	181 443 363
Fonds d'indexation des pensions de retraite	118 617 592	99 703 302
Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	5 306 000	4 674 571
Compte d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	2 384 293	1 760 073
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	1 849 244	1 653 970
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	24 322	
TOTAL DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES	334 495 133	289 235 279
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES		
Ministère des Institutions financières		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	6 447 360	6 609 444
Ministère des Services gouvernementaux		
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	4 688 260	1 545 722
Dépôts de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	27 575	54 300
Compte en fiducie pour les expropriations d'Effingham Park		108 252
	4 715 835	1 708 274
Ministère des Richesses naturelles		
Fonds de surveillance des mines et des carrières	1 351 127	836 552
Dépôts de garantie en vertu de contrats	113 563	186 441
Compte en fiducie Thomas Foster		1 156
	1 464 690	1 024 149
Ministère de la Santé		
Réserve pour chèques en circulation	873 180	833 695
Ministère de l'Environnement		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	864 366	1 344 353
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Déductions salariales (montant net)	26 488 411	(2 420 561)
Réserve pour chèques en circulation	637 142	564 018
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre de débentures	63 205	40 591
Fonds des producteurs de lait et de crème	2 020	1 910
Divers	165	179
	27 190 943	(1 813 863)
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Cautionnements de garantie		
Loi sur la protection du consommateur	45 000	40 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier	35 000	67 047
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	15 000	79 897
Loi sur les huissiers	5 000	
Loi sur les agences de recouvrement		57 585
Dépôts au titre de terres étrangères	46 169	17 281
Montants non réclamés	21 091	1 623
Dépôts de garantie en vertu de contrats	300	
	167 560	263 433

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES OPÉRATIONS

PAIEMENTS PROVENANT DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)		
Ministère des Collèges et Universités		
Prix John C. Polanyi	68 794	
Bourses de la reine Elizabeth II (Compte de produits)	58 219	55 018
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle		47 867
	127 013	102 885
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — traitements non réclamés	117 523	154 063
Ministère du Revenu		
Régies locales des services publics	111 698	98 359
Dépôts de garantie en vertu de contrats — taxe de vente au détail		20 574
	111 698	118 933
Ministère de l'Éducation		
Legs et bourses	36 613	33 438
Association de l'éducation de l'Ontario — Fonds de prêts pour les enseignants des écoles élémentaires		324
	36 613	33 762
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	22 924	4 693
Legs et bourses		5 000
	22 924	9 693
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	14 943	340
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Dépôts de garantie en vertu de contrats	11 050	18 400
Ministère du Solliciteur général		
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	1 987	4 102
Ministère des Services correctionnels		
Legs		59
TOTAL DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	42 167 685	10 411 722
TOTAL DES PAIEMENTS PROVENANT DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	376 662 818	299 647 001

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

PRODUIT DES EMPRUNTS CONTRACTÉS

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

La présente annexe énumère les opérations d'emprunt qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-40 à 2-41) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Détails	Valeur nominale	
	%			$	$
			EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES					
			Régime de pensions du Canada — Émissions de débentures à échéance fixe :		
CPP	10,79	1er octobre 2007			42 300 000
			Caisse de retraite des enseignants — Émissions de débentures à échéance fixe :		
TI	10,15	1er avril 2007		90 000 000	
	10,90	1er mai 2007		165 000 000	
	10,82	1er juin 2007		40 000 000	
	10,74	1er juillet 2007		150 000 000	
	11,44	1er août 2007		50 000 000	
	11,80	1er septembre 2007		50 000 000	
	11,93	1er février 2008		115 000 000	
	11,24	1er mars 2008		340 000 000	
	11,50	1er avril 2008		40 000 000	
	11,24	1er juin 2011		470 000 000	
	10,77	1er juillet 2011		60 000 000	
	10,68	1er août 2011		50 000 000	1 620 000 000
TOTAL DU PRODUIT DES EMPRUNTS CONTRACTÉS					1 662 300 000

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

La présente annexe contient des renseignements sur les dates d'échéance et les remboursements d'emprunts provinciaux qui ont pour effet de réduire le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-40 à 2-41) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Détails	Valeur nominale
	%		$	$
		(a) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES				
		À rembourser au ministre des Finances du Canada		
		Régime des pensions du Canada :		
CP	5,37 - 6,53	du 4 avril 1987 au 4 mars 1988	375 902 000	
		Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver :		
WC	7,46 - 9,91	du 31 mars 1992 au 31 mars 1997	2 109 707	
		Loi sur le financement des travaux municipaux :		
MW	5,25 - 5,625	du 30 juin 1987 au 1er octobre 1999	3 413 745	
		Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois :		
ELP	6,89 - 6,98	du 25 septembre 1989 au 25 septembre 1994	894 091	
		Prêts fédéraux-provinciaux garantis :		
SD	6,23 - 6,51	du 30 mars 1988 au 30 mars 1993	235 754	382 555 297
		À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :		
CMHC	5,125 - 15,75	du 1er décembre 1993 au 1er avril 2021		3 215 616
		À rembourser à la Caisse de retraite des enseignants :		
TI	6,00	1er novembre 1987		176 000 000
ÉMISSIONS PUBLIQUES				
DZ	5,75	1er mai 1987	24 356 000	
FE	10,25	10 décembre 1987	126 721 000	
EB	7,00	15 février 1988	40 799 500	191 876 500
		TOTAL DES REMBOURSEMENTS EN DOLLARS CANADIENS		753 647 413
		(b) EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA) EN DEUTSCHE MARKS		
ÉMISSIONS PUBLIQUES				
ER	6,00	1er septembre 1987		7 098 165
		Rajustement effectué pour tenir compte de la réévaluation de la monnaie		(4 413)
		REMBOURSEMENTS NETS		7 093 752
		TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS		760 741 165

ANNEXE À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS D'ONTARIO HYDRO

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

La présente annexe récapitule tous les emprunts contractés par la province pendant l'exercice pour le compte d'Ontario Hydro. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière le détail des comptes du passif (Débentures émises) et de l'actif (Avances consenties à Ontario Hydro) issus de ces opérations (pages 2-40 et 2-36, respectivement).

		1988 $		1987 $
Produit des emprunts contractés (RPC)		388 715 000		119 000 000
Emprunts remboursés (publics)		(280 190 552)		(49 753 220)
Produit net		108 524 448		69 246 780
Différentiel de change		(354 325 955)		(471 625 215)
Augmentation nette des débentures et billets émis aux fins d'Ontario Hydro		(245 801 507)		(402 378 435)
Avances, intérêts et recouvrements connexes				
Avances à Ontario Hydro provenant du RPC		388 715 000		119 000 000
Intérêt sur titres				
provenant de titres émis au public		716 178 485		754 253 384
provenant du Régime de pensions du Canada		167 918 343		142 999 991
		884 096 828		897 253 375
Recouvrements d'Ontario Hydro				
Intérêt sur avances				
provenant de titres émis au public	(716 178 266) $		(754 253 846) $	
provenant du Régime de pensions du Canada	(167 918 343)	(884 096 609)	(142 999 991)	(897 253 837)
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public		(280 190 552)		(49 753 220)
		(1 164 287 161)		(947 007 057)
Avances nettes		108 524 667		69 246 318
Différentiel de change		(354 325 955)		(471 625 215)
Avances, intérêt, différentiel de change et recouvrements connexes (montant net)		(245 801 288)		(402 378 897)

ANNEXE À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1988

ENCAISSE ET PLACEMENTS TEMPORAIRES

	1988	1987
	$	$
Placements temporaires	3 430 920 345	3 942 137 636
Encaisse	(1 836 686 261)	(1 962 868 816)
	1 594 234 084	1 979 268 820

Les placements temporaires, comptabilisés au coût, sont essentiellement constitués de titres à court terme négociables, émis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements fédéral et provincial. Les paiements effectués au cours des 30 jours qui ont suivi la clôture de l'exercice se sont élevés à 1 443 235 963 $ (1 505 580 565 $ en 1987); ils ont été déduits de l'encaisse totale figurant dans ce bilan.

AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

	1988	1987
	$	$
Société de développement de l'Ontario	216 238 500	175 278 528
Société de développement du Nord de l'Ontario	41 137 050	43 386 964
Société de développement de l'Est de l'Ontario	32 449 566	39 511 477
Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	35 207 935
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	27 550 450	31 250 004
Société ontarienne d'aménagement municipal	23 805 619	27 201 619
Société du stade de l'Ontario Limitée	4 766 250	4 766 250
Société d'hypothèques de l'Ontario	2 184 257	145 772 000
Avances à la Commission de protection financière des producteurs de céréales	300 000	400 000
Office de foresterie du parc Algonquin	150 000	
	383 789 627	502 774 777

Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions sont présentés dans le Volume 2 des comptes publics de l'exercice 1987-1988.

La Société de développement de l'Ontario et les deux sociétés qui lui sont associées, la Société de développement de l'Est de l'Ontario et la Société de développement du Nord de l'Ontario, offrent des programmes de prêts et administrent les garanties que la province accorde sur certains prêts bancaires consentis aux entreprises remplissant les conditions requises. Les fonds nécessaires à ces différents programmes de prêts ont été avancés par la province; elle a également défrayé les trois sociétés de toutes leurs charges administratives, du coût des prêts consentis à faible taux d'intérêt et des frais encourus pour honorer les garanties, ce qui représente un transfert total de 19 441 330 $ en 1988 (15 603 095 en 1987). Des avances consenties à ces sociétés, il faut retrancher les remises de dettes et les radiations effectuées en leur faveur, soit 23 millions de dollars en 1988 (16 millions de dollars en 1987).

La Commission de transport Ontario Northland exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par camion, avion, autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. Après déduction des subventions provinciales (24 773 935 $ pour l'année civile 1987, 26 395 105 $ pour 1986), le bénéfice net enregistré par la Commission a été de 16 291 817 $ pendant l'année civile 1987 (17 776 040 $ en 1986).

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1988

AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS (suite)

La Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario a été créée en 1952 pour aider les jeunes agriculteurs qui répondaient à certains critères à financer l'achat, l'expansion et l'exploitation de leur ferme. Ce programme d'assistance a été suspendu en février 1969. Le taux d'intérêt des avances consenties était fixé d'après le coût des emprunts à long terme contractés par la province. Cette dernière défraie la Société de ses charges administratives et lui verse des subventions allouées par l'Assemblée législative (600 000 $ en 1988, 543 213 $ en 1987) pour combler ses déficits d'exploitation annuels.

Créée en 1950, la Société ontarienne d'aménagement municipal a pour mandat d'acheter des débentures émises par des municipalités de l'Ontario pour financer des travaux et des projets de construction locaux.

La Société du stade de l'Ontario Limitée a été chargée de la construction d'un stade couvert sur le territoire de la communauté urbaine de Toronto. La province a avancé à la Société la somme de 4 766 250 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation. Cette avance devrait être remboursée par le contractant après la mise en service du stade.

La valeur marchande des prêts hypothécaires consentis par la Société d'hypothèques de l'Ontario grâce aux fonds avancés par la province a été évaluée au 31 mars 1988 à 2 184 257 $.

En 1986, en vertu de la Loi sur le recouvrement des prix agricoles, la province a consenti à la Commission de protection financière des producteurs de céréales une avance exempte d'intérêts qui a servi à instituer le Fonds des producteurs de soja et le Fonds des producteurs de maïs. Les 300 000 $ représentent le solde impayé du prêt.

L'Office de foresterie du parc Algonquin a pour objets la récolte du bois sur les terres de la Couronne et l'exécution de programmes de gestion forestière et des terres avantageux pour l'Ontario.

DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS

	1988 $	1987 $
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	468 308 542	481 759 195

Le ministère de l'Environnement octroie d'importants contrats pour la construction de systèmes d'adduction d'eau et d'égouts dans les municipalités. Le recouvrement des dotations consenties est étalé sur une période qui correspond à la durée de l'accord conclu entre le ministère et chaque municipalité.

Une partie des accords conclus au sujet de ces dotations (représentant un investissement de 403 933 162 $) concernent des installations appartenant à la province qui sont financées par une facturation directe des services fournis aux usagers. Les recettes de cette facturation permettent notamment d'amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre 40 ans, de payer les frais d'exploitation encourus et de rentabiliser l'investissement initial de la province.

D'autres accords prévoient que la tranche des annuités d'amortissement servant à rembourser le capital devra être versée dans un fonds d'amortissement spécialement constitué. Au 31 mars 1988, les sommes accumulées à ce titre s'élevaient à 35 663 765 $ (36 151 828 $ en 1987); elles ont été déduites du total de la dotation initiale.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

	1988 $	1987 $
Prêts au titre de l'éducation	187 318 934	232 151 195
Municipalités — drainage au moyen de tuyaux	122 975 032	131 925 277
Programme Opération Logement de l'Ontario	49 936 858	59 804 881
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	22 582 000	25 285 000
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	22 408 244	24 448 870
Loi de 1973 sur l'aide aux propriétaires riverains	10 816 362	8 795 741
Assistance pour les travaux municipaux	9 695 483	12 275 412
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	8 472 837	5 797 322
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	6 604 100	7 573 400
Bibliothèques publiques	3 887 000	4 264 000
Municipalités — Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario	1 342 000	1 342 000
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	1 098 000	1 332 900
Ville de Kapuskasing	394 000	493 874
Conseil de développement de Moosonee	35 000	45 000
	447 565 850	515 534 872

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1988

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES (suite)

Les prêts accordés à des fins éducatives sont constitués de débentures se rapportant aux conseils scolaires et s'élevant au total à 187 318 934 $, et font maintenant partie des prêts accordés à des administrations locales.

En vertu de la Loi sur le drainage agricole, le trésorier de l'Ontario est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages de drainage. Les titres sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

En vertu du Programme Opération Logement de l'Ontario, les municipalités peuvent bénéficier de prêts pour financer des travaux publics, au niveau local ou régional, et accélerer ainsi la construction de nouveaux logements.

La somme due par la municipalité de la communauté urbaine de Toronto représente le solde à payer sur les débentures qu'elle a émises pour financer la construction du métro. Le capital devra faire l'objet de remboursements annuels échelonnés sur une période se terminant en 1995.

Le Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver avait pour objet de stimuler l'emploi, notamment au cours des hivers de 1974-1975 et de 1975-1976.

La Loi sur l'aide aux propriétaires riverains est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les bords de plans ou de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

À la rubrique "Assistance pour travaux municipaux", on trouve les prêts consentis par la province au titre de la Loi sur le financement des travaux municipaux, à diverses municipalités pour certains projets. Le délai de règlement de ces prêts, garantis par des débentures, est fixé à 20 ou 30 ans, mais dans tous les cas, les sommes empruntées devront avoir été remboursées au plus tard en 1998.

Les prêts consentis aux municipalités en vertu du programme de rénovation des secteurs commerciaux ont permis à celles-ci de moderniser certains quartiers commerciaux en offrant un plus grand nombre de services municipaux, en multipliant les aires de stationnement et en apportant des améliorations physiques et économiques.

Le programme fédéral-provincial de prêts pour la création d'emplois devait favoriser la création d'emplois, notamment pendant les mois d'hiver, par le lancement de nouveaux travaux d'immobilisation ou par l'accélération des travaux en cours.

Les débentures émises pour les bibliothèques publiques, représentant 3 887 000 $ en obligations municipales directes, ont pour but de financer la construction de bibliothèques et font maintenant partie des prêts accordés à des administrations locales.

Un prêt a été accordé à la ville de Cambridge en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario, pour la création d'infrastructures municipales visant à faciliter la construction d'une nouvelle usine d'automobiles.

Le programme fédéral-provincial de prêts garantis devait favoriser l'augmentation des dépenses d'investissement et, par la même occasion, la création d'emplois, notamment dans les municipalités fortement touchées par le chômage.

Les débentures de la ville de Kapuskasing souscrites par la province de l'Ontario sont remboursables sur plusieurs années; leur date d'échéance est fixée à 1994.

Les débentures du Conseil de développement de Moosonee ont été émises pour financer divers projects et services municipaux.

AUTRES PRÊTS

	1988 $	1987 $
Prêts aux hôpitaux publics	26 784 149	34 886 270
Hypothèques — Société foncière de l'Ontario	25 729 048	40 548 144
Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie		
International Bridge Authority of Michigan — Obligations	7 615 072	7 615 072
St. Mary's River Bridge Company — Actions	1 370	1 370
Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales	4 108 000	4 108 000
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	2 745 214	3 033 610
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	721 712	778 631
Associations coopératives	93 100	118 200
Prêts provinciaux d'aide aux étudiants	294	294
Coopers and Lybrand pour la mise sous séquestre de Player		1 145 256
	67 797 959	92 234 847

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1988

AUTRES PRÊTS (suite)

Au titre des prêts consentis aux hôpitaux publics, on trouve les prêts de 26 784 149 $ (34 886 270 $ en 1987) accordés par le ministère de la Santé pour les nouvelles immobilisations.

Ce montant représente les hypothèques prises en charge lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

La dotation en capital effectuée par la province en vertu de la Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie est constituée d'obligations émises par l'International Bridge Authority of Michigan et d'actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Les obligations de l'International Bridge Authority of Michigan, d'une valeur nominale de 7 850 000 $ É.-U. ont été souscrites en 1960 au coût de 7 615 072 $. La date d'échéance est le 1er septembre 2000 et les intérêts annuels perçus par la province sont de 6%, payables uniquement à l'échéance, ou dans la limite des fonds issus de l'exploitation de la société conformément aux termes de l'accord. Au 31 mars 1988, la somme des intérêts dus à la province s'élevait à 4 201 182 $.

La province a acheté 137 actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Le Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales a été établi pour protéger et stabiliser l'emploi, ainsi que pour permettre aux producteurs locaux de Perth et Timmins de faire face à la concurrence des matériaux étrangers.

En vertu des dispositions de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

Les prêts au titre du drainage agricole sont consentis directement aux particuliers habitant des régions non constituées en municipalité. Ils sont régis par la Loi sur le drainage agricole et sont garantis par des nantissements sur les biens immobiliers.

La Loi sur les prêts aux coopératives agricoles autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder des prêts à toute association coopérative pour l'aider à atteindre ses objectifs. Ces prêts sont garantis par une première hypothèque sur les biens immobiliers de l'association et sont remboursables en 20 ans.

Les sommes apparaissant à la rubrique relative aux prêts accordés dans le cadre de l'Aide provinciale aux étudiants correspondent aux montants remboursés sur le capital de ces prêts au 31 mars 1988. Les prêts consentis à ce titre ont été suspendus en décembre 1964.

AVANCES CONSENTIES À ONTARIO HYDRO

	1988	1987
	$	$
Émissions au public	6 032 813 931	6 667 330 437
Régime de pensions du Canada	1 507 715 000	1 119 000 000
	7 540 528 931	7 786 330 437

Les états financiers d'Ontario Hydro sont présentés dans le Volume 2 des Comptes publics de 1987-1988.

La province a avancé des fonds à Ontario Hydro contre la garantie d'obligations soumises aux mêmes conditions que les valeurs mobilières émises pour le compte d'Ontario Hydro. Pour ce qui est du Régime de pensions du Canada, le produit des obligations en 1988 a été de 4 888 432 000 dollars américains (5 108 674 000 $ É.-U. en 1987) et de 1 507 715 000 de dollars canadiens en 1988 (1 119 000 000 de dollars canadiens en 1987). Sur la base du taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, la valeur des obligations libellées en dollars américains était, au 31 mars 1988, de 6 032 813 931 dollars canadiens (6 667 330 437 $ en 1987).

DÉFICIT CUMULÉ

	1988	1987
	$	$
Déficit cumulé	34 019 959 160	31 531 190 671

Le déficit cumulé de la province correspond à l'excédent du passif sur l'actif comptabilisé, cet excédent étant représenté par l'accumulation de tous les déficits et surplus enregistrés depuis la Confédération. Les variations constatées d'une année sur l'autre correspondent à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1988

FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES

	1988	1987
	$	$
Caisse de retraite des fonctionnaires	5 145 127 771	4 562 854 575
Fonds d'indexation des pensions de retraite	1 740 086 502	1 513 867 431
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	44 247 062	37 174 836
Comptes d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	38 797 053	35 642 066
Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	6 736 821	4 549 670
Versements au compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	5 923 298	3 174 965
	6 980 918 507	6 157 263 543

La Province tient compte de toutes les opérations exécutées par les différentes caisses auprès du Fonds consolidé du revenu, qu'il s'agisse des cotisations et des revenus d'intérêts ou des paiements effectués. Les montants comptabilisés par la province constituent en fait les seuls actifs de ces caisses de retraite.

DÉPÔTS EFFECTUÉS DANS LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

	1988	1987
	$	$
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 073 042 223	912 272 798

Ces dépôts peuvent être faits dans l'une des 21 succursales de la Caisse partout dans la province. Pour ce qui est de ces dépôts, la Caisse a la même responsabilité qu'une banque à charte à l'égard des comptes d'épargne. On trouvera aux pages 3-17 à 3-18 les états financiers de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1988

COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

	1988	1987
	$	$
Fonds de surveillance des mines et des carrières	33 997 792	27 975 858
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	16 861 122	10 860 131
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	10 239 645	9 869 429
Chèques en circulation		
Trésor et Économie	5 627 439	4 374 841
Santé	5 437 676	5 433 363
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	7 465 557	6 667 245
Société de logement de l'Ontario — compte de dépôts	6 359 747	6 332 952
Déductions salariales (montant net)	3 569 767	30 058 178
Capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	3 553 315	493 833
Fonds des producteurs de lait et de crème	2 068 448	1 813 695
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	1 957 255	947 618
Fonds de recherche Terry Fox	1 603 728	1 489 943
Montants non réclamés — diverses lois	1 490 279	1 352 454
Versements provenant des Prix John C. Polanyi	1 021 664	1 000 000
Legs et bourses		
Éducation	560 810	556 537
Services sociaux et communautaires	313 414	311 165
Agriculture et Alimentation	8 026	726
Santé	5 000	5 000
Services correctionnels	1 055	1 000
Normes d'emploi — Traitements non réclamés	712 319	619 955
Dépôts de garantie — divers ministères	659 559	479 043
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits profonds	651 429	604 575
Bourses de la reine Elizabeth II (capital et revenu)	538 168	556 670
Caisse d'assurance des droits immobiliers	300 000	300 000
Cautionnements de garantie		
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	60 000	30 074
Loi sur la protection du consommateur	40 000	69 756
Loi sur le courtage commercial et immobilier	20 000	(5 087)
Loi sur les huissiers	5 000	5 000
Loi sur les agences de recouvrement		25 000
Loi sur les agences de voyages		14 370
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	78 700	59 214
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	49 868	68 541
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	44 823	36 215
Crédits — Dépôts au titre de terres étrangères	34 484	15 922
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	12 572	13 594
Divers	4 378	3 000
Comptes en fiducie pour les hôpitaux	4 017	4 017
	105 357 056	112 443 827

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1988

COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)

En vertu de la Loi sur les puits d'extraction et les carrières, les exploitants agréés sont tenus d'effectuer chaque année certains dépôts auprès du trésorier de l'Ontario. Les sommes déposées sont bloquées jusqu'à ce que le programme de remise en état de la zone affectée par l'exploitation du puits ou de la carrière soit terminé conformément aux dispositions de la loi. Les intérêts annuels des dépôts sont portés au crédit du compte.

En vertu d'ententes conclues entre le ministère de l'Environnement et les municipalités, le ministère maintient un Fonds de réserve en vue de pourvoir aux dépenses imprévues, de renouvellement et de remplacement liées aux systèmes d'adduction d'eau et d'égouts opérés par le ministère. La province impute les intérêts annuels au Fonds et débourse des sommes conformément aux dispositions de la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario.

Les chèques en circulation sont ceux qui n'ont pas encore été présentés par les bénéficiaires au trésorier de l'Ontario et au ministère de la Santé.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au régistrateur au moment de l'émission d'un certificat, en vertu de la Loi sur l'assurance des sûretés immobilières. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Société de logement de l'Ontario a confié au trésorier de la province les sommes prélévées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

Le montant net des retenues salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

Les sommes non réclamées dues par la province sur les débentures qu'elles a émises (principal ou intérêts) sont conservées dans un compte de passif jusqu'à ce que les détenteurs puissent être identifiés.

La Caisse d'indemnisation des producteurs de lait et de crème a été fondée en 1967 pour garantir aux producteurs le paiement de leurs produits. La Commission ontarienne du lait gère la Caisse et perçoit les cotisations annuelles des producteurs. Les intérêts semi-annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Fondation de recherche Terry Fox a été créée en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme d'un million de dollars a été affectée à un compte en fiducie créé à des fins spéciales portant intérêt. Les retraits de fonds auront lieu conformément aux dispositions d'un accord signé entre le ministère de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

En hommage à l'honorable William G. Davis lors de son départ en retraite, les employés du gouvernement de l'Ontario et de ses organismes relevant de la Couronne ont fait des dons réprésentant un total de 1 000 000 $ en faveur du programme de bourses d'études connu sous le nom de Prix John C. Polanyi.

En vertu de la Loi sur l'administration financière, des legs mobiliers et des bourses d'études peuvent être acceptés de certains citoyens et autres groupes d'intérêts spéciaux. Selon la destination de chaque leg ou bourse, son administration est confiée au ministère compétent en la matière.

Le Fonds ontarien des bourses de la Reine Elisabeth II, d'une valeur de 500 000 dollars, a été créé en 1959 pour aider des étudiants exceptionnels poursuivant des études de doctorat dans une université de la province. Les intérêts sont crédités deux fois par année.

Des comptes de dépôts pour cautionnements de garantie sont administrés pour fournir les cautionnements ou les dépôts de garantie requis en vertu de diverses lois de l'Ontario.

Les autres comptes créés à des fins spéciales correspondent aux sommes dont le trésorier de l'Ontario est le dépositaire officiel ou qu'il garde en fidéicommis pour diverses raisons ou à des fins spéciales. Ces sommes peuvent être utilisées au-delà de l'exercice fiscal auxquel elles sont rattachées.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1988

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES

Montant de la dette contractée pour les besoins de la province :
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

	1988 $	1987 $
DETTE NON PUBLIQUE		
Fonds de placement du Régime de pension du Canada	14 393 182 000	14 726 784 000
Loi sur le financement des travaux municipaux	10 179 871	13 593 616
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	26 659 134	28 768 842
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	7 711 825	8 605 916
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	1 102 326	1 338 080
Caisse de retraite des enseignants	11 473 100 000	10 029 100 000
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293 025 000	1 293 025 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	265 119 713	267 088 264
Dette contractée vis-à-vis de la SCHL en vertu de l'article 40	30 637 565	31 884 630
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE	27 500 717 434	26 400 188 348
MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE	671 620 000	863 496 500
BONS DU TRÉSOR	650 000 000	650 000 000
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS	28 822 337 434	27 913 684 848
(b) EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DEUTSCHE MARKS		
TOTAL EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DEUTSCHE MARKS : 9 798 000 DM		
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1987 TAUX DE CHANGE EN VIGUEUR : 0,7245 $		7 098 165
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	28 822 337 434	27 920 783 013

Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro :
(c) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

DETTE NON PUBLIQUE		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 507 715 000	1 119 000 000
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS	1 507 715 000	1 119 000 000
(d) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS		
DETTE PUBLIQUE		
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS 4 888 432 000 $ É.-U. (5 108 674 000 $ É.-U. EN 1987)		
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1988 TAUX DE CHANGE EN VIGUEUR : 1,2341 $ (1,3051 $ EN 1987)	6 032 813 931	6 667 330 437
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO	7 540 528 931	7 786 330 437
TOTAL DES DETTES CONTRACTÉES	36 362 866 365	35 707 113 450

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1988

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES (suite)

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada permet à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

Les obligations émises en vertu de la Loi sur le financement des travaux municipaux et des trois programmes de prêts fédéraux-provinciaux sont des débentures échéant en série, payables au ministre des Finances du Canada. Elles ont été émises dans le cadre de programmes de stimulation de l'emploi mis en oeuvre au cours des années précédentes.

La Commission du régime de retraite des enseignants, qui gère une caisse de retraite pour les enseignants de l'Ontario, investit l'excédent de ses revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres est établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

Jusqu'en 1978, la Caisse du régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, une caisse de retraite destinée aux fonctionnaires employés par les administrations municipales, investissait l'excédent de ses revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres était établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations de contrôle des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme lancés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La dette contractée vis-à-vis de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) représente les obligations qui étaient assumées vis-à-vis de la SCHL et qui ont été prises en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt et échéant à 91 jours sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

La province a emprunté la somme de 1 507 715 000 $ au Régime de pensions du Canada pour le compte d'Ontario Hydro. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à Ontario Hydro en échange d'obligations, aux mêmes conditions que celles s'appliquant aux titres détenus par la province.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens et en dollars des États-Unis. Tous les titres de placement émis depuis 1958 et exprimés en dollars des États-Unis ont été émis pour le compte d'Ontario Hydro.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

au 31 mars 1988

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Montant de la dette contractée pour les besoins de la province						
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
À payer au ministre des Finances du Canada						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1989	1969	CPP	6,40 - 7,17	411 993 000	411 993 000	
1990	1970	CPP	7,16 - 8,33	445 777 000	445 777 000	
1991	1971	CPP	6,79 - 8,14	476 038 000	476 038 000	
1992	1972	CPP	6,75 - 7,54	498 328 000	498 328 000	
1993	1973	CPP	7,08 - 7,51	536 357 000	536 357 000	
1994	1974	CPP	7,30 - 7,75	606 592 000	606 592 000	
1995	1975	CPP	7,61 - 9,25	701 797 000	701 797 000	
1996	1976	CPP	8,21 - 9,48	784 084 000	784 084 000	
1997	1977	CPP	8,73 - 9,25	812 840 000	812 840 000	
1998	1978	CPP	8,77 - 9,37	851 058 000	851 058 000	
1999	1979	CPP	9,35 - 10,16	915 916 000	915 916 000	
2000	1980	CPP	9,98 - 12,74	987 943 000	987 943 000	
2001	1981	CPP	12,50 - 13,39	537 872 000	537 872 000	
2002	1982	CPP	13,66 - 16,10	768 736 000	768 736 000	
2003	1983	CPP	12,01 - 16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	
2004	1984	CPP	10,92 - 12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	
2005	1985	CPP	12,08 - 14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	
2006	1986	CPP	10,58 - 12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	
2007	1987	CPP	9,36 - 10,17	232 269 000	232 269 000	
2008	1988	CPP	10,79	42 300 000	42 300 000	
					14 393 182 000	(5)
Loi sur le financement des travaux municipaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1989	1969	MW	5,25 - 5,625	4 278 912	255 466	
1989-1995	1965	MW	5,375	5 800 000	2 246 761	
1989-1996	1966	MW	5,375	16 311 500	7 046 738	
1989-1997	1967	MW	5,25 - 5,375	7 885 870	206 921	
1989-1998	1968	MW	5,625	2 017 535	327 702	
1989-1999	1969	MW	5,625	1 869 862	96 283	
					10 179 871	(1)(14)
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1992 à 1997	1977	WC	7,46 - 9,91	42 355 206	26 659 134	(13)
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1990 à 1995	1975	ELP	6,89 - 6,98	15 718 025	7 711 825	(13)
Prêts garantis fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1993	1973	SD	6,51	2 921 213	1 102 326	(13)
Total dû au ministre des Finances du Canada					14 438 835 156	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1988

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des enseignants :						
1er nov 1992	1er mai 1971	TI	6,00	454 500 000	454 500 000	
2 avr 1993	2 avr 1973	TI	8,06	50 000 000	50 000 000	
1er mai 1993	1er mai 1973	TI	8,06	32 000 000	32 000 000	
1er oct 1993	1er oct 1973	TI	8,06	5 000 000	5 000 000	
1er nov 1993	1er nov 1973	TI	8,06	92 000 000	92 000 000	
1er janv 1994	1er janv 1974	TI	8,06	16 000 000	16 000 000	
1er mai 1995	1er mai 1975	TI	10,04	50 000 000	50 000 000	
1er nov 1995	1er nov 1975	TI	10,04	119 500 000	119 500 000	
1er janv 1996	1er janv 1976	TI	10,04	28 000 000	28 000 000	
1er mai 1996	1er mai 1971	TI	8,57	18 000 000	18 000 000	
1er nov 1996	1er nov 1971	TI	8,57	17 500 000	17 500 000	
1er nov 1996	1er nov 1971	TI	8,57	56 500 000	56 500 000	
1er janv 1997	1er janv 1972	TI	8,57	18 000 000	18 000 000	
30 mars 1997	30 mars 1972	TI	8,57	62 000 000	62 000 000	
1er mai 1997	1er mai 1972	TI	7,86	25 500 000	25 500 000	
1er nov 1997	1er nov 1972	TI	7,86	84 500 000	84 500 000	
1er janv 1998	1er janv 1973	TI	7,86	9 500 000	9 500 000	
1er mai 1998	1er mai 1978	TI	9,51	69 000 000	69 000 000	
1er nov 1998	1er nov 1978	TI	9,51	122 000 000	122 000 000	
1er janv 1999	1er janv 1979	TI	9,51	298 000 000	298 000 000	
1er avr 1999	1er avr 1974	TI	8,39	2 600 000	2 600 000	
1er mai 1999	1er mai 1974	TI	8,39	46 000 000	46 000 000	
1er mai 1999	1er mai 1979	TI	9,83	83 000 000	83 000 000	
30 sept 1999	30 sept 1974	TI	8,39	40 000 000	40 000 000	
1er nov 1999	1er nov 1974	TI	8,39	117 000 000	117 000 000	
1er nov 1999	1er nov 1979	TI	9,83	136 000 000	136 000 000	
1er janv 2000	1er janv 1975	TI	8,39	80 500 000	80 500 000	
1er janv 2000	1er janv 1980	TI	9,83	318 000 000	318 000 000	
1er mai 2000	1er mai 1980	TI	11,05	93 000 000	93 000 000	
1er nov 2000	1er nov 1980	TI	11,05	180 000 000	180 000 000	
1er janv 2001	1er janv 1981	TI	11,05	296 000 000	296 000 000	
1er mai 2001	1er mai 1976	TI	10,11	59 000 000	59 000 000	
1er nov 2001	1er nov 1976	TI	10,11	74 000 000	74 000 000	
1er janv 2002	1er janv 1977	TI	10,11	132 000 000	132 000 000	
1er févr 2002	2 févr 1977	TI	10,11	10 500 000	10 500 000	
1er mars 2002	1er mars 1977	TI	10,11	17 500 000	17 500 000	
31 mars 2002	31 mars 1977	TI	10,11	41 500 000	41 500 000	
1er mai 2002	1er mai 1977	TI	9,82	62 000 000	62 000 000	
1er nov 2002	1er nov 1977	TI	9,82	80 000 000	80 000 000	
1er janv 2003	1er janv 1978	TI	9,82	230 000 000	230 000 000	
1er janv 2003	1er janv 1978	TI	9,82	108 000 000	108 000 000	
30 mars 2003	30 mars 1978	TI	9,82	8 000 000	8 000 000	
1er mai 2003	1er mai 1981	TI	13,34	125 000 000	125 000 000	
1er oct 2003	1er mai 1983	TI	12,88	110 000 000	110 000 000	
1er nov 2003	1er nov 1981	TI	13,34	190 000 000	190 000 000	
1er déc 2003	1er juill 1983	TI	12,88	120 000 000	120 000 000	
1er janv 2004	1er janv 1982	TI	13,34	355 000 000	355 000 000	
1er avr 2004	1er nov 1983	TI	12,88	178 000 000	178 000 000	
1er juin 2004	1er janv 1984	TI	12,88	378 000 000	378 000 000	
1er janv 2005	1er oct 1984	TI	13,27	60 000 000	60 000 000	
1er févr 2005	1er nov 1984	TI	12,74	165 000 000	165 000 000	
1er mars 2005	1er déc 1984	TI	12,60	40 000 000	40 000 000	
1er juill 2005	1er avr 1984	TI	13,96	20 000 000	20 000 000	
1er juill 2005	1er avr 1985	TI	12,53	45 000 000	45 000 000	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1988

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des enseignants : (suite)						
1er août 2005	1er mai 1984	TI	14,16	180 000 000	180 000 000	
1er août 2005	1er mai 1985	TI	12,24	170 000 000	170 000 000	
1er sept 2005	1er juin 1984	TI	14,17	25 000 000	25 000 000	
1er sept 2005	1er juin 1985	TI	11,47	35 000 000	35 000 000	
1er oct 2005	1er juill 1984	TI	14,40	130 000 000	130 000 000	
1er oct 2005	1er juill 1985	TI	11,58	145 000 000	145 000 000	
1er nov 2005	1er août 1984	TI	13,51	10 000 000	10 000 000	
1er nov 2005	1er août 1985	TI	11,87	10 000 000	10 000 000	
1er déc 2005	1er sept 1985	TI	11,67	25 000 000	25 000 000	
1er janv 2006	1er oct 1985	TI	11,78	75 000 000	75 000 000	
1er févr 2006	1er nov 1985	TI	11,43	160 000 000	160 000 000	
1er mars 2006	1er déc 1985	TI	11,07	40 000 000	40 000 000	
1er avr 2006	1er janv 1985	TI	12,58	390 000 000	390 000 000	
1er mai 2006	1er févr 1985	TI	12,26	30 000 000	30 000 000	
1er juin 2006	1er mars 1985	TI	13,01	15 000 000	15 000 000	
1er juill 2006	1er avr 1986	TI	10,26	40 000 000	40 000 000	
1er août 2006	1er mai 1986	TI	10,34	170 000 000	170 000 000	
1er sept 2006	1er juin 1986	TI	10,70	30 000 000	30 000 000	
1er oct 2006	1er juill 1986	TI	10,32	140 000 000	140 000 000	
1er nov 2006	1er août 1986	TI	10,38	40 000 000	40 000 000	
1er déc 2006	1er sept 1986	TI	10,30	45 000 000	45 000 000	
1er janv 2007	1er oct 1986	TI	10,63	70 000 000	70 000 000	
1er févr 2007	1er nov 1986	TI	10,58	160 000 000	160 000 000	
1er mars 2007	1er déc 1986	TI	10,34	55 000 000	55 000 000	
1er avr 2007	1er avr 1987	TI	10,15	90 000 000	90 000 000	
1er mai 2007	1er mai 1982	TI	15,38	128 000 000	128 000 000	
1er mai 2007	1er mai 1987	TI	10,90	165 000 000	165 000 000	
1er juin 2007	1er juin 1987	TI	10,82	40 000 000	40 000 000	
1er juill 2007	1er juill 1987	TI	10,74	150 000 000	150 000 000	
1er août 2007	1er août 1987	TI	11,44	50 000 000	50 000 000	
1er sept 2007	1er sept 1987	TI	11,80	50 000 000	50 000 000	
1er nov 2007	1er nov 1982	TI	15,38	371 000 000	371 000 000	
1er janv 2008	1er janv 1983	TI	15,38	416 000 000	416 000 000	
1er févr 2008	1er oct 1987	TI	11,93	115 000 000	115 000 000	
1er mars 2008	1er nov 1987	TI	11,24	340 000 000	340 000 000	
30 mars 2008	30 mars 1983	TI	15,38	30 000 000	30 000 000	
1er avr 2008	1er déc 1987	TI	11,50	40 000 000	40 000 000	
1er mars 2009	1er janv 1986	TI	11,00	430 000 000	430 000 000	
1er avr 2009	1er févr 1986	TI	11,24	80 000 000	80 000 000	
1er avr 2009	1er févr 1986	TI	11,24	30 000 000	30 000 000	
1er mai 2009	1er mars 1986	TI	10,75	20 000 000	20 000 000	
1er avr 2010	1er janv 1987	TI	10,32	445 000 000	445 000 000	
1er mai 2010	1er févr 1987	TI	10,11	70 000 000	70 000 000	
1er juin 2010	1er mars 1987	TI	10,23	45 000 000	45 000 000	
1er juin 2011	1er janv 1988	TI	11,24	470 000 000	470 000 000	
1er juill 2011	1er févr 1988	TI	10,77	60 000 000	60 000 000	
1er août 2011	1er mars 1988	TI	10,68	50 000 000	50 000 000	
					11 473 100 000	(1)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1988

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :						
31 déc 1993	31 déc 1973	MER	5,49	4 400 000	4 400 000	
31 déc 1993	31 déc 1973	MER	8,15	125 100 000	125 100 000	
31 déc 1994	31 déc 1973	MER	5,56	10 700 000	10 700 000	
31 déc 1994	31 déc 1974	MER	9,81	138 125 000	138 125 000	
31 déc 1995	31 déc 1973	MER	5,54	14 100 000	14 100 000	
31 déc 1995	31 déc 1975	MER	10,05	168 150 000	168 150 000	
31 déc 1996	31 déc 1973	MER	6,00	20 100 000	20 100 000	
31 déc 1997	31 déc 1973	MER	6,30	24 900 000	24 900 000	
31 déc 1998	31 déc 1973	MER	7,21	33 100 000	33 100 000	
31 déc 1999	31 déc 1973	MER	8,19	46 700 000	46 700 000	
31 déc 2000	31 déc 1970	MER	9,10	57 600 000	57 600 000	
31 déc 2001	31 déc 1971	MER	7,85	75 000 000	75 000 000	
31 déc 2002	31 déc 1972	MER	8,02	91 300 000	91 300 000	
31 déc 2002	31 déc 1976	MER	10,28	174 500 000	174 500 000	
31 déc 2003	31 déc 1977	MER	9,45	187 950 000	187 950 000	
31 déc 2006	31 déc 1978	MER	9,77	121 300 000	121 300 000	
					1 293 025 000	(1)
À payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1989-1994	1979	CMHC	5,125	40 810	20 092	
1989-1997	1979	CMHC	5,750	142 968	89 334	
1989-2003	1971 à 1978	CMHC	5,375	688 415	479 779	
1989-2004	1974 à 1975	CMHC	5,125 - 7,875	1 296 489	999 434	
1989-2005	1971 à 1975	CMHC	5,125 - 8,625	2 754 646	2 162 015	
1989-2006	1973 à 1976	CMHC	5,125 - 10,375	2 200 837	1 906 845	
1989-2007	1974 à 1977	CMHC	5,375 - 10,375	6 049 712	5 361 169	
1989-2010	1970 à 1975	CMHC	5,75 - 6,875	4 312 601	3 456 889	
1989-2011	1971 à 1976	CMHC	5,375 - 8,25	5 876 136	5 111 880	
1989-2012	1972	CMHC	6,875 - 8,25	7 281 714	6 375 922	
1989-2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	1 252 053	1 118 264	
1989-2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	20 079 854	18 016 902	
1989-2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	11 488 523	10 491 782	
1989-2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	22 775 312	21 206 603	
1989-2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	15 797 368	14 977 431	
1989-2018	1977 à 1978	CMHC	7,625 - 13,00	38 173 327	36 765 252	
1989-2019	1977 à 1980	CMHC	7,625 - 15,25	42 070 412	40 830 350	
1989-2020	1978 à 1980	CMHC	7,625 - 15,75	65 976 661	64 280 458	
1989-2021	1980 à 1981	CMHC	9,50 - 15,75	30 946 135	30 308 376	
1989-2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	1 177 064	1 160 936	
					265 119 713	(13)
Dette contractée vis-à-vis de la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'article 40 :						
2002	1981	CMHC	7,099	36 967 243	30 637 565	(12)
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE					27 500 717 434	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1988

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE						
4 mai 1988	4 mai 1983	GE	10,50	300 000 000	300 000 000	(1)
7 mars 1989	7 mars 1984	GF	11,25	200 000 000	200 000 000	(1)
15 déc 1996	15 déc 1971	EN	7,25	75 000 000	52 221 000	(3)
1er août 1997	1er août 1972	EQ	8,00	100 000 000	4 378 000	(3) (4)
1er déc 1997	1er déc 1972	ES	7,75	100 000 000	88 147 000	(3)
22 mars 1998	22 mars 1976	FF	9,75	150 000 000	6 807 000	(3) (10)
1er juill 1998	1er juill 1975	FB	9,00	150 000 000	3 930 000	(3) (9)
10 déc 2000	10 déc 1987	FE	9,75	16 137 000	16 137 000	(3)
					671 620 000	
BONS DU TRÉSOR					650 000 000	(11)
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					28 822 337 434	

Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro

(b) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

DETTE NON PUBLIQUE						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada						
2001	1981	CPP	11,61 - 13,46	500 000 000	500 000 000	
2002	1982	CPP	14,81 - 17,51	500 000 000	500 000 000	
2007	1987	CPP	9,64	119 000 000	119 000 000	
2008	1988	CPP	9,13 - 9,62	388 715 000	388 715 000	
					1 507 715 000	(5)

(c) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS

MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE						
25 avr 1989	25 avr 1983	GC	10,50	200 000 000	200 000 000	(1)
15 sept 1990	15 sept 1965	DT	4,75	50 000 000	43 819 000	(6)
1er mai 1991	1er mai 1981	FP	14,625	100 000 000	97 215 000	(2)
5 nov 1991	5 nov 1981	FS	16,00	100 000 000	99 650 000	(1)
25 févr 1992	25 févr 1982	FV	15,75	200 000 000	196 815 000	(1)
31 août 1992	31 août 1982	FX	14,625	200 000 000	194 625 000	(1)
4 avr 1994	4 avr 1984	GG	12,50	250 000 000	250 000 000	(1)
1er avr 1996	1er avr 1966	DW	5,50	35 000 000	28 423 000	(7)
15 avr 1997	15 avr 1967	DX	5,625	65 000 000	53 770 000	(7)
1er déc 1997	1er déc 1967	EA	6,875	75 000 000	60 510 000	(7)
1er août 1998	1er août 1968	EC	7,125	75 000 000	56 260 000	(7)
15 févr 1999	15 févr 1969	EE	7,375	75 000 000	58 305 000	(7)
1er sept 1999	1er sept 1969	EH	8,375	100 000 000	66 375 000	(8)
15 févr 2000	15 juill 1970	EJ	9,25	100 000 000	57 880 000	(8)
1er août 2000	1er août 1970	EK	9,25	75 000 000	43 135 000	(8)
15 mai 2000	15 mai 1971	EL	7,85	100 000 000	70 555 000	(8)
15 mai 2002	15 mai 1972	EP	7,70	100 000 000	77 850 000	(8)
15 déc 2002	15 déc 1972	ET	7,30	100 000 000	66 575 000	(8)
15 oct 2003	15 oct 1973	EU	7,90	125 000 000	76 425 000	(8)
15 mars 2004	15 mars 1974	EV	8,60	125 000 000	99 665 000	(8)
1er oct 2004	10 oct 1974	EW	10,25	175 000 000	161 060 000	(8)
1er mars 2005	1er mars 1975	EX	8,875	200 000 000	160 775 000	(8)
15 juin 2005	15 juin 1975	EZ	9,125	150 000 000	122 545 000	(8)
15 nov 2005	15 nov 1975	FD	9,25	200 000 000	164 705 000	(8)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (fin)

au 31 mars 1988

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE (suite)						
15 janv 2007	15 janv 1977	FG	8,40	300 000 000	254 445 000	(8)
15 sept 2007	15 sept 1977	FH	8,375	200 000 000	171 685 000	(8)
5 janv 2008	5 janv 1978	FJ	8,75	250 000 000	229 580 000	(8)
1er juin 2008	1er juin 1978	FK	9,375	200 000 000	183 400 000	(8)
30 nov 2008	30 nov 1978	FL	9,375	250 000 000	227 035 000	(8)
1er mars 2009	1er mars 1979	FM	9,75	300 000 000	262 750 000	(8)
20 sept 2009	20 sept 1979	FN	9,875	300 000 000	275 145 000	(8)
1er mai 2011	1er mai 1981	FR	15,125	200 000 000	165 535 000	(8)
5 nov 2011	5 nov 1981	FT	17,00	150 000 000	149 845 000	(8)
15 mars 2012	15 mars 1982	FW	15,75	200 000 000	178 585 000	(8)
31 août 2012	31 août 1982	FY	15,25	100 000 000	90 500 000	(8)
10 mars 2013	10 mars 1983	GB	11,50	100 000 000	95 775 000	(8)
25 avr 2013	25 avr 1983	GD	11,75	100 000 000	97 215 000	(8)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS . .					4 888 432 000	É.-U.
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1988 TAUX DE CHANGE : 1,2341 $					6 032 813 931	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO					7 540 528 931	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE					**36 362 866 365**	

Références:

(1) Non remboursable par anticipation.
(2) Remboursables au pair, 3 ans avant la date d'échéance.
(3) Remboursables au pair, 5 ans avant la date d'échéance.
(4) Des débentures représentant un montant de 100 000 000 $ ont été émises. Leur date d'échéance a été fixée au 1er août 1997, étant entendu que tout ou partie d'entre elles pourront également arriver à échéance le 1er août 1980 si le détenteur en a fait la demande entre le 1er août 1979 et le 1er février 1980.
(5) Les titres de placement vendus à la Caisse d'investissement du Régime de pensions du Canada sont remboursables 20 ans après leur date d'émission; ils ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles. Cependant, si le ministre des Finances l'estime nécessaire, ils peuvent être rachetés en partie ou en totalité (avec 6 mois de préavis) pour les besoins du Régime de pensions du Canada. Dans ce cas, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis, et le montant du rachat sera en tout temps proportionnel au montant total de tous les titres alors inscrits au crédit dudit fonds représenté par des titres de l'Ontario.
(6) Remboursable à vue de 10 à 22 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.
(7) Remboursable à vue de 15 à 27 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.
(8) Remboursable à vue de 15 à 25 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.
(9) Payable au pair 15 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 1er juillet 1982 et le 1er janvier 1983.
(10) Payable au pair 12 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 22 mars 1985 et le 22 septembre 1985.
(11) Dans le cadre du Programme de financement par bons du Trésor, des bons du Trésor ne portant pas intérêt, à échéance à 91 jours, sont vendus périodiquement par mise en adjudication.
(12) Obligations assumées vis-à-vis de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et prises en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.
(13) Payables en versements annuels égaux de capital et d'intérêts jusqu'à l'échéance selon les modalités de paiement pour chaque débenture.
(14) Le capital est remboursé annuellement jusqu'à l'échéance des débentures. Payables par versements égaux ou dégressifs de capital et d'intérêts, selon le cas.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO
au 31 mars 1988

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1988	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
	(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS				
15 avr 1988	1966	6,00	50 000 000	50 000 000	(6)
5 juill 1988	1966	6,00	50 000 000	50 000 000	(6)
17 août 1988	1983	11,50	100 000 000	100 000 000	(2)
15 sept 1988	1983	11,25	100 000 000	100 000 000	(2)
7 déc 1988	1983	10,75	150 000 000	150 000 000	(2)
5 janv 1989	1967	6,25	45 000 000	45 000 000	(6)
22 févr 1989	1984	11,25	100 000 000	100 000 000	(2)
1er mai 1989	1984	12,50	250 000 000	250 000 000	(2)
14 août 1989	1984	13,75	150 000 000	150 000 000	(2)
20 sept 1989	1967	6,50	28 000 000	28 000 000	(6)
1er févr 1990	1984	11,50	150 000 000	150 000 000	(2)
14 févr 1990	1985	10,75	350 000 000	350 000 000	(2)
15 mars 1990	1967	6,00	49 000 000	49 000 000	(6)
6 mai 1990	1985	11,25	250 000 000	250 000 000	(2)
10 sept 1990	1985	10,375	200 000 000	200 000 000	(2)
4 mars 1991	1985	10,50	250 000 000	250 000 000	(2)
19 mars 1991	1986	9,50	200 000 000	200 000 000	(2)
15 déc 1991	1986	9,00	700 000 000	700 000 000	(2)
1er avr 1992	1968	7,00	50 000 000	50 000 000	(6)
1er mai 1992	1987	8,00	250 000 000	250 000 000	(2)
15 août 1992	1968	7,00	50 000 000	50 000 000	(6)
18 sept 1992	1968	7,00	65 000 000	65 000 000	(6)
15 déc 1992	1987	10,75	600 000 000	600 000 000	(2)
15 janv 1993	1987	9,75	250 000 000	250 000 000	(2)
15 janv 1993	1987	9,75	250 000 000	250 000 000	(2)
15 janv 1993	1988	9,75	200 000 000	200 000 000	(2)
15 sept 1993	1983	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
18 oct 1993	1983	11,75	200 000 000	200 000 000	(2)
23 déc 1993	1986	9,00	300 000 000	300 000 000	(2)
22 févr 1994	1984	12,00	150 000 000	150 000 000	(2)
18 mars 1994	1969	7,75	35 000 000	35 000 000	(7)
1er avr 1994	1970	9,00	50 000 000	50 000 000	(6)
1er mai 1994	1969	7,75	40 000 000	40 000 000	(7)
28 août 1994	1984	13,00	300 000 000	300 000 000	(2)
1er oct 1994	1969	8,25	25 000 000	25 000 000	(7)
8 nov 1994	1984	12,75	250 000 000	250 000 000	(2)
1er déc 1994	1969	8,50	30 000 000	30 000 000	(7)
1er févr 1995	1970	9,00	50 000 000	9 281 000	(7)(11)
1er févr 1995	1984	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
30 mai 1995	1985	11,25	200 000 000	200 000 000	(2)
30 juin 1995	1970	9,00	60 000 000	60 000 000	(7)
19 nov 1995	1985	10,75	250 000 000	250 000 000	(2)
30 nov 1995	1970	8,75	75 000 000	75 000 000	(7)
14 janv 1996	1986	10,00	250 000 000	250 000 000	(2)
4 févr 1996	1971	7,50	100 000 000	100 000 000	(7)
1er avr 1996	1971	7,625	60 000 000	60 000 000	(7)
22 avr 1996	1986	9,00	450 000 000	450 000 000	(2)
22 avr 1996	1986	9,00	200 000 000	200 000 000	(2)
21 juill 1996	1971	8,25	75 000 000	75 000 000	(7)
15 sept 1996	1971	7,875	100 000 000	100 000 000	(7)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1988

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1988	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS (suite)					
15 sept 1996	1976	8,25	6 500	6 500	(1)(7)
1er févr 1997	1972	7,375	70 000 000	70 000 000	(7)
5 avr 1997	1972	7,625	100 000 000	100 000 000	(7)
1er mai 1997	1987	8,50	250 000 000	250 000 000	(2)
15 sept 1997	1972	8,25	100 000 000	100 000 000	(7)
1er févr 1998	1973	7,75	100 000 000	100 000 000	(7)
10 févr 1998	1988	10,00	200 000 000	200 000 000	(2)
15 mai 1998	1973	8,00	125 000 000	125 000 000	(7)
30 nov 1998	1973	8,50	50 000 000	50 000 000	(7)
1er mars 1999	1974	8,50	75 000 000	75 000 000	(7)
14 juin 1999	1974	9,75	75 000 000	75 000 000	(7)
15 août 1999	1974	10,25	75 000 000	75 000 000	(7)
15 nov 1999	1974	10,00	60 000 000	60 000 000	(7)
10 janv 2000	1975	9,75	60 000 000	60 000 000	(7)
10 févr 2000	1975	9,50	100 000 000	100 000 000	(7)
21 mai 2000	1975	10,25	65 000 000	65 000 000	(7)
30 oct 2000	1975	10,75	100 000 000	100 000 000	(7)
29 janv 2001	1976	10,25	150 000 000	150 000 000	(7)
18 mai 2001	1976	10,00	300 000 000	300 000 000	(7)(16)
3 mars 2002	1982	17,00	100 000 000	100 000 000	(4)
30 nov 2002	1982	12,50	250 000 000	250 000 000	(3)(15)
30 nov 2002	1983	12,50	100 000 000	100 000 000	(3)(15)
1er mai 2003	1984	13,50	150 000 000	150 000 000	(3)
5 oct 2003	1976	9,50	150 000 000	150 000 000	(8)
6 janv 2004	1977	9,25	750 000 000	750 000 000	(8)(17)
25 janv 2005	1978	9,375	200 000 000	200 000 000	(8)
1er mai 2005	1978	9,75	200 000 000	200 000 000	(8)
21 avr 2006	1981	14,25	225 000 000	225 000 000	(7)
27 juin 2008	1978	9,75	200 000 000	200 000 000	(9)
30 août 2008	1978	9,50	200 000 000	200 000 000	(9)
4 avr 2009	1979	10,25	300 000 000	300 000 000	(9)
10 mai 2009	1979	10,00	300 000 000	300 000 000	(9)
15 janv 2010	1985	10,50	250 000 000	250 000 000	(7)
25 mars 2010	1980	13,375	150 000 000	150 000 000	(8)
14 mai 2010	1980	13,25	325 000 000	325 000 000	(8)
29 janv 2011	1981	13,00	325 000 000	325 000 000	(8)
				14 526 287 500	
Moins : Achats aux fins du remboursement de la dette				1 060 130 000	
				13 466 157 500	
Billets à long terme au 31 mars 1988		Variable		459 000 000	
Billets à court terme au 31 mars 1988		Variable		743 050 000	
				14 668 207 500	
EXIGIBLE À LONDRES, ANGLETERRE, OU À TORONTO, CANADA, EN DOLLARS CANADIENS					
12 août 1988	1982	16,95	60 000 000	60 000 000	(2)
				60 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				14 728 207 500	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1988

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1988	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS					
EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (12)					
29 avr 1989	1982	14,75	150 000 000	150 000 000	(2)
30 déc 1989	1982	11,25	200 000 000	200 000 000	(2)
19 mai 1990	1983	10,25	250 000 000	250 000 000	(2)
29 sept 1990	1983	11,75	200 000 000	200 000 000	(2)
26 févr 1991	1981	13,50	100 000 000	100 000 000	(2)
28 août 1991	1981	16,00	150 000 000	150 000 000	(5)
19 nov 1991	1981	16,00	200 000 000	200 000 000	(5)
5 août 1992	1982	15,00	150 000 000	150 000 000	(2)
14 oct 1992	1982	12,75	200 000 000	200 000 000	(2)
9 févr 1994	1984	11,625	200 000 000	200 000 000	(2)
				1 800 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1988					
TAUX DE CHANGE : 1,2341 $					
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				2 221 380 000	
EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (12)					
15 mars 1989-1996	1976	9,50	650 000 000	364 000 000	(13)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS				364 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1988					
TAUX DE CHANGE: 1,2341 $				449 212 400	
Billets à court terme					
au 31 mars 1988		Variable			
– taux courant			30 350 000		
– taux de change			1,2341	37 454 935	
– taux fixe			39 800 000		
– taux de change			1,27034	50 559 532	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				537 226 867	
TOTAL POUR ONTARIO HYDRO				17 486 814 367	
TOTAL DES DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS				17 486 814 367	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1988

PRÊTS BANCAIRES GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1988	Références
		%	$	
PRÊTS ACCORDÉS À DES SOCIÉTÉS ET PARTICULIERS PAR LE BIAIS DE DIVERS PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX				
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION				
Programme de crédit aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1975	Préférentiel + 1,00	2 656 574	(10)
Aide à l'amélioration des vignes	1975	Préférentiel + 1,00	8 251	(10)
Programme d'aide aux victimes de tornades	1979	Préférentiel	432 495	(10)
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	1982	Préférentiel	3 174 344	
Fonds de secours des entreprises sinistrées	1985	Préférentiel	1 032 707	(10)
Programme de garantie de prêts d'exploitation de l'Ontario	1985	Préférentiel + 1,00	3 601 053	(14)
Programme d'aide spéciale au marché du tabac	1987	Préférentiel	2 705 580	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION			13 611 004	
MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiants de l'Ontario :				
Classe "A"	Variable	Préférentiel	52 896 134	
Classe "B"	Variable	Préférentiel + 1,00	83 343 907	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			136 240 041	
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES				
Assurance des actions et des dépôts de l'Ontario	1984	Préférentiel –0,25	12 776 360	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES			12 776 360	
MINISTÈRE DU LOGEMENT				
Crédits hypothécaires à la rénovation des logements				
Programme de réassurance	1984-1985	Variable	3 508 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU LOGEMENT			3 508 000	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	8,57	310 000	(18)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			310 000	
MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
Programme Capital d'entreprise pour les jeunes	1984	Préférentiel + 1,00	6 874 071	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			6 874 071	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1988

PRÊTS BANCAIRES GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1988	Références
		%	$	
PRÊTS ACCORDÉS À DES SOCIÉTÉS ET PARTICULIERS PAR LE BIAIS DE DIVERS PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX (suite)				
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
Loi sur les sociétés de développement				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Variable	Préférentiel	27 124 446	
Engagement à l'égard des credit unions	1988	Bons du trésor	22 750 000	
Programme d'encouragement au redéveloppement touristique	Variable	Préférentiel + 1,00	62 950 662	
Programme général pour l'industrie manufacturière	Variable	Préférentiel à préférentiel + 2,00	15 250 025	
Nouvelles entreprises	Variable	Préférentiel + 1,00	29 058 998	
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			157 134 131	
COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO				
Commission du Marché des produits alimentaires de l'Ontario	1985	Préférentiel	1 834 704	
TOTAL POUR LA COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO			1 834 704	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS DE L'ONTARIO/SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN			245 118 000	(21)
TOTAL DES PRÊTS BANCAIRES GARANTIS			577 406 311	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1988

AUTRES GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1988	Références
(a) EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS				
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE				
Compromis au titre de l'assurance sur les biens exportés aux États-Unis	1987-1988	S.O.	13 680 000	(24)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE			13 680 000	
THE AETNA CASUALTY AND SURETY COMPANY				
Au titre de : Société de développement du transport urbain Ltée				
Southeastern Michigan Transportation Authority	1982	S.O.	60 000 000	(19)
Santa Clara County Transit District	1983	S.O.	49 000 000	(19)
Massachusetts Bay Transportation Authority	1984	S.O.	52 000 000	(19)
TOTAL POUR L'AETNA CASUALTY AND SURETY COMPANY			161 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS			174 680 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1988 TAUX DE CHANGE : 1,2341 $			215 572 588	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION				
Engagement à l'égard des assureurs de serres	1985	S.O.	37 724	(23)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION			37 724	
MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS				
Commission des parcs du Saint-Laurent	1986	S.O.	367 600	(25)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS			367 600	
MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE				
Société du stade de l'Ontario Ltée	1986	S.O.	247 327 039	(22)
Garanties hypothécaires				
Dissolution de la Société foncière de l'Ontario	1971-1976	S.O.	3 250 000	(26)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE			250 577 039	
THE AETNA CASUALTY AND SURETY COMPANY				
Au titre de : Société de développement du transport urbain Ltée				
Urban Transit Authority of British Columbia	1981	S.O.	50 000 000	(19)
TORONTO TRANSIT COMMISSION				
Au titre de : Société de développement du transport urbain Ltée	1984	S.O.	14 000 000	(20)
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE			64 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS			314 982 363	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			530 554 951	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			18 594 775 629	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1988

RÉFÉRENCES

(1) Des obligations à 8,5% ont été émises pour un montant de 75 000 000 $. Leur date d'échéance était le 15 septembre 1976. Les détenteurs d'obligations représentant un montant de 6 500 $ ont choisi d'exercer une option leur permettant d'obtenir des obligations représentant un montant équivalent en principal; leur date d'échéance est le 15 septembre 1996 et elles portent intérêt au taux de 8,25%.
(2) Non remboursable par anticipation.
(3) Remboursables au pair, 2 ans avant la date d'échéance.
(4) Remboursables au pair, 3 ans avant la date d'échéance.
(5) Remboursables par anticipation 3 ans avant la date d'échéance, puis par montants dégressifs.
(6) Remboursables au pair, 4 ans avant la date d'échéance.
(7) Remboursables au pair, 5 ans avant la date d'échéance.
(8) Remboursables au pair, 7 ans avant la date d'échéance.
(9) Remboursables au pair, 8 ans avant la date d'échéance.
(10) La province garantit le remboursement du capital dans son intégralité à chaque établissement de crédit.
(11) La valeur des obligations émises par la province s'élève à 50 000 000 $. Ces titres comportaient deux dates d'échéance, laissées au libre choix des détenteurs: s'ils en avaient fait la demande avant le 1er août 1974, les débiteurs pouvaient être remboursés à la première date d'échéance, fixée au 1er février 1975. Ainsi, la valeur des obligations remboursées à cette date a été de 40 719 000 $. Les obligations remboursées à leurs titulaires à la deuxième date, le 1er février 1995, représenteront le solde, soit 9 281 000 $.
(12) La valeur nominale des obligations et celle des titres en circulation sont exprimées dans la devise d'émission.
(13) Échéance annuelle 1989-1995, 5,5% du capital d'origine actuellement en circulation, pour une valeur au pair. En 1996, il restera donc 17,5% du capital d'origine en circulation.
(14) La valeur globale de chaque prêt est garantie jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 60% du principal.
(15) En août 1983, on a procédé à une nouvelle émission pour emprunter la somme de 100 000 000 $, qui s'est ajoutée à la première tranche de 250 000 000 $.
(16) Émises en deux tranches : 150 millions de dollars le 18 mai 1976, et 150 millions de dollars le 15 juillet 1976.
(17) Émises en quatre tranches : 200 millions de dollars le 6 janvier 1977, 200 millions de dollars le 10 mars 1977, 200 millions de dollars le 6 juin 1977, et 150 millions de dollars le 15 novembre 1977.
(18) La dette nette de la province est limitée à 5% du plus petit des deux montants suivants : 10 000 000 $ ou l'encours des prêts.
(19) Indemnité que la province a accepté de verser au titre de garanties de bonne exécution que la société Aetna a émises en faveur de diverses régies de transport en commun. La garantie d'exécution émise en faveur de l'Urban Transit Authority de la Colombie-Britannique a été remplacée par une obligation de garantie de 50 millions de dollars à compter de janvier 1987.
(20) Indemnité que la province a accepté de verser à la Commission des transports en commun de Toronto à l'égard d'un contrat que la Commission a octroyé à la Société de développement du transport urbain pour la fourniture de véhicules de transport en commun.
(21) Engagement prévoyant que la province s'acquittera de toute dette bancaire restante une fois les contrats en cours achevés et les recettes perçues, d'ici le 30 septembre 1989. Au 31 mars 1988, l'endettement bancaire total s'élevait à 245,1 millions de dollars.
(22) La province a reconnu qu'elle était responsable des obligations financières assumées par la Société du stade de l'Ontario pendant la phase de construction du SkyDome, un complexe de divertissements polyvalent qui sera exploité à Toronto. Au 31 mars 1988, le coût total du projet se chiffrait à 383,2 millions de dollars, dont 135,9 millions de dollars avaient été payés au 31 décembre 1987.
(23) Engagement à l'égard de l'Ontario Farm Mutuals au cas où les primes d'assurance ne compenseraient pas les primes de réassurance. Le programme a été annulé et ne sera plus offert en 1988-1989.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1988

(24) Assurance responsabilité civile sur les biens exportés aux États-Unis jusqu'au 31 décembre 1989. Le gouvernement, en tant que réassureur, assume 48% de l'ensemble des risques.

(25) L'accord conclu par la Commission des parcs du Saint-Laurent pour la prestation de services alimentaires se termine le 31 décembre 1995. Si l'accord prend fin avant cette date, la Commission doit payer les frais d'améliorations locatives, d'équipement et de mobilier.

(26) Le ministère du Trésor et de l'Économie a pris en charge la dette éventuelle à l'égard du fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

au 31 mars 1988

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
2. Leonard Rosenberg, Greymac Credit Corporation, Greymac Trust Company et Crown Trust Company.
3. Dudley Abbot et al., (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust Company).
4. Demandes liées au vaccin contre la coqueluche.
5. Litige lié à l'écrasement d'Air India.
6. Roy Michano et al., en leur nom et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lacs N° 58.
7. Clifford Meness et al., en leur nom et en celui de tous les autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
8. Gary Potts et al., en leur nom et en celui de tous les autres membres des bandes indiennes de Teme-agama Anishnabay et Temagami.

APERÇU DES OPÉRATIONS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)	1981 (millions $)	1980 (millions $)	1979 (millions $)
Recettes	32 453	29 544	26 240	23 893	21 412	19 367	17 914	15 585	14 236	12 338
Dépenses	34 942	32 178	28 854	26 452	24 565	22 556	19 694	16 882	15 357	13 924
Déficit	2 489	2 634	2 614	2 559	3 153	3 189	1 780	1 297	1 121	1 586
Autres opérations (net)										
Prêts, avances et dotations en capital	226	313	248	259	273	160	(202)	47	40	42
Fonds de pension et fonds connexes	824	760	689	615	562	534	448	385	345	316
Comptes créés à des fins spéciales	153	213	72	(17)	29	17	31	62	152	48
Total des autres opérations (net)	1 203	1 286	1 009	857	864	711	277	494	537	406
Besoins nets de trésorerie	1 286	1 348	1 605	1 702	2 289	2 478	1 503	803	584	1 180
Financement										
Opération de la dette										
Produit de l'émission d'emprunts, net des rachats	901	1 194	2 102	2 090	2 860	2 051	1 363	968	1 133	1 652
(Augmentation)/diminution de l'encaisse et des placements temporaires	385	154	8	(388)	(571)	427	140	(165)	(549)	(472)
Financement total	1 286	1 348	2 110*	1 702	2 289	2 478	1 503	803	584	1 180

*Les redressements extraordinaires ont nécessité des débours de 505 millions de dollars en 1985-1986.

1. Les comptes de 1987 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les comptes publics afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1983.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)	1981 (millions $)	1980 (millions $)	1979 (millions $)
Actif financier										
Encaisse et placements temporaires	1 594	1 979	2 118	2 126	1 738	1 167	1 594	1 734	1 569	1 020
Avances aux sociétés, conseils et commissions	383	503	715	3 460	3 992	4 203	4 349	4 131	4 420	4 340
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	468	482	510	1 028	1 093	1 119	1 115	1 116	1 062	975
Prêts aux administrations locales	448	516	588	636	348	368	369	367	360	342
Autres prêts	68	92	54	157	161	177	194	212	230	250
	2 961	3 572	3 985	7 407	7 332	7 034	7 621	7 560	7 641	6 927
Avances à Ontario Hydro, garanties par des obligations	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573	4 879	4 506	4 141
Total de l'actif financier	10 502	11 358	12 174	15 613	14 819	14 092	14 194	12 439	12 147	11 068
Déficit cumulé	34 020	31 531	28 919	22 634	20 074	16 921	13 733	11 952	10 655	9 535
Passif										
Dette contractée aux fins de la province	28 822	27 921	26 695	24 593	22 503	19 643	17 592	16 215	15 196	14 038
Fonds de pension et fonds connexes	6 981	6 157	5 397	4 708	4 093	3 531	2 956	2 548	2 163	1 818
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 073	912	717	655	687	674	654	623	560	406
Comptes créés à des fins spéciales	105	113	95	85	123	107	112	126	177	205
Total du passif aux fins de la province	36 981	35 103	32 904	30 041	27 406	23 955	21 354	19 512	18 096	16 467
Dette contractée pour Ontario Hydro	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573	4 879	4 506	4 141
TOTAL DU PASSIF AUX FINS DE LA PROVINCE ET D'ONTARIO HYDRO	44 522	42 889	41 093	38 247	34 893	31 013	27 927	24 391	22 602	20 608
Passif éventuel	18 595	17 603	15 963	14 220	12 711	11 122	9 284	8 553	7 904	7 096

1. Les comptes de 1987 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les comptes publics afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1988.

section 3

états divers

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES
(Établie en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires)

État de l'évolution du solde de la Caisse pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	(en milliers de dollars)	
RENTRÉES		
Contributions		
Province de l'Ontario	112 592	101 760
Conseils et commissions	13 298	11 809
Directions désignées	391	375
	126 281	113 944
Employés	126 281	113 944
Sans contributions équivalentes versées par l'employeur — divers	927	1 033
Employeur:		
Au titre des employés recevant des prestations à long terme de protection du revenu	12 048	7 871
Montants transférés d'autres régimes	7 405	17 326
Intérêts créditeurs	515 668	459 704
	788 610	713 822
DÉBOURS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux retraités, ayants droit et rentiers	241 211	211 228
Prestations supplémentaires — montants recouvrés de la province	(57 044)	(50 916)
	184 167	160 312
Remboursements de contributions et intérêts	19 267	17 753
Montants transférés à d'autres régimes	2 880	3 378
	206 314	181 443
Augmentation nette de la Caisse	582 296	532 379
Solde de la Caisse en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
–en début d'exercice	4 562 855	4 030 476
–en fin d'exercice	5 145 151	4 562 855

Voir les notes afférentes à l'état financier.

Approuvé au nom du Conseil,

Président

Secrétaire

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1988

1. DESCRIPTION DU RÉGIME

La brève description du Régime de retraite des fonctionnaires (le Régime), établi en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (la Loi), figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter la Loi. Les contributions, les cotisations et les paiements des prestations versés conformément aux termes du Régime sont comptabilisés dans la Caisse de retraite des fonctionnaires (la Caisse).

La Loi de 1987 sur les régimes de retraite établissant de nouvelles normes minimales pour l'ensemble des régimes de retraite enregistrés en Ontario, est entrée en vigueur le 1er janvier 1988. À compter du 1er janvier 1988, le Régime doit être administré conformément aux exigences prescrites par la Loi de 1987 sur les régimes de retraite. Les amendements à la Loi reflétant ces exigences sont en train d'être rédigés afin d'être déposés à la législature.

(a) Renseignements généraux

Le Régime est un régime de retraite contributif à prestations déterminées de la province de l'Ontario, auquel toutes les personnes satisfaisant aux conditions d'admissibilité prévues dans la Loi sont tenues de participer. Ceux qui cotisent à ce Régime sont les fonctionnaires, certains organismes, conseils et commissions, ainsi que la province de l'Ontario.

(b) Politique de financement

Les participants sont tenus de verser à la Caisse une cotisation représentant 6% de leur salaire, après déduction des cotisations au Régime de pensions du Canada. La province verse des montants équivalant à ces cotisations.

Aux termes de la Loi de 1987 sur les régimes de retraite de l'Ontario, le gouvernement de l'Ontario doit, à titre de parrain du Régime, veiller à ce que les prestations déterminées en vertu du Régime soient financées de façon satisfaisante. Le financement requis est calculé en fonction d'une évaluation actuarielle triennale.

(c) Transfert de pension et valeur de rachat

Les cotisations versées au Régime avant le 1er janvier 1987 sont immobilisées lorsque le participant a atteint au moins 45 ans et qu'il a au moins dix ans de service. L'immobilisation des cotisations permet au participant qui a atteint 65 ans, de toucher une pension différée.

À partir du 1er janvier 1988, toutes les cotisations versées à un régime de pension depuis le 1er janvier 1987, seront immobilisées lorsque le participant compte au moins deux années de service contributaire continu au Régime selon les termes de la Loi de 1987 sur les régimes de retraite. À partir du 1er janvier 1987, un participant qui n'est plus admissible au Régime mais qui a droit à une pension différée, peut transférer un montant égal à la valeur de rachat de la pension différée à un régime de retraite désigné ou à un autre arrangement de retraite désigné. La valeur de rachat représente la valeur actuelle des prestations de retraite qui ne seront versées qu'à compter d'une certaine date future.

(d) Pensions de retraite

Une pension de retraite est accordée :

- aux fonctionnaires qui comptent au moins dix ans ou deux ans de service contributaire, selon la date à laquelle des crédits de pension résultant de la participation au régime commencent à être accumulés;
- en fonction du salaire moyen des cinq ou des trois meilleures années, selon la date à laquelle des crédits de pension résultant de la participation au régime commencent à être accumulés; et
- à raison de 2% du salaire moyen pour chaque année de service contributaire, jusqu'à concurrence de 35 ans de service, jusqu'à l'âge de 65 ans.

Si son âge, additionné à ses années de service, donne un total de quatre-vingt-dix, l'employé a droit, quel que soit son âge, jusqu'à l'âge de 65 ans, au montant maximum de la pension.

Les cotisants peuvent également toucher une pension maximale ou réduite s'il remplissent d'autres conditions concernant l'âge et les années de service ou dans les autres cas énoncés dans la Loi.

La pension est réduite lors de l'intégration au Régime de pensions du Canada (RPC), qui a lieu lorsque le cotisant atteint l'âge de 65 ans ou reçoit une allocation d'invalidité du RPC.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1988

1. DESCRIPTION DU RÉGIME (suite)

(e) Prestations de survivant

Pour les prestations versées avant janvier 1988, des prestations égales à 50% de la pension susmentionnée sont versées au conjoint ou à l'enfant admissible d'un employé qui a cotisé pendant au moins 10 ans à la caisse de retraite. Les cotisants peuvent décider d'augmenter le montant des prestations aux survivants jusqu'à concurrence de 75% de la pension de base en réduisant le montant des prestations qu'ils touchent de leur vivant.

Conformément à la Loi de 1987 sur les régimes de retraite, la prestation de survivant ne sera pas moindre que 60% de la pension (au lieu de 50%, tel que susmentionné) pour les retraites commencées le 1er janvier 1988 ou par la suite. Le montant initial des prestations à recevoir lors de la retraite, peut être réduit de façon actuarielle afin de compenser pour l'augmentation de la prestation de survivant. Cependant, le conjoint du participant peut renoncer au droit à des prestations plus élevées et ainsi éviter une réduction actuarielle du montant initial des prestations.

(f) Remboursements en cas de décès

En cas de décès, la succession d'un cotisant a droit à un remboursement si les prestations de retraite qui ont été versées à ce dernier n'atteignent pas le plein montant de ses cotisations, plus l'intérêt, et si celles-ci ont été versées avant janvier 1987.

Pour les prestations versées à partir du 1er janvier 1987, une somme égale à la valeur de rachat de la pension différée est remboursée à la succession du participant, au conjoint ou au bénéficiaire désigné selon les termes de la Loi de 1987 sur les régimes de retraite.

(g) Remboursements en cas de retrait

Sur demande et sous réserve des dispositions relatives à l'immobilisation des cotisations, un remboursement de retraite correspondant au montant des cotisations, plus l'intérêt, sera payé aux cotisants qui ne sont plus admissibles au Régime.

(h) Impôts sur le revenu

Le Régime de retraite des fonctionnaires est un régime de pension enregistré selon la définition de la Loi de l'impôt sur le revenu, et par conséquent, n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

(i) Prestations supplémentaires

Des prestations supplémentaires sont versées aux cotisants, sur instruction du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque les prestations auxquelles ils ont droit aux termes de la loi sont inférieures à un montant prescrit. En outre, les cotisants qui n'ont pas droit à l'indexation au coût de la vie en vertu de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite obtiennent une indexation au coût de la vie. Ces prestations supplémentaires sont financées par le Fonds consolidé du revenu.

(j) Intérêts créditeurs

Tous les nouveaux fonds qui représentent l'excédent des recettes sur les débours pour chaque exercice, rapportent des intérêts dont le taux est fixé pour une période de 25 ans et ne doit pas être inférieur au taux moyen pondéré applicables aux titres à long terme émis ou garantis par la province de l'Ontario au cours de l'exercice en question. Au terme de la période de 25 ans, l'argent est réinvesti au taux en vigueur pour les nouveaux fonds. Pour l'exercice 1988, ce taux était de 11,10%. Le taux d'intérêt moyen pondéré gagné sur le solde d'ouverture de l'exercice 1987-1988 était de 11,22%.

2. PRATIQUES COMPTABLES ADOPTÉES

Le présent état financier a été établi selon la méthode de la comptabilité de caisse.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont pris en charge par le ministère des Services gouvernementaux.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1988

4. SITUATION FINANCIÈRE DE LA CAISSE

(a) Résultats de l'évaluation actuarielle

Une évaluation actuarielle triennale permet d'établir si l'actif de la Caisse est suffisant pour couvrir le paiement des prestations. La dernière évaluation actuarielle triennale déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario remonte au 31 décembre 1985.

Au 31 décembre 1985, la Caisse avait un excédent actuariel de 109,9 millions de dollars.

Étant donné la teneur du rapport d'évaluation de 1985, la province n'est plus tenue de faire à la Caisse des versements au titre de la dette non provisionnée.

L'effet de l'application de la Loi de 1987 sur les régimes de retraite, sur les prestations du Régime à payer, décrit à la note 1, sera reflété dans la prochaine évaluation actuarielle triennale au 31 décembre 1988. Il est prévu que l'excédent actuariel au 31 décembre 1985 sera réduit.

(b) Base d'évaluation actuarielle

L'actif et le passif futurs du régime sont déterminés en fonction d'hypothèses actuarielles permettant de prédire le montant et la date de paiement des prestations et remboursements futurs, de même que des cotisations des participants ainsi que des contributions de contrepartie. Les paiements et recettes prévus sont ensuite actualisés en fonction de taux d'intérêt hypothétiques, comme s'ils avaient été payés ou reçus en totalité à la date de l'évaluation, soit le 31 décembre 1985. Les taux utilisés par l'actuaire pour ce qui est de la mortalité, les départs pour la retraite et les retraits se fondent sur les taux récemment enregistrés parmi les cotisants au Régime.

Les taux d'intérêt et les hausses de salaire prévus étaient les suivants :

	Taux d'intérêt sur les nouveau fonds %	Taux d'intérêt sur le solde de la caisse %	Taux d'augmentation des salaires %
1986	10,40	11,10	5,00
1987	9,00	10,90	5,50
1988	8,00	10,60	6,00
1989	7,00	10,20	7,00
1990	6,75	9,90	6,50
1991 et après	6,50-6,00	9,60-6,00	6,00-4,50

L'évaluation actuarielle ne tient pas compte des prestations d'indexation versées après la retraite pour compenser les effets de l'inflation étant donné que les sommes servant à payer ces prestations sont prélevées sur le Fond d'indexation des pensions de retraite ou le Fonds consolidé du revenu.

5. RAPPORT SUR LE FINANCEMENT DES PRESTATIONS D'INDEXATION

Les rapports Malcolm Rowan et Laurence Coward sur les régimes de retraite du secteur public recommandent entre autre, la fusion du Fonds d'indexation des pensions de retraite avec la Caisse de retraite des fonctionnaires. Les rapports font actuellement l'objet d'un examen de la part de la province de l'Ontario.

À la Commission du régime de retraite des fonctionnaires,
au président du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et
au trésorier de l'Ontario,

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des fonctionnaires pour l'exercice terminé le 31 mars 1988. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et, par conséquent, a comporté les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la Caisse au 31 mars 1988, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables décrits à la note 2 aux états financiers, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

D. F. Archer

Toronto (Ontario)
le 15 juin 1988

D. F. Archer, F.C.A.
Vérificateur provincial

ÉTATS DIVERS

COMPTE D'ALLOCATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
(Établi en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des députés de l'Assemblée législative)

État de compte
pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario en début d'exercice	35 642 066	31 686 358
RENTRÉES		
Contributions :		
Participants (article 17)	618 439	569 818
Province de l'Ontario (article 28)	618 439	568 677
Province de l'Ontario :		
Paiement de la dette non provisionnée	305 579	995 162
Intérêts restant dans le Compte au 31 mars 1987, au taux de 11,21622 % (31 mars 1986 — 11,30553%)	3 997 693	3 582 124
	5 540 150	5 715 781
	41 182 216	37 402 139
DÉBOURS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux rentiers et ayants droit	3 192 540	2 586 128
Prestations supplémentaires — montants recouvrés de la province (article 27)	(901 341)	(826 055)
	2 291 199	1 760 073
Remboursements de contributions et intérêts (article 21)	93 094	
	2 384 293	1 760 073
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario, en fin d'exercice	38 797 923	35 642 066

Approuvé,

B.V. Cooke
Ministère des Services gouvernementaux

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE

État de l'évolution du solde du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	(en milliers de dollars)	
Augmentation nette des comptes du Fonds pendant l'exercice		
Régime de retraite des fonctionnaires (Annexe A)	56 883	54 113
Régime de retraite des enseignants (Annexe B)	167 570	158 025
Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson (Annexe C)	1 765	1 619
	226 218	213 757
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	1 513 868	1 300 111
— en fin d'exercice	1 740 086	1 513 868

Voir les annexes et notes afférentes à l'état financier.

Approuvé,

G. Tysall

Directeur, Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, ministère du Trésor et de l'Économie

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

ANNEXE A

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite affecté au régime de retraite des fonctionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	(en milliers de dollars)	
RENTRÉES		
Contributions		
Employés	26 287	23 912
Province de l'Ontario	23 317	21 264
Conseils et commissions	2 845	2 521
Directions désignées	82	78
Paiements effectués par la province pour les employés bénéficiant de prestations à long terme de protection du revenu	2 008	1 312
Montants transférés d'autres régimes	2 593	2 908
Intérêts créditeurs	52 265	47 339
	109 397	99 334
DÉBOURS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	48 230	41 261
Remboursements de contributions et intérêts	3 923	3 598
Montants transférés à d'autres régimes	361	362
	52 514	45 221
Augmentation nette du compte du Fonds	56 883	54 113
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	433 985	379 872
— en fin d'exercice	490 868	433 985

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

ANNEXE B

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite affecté au régime de retraite des enseignants pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	(en milliers de dollars)	
RENTRÉES		
Contributions		
Employés	47 864	45 022
Employés enseignant dans des écoles privées désignées	1 964	2 183
Province de l'Ontario	47 864	45 022
Paiements effectués par la province pour les employés bénéficiant de prestations à long terme de protection du revenu	649	571
Montants transférés d'autres régimes	648	318
Intérêts créditeurs	134 460	119 225
	233 449	212 341
DÉBOURS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	64 448	51 997
Remboursements de contributions et intérêts	1 138	1 226
Montants transférés à d'autres régimes	293	1 093
	65 879	54 316
Augmentation nette du compte du Fonds	167 570	158 025
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	1 071 099	913 074
— en fin d'exercice	1 238 669	1 071 099

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

ANNEXE C

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite affecté au régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	(en milliers de dollars)	
RENTRÉES		
Contributions		
Employés	441	416
Institut polytechnique Ryerson	441	416
Montants transférés d'autres régimes	1	
Intérêts créditeurs	1 108	954
	1 991	1 786
DÉBOURS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	135	108
Remboursements de contributions et intérêts	87	56
Montants transférés à d'autres régimes	4	3
	226	167
Augmentation nette du compte du Fonds	1 765	1 619
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	8 784	7 165
— en fin d'exercice	10 549	8 784

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1988

1. DESCRIPTION DU RÉGIME

La brève description du Fonds d'indexation des pensions de retraite (le Fonds) figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter la Loi sur l'indexation des régimes de retraite (la Loi) ainsi que les règlements qui en découlent.

(a) Renseignements généraux

Le Fonds a été créé pour verser des prestations d'indexation aux bénéficiaires de pensions payées par les régimes de retraite désignés dans les règlements. Les régimes désignés sont: le Régime de retraite des fonctionnaires (RRF); le Régime de retraite des enseignants (RRE); le Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson. La participation au Fonds est obligatoire pour les personnes qui cotisent aux régimes de retraite susmentionnés.

(b) Politique de financement

Les participants doivent verser au Fonds une cotisation équivalant à 1% de leur salaire. Leurs employeurs respectifs versent une contribution de contrepartie. Le taux des cotisations est fixé par le président du Conseil de gestion du gouvernement.

(c) Prestations d'indexation

Le Fonds paie aux cotisants des prestations annuelles d'indexation au cours de l'année suivant la date à laquelle ils commencent à toucher une pension des régimes de retraite susmentionnés. Le montant des prestations équivaut à l'augmentation procentuelle annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) au Canada, jusqu'à concurrence de 8% de la pension payable au cotisant. Si la hausse du IPC dépasse 8% au cours d'une année quelconque, la différence est reportée aux années ultérieures où la hausse du IPC est inférieure à 8%.

Lorsque les cotisants ont droit à une rente différée, les prestations annuelles décrites ci-dessus sont accumulées à compter de la première année suivant le départ pour la retraite, et payées à compter du premier versement de la rente prévue par le régime de pensions.

Les prestations d'indexation annuelles sont versées aux survivants ou aux personnes à charge d'un participant qui avait droit à une pension dans le cadre du régime auquel il avait cotisé. Le montant des prestations est en fonction du montant de la pension de survivant et est calculé de la façon susmentionnée.

L'employeur paie des prestations d'indexation annuelles équivalentes aux pensionnés qui ont pris leur retraite avant la création du Fonds et qui n'ont pas cotisé à celui-ci.

(d) Remboursement des cotisations

Lorsqu'un employé quitte son emploi et qu'il n'a pas droit à une pension, ou lorsqu'un participant meurt et qu'aucune pension n'est payable à son bénéficiaire, les cotisations versées en vertu de la présente loi sont remboursées suivant les mêmes conditions et modalités que les contributions au régime de retraite auquel il cotisait.

(e) Revenus d'intérêts

Tous les nouveaux fonds représentant l'excédent des recettes sur les débours pour chaque exercice rapportent des intérêts dont le taux est fixé par décret pour une période déterminée pour chacun des comptes du Fonds. À la fin de la période fixée, cet argent est aussi réinvesti au taux en vigeur pour les nouveaux fonds. Les taux applicables pour l'exercice 1988 sont les suivants :

	RRF %	RRE %	RYERSON %
Nouveaux fonds	10,00	10,53	9,63
Taux d'intérêt moyen versé sur le solde d'ouverture de 1987-1988	11,98	12,34	12,31

2. PRATIQUES COMPTABLES ADOPTÉES

Le présent état et les annexes ont été établis suivant la méthode de la comptabilité de caisse.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont pris en charge par les organismes parrainant les différents régimes de retraite.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1988

4. RAPPORTS SUR LE FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE

Le Fonds a été créé en tant que régime par répartition et par conséquent, n'exige aucune évaluation actuarielle ou capitalisation. Par contre, les rapports Malcolm Rowan et Lawrence E. Coward sur les régimes de retraite du secteur public signalent le fait que si le Fonds devenait un régime entièrement provisionné, celui-ci indiquerait un déficit actuariel.

5. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1987 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1988.

Au président du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et
au trésorier de l'Ontario,

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde du Fonds d'indexation des pensions de retraite pour l'exercice terminé le 31 mars 1988. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et, par conséquent, a comporté les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1988, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables décrits à la note 2 à l'état financier, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

D.F. Archer, F.C.A.
Vérificateur provincial

Toronto (Ontario)
le 15 juin 1988

ÉTATS DIVERS
CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE

État de l'évolution du solde de la Caisse pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	(en milliers de dollars)	
RENTRÉES		
Contributions		
Participants	453	416
Province de l'Ontario (note 4)	4 124	3 738
Intérêts créditeurs	4 344	3 700
	8 921	7 854
DÉBOURS		
Paiements visant à assurer la continuité du revenu et prestations aux survivants	1 713	1 539
Remboursements (note 3)	136	115
	1 849	1 654
Augmentation nette de la Caisse	7 072	6 200
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	37 175	30 975
— en fin d'exercice	44 247	37 175

Voir les notes afférentes à l'état financier.

Approuvé au nom du Conseil,

Président

À la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale et
au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale pour l'exercice terminé le 31 mars 1988. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et, par conséquent, a comporté les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la Caisse au 31 mars 1988, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables décrits à la note 2 à l'état financier, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Toronto (Ontario)
le 31 mai 1988

D.F. Archer, F.C.A.,
Vérificateur provincial.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1988

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE

La Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale (la Caisse) a été créée le 1er juillet 1984 par décision réglementaire prise en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires. La décision confie l'administration de la Caisse à la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale. La brève description du fonds figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter le règlement d'application de la loi.

(a) Renseignements généraux

La Caisse a pour mandat de verser des prestations assurant la continuité des revenus des juges de la Cour provinciale et des protonotaires de la Cour suprême de l'Ontario ayant pris leur retraite, et d'accorder des prestations à leurs survivants qui étaient à leur charge.

(b) Politique de financement

Le financement annuel des versements de continuité du revenu incombe intégralement à la province, et des actuaires évaluent chaque année les montants requis pour assurer ce financement.

Les cotisations versées par les participants servent uniquement à financer les prestations aux survivants. Les cotisants doivent verser à la Caisse 5,57% de leur salaire jusqu'à ce qu'ils aient accumulé le nombre d'années de service requis ou jusqu'à l'âge de 70 ans. Les cotisants peuvent choisir de verser la totalité de leurs cotisations dans la Caisse pour financer les prestations aux survivants, ou d'en verser le tiers dans la Caisse et les deux tiers dans le Fonds consolidé du revenu, pour financer les prestations d'assurance-vie prévues. À l'heure actuelle, la majorité des cotisants répartissent leurs cotisations entre la Caisse et les primes d'assurance-vie.

(c) Versements de continuité du revenu

Les versements de continuité du revenu correspondent à l'âge du cotisant et au nombre d'années de service à plein temps qu'il a accumulées à la date où il cesse d'exercer ses fonctions, et au salaire d'un juge à plein temps remplissant les plus hautes fonctions de la magistrature que le cotisant ait exercées. Le cotisant touchera ces prestations jusqu'à son décès.

(d) Versements de continuité du revenu en cas d'invalidité

Les cotisants comptant au moins cinq ans de service à plein temps qui ne peuvent plus travailler à la suite d'une blessure ou d'une maladie chronique ont droit à la totalité des versements de continuité du revenu à partir de l'âge de 65 ans.

(e) Prestations de survivant

Des prestations de survivant correspondant à la moitié des versements de continuité du revenu sont versées au conjoint du cotisant jusqu'à son décès ou aux enfants, jusqu'à ce que l'enfant le plus jeune atteigne l'âge de 18 ans, ou de 25 ans si l'enfant étudie à plein temps dans un établissement d'enseignement supérieur.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1988

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE (suite)

(f) Remboursement en cas de décès
En cas de décès du cotisant, la totalité des cotisations qu'il a versées dans la Caisse, plus l'intérêt couru, moins les prestations versées aux survivants en vertu du règlement, seront remboursées à sa succession s'il n'avait plus droit à des prestations de survivant.

(g) Remboursement en cas de retrait
Si le cotisant cesse d'exercer ses fonctions pour une raison autre que le décès avant d'avoir droit à des versements de continuité du revenu, il peut obtenir un remboursement. Le montant de ce remboursement équivaut au montant de ses cotisations, plus l'intérêt couru.

(h) Revenus d'intérêts
Tous les nouveaux fonds qui représentent l'excédent des recettes sur les débours pour chaque exercice, rapportent des intérêts dont le taux est fixé pour une période de 25 ans et ne doit pas être inférieur au taux moyen pondéré applicables aux titres à long terme émis ou garantis par la province de l'Ontario au cours de l'exercice en question. Pour l'exercice 1988, ce taux était de 11,10%. Le taux d'intérêt moyen pondéré gagné sur le solde d'ouverture de l'exercice 1987-1988 était de 11,35%.

(i) Statut de la Caisse
La Caisse ne constitue pas un régime de retraite au sens de la Loi sur les régimes de retraite et n'est donc pas tenue de produire les déclarations prévues par cette loi. Elle est cependant assimilée à un régime de retraite aux fins de l'impôt sur le revenu.

2. PRATIQUES COMPTABLES ADOPTÉES

(a) Système comptable
Le présent état a été dressé suivant la méthode de la comptabilité de caisse.

(b) Frais d'administration
Les frais d'administration de la Caisse sont pris en charge par le ministère des Services gouvernementaux.

3. SOMMES REMBOURSÉES AUX COTISANTS

Aux termes du règlement émis en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires, toutes les cotisations volontaires que les juges affiliés à la nouvelle Caisse avaient versées antérieurement à la Caisse de retraite des fonctionnaires peuvent leur être remboursées sur demande. Pour les juges qui ont pris leur retraite entre le 1er octobre 1979 et le 1er juillet 1984, les prestations supplémentaires payées à la suite de cette contribution volontaire seront réduites du montant du remboursement. Les cotisants ont jusqu'au 1er janvier 1988 pour demander ce remboursement.

4. DETTE AU TITRE DES PRESTATIONS FUTURES

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse, en date du 31 mars 1987, a révélé que la part de la province au titre des versements de continuité du revenu et des prestations de survivant s'élevait à 41,1 millions de dollars. La province verse à la Caisse les montants échelonnés recommandés par l'actuaire.

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

État de l'actif et du passif au 31 mars 1988

ACTIF

	1988	1987
	$	$
Fonds en dépôt auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 073 042 223	912 272 798

PASSIF

Solde dû aux déposants	1 073 042 223	912 272 798

Voir la note aux états financiers.

Approuvé,

J.L. Allen
Directeur

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (suite)

État des recettes et des dépenses
pour l'exercice clos le 31 mars 1988

RECETTES

	1988	1987
	$	$
Intérêt reçu — Trésorier de l'Ontario	87 037 325	70 061 987
Commissions et frais divers	685 199	377 294
Frais d'encaissement des chèques	156 534	104 213
Location de cases de coffre-fort	148 722	107 301
Devises étrangères	34 940	24 265
Total des recettes	88 062 720	70 675 060

DÉPENSES

Intérêt versé sur les dépôts	68 232 482	54 344 081
Traitements et avantages sociaux	6 026 535	5 410 936
Traitement de données, location de matériel et entretien	1 647 938	1 507 786
Location, entretien et assistance pour le paiement des taxes municipales	2 047 924	1 079 524
Frais bancaires, commissions et intérêt sur découvert	308 134	262 807
Frais de bureau divers	620 815	383 530
Frais de déplacement, comptes de frais des cadres et autres dépenses	132 413	115 426
Achat d'immobilisations (note 1 (b))	172 785	165 693
Services de téléphone et de messageries	170 101	141 168
Services professionnels	33 451	174 910
Pertes et déficits de caisse	15 799	7 849
Total des dépenses	79 408 377	63 593 710
Excédent des recettes sur les dépenses, transféré au trésorier de l'Ontario	8 654 343	7 081 350

Voir la note aux états financiers.

Note aux états financiers
31 mars 1988

1. PRATIQUES COMPTABLES ADOPTÉES

(a) Système comptable

La Caisse d'épargne de l'Ontario est basée sur la méthode de la comptabilité de caisse. Cependant, les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril. Ainsi, les salaires et traitements versés aux employés pour la période couvrant deux années financières sont répartis sur les deux exercices.

(b) Immobilisations

Les coûts des immobilisations, consistant en mobilier et matériel ainsi qu'en transformations des locaux, sont imputés aux frais de fonctionnement au cours de la période pendant laquelle ils ont été encourus.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES
(État établi en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles)

État du Fonds
pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
RENTRÉES		
Droits perçus lors de la délivrance ou du renouvellement de permis de conduire	7 693 586	6 939 736
Remboursements de créances	3 620 934	4 745 802
Intérêt crédité sur le solde du Fonds au 31 décembre 1987	1 133 831	779 124
Total des rentrées	12 448 351	12 464 662
DÉBOURS		
Montants versés lors de l'exécution de jugements, y compris les dépenses	2 384 658	3 235 603
Transactions de demandes d'indemnité	268 313	328 963
Accidents causés par des conducteurs coupables de délit de fuite, y compris les dépenses	1 087 112	951 700
Frais d'administration (note 1)		
Traitements et salaires	885 398	793 860
Avantages sociaux	214 950	129 103
Transports et communications	32 873	18 972
Services		
Demandes d'indemnité, (procureurs, experts en assurances, etc.)	851 653	802 054
Autres	577 988	324 665
Fournitures et matériel	144 415	24 524
Total des débours	6 447 360	6 609 444
Augmentation/diminution du Fonds pendant l'exercice	6 000 991	5 855 218
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début de l'exercice	10 860 131	5 004 913
Solde en dépôt à la fin de l'exercice	16 861 122	10 860 131

Voir les notes complémentaires.

Approuvé,

H.M. Sookdeo
Directeur intérimaire

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES (suite)

Notes complémentaires
31 mars 1988

1. SYSTÈME COMPTABLE

La gestion du Fonds est basée sur la méthode de la comptabilité de caisse. Mais dans le cas des frais d'administration, les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril. Ainsi, les salaires et traitements versés aux employés pour la période couvrant deux années financières sont répartis sur les deux exercices.

2. GESTION DU FONDS

Au moment de son institution, le Fonds avait pour principal objectif l'indemnisation des victimes non fautives d'accidents d'automobiles survenus en Ontario, dont les responsables avaient pris la fuite ou n'étaient pas assurés. Jusqu'en 1980, le Fonds était alimenté par les cotisations annuelles que les automobilistes non assurés étaient tenus de verser. Mais depuis l'entrée en vigueur, le 1er mars 1980, de la Loi sur l'assurance automobile obligatoire, tous les automobilistes sont tenus de contracter une assurance de responsabilité civile comportant notamment une clause de couverture pour véhicule non assuré.

Le Fonds termine actuellement le règlement des demandes d'indemnité présentées avant l'entrée en vigueur de la Loi. Il a également été décidé que, pour les demandes postérieures au 1er mars 1980, le Fonds dédommagerait :

— les piétons qui ne sont pas déjà protégés par une assurance-automobile et qui sont blessés au cours d'un accident provoqué par un automobiliste qui n'est pas assuré ou qui a pris la fuite;

— les passagers non assurés qui avaient pris place à bord d'un véhicule également non assuré par son propriétaire et qui ont été blessés à la suite d'un accident causé par le conducteur;

— les tierces parties, reconnues non fautives, victimes d'un accident mettant en cause deux véhicules non assurés;

— les victimes de dégâts matériels causés à des biens non assurés contre le choc de véhicules (poteaux d'électricité et de téléphone, glissières de sécurité, etc.), à condition que le propriétaire et le conducteur du véhicule non assuré puissent être identifiés.

Le 23 février 1983, la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles a été modifiée pour permettre le paiement, par le Fonds, des demandes de règlement présentées par un tiers demandeur, quand la compagnie d'assurances concernée est insolvable ou incapable d'effectuer le remboursement. Dans ce cas, l'indemnisation est soumise aux dispositions de la Loi et des règlements qui en découlent et ne peut dépasser un montant correspondant à la responsabilité minimale applicable au tiers au moment de l'accident. Le permis de conduire n'est pas retiré à l'assuré défendeur (qui peut être le conducteur); en outre, celui-ci ne sera pas non plus tenu de rembourser au Fonds les sommes versées en son nom. Par l'effet d'une subrogation légale, le Fonds est investi des mêmes droits que le demandeur vis-à-vis des avoirs réalisables de l'assureur insolvable. Seules deux sociétés, la Pitts Insurance Company et la Cardinal Insurance Company, ont jusqu'à présent été admises à faire partie de la catégorie des "assureurs désignés" aux termes de la loi.

3. COMPTES À RECEVOIR

Au 31 mars 1988, d'après le registre comptable, les sommes à recevoir au titre des paiements effectués pour le compte de défendeurs non assurés en vertu des articles 4(5) et 5(6) de la Loi s'élevaient à 111,9 millions de dollars. De ce total, on estime à environ 83,9 millions le montant des créances irrécouvrables.

4. DEMANDES NON RÉGLÉES

Le montant des demandes qui n'avaient pas encore été réglées en date du 31 mars 1988 a été évalué à 10 millions de dollars. Les sommes à recevoir et le solde créditeur constatés pour le Fonds devraient lui permettre d'acquitter les obligations contractées pendant l'exercice clos le 31 mars 1989, sans qu'il doive faire appel aux subventions du Fonds consolidé du revenu, ainsi que le prévoit l'article 2(3) de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles.

ÉTATS DIVERS

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Pertes radiées des comptes pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Ministères	$
Industrie, Commerce et Technologie	23 274 347
Revenu	14 828 384
Procureur général	3 744 285
Environnement	3 515 328
Institutions financières	3 031 377
Agriculture et Alimentation	2 119 435
Services sociaux et communautaires	2 017 626
Collèges et Universités	781 613
Santé	288 156
Formation professionnelle	177 910
Transports	50 214
Culture et Communications	23 983
Richesses naturelles	23 642
Services gouvernementaux	23 477
Consommation et Commerce	18 568
Logement	8 664
Énergie	5 136
Tourisme et Loisirs	4 553
Services correctionnels	2 165
Travail	484
Éducation	373
Affaires intergouvernementales	104
Solliciteur général	78
	53 939 902

ÉTATS DIVERS

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

Remises de dettes d'un montant de 1 000 $ ou plus autorisées pendant l'exercice clos le 31 mars 1988

Ministère du Revenu	$
Royal Canadian Golf Association	
Taxe de vente au détail	205 000
Wolfgang et Gudrun Schmutz	
Droits de mutation immobilière	189 725
Heinz et Resi Weier	
Droits de mutation immobilière	134 242
Albert Pasquier	
Droits de mutation immobilière	68 340
Coscan Development Corporation	
Droits de mutation immobilière	51 607
Ernst Freyenmuth	
Droits de mutation immobilière	39 540
Ignaz et Ursula Ehrbar Stadler	
Droits de mutation immobilière	34 462
Succession de Jacob Zolberg	
Droits de succession	27 700
Musée des beaux-arts d'Hamilton	
Taxe de vente au détail	3 270
	753 886

REMISE GÉNÉRALE

Une remise de taxe de vente de 700 000 $ (montant estimatif) sur les droits d'entrée de théâtres n'ayant pas le statut d'établissement de bienfaissance, a été autorisée pour la période du 1er mai 1987 au 31 août 1988.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À PAYER*

au 31 mars 1988

Ministères	1988 $	1987 $
Environnement	15 211 001	1 962 425
Transports	9 067 146	6 208 197
Services gouvernementaux	9 002 383	7 688 913
Richesses naturelles	4 187 706	3 373 847
Santé	3 213 581	1 186 887
Services sociaux et communautaires	2 913 230	1 410 795
Solliciteur général	2 416 512	9 255
Travail	2 015 130	203 251
Procureur général	1 745 860	2 962 541
Agriculture et Alimentation	1 070 064	764 327
Tourisme et Loisirs	757 096	575 816
Formation professionnelle	455 509	200 101
Consommation et Commerce	428 410	641 882
Industrie, Commerce et Technologie	385 375	320 643
Développement du Nord et Mines	359 375	71 213
Culture et Communications	358 095	415 748
Affaires municipales	294 734	47 523
Éducation	291 917	492 776
Institutions financières	265 936	126 126
Logement	246 854	284 118
Services correctionnels	215 814	1 483 116
Trésor et Économie	171 764	95 899
Conseil de gestion	171 358	123 218
Bureau de l'Assemblée législative	155 649	204 341
Affaires civiques	119 680	138 948
Énergie	88 800	59 277
Office de la condition féminine	86 862	34 857
Collèges et Universités	71 151	1 166
Office des personnes âgées	44 890	10 353
Affaires intergouvernementales	41 307	54 804
Office des personnes handicapées	35 280	2 772
Office des affaires autochtones	19 539	2 997
Bureau du Conseil des ministres	9 239	2 269
Revenu	3 310	1 061
Cabinet du premier ministre	2 868	746
Bureau de l'ombudsman	634	1 376
Total des comptes à payer	55 924 059	31 163 584

*Comptes-mémoires gardés à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des biens et services reçus et des paiements de transfert que l'on s'est engagé à effectuer au plus tard le 31 mars, mais qui n'ont pas été imputés sur les crédits autorisés pour l'exercice qui vient de s'achever.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR*

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Ministère du Logement		
Programme ontarien de prêts pour la construction de logements locatifs	72 083 350	73 537 150
Projet pilote de conversion des locaux locatifs non résidentiels	51 450 133	33 010 625
Programme ontarien d'accession à la propriété	39 028 137	48 430 980
Programme de remise en état des bâtiments locatifs de faible hauteur	16 241 802	3 115 945
Programme des logements locatifs de l'Ontario	12 417 500	5 876 350
Aménagement des logements sociaux	9 581 906	6 728 630
Programme d'aide au logement communautaire de l'Ontario	1 242 212	
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	1 104 481	1 133 768
Gouvernement du Canada		
Plan de développement du marché des logements locatifs Canada-Ontario		9 726 424
Programme de subventions et prêts d'encouragement		109 414
Divers	1 339 807	1 378 733
	204 489 328	183 048 019
Ministère du Revenu		
Taxe de vente au détail	39 235 055	34 421 888
Impôt des sociétés	30 588 545	63 015 396
Droits de mutation immobilière	13 256 527	9 515 917
Taxe sur le tabac	12 635 564	12 733 103
Droits de succession	6 386 073	7 238 310
Taxe sur les carburants	5 323 224	2 847 273
Taxe sur l'essence	3 936 786	2 697 685
Bénéfices miniers	1 004 350	1 735 280
Divers	3 281 734	2 789 216
	115 647 858	136 994 068
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Gouvernement du Canada	71 121 376	54 814 555
Paiements en trop d'allocations familiales	36 681 156	47 303 247
Divers	1 865 000	1 598 000
	109 667 532	103 715 802
Ministère du Procureur général		
Amendes	81 563 175	71 091 302
Receveur général du Canada	2 112 415	956 251
Droits	1 070 185	453 887
Divers	223 552	101 211
	84 969 327	72 602 651
Ministère de la Santé		
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario		
Primes versées directement	36 211 725	37 648 180
Primes collectives	20 001 114	11 985 000
Régime de médicaments de l'Ontario	4 106	10 412
Foyers pour soins spéciaux	4 712 396	3 922 278
Gouvernement du Canada	375 000	375 000
Divers	490 270	503 290
	61 794 611	54 444 160

*Comptes-mémoires à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des comptes qui étaient soit facturés, soit dus au 31 mars, et qui n'avaient toujours pas été recouvrés à la date de la clôture des comptes de l'exercice. Des renseignements pertinents sont également fournis sur les subventions qui ont été accordées dans le cadre de certains programmes d'aide importants et dont le remboursement pourrait être exigé à l'avenir, conformément aux conditions des divers programmes.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Ministère des Affaires municipales		
Programme de revitalisation des centres-villes	50 456 140	52 704 799
Programme de revitalisation de la rue principale	4 103 918	4 931 634
Divers	884 334	1 046 681
	55 444 392	58 683 114
Ministère des Collèges et Universités		
Aide financière aux étudiants	31 196 741	31 611 382
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	3 211 265	2 235 028
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	946 077	766 747
Divers	64 301	60 513
	35 418 384	34 673 670
Institutions financières		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	27 971 758	25 848 457
Divers	6 468	3 413
	27 978 226	25 851 870
Ministère des Richesses naturelles		
Comptes relatifs au bois de construction et aux mines	9 687 365	11 514 788
Gouvernement du Canada		
Programme de gestion des terres	6 807 125	2 503 004
Divers	1 037 180	1 192 796
	17 531 670	15 210 588
Ministère de l'Environnement		
Municipalités — frais au titre des eaux usées et de l'approvisionnement en eau	14 138 502	8 021 911
Gouvernement du Canada		
Surveillance des Grands lacs — Environnement Canada	1 493 966	
Programme de construction de réseaux d'assainissement	969 546	
Divers		262 419
	16 602 014	8 284 330
Ministère de l'Éducation		
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	12 749 254	13 265 925
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	1 577 864	704 128
Ministère des Affaires indiennes — écoles pour aveugles	247 734	
Centre d'études indépendantes	103 241	
Divers	111 632	50 797
	14 789 725	14 020 850

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Ministère du Solliciteur général		
Gouvernement du Canada		
Programme d'agents de police pour les bandes indiennes	3 002 355	4 345 926
Programme conjoint de planification des services d'urgence	1 528 899	1 271 706
Autres	398 974	460 565
Services contractuels de maintien de l'ordre dans les municipalités	1 860 008	1 347 235
Divers	73 377	43 367
	6 863 613	7 468 799
Ministère de la Culture et des Communications		
Subventions remboursables	5 938 938	6 724 198
Vente de services	105 173	54 320
Remboursements de dépenses	70	
	6 044 181	6 778 518
Ministère des Transports		
Vente de matériaux, services et droits	3 173 721	2 235 245
Location et ventes de biens	1 508 729	933 080
	4 682 450	3 168 325
Ministère de la Formation professionnelle		
Gouvernement du Canada		
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	356 375	
Divers	3 500 030	251 353
	3 856 405	251 353
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Gouvernement du Canada		
Commission d'assurance-récolte de l'Ontario	413 998	322 412
Stabilisation des revenus agricoles		443 362
Autres	118 064	
Prêts bancaires garantis	1 583 287	1 691 978
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	1 219 410	1 455 607
Divers	499 976	694 725
	3 834 735	4 608 084
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Vente de Minaki Lodge	3 000 000	3 000 000
Divers	360 376	415 372
	3 360 376	3 415 372
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Subventions remboursables au titre du Fonds d'aide aux exportations	1 497 715	1 385 106
Divers	998 852	434 400
	2 496 567	1 819 506
Ministère de l'Énergie		
Divers	2 298 298	1 401 886

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Recettes fiscales	781 554	
Ventes et locations	614 340	
Ministère de l'Énergie et des Mines	294 585	462 633
Divers	317	28 572
	1 690 796	491 205
Ministère des Affaires civiques		
Gouvernement du Canada		
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et sur les professeurs de langue	797 613	287 952
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et sur les manuels d'enseignement des langues	150 000	145 000
Autres	732 836	29 220
Vente de services	339	
	1 680 788	462 172
Ministère des Services correctionnels		
Gouvernement du Canada	1 089 000	634 777
Comptes à recevoir au titre des établissements	138 150	43 785
Divers	7 404	11 798
	1 234 554	690 360
Ministère du Travail		
Tribunal d'appel des accidents du travail	1 142 727	605 367
Divers	69 107	72 577
	1 211 834	677 944
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Divers	1 038 704	1 162 627
Ministère des Services gouvernementaux		
Gestion de biens immobiliers	303 555	365 535
Services d'informatique	300 301	201 195
Divers	371 252	324 683
	975 108	891 413
Conseil de gestion		
Divers	276 396	134 407
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Gouvernement du Canada		34 952
MEIR	112 973	18 709
Divers	112 973	53 661
Bureau de l'Assemblée législative		
Divers	71 943	33 913
Cabinet du premier ministre		
Divers	3 846	743
Bureau du Conseil des ministres		
Divers	232	1 255
Ministère des Affaires intergouvernementales		
Divers	48	2 919
Total des comptes à recevoir	786 066 914	741 043 584

section 4

états des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES RÉELLES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Ministères	Crédits			Dépenses réelles					
	votés	législatifs	Total	votées	prévues par la loi	Total	Dépenses réelles	Autres dépenses réelles (1)	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques	40 103 700		40 103 700	38 491 431	19 017	38 510 448	38 510 448		38 510 448
Affaires intergouvernementales	9 564 300		9 564 300	9 189 399	4 454	9 193 853	9 193 853		9 193 853
Affaires municipales	930 921 100	4 536 038	935 457 138	925 016 651	2 961 123	927 977 774	921 905 588	6 072 186	927 977 774
Agriculture et Alimentation	576 683 000	44 037 038	620 720 038	547 014 395	33 501 134	580 515 529	566 019 705	14 495 824	580 515 529
Bureau de l'Assemblée législative	74 184 872	1 815 528	76 000 400	67 517 461	1 815 528	69 332 989	69 332 989		69 332 989
Bureau du Conseil des ministres	8 657 400		8 657 400	7 702 987		7 702 987	7 702 987		7 702 987
Bureau du directeur général des élections	551 600		551 600	583 467	30 487 432	31 070 899	31 070 899		31 070 899
Bureau du lieutenant-gouverneur	546 000		546 000	545 431		545 431	545 431		545 431
Bureau de l'ombudsman	6 638 800		6 638 800	6 617 800		6 617 800	6 617 800		6 617 800
Bureau du vérificateur provincial	6 608 300	91 500	6 699 800	6 310 090	96 511	6 406 601	6 406 601		6 406 601
Cabinet du premier ministre	2 196 500	39 231	2 235 731	2 152 955	40 957	2 193 912	2 193 912		2 193 912
Collèges et Universités	2 403 701 600	142 000	2 403 843 600	2 391 174 923	146 031	2 391 320 954	2 391 193 941	127 013	2 391 320 954
Conseil de gestion	213 057 000	36 038	213 093 038	36 815 571	24 023	36 839 594	36 839 594		36 839 594
Consommation et Commerce	138 453 800	546 038	138 999 838	134 889 705	205 183	135 094 888	134 927 328	167 560	135 094 888
Culture et Communications	228 767 300	27 532	228 794 832	227 429 129	28 743	227 457 872	227 457 872		227 457 872
Développement du Nord et Mines	246 755 500	8 506	246 764 006	238 705 014	42 377	238 747 391	238 747 391		238 747 391
Éducation	3 977 353 000	488 062 038	4 465 415 038	3 971 855 032	475 014 906	4 446 869 938	4 446 833 325	36 613	4 446 869 938
Énergie	46 828 000		46 828 000	42 525 111	18 747	42 543 858	42 543 858		42 543 858
Environnement	431 214 600	36 038	431 250 638	404 913 926	1 255 260	406 169 186	384 889 228	21 279 958	406 169 186
Formation professionnelle	455 069 700	36 038	455 105 738	385 359 987	33 134	385 393 121	385 393 121		385 393 121
Industrie, Commerce et Technologie	225 230 100	37 436 038	262 666 138	205 280 256	55 752 626	261 032 882	172 481 329	88 551 553	261 032 882
Institutions financières	33 975 300	10 521 100	44 496 400	30 896 349	6 906 592	37 802 941	30 900 837	6 902 104	37 802 941
Logement	373 141 500	36 038	373 177 538	333 339 878	37 623	333 377 501	333 377 501		333 377 501
Office des affaires autochtones	4 379 800		4 379 800	1 977 003		1 977 003	1 977 003		1 977 003
Office de la condition féminine	17 942 800		17 942 800	17 096 153		17 096 153	17 096 153		17 096 153
Office des personnes âgées	4 703 000	13 825	4 716 825	4 640 080	14 433	4 654 513	4 654 513		4 654 513
Office des personnes handicapées	5 879 000	13 825	5 892 825	5 840 228	14 433	5 854 661	5 854 661		5 854 661
Procureur général	386 366 300	742 038	387 108 338	380 945 669	1 002 842	381 948 511	381 948 511		381 948 511
Revenu	802 630 700	8 052 506	810 683 206	775 714 170	10 349 919	786 064 089	785 952 391	111 698	786 064 089
Richesses naturelles	562 551 500	1 586 038	564 137 538	552 387 534	1 652 313	554 039 847	552 425 157	1 614 690	554 039 847
Santé	11 576 907 800	36 038	11 576 943 838	11 526 774 119	2 635 622	11 529 409 741	11 528 536 561	873 180	11 529 409 741
Services correctionnels	407 110 600		407 110 600	401 710 002	14 528	401 724 530	401 724 530		401 724 530
Services gouvernementaux	546 585 200	198 038	546 783 238	542 177 783	4 818 643	546 996 426	542 280 591	4 715 835	546 996 426
Services sociaux et communautaires	3 778 198 100	37 038	3 778 235 138	3 774 704 859	52 566	3 774 757 425	3 774 742 482	14 943	3 774 757 425
Solliciteur général	418 787 500	39 038	418 826 538	404 212 720	1 074 193	405 286 913	405 284 926	1 987	405 286 913
Tourisme et Loisirs	188 974 400	36 038	189 010 438	179 994 996	48 673	180 043 669	168 514 892	11 528 777	180 043 669
Transports	1 944 167 900	36 038	1 944 203 938	1 913 936 721	36 972	1 913 973 693	1 913 973 693		1 913 973 693
Travail	108 391 200	1 164 038	109 555 238	104 364 683	3 156 573	107 521 256	107 403 733	117 523	107 521 256
Trésor et Économie	196 423 600	4 153 017 532	4 349 441 132	96 157 948	4 132 989 044	4 229 146 992	3 864 400 839	364 746 153	4 229 146 992
Total des ministères	31 380 202 372	4 752 378 769	36 132 581 141	30 696 961 616	4 766 252 155	35 463 213 771	34 941 856 174	521 357 597	35 463 213 771

(1) Prêts, avances et dotations en capital et comptes créés à des fins spéciales.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-8
- SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES 4-10
- SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET SERVICES RÉGIONAUX 4-12
- COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE 4-14
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-8
- SOMMAIRE 4-7

ÉTAT DES RECETTES 4-16

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
	Administration du ministère	698 100	599 825
18 149 976	Soutien aux relations civiques et multiculturelles	20 818 200	20 619 946
10 019 329	Subventions d'immobilisation et services régionaux	10 435 000	9 797 516
6 953 880	Commission des droits de la personne	8 152 400	7 493 161
35 123 185	**Total du ministère**	40 103 700*	38 510 448
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
35 123 185	Total des dépenses	40 103 700	38 510 448

*Y compris les mandats spéciaux de 10 615 000 $.

NOTE : Le ministère des Affaires civiques et le ministère de la Culture et des Communications ont été créés le 8 octobre 1987 en vertu des décrets 2299/87 et 2298/87, respectivement. Ces nouveaux ministères ont exercé les pouvoirs et les fonctions qui jusqu'à cette date, relevaient du ministère des Affaires civiques et culturelles. Le programme de la "Commission des droits de la personne" a été transféré du ministère du Travail au ministère des Affaires civiques. Le ministère des Transports a été créé le 8 octobre 1987 en vertu du décret 2300/87 et a exercé les pouvoirs et les fonctions du ministère des Transports et des Communications sauf pour le programme de "Communications" qui a été transféré au ministère de la Culture et des Communications. Pour faciliter la présentation et la comparaison des données financières, celles-ci ont été redressées pour refléter les activités pendant l'exercice tout entier comme si les ministères avaient été créés le 1er avril 1987.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1		698 100*	698 100	Bureau principal	580 808
		698 100	698 100		580 808
L				Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 529
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 488
		698 100	698 100	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	599 825

Description du programme :

Ce programme vise à donner l'orientation générale du ministère.

*Le montant de 698 100 $ a été transféré du ministère des Affaires civiques et culturelles au poste "Bureau principal" du programme "Administration du ministère" conformément à l'autorisation du Conseil de gestion.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	311 577
Avantages sociaux	16 345
Transports et communications	45 815
Services	55 616
Fournitures et matériel	151 455
	580 808

Crédits législatifs	$
Traitement versé au ministre	14 529
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 488
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	599 825

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
604				**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES**	
1	15 039 800	62 900	15 102 700	Relations civiques	15 008 052
2	5 042 100	254 500	5 296 600	Services spéciaux aux autochtones	5 193 071
3	411 200	7 700	418 900	Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	418 823
	20 493 100*	325 100	20 818 200**	TOTAL POUR LE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES	20 619 946

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'encourager et d'aider les nouveaux Ontariens, les autochtones et les groupes ethnoculturels à participer à la communauté ontarienne, à titre individuel et collectif, en tenant dûment compte des différences culturelles. Il vise à favoriser et à faciliter la préservation des valeurs culturelles et leur partage avec l'ensemble de la société, afin que tous les habitants de l'Ontario puissent jouir pleinement de leurs droits civiques tout en assumant les responsabilités dont ils sont assortis.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 200 000 $.

**Inclut tous les crédits autorisés pour le programme "Soutien aux relations civiques et multiculturelles", y compris les crédits initiaux affectés au ministère des Affaires civiques et culturelles.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES — CRÉDIT 604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Relations civiques (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		4 266 696
Avantages sociaux		596 922
Transports et communications		268 252
Services		1 063 822
Fournitures et matériel		825 945
Paiements de transfert		
Subventions aux relations civiques	717 135	
Subventions pour l'intégration des nouveaux Ontariens	139 807	
Subventions aux cours de langue et d'orientation donnés aux nouveaux Ontariens	1 803 800	
Programme de subventions pour l'alphabétisation communautaire en Ontario	3 501 000	
Subventions au programme de services multiculturels	2 676 200	
Projets des loteries de l'Ontario : Subventions pour programmes	3 162 500	
Subvention pour le multiculturisme en milieu de travail	359 877	
Programme d'interprètes communautaires	300 000	12 660 319
		19 681 956
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 673 904
		15 008 052

Services spéciaux aux autochtones (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 582 356
Avantages sociaux		209 961
Transports et communications		377 018
Services		170 181
Fournitures et matériel		153 114
Paiements de transfert		
Subventions pour des projets et services spéciaux	1 797 800	
Chiefs of Ontario	233 900	
Ontario Native Women's Association	355 600	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	426 700	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	635 000	3 449 000
		5 941 630
Moins : Recouvrements d'autres ministères		748 559
		5 193 071

Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles (Poste 3)	$
Traitements et salaires	155 035
Avantages sociaux	10 101
Transports et communications	89 710
Services	121 053
Fournitures et matériel	42 924
	418 823
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES	20 619 946

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
606				**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**	
1		10 435 000**	10 435 000	Installations communautaires	9 797 516
		10 435 000	10 435 000*	TOTAL POUR LES SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET LES SERVICES RÉGIONAUX	9 797 516

Description du programme :

Ce programme assure le soutien au programme d'immobilisation du ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 101 000 $.

**Le montant de 10 435 000 $ a été transféré du poste "Installations communautaires" du programme "Subventions d'immobilisation et services régionaux" du ministère des Affaires civiques et culturelles conformément à l'autorisation du Conseil de gestion. Le poste a été comptabilisé comme une seule unité même si les sommes afférentes au poste ont été réparties entre les ministères des Affaires civiques et de la Culture et des Communications.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX — CRÉDIT 606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$
Installations communautaires (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Capital	
Subventions aux communautés	9 797 516
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX	9 797 516

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2106				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE**	
1	8 152 400		8 152 400	Commission ontarienne des droits de la personne	7 493 161
	8 152 400*		8 152 400**	TOTAL POUR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	7 493 161

Description du programme :

Lutter contre les préjugés et protéger les habitants de l'Ontario contre les actes de discrimination réprimés par la loi. Garantir l'égalité de droits et de chances afin que chacun puisse contribuer pleinement à son propre bien-être et au développement de la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 314 000 $.

**Inclut tous les crédits autorisés pour le programme "Commission des droits de la personne", y compris les crédits initiaux affectés au ministère du Travail.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE — CRÉDIT 2106

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission ontarienne des droits de la personne (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 880 782
Avantages sociaux	607 175
Transports et communications	633 330
Services	996 636
Fournitures et matériel	375 238
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	7 493 161

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada — Services communautaires aux Indiens	1 060 265	812 564
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	359 368	1 152 282
Entente relative aux manuels d'enseignement des langues	159 610	152 178
	1 579 243	2 117 024
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	20 549	1 800
VENTES ET LOCATIONS	6 688	5 944
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	96 628	132 164
Autres	137	63
	96 765	132 227
DIVERS	549	808
TOTAL DES RECETTES	1 703 794	2 257 803

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-20

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES 4-22

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-20

SOMMAIRE 4-19

ÉTAT DES RECETTES 4-24

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
1 761 478	Administration du ministère	1 776 900	1 708 448
5 228 662	Relations intergouvernementales	7 787 400	7 485 405
6 990 140	**Total du ministère**	9 564 300*	9 193 853
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 990 140	Total des dépenses	9 564 300	9 193 853

*Y compris les mandats spéciaux de 2 400 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	567 500	66 100	633 600	Bureau principal	574 992
2	987 800	155 500	1 143 300	Services administratifs	1 129 002
	1 555 300	221 600	1 776 900		1 703 994
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 454
	1 555 300*	221 600	1 776 900	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 708 448

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils au gouvernement sur les politiques à suivre, ainsi qu'une orientation générale et des services administratifs aux programmes du ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 496 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Item 1)	$
Traitements et salaires	302 075
Avantages sociaux	146 878
Transports et communications	65 562
Services	27 735
Fournitures et matériel	32 742
	574 992
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 454

Services administratifs (Poste 2)	$
Traitements et salaires	626 505
Avantages sociaux	84 416
Transports et communications	74 377
Services	206 575
Fournitures et matériel	137 129
	1 129 002
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 708 448

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2002				**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	2 462 700		2 462 700	Relations fédérales-provinciales	2 322 763
2	1 699 800	1 488 800	3 188 600	Relations internationales	3 104 879
3	1 753 300	382 800	2 136 100	Services du protocole	2 057 763
	5 915 800*	1 871 600	7 787 400	TOTAL POUR LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ..	7 485 405

Description du programme :

Ce programme a pour objet de définir et de promouvoir les intérêts de l'Ontario et les relations qu'il entretient avec les gouvernements fédéral, provinciaux et les territoires du Canada, et avec les gouvernements étrangers et leurs représentants en Ontario, conformément aux principaux objectifs du gouvernement de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 904 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 2002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Relations fédérales-provinciales (Poste 1)		$
Traitements et salaires		989 697
Avantages sociaux		132 278
Transports et communications		195 831
Services		181 876
Fournitures et matériel		95 227
Paiements de transfert	$	
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	526 100	
Institut des relations intergouvernementales	26 700	
Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales	1 500	
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	176 000	730 300
		2 325 209
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 446
		2 322 763

Relations internationales (Poste 2)		
Traitements et salaires		962 908
Avantages sociaux		143 926
Transports et communications		243 120
Services		949 194
Fournitures et matériel		152 189
Paiements de transfert	$	
Fondation Asie-Pacifique	200 000	
Aide internationale aux sinistrés	20 000	
Subventions visant à promouvoir les relations internationales de l'Ontario	408 244	
Institut de recherches politiques	30 000	658 244
		3 109 581
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 702
		3 104 879

Services du protocole (Poste 3)		$
Traitements et salaires		517 471
Avantages sociaux		65 295
Transports et communications		208 499
Services		1 066 605
Fournitures et matériel		189 893
Paiements de transfert	$	
Bourse Pauline McGibbon	5 000	
Bourse John B. Aird	5 000	10 000
		2 057 763
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES		7 485 405

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Faites à l'occasion de visites royales	48 515	
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	72 187	31 264
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 009	15 276
VENTES ET LOCATIONS		4 058
DIVERS	26	1 189
TOTAL DES RECETTES	123 737	51 787

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-28
- AFFAIRES MUNICIPALES 4-30
- PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE 4-32
- COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA 4-36
- VÉRIFICATION MUNICIPALE DE L'ONTARIO 4-38
- AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS 4-40
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-28, 4-30
- SOMMAIRE 4-27

ÉTAT DES RECETTES 4-42

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-42

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
7 749 747	Administration du ministère	8 591 038	8 365 591
851 511 264	Affaires municipales	884 002 000	878 281 937
36 824 865	Planification communautaire	39 101 400	37 621 149
1 737 671	Commission de l'escarpement du Niagara	2 080 100	2 075 437
897 435	Vérification municipale de l'Ontario	1 532 600	1 485 506
	Aménagement des secteurs riverains	150 000	148 154
898 720 982	**Total du ministère**	935 457 138*	927 977 774
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
890 413 984	Total des dépenses	929 437 138	921 905 588
8 306 998	Total des prêts, avances et dotations en capital	6 020 000	6 072 186
898 720 982		935 457 138	927 977 774

*Y compris les mandats spéciaux des 543 000 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 797 700		3 797 700	Bureau principal	3 678 862
2	919 700	41 700	961 400	Services juridiques	857 939
3	2 786 900	1 009 000	3 795 900	Analyse et planification	3 791 167
	7 504 300	1 050 700	8 555 000		8 327 968
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
	7 540 338 *	1 050 700	8 591 038	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 365 591

Description du programme :

Ce programme a pour objet de définir les objectifs, priorités, orientations, mécanismes de contrôle et normes de présentation et de gestion du ministère des Affaires municipales, et de coordonner la fourniture de certains services de soutien administratif et opérationnel cédés par le ministère du Logement.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 565 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	751 531
Avantages sociaux	101 380
Transports et communications	129 133
Services	101 864
Fournitures et matériel	94 954
Paiements de transfert	
Capital	
Fonds de l'escarpement du Niagara	2 500 000
	3 678 862
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 880
Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	69 323
Avantages sociaux	1 528
Transports et communications	14 902
Services	721 373
Fournitures et matériel	50 813
	857 939

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 067 838
Avantages sociaux	195 439
Transports et communications	42 572
Services	1 890 137
Fournitures et matériel	619 438
	3 815 424
Moins : Recouvrements d'autres ministères	24 257
	3 791 167
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 365 591

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2402				**PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES**	
1	879 502 000		879 502 000	Affaires municipales	875 358 437
	879 502 000		879 502 000		875 358 437
L	4 500 000		4 500 000	Prêts accordés aux municipalités, Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	2 923 500
	884 002 000*		884 002 000	TOTAL POUR LES AFFAIRES MUNICIPALES	878 281 937

Description du programme :

Ce programme a pour objet de maintenir et développer les rapports entre la province et les municipalités, et de coordonner la répartition des responsabilités entre le gouvernement provincial et les administrations municipales. Il recommande les moyens financiers à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins municipaux, transfère des fonds provinciaux d'un montant suffisamment élevé pour servir d'appoint aux ressources municipales, et favorise l'établissement d'un système viable de prise de décisions au niveau local, notamment en aidant les municipalités à se doter de services capables d'administrer leurs affaires.

*Y compris les mandats spéciaux de 523 281 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES — CRÉDIT 2402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Affaires municipales (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		7 776 924
Avantages sociaux		1 208 973
Transports et communications		731 433
Services		3 231 865
Fournitures et matériel		626 873
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions inconditionnelles — Autres subventions	1 975 400	
Fonctionnement		
Subventions inconditionnelles de l'Ontario		
Subventions inconditionnelles	819 878 479	
Autres subventions	4 146 240	
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	23 999 984	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	6 451 994	
Paiements en vertu de la Loi sur la municipalité régionale de Sudbury	1 583 896	
Paiements en vertu de la Loi sur l'annexion de Vespra à Barrie	328 993	
Services municipaux en français	186 496	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 156 750	
Programme municipal de formation et de perfectionnement	1 419 915	
Association des municipalités de l'Ontario	120 000	
Association des secrétaires et trésoriers de l'Ontario	2 000	
Fédération des municipalités du Nord de l'Ontario	1 500	
Association municipale du Nord-Ouest de l'Ontario	1 500	
Aide aux sinistrés	95 817	
Assistance en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	268 000	
Programme de formation liée à l'emploi	29 024 681	
Programme d'aide à l'équité salariale	166 554	890 808 199
Autres opérations		
Intérêt débiteur net sur les prêts accordés dans le cadre du programme d'aide aux propriétaires riverains		165 405
		904 549 672
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		29 191 235
		875 358 437
Crédits législatifs		
Prêts, avances et dotations en capital		
Prêts accordés aux municipalités en vertu de la Loi sur l'aide aux propriétaires riverains		2 923 500
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES		878 281 937

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2403				**PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE**	
1	409 100		409 100	Administration du programme	380 568
2	11 346 000		11 346 000	Administrations des plans	10 787 636
3	18 709 200	238 000	18 947 200	Rénovation communautaire	18 714 764
4	4 483 100	513 700	4 996 800	Services consultatifs sur la planification communautaire	4 939 946
5	2 085 800		2 085 800	Politique de planification et projets	1 535 865
6	1 316 500		1 316 500	Recherche et projets spéciaux	1 262 370
	38 349 700*	751 700	39 101 400	TOTAL POUR LA PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	37 621 149

Description du programme :

Ce programme a pour effet d'entretenir et d'utiliser un processus législatif permettant la réalisation des objectifs de la province, des municipalités et du secteur privé dans le domaine de la planification communautaire. Il encourage les responsables de la planification et du développement à adopter une approche globale tenant compte des besoins de la collectivité.

*Y compris les mandats spéciaux de 13 948 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 2403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$	$
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		280 521
Avantages sociaux		43 746
Transports et communications		17 885
Services		17 576
Fournitures et matériel		20 840
		380 568
Administration des plans (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 351 493
Avantages sociaux		498 318
Transports et communications		189 511
Services		202 701
Fournitures et matériel		435 834
Paiements de transfert		
Subventions d'aide au logement	12 600	
Aménagement communautaire, Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement	305 859	318 459
Autres opérations		
Intérêts débiteurs nets sur les emprunts contractés au titre de l'infrastructure régionale		5 791 320
		10 787 636
Rénovation communautaire (Poste 3)		
Traitements et salaires		926 283
Avantages sociaux		112 056
Transports et communications		86 152
Services		126 307
Fournitures et matériel		25 286
Paiements de transfert		
Capital		
Programme d'amélioration des quartiers de l'Ontario	11 297 123	
Subventions accordées dans le cadre du Programme de rénovations des secteurs commerciaux	1 369 419	
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire	975 463	
Fonctionnement		
Aide à l'Ontario Business Improvement Area Association	45 000	13 687 005
Autres opérations		
Intérêts débiteurs nets versés au titre des prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		602 989
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		3 148 686
		18 714 764

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 2403 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services consultatifs sur la planification communautaire (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		1 602 918
Avantages sociaux		225 067
Transports et communications		314 461
Services		190 322
Fournitures et matériel		120 034
Paiements de transfert		
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification	2 135 332	
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle	287 631	
Subventions pour la formation en planification	64 181	2 487 144
		4 939 946

Politique de planification et projets (Poste 5)	$
Traitements et salaires	961 453
Avantages sociaux	128 796
Transports et communications	41 925
Services	156 308
Fournitures et matériel	137 499
Paiements de transfert	
Assistance à la mise en oeuvre du Programme d'aménagement de la Commission de l'escarpement du Niagara	109 884
	1 535 865
Recherche et projets spéciaux (Poste 6)	
Traitements et salaires	788 752
Avantages sociaux	98 887
Transports et communications	45 264
Services	283 428
Fournitures et matériel	46 039
	1 262 370
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	37 621 149

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2404				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA**	
1	1 714 700	365 400	2 080 100	Commission de l'escarpement du Niagara	2 075 437
	1 714 700*	365 400	2 080 100	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	2 075 437

Description du programme :

Ce programme vise à faire le nécessaire pour que l'escarpement du Niagara et les terres avoisinantes gardent leur caractère de zone naturelle continue, et à veiller à ce que seules les activités d'aménagement compatibles avec le milieu naturel soient entreprises dans l'intérêt des habitants de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 582 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA — CRÉDIT 2404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission de l'escarpement du Niagara (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 302,933
Avantages sociaux	219 317
Transports et communications	163 121
Services	310 309
Fournitures et matériel	79 757
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	2 075 437

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2405				**PROGRAMME DE VÉRIFICATION MUNICIPALE DE L'ONTARIO**	
1	1 532 600		1 532 600	Bureau de vérification municipale de l'Ontario	1 485 506
	1 532 600*		1 532 600	TOTAL POUR LA VÉRIFICATION MUNICIPALE DE L'ONTARIO	1 485 506

Description du programme :

Le programme de vérification municipale de l'Ontario a pour but d'assurer, pour le compte de dix ministères provinciaux, la vérification des prêts conditionnels accordés par la province à des municipalités. Le Bureau procédera à toutes les opérations de vérification comptable et aux sondages de conformité jugés nécessaires dans certaines municipalités.

*Y compris les mandats spéciaux de 624 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE VÉRIFICATION MUNICIPALE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2405

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau de vérification municipale de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 050 318
Avantages sociaux	137 967
Transports et communications	200 984
Services	57 964
Fournitures et matériel	38 273
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE VÉRIFICATION MUNICIPALE DE L'ONTARIO	1 485 506

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2406				**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS**	
1	150 000		150 000	Bureau du conseiller spécial	148 154
	150 000		150 000	TOTAL POUR L'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	148 154

Description du programme :

Le programme d'aménagement des secteurs riverains a été établi pour promouvoir l'aménagement ordonné des secteurs riverains de la province et pour répondre aux besoins dans les domaines du tourisme, des loisirs, de la conservation du patrimoine et du développement industriel.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS — CRÉDIT 2406

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau du conseiller spécial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	61 427
Avantages sociaux	10 282
Transports et communications	11 708
Services	21 914
Fournitures et matériel	42 823
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	148 154

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Taxes sur les locaux occupés par des locataires	2 532 024	1 885 452
Programme de revitalisation des centres-villes — municipalités	1 436 878	1 554 312
Programme de revitalisation de la rue principale — municipalités	832 051	865 540
Rénovation urbaine — part des sommes recouvrées revenant à la province	75 298	739 495
	4 876 251	5 044 799
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	50	150
VENTES ET LOCATIONS	14 466	13 636
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions	384 722	733 706
Action municipale 1985		112 054
Subventions accordées aux municipalités pour la planification	3 882	18 847
Programme d'amélioration des quartiers — municipalités	77 522	12 742
Autres	9 240	9 668
Redressement de l'année antérieure au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	(89 264)	
	386 102	887 017
DIVERS		
Intérêts gagnés sur les programmes de revitalisation	145 357	17 054
Intérêts gagnés sur le Programme Opération Logement	40 200	100 800
Autres	68 575	1 699
Redressement de l'année antérieure au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	(44 936)	
	209 196	119 553
TOTAL DES RECETTES	5 486 065	6 065 155

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
PRÊTS AUX MUNICIPALITÉS		
Programme Opération Logement	9 868 022	11 733 929
Financement des travaux municipaux	2 579 929	4 502 504
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 040 625	2 553 379
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	969 300	903 300
Loi de 1973 sur l'aide aux propriétaires riverains	902 879	550 939
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	473 172	134 200
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	234 900	219 800
	17 068 827	20 598 051
AUTRES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	288 396	291 391
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	17 357 223	20 889 442

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-46
- COMMERCIALISATION ET NORMES AGRICOLES 4-50
- TECHNOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES 4-52
- AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE 4-56
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-46, 4-52, 4-56
- SOMMAIRE 4-45

ÉTAT DES RECETTES 4-58

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-59

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-59

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
17 715 003	Administration du ministère	20 677 638	20 240 196
35 075 665	Commercialisation et normes agricoles	39 411 300	38 984 452
146 002 200	Technologie, développement et services régionaux agricoles	188 359 100	166 403 650
282 021 094	Aide financière à l'agriculture	372 272 000	354 887 231
480 813 962	**Total du ministère**	620 720 038*	580 515 529
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
466 125 269	Total des dépenses	599 520 038	566 019 705
14 688 693	Total des prêts, avances et dotations en capital	21 200 000	14 472 900
	Total des comptes créés à des fins spéciales		22 924
480 813 962		620 720 038	580 515 529

*Y compris les mandats spéciaux de 161 000 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 743 800	454 600	3 198 400	Bureau principal	3 026 273
2	5 928 900	166 500	6 095 400	Services administratifs et financiers	6 050 206
3	1 051 800	90 600	1 142 400	Services du personnel	1 137 442
4	3 281 000	105 400	3 386 400	Services d'information	3 338 986
5	2 531 000		2 531 000	Analyse et planification	2 488 587
6	467 600	73 100	540 700	Services juridiques	540 681
7	503 900		503 900	Services de vérification	384 958
8	2 421 400	822 000	3 243 400	Services de développement des systèmes	3 235 440
	18 929 400	1 712 200	20 641 600		20 202 573
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
	18 965 438*	1 712 200	20 677 638	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 240 196

Description du programme :

Ce programme fournit et coordonne les mécanismes d'élaboration des politiques et des décisions du ministère au niveau des organes directeurs, ainsi que les services de soutien administratif essentiels à l'exécution des programmes du ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 5 990 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$	$
Bureau principal (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 396 243
Avantages sociaux		197 152
Transports et communications		202 780
Services		344 674
Fournitures et matériel		262 600
Paiements de transfert		
Pavillon Aberdeen	50 000	
Association des fermières de l'Ontario	750	
Conseil canadien des cercles 4H	14 074	
Conseil canadien d'horticulture	11 850	
Exposition agricole de l'Ouest canadien	1 000	
Association des producteurs de fromage du centre de l'Ontario	500	
Boursiers du Collège d'agronomie de l'Ontario	350	
Institut des femmes de l'Ontario	25 000	
Fondation pour la vie à la campagne	75 000	
Comité local du Concours international de labourage	10 000	
Association des laboureurs de l'Ontario	62 400	
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario	32 000	
Associations des Sociétés agricoles de l'Ontario	25 000	
Ontario Beef Cattle Performance Association	1 550	
Association des apiculteurs de l'Ontario	4 000	
Conseil des clubs d'éleveurs de lapins de l'Ontario	500	
Association des éleveurs d'animaux à fourrure de l'Ontario Inc.	5 000	
Association horticole de l'Ontario	19 000	
Ontario Independent Meat Packers and Processors	50 000	
Association des producteurs de sirop d'érable de l'Ontario	16 000	
Ontario Seed Growers' Association	12 000	
Ontario Soil and Crop Improvement Association	65 000	
Ontario Swine Breeders' Association	500	
Association des producteurs de truites de l'Ontario	1 000	
Association des fermes de vacances de l'Ontario	8 000	
Foire d'hiver d'Ottawa	26 000	
Programme des jeunes agriculteurs méritants — Jaycees de la région centrale	2 000	
Prix Prince de Galles/Compétition Queen's Guineas	850	
Foire agricole royale d'hiver	100 000	
Union culturelle des Franco-Ontariennes	3 500	622 824
		3 026 273
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 880
Services administratifs et financiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 453 482
Avantages sociaux		818 759
Transports et communications		982 329
Services		1 218 160
Fournitures et matériel		577 476
		6 050 206
Services du personnel (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 825 350
Avantages sociaux		188 439
Transports et communications		38 444
Services		263 224
Fournitures et matériel		63 463
		2 378 920
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 241 478
		1 137 442

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 101 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$
Services d'information (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 615 071
Avantages sociaux	257 413
Transports et communications	323 339
Services	538 217
Fournitures et matériel	604 946
	3 338 986
Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 666 784
Avantages sociaux	283 502
Transports et communications	219 610
Services	157 145
Fournitures et matériel	161 546
	2 488 587
Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	19 083
Services	486 530
Fournitures et matériel	35 068
	540 681
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	229 480
Avantages sociaux	32 106
Transports et communications	12 589
Services	69 432
Fournitures et matériel	41 351
	384 958
Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 433 065
Avantages sociaux	202 096
Transports et communications	93 135
Services	980 387
Fournitures et matériel	526 757
	3 235 440
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 240 196

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
102				**PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DES NORMES AGRICOLES**	
1	18 178 600		18 178 600	Commercialisation et paiements de soutien du secteur	17 986 409
2	19 428 500	1 804 200	21 232 700	Normes et qualité	20 998 043
	37 607 100*	1 804 200	39 411 300	TOTAL POUR LA COMMERCIALISATION ET LES NORMES AGRICOLES	38 984 452

Description du programme :

Ce programme contribue à maximiser les rendements financiers dans l'agriculture en Ontario en favorisant l'adoption de lois d'habilitation conçues pour permettre la commercialisation collective de produits agricoles répondant à des normes de qualité satisfaisantes, pour assurer l'expansion du commerce et de l'exportation des produits agricoles, et pour soutenir certains secteurs de l'agriculture.

*Y compris les mandats spéciaux de 9 630 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DES NORMES AGRICOLES — CRÉDIT 102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commercialisation et paiements de soutien du secteur (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 463 212
Avantages sociaux		353 778
Transports et communications		1 921 561
Services		5 453 933
Fournitures et matériel		805 574
Paiements de transfert	$	
Capital		
Paiements de soutien du secteur	309 510	
Aide à la transformation des produits alimentaires	1 938 922	
Fonctionnement		
Paiements de soutien du secteur	3 322 589	
Aide à la transformation des produits alimentaires	101 580	
Ontario, terre nourricière — partage des coûts	732 708	
Aide aux ventes à l'exportation	535 025	
Conseil ontarien du maïs-grain	100 000	7 040 334
		18 038 392
Moins : Recouvrements d'autres ministères		51 983
		17 986 409

Normes et qualités (Poste 2)		$
Traitements et salaires		11 854 176
Avantages sociaux		1 882 566
Transports et communications		1 608 355
Services		1 880 807
Fournitures et matériel		1 285 805
Paiements de transfert	$	
Capital		
Amélioration de la qualité des fruits et des légumes	1 948 334	
Fonctionnement		
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	538 000	2 486 334
		20 998 043
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DES NORMES AGRICOLES		38 984 452

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
103				**PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES**	
1	33 620 500	610 600	34 231 100	Services techniques, recherche et éducation	34 227 804
2	29 938 800	1 762 600	31 701 400	Éducation et recherche	31 598 328
3	2 700 000		2 700 000	Enseignement et recherche sous contrat	1 710 269
4	6 022 800	191 300	6 214 100	Soutien aux organisations rurales et agricoles	6 214 099
5	31 986 000		31 986 000	Amélioration des terres agricoles	23 480 496
6	14 175 000		14 175 000	Développement de la production de viande rouge	11 827 773
7	32 480 600	1 370 900	33 851 500	Services consultatifs	33 435 856
8	1 200 000		1 200 000	Projets internationaux de développement	1 141 527
9	11 300 000		11 300 000	Amélioration de l'industrie du porc	8 322 174
	163 423 700	3 935 400	167 359 100		151 958 326
L	21 000 000		21 000 000	Débentures pour le drainage par tuyaux, Loi sur le drainage au moyen de tuyaux	14 422 400
L				Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	22 924
	184 423 700*	3 935 400	188 359 100	TOTAL POUR LA TECHNOLOGIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES	166 403 650

Description du programme :

Ce programme fournit un appui permanent à l'industrie agricole en entreprenant des travaux de recherche portant sur l'agriculture, l'énergie et la médecine vétérinaire; en offrant un enseignement en vue de l'obtention de diplômes en technologie agricole, en gestion financière des exploitations agricoles et dans des secteurs connexes; par une assistance aux organisations rurales et agricoles; par des services consultatifs et techniques spécialisés; par une assistance à la bonification des terres agricoles et à l'aménagement des ressources en eau; et par des initiatives dans le secteur du développement industriel.

Le programme fournit également des services agronomiques aux pays en développement dans le cadre de projets internationaux de développement agricole exécutés en coopération avec d'autres gouvernements.

*Y compris les mandats spéciaux de 45 400 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services techniques, recherche et éducation (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		650 307
Avantages sociaux		86 582
Transports et communications		125 346
Services		253 901
Fournitures et matériel		26 667
Paiements de transfert		
Université de Guelph :		
Enseignement portant sur l'agriculture	2 331 087	
Recherche — Institut ontarien de recherche agricole	21 440 934	
Services	2 612 980	
Formation clinique vétérinaire	3 600 000	
Société ontarienne d'amélioration du troupeau laitier	3 100 000	33 085 001
		34 227 804

Éducation et recherche (Poste 2)		
Traitements et salaires		15 434 734
Avantages sociaux		2 216 783
Transports et communications		1 108 647
Services		3 696 201
Fournitures et matériel		5 202 836
Acquisition/construction de biens immobiliers		2 095 385
Paiements de transfert		
Fonds de recherche agro-alimentaire		2 000 000
		31 754 586
Moins : Recouvrements d'autres ministères		156 258
		31 598 328

Crédits législatifs		
Comptes créés à des fins spéciales		
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario		22 924

Enseignement et recherche sous contrat (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 194 694
Avantages sociaux		69 377
Transports et communications		32 306
Services		136 852
Fournitures et matériel		277 040
		1 710 269

Soutien aux organisations rurales et agricoles (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		2 739 888
Avantages sociaux		481 207
Transports et communications		431 941
Services		562 882
Fournitures et matériel		664 579
Paiements de transfert		
Sociétés agricoles et horticoles	1 151 550	
Autres subventions aux organisations rurales	182 052	1 333 602
		6 214 099

Amélioration des terres agricoles (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		1 734 067
Avantages sociaux		201 768
Transports et communications		226 874
Services		1 177 943
Fournitures et matériel		835 653
Paiements de transfert		
Capital		
Aide financière		
Subventions pour la préservation du sol et la protection de l'environnement	5 684 407	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	88 342	
Subventions pour la gestion de la conservation des terres	337 916	
Paiements au titre du drainage		
Drainage par exutoires municipaux	6 665 846	
Fonctionnement		
Aide financière		
Subventions pour la gestion de la conservation des terres	2 250 000	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	514 905	15 541 416

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Autres opérations	$	$
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et du développement agricole	52 184	
Bonifications d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux	4 669 048	4 721 232
Prêts, avances et dotations en capital		
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalité		50 500
		24 489 453
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	577 379	
Fonctionnement	431 578	1 008 957
		23 480 496

Crédits législatifs	$
Prêts, avances et dotations en capital	
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	14 422 400

Développement de la production de viande rouge (Poste 6)		
Traitements et salaires		1 323 863
Avantages sociaux		70 185
Transports et communications		151 925
Services		500 038
Fournitures et matériel		738 756
Paiements de transfert	$	
Capital		
Développement de la production de viande rouge	2 399 294	
Programme Agri-Nord	603 784	
Fonctionnement		
Développement de la production de viande rouge	6 230 470	
Programme Agri-Nord	188 538	9 422 086
		12 206 853
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	284 811	
Fonctionnement	94 269	379 080
		11 827 773

Services consultatifs (Poste 7)	$
Traitements et salaires	18 579 593
Avantages sociaux	3 041 500
Transports et communications	2 829 099
Services	2 903 593
Fournitures et matériel	5 090 225
Acquisition/construction de biens immobiliers	350 675
Paiements de transfert	
Aide à l'installation de vétérinaires dans une région désignée	641 171
	33 435 856

Projets internationaux de développement (Poste 8)		
Transports et communications		168 339
Services		687 958
Fournitures et matériel		228 415
Acquisition/construction de biens immobiliers		56 815
		1 141 527

Amélioration de l'industrie du porc (Poste 9)		
Traitements et salaires		1 570 952
Avantages sociaux		89 033
Transports et communications		201 495
Services		272 295
Fournitures et matériel		412 295
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subvention de développement à l'industrie	1 699 651	
Aide à la commercialisation	1 283 837	
Fonctionnement		
Subvention de développement à l'industrie	2 792 616	5 776 104
		8 322 174

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES	166 403 650

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
104				**PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE**	
1	1 488 800		1 488 800	Politique de conservation des terres agricoles	1 249 207
2	13 056 200		13 056 200	Politique d'aide financière à l'agriculture	12 505 488
3	285 726 000	49 000 000	334 726 000	Soutien direct et paiements de stabilisation	322 114 349
	300 271 000	49 000 000	349 271 000		335 869 044
L	1 000		1 000	Paiement de garanties, Loi sur l'administration financière	84 692
L	23 000 000		23 000 000	Subventions à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario, Loi sur l'assurance-récolte	18 933 495
	323 272 000*	49 000 000	372 272 000	TOTAL POUR L'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	354 887 231

Description du programme :

Ce programme fournit une aide financière au secteur agricole par divers moyens, notamment des ristournes sur l'impôt acquitté par les exploitations agricoles, des garanties au crédit agricole, un plan de stabilisation des revenus agricoles et un régime d'assurance-récolte. Le programme représente également les intérêts agricoles dans la planification de l'aménagement des sols.

*Y compris les mandats spéciaux de 99 980 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE — CRÉDIT 104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Politique de conservation des terres agricoles (Poste 1)	$
Traitements et salaires	920 002
Avantages sociaux	128 593
Transports et communications	63 467
Services	63 552
Fournitures et matériel	73 593
	1 249 207

Politique d'aide financière à l'agriculture (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 704 487
Avantages sociaux	679 804
Transports et communications	1 035 161
Services	5 213 833
Fournitures et matériel	872 203
	12 505 488

Soutien direct et paiements de stabilisation (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Gestion, sécurité et réparation pour les exploitations agricoles	39 036 409
Programme de stimulation pour la rentabilisation de l'énergie des serres	1 374 502
Logements pour les travailleurs saisonniers	796 925
Fonctionnement	
Programme de réductions fiscales aux exploitations agricoles	154 537 320
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	5 302 800
Stabilisation des revenus agricoles	38 420 323
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	12 505 380
Réduction des taux d'intérêt pour les fermes familiales	68 753 917
Aide aux agriculteurs en période de transition économique	34 653
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	600 000
Subventions et subsides pour le bétail	349 982
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs	47 569
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	66 225
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	247 534
Programme d'indemnisation contre la rage	295 134
Introduction et développement des cultures	507 893
	322 876 566
Moins : Recouvrements d'autres ministères	762 217
	322 114 349

Crédits législatifs	
Paiements au titre de prêts bancaires garantis	84 692
Subventions à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	18 933 495
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	354 887 231

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Subventions relatives aux primes d'assurance-récolte	18 841 909	24 838 841
Agence canadienne de développement international	1 500 687	1 843 811
Plan de stabilisation Canada-Ontario 1985	443 362	12 086 627
Main-d'oeuvre agricole	338 898	144 510
Programme d'indemnisation contre la rage	109 308	196 512
Travaux pour les cercles 4H	67 365	89 275
Programme fédéral de recherche — Essais de pesticides	31 505	44 500
Accord Canada-Ontario de mise en valeur de la main d'oeuvre agricole	5 031	
Coûts des projets de remise en état et de développement des exploitations agricoles		150 484
Contribution au programme en français		45 000
	21 338 065	39 439 560
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Enseignement et recherche sous contrat	1 531 828	568 755
Analyse du bétail de boucherie	899 077	899 597
Classement des tomates selon la qualité	639 901	520 926
Classement des fruits et légumes selon la qualité	238 033	154 428
Agricrew	226 413	211 290
Missions de commercialisation	180 057	222 292
Programme des jeunes agriculteurs	77 967	89 325
Agence canadienne de développement international	11 982	15 337
Autres	11 703	43 635
	3 816 961	2 725 585
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Analyse des produits laitiers pour les producteurs et entreprises de transformation	1 106 237	786 237
Services vétérinaires fournis dans le cadre de divers programmes	929 933	916 363
Frais de scolarité versés à des collèges de technologie agricole	280 671	329 498
Droits d'entrée dans les musées	100 479	115 977
Tests sur les porcs	55 771	66 440
Négociants en grains	27 425	51 500
Drainage au moyen de tuyaux	26 230	31 480
Permis de vente de bétail à l'encan	23 220	20 240
Tests sur les moutons	17 602	12 588
Loi sur les médicaments pour le bétail	14 910	14 635
Autres	101 042	117 292
	2 683 520	2 462 250
VENTES ET LOCATIONS		
Bétail	1 015 271	1 123 639
Propriété utilisée dans le cadre des projets de remise en état et de développement des exploitations agricoles	806 907	823 786
Hébergement des étudiants inscrits dans des collèges d'agriculture	471 379	600 193
Fruits et légumes	335 497	310 537
Échantillons pour étalonnage des appareils de contrôle du lait	233 908	115 049
Location de terres de la Couronne	125 063	259 861
Véhicules	72 680	56 675
Services de traiteur dans le musée	45 107	57 990
Publications et livres de cours	42 328	48 141
Boutique de cadeaux du musée	15 594	22 203
Autres	62 940	45 955
	3 226 674	3 464 029

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
REDEVANCES	115	617
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiement en trop au titre de subventions	1 961 387	1 136 884
Programmes de prêts bancaires garantis	63 614	45 837
Programme de réductions fiscales aux exploitations agricoles	20 617	11 659
Autres	82 588	95 287
	2 128 206	1 289 667
DIVERS		
Prime d'assurance acquittée au titre de l'exploitation de serres		80 499
Autres	95 310	115 928
	95 310	196 427
TOTAL DES RECETTES	33 288 851	49 578 135

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Remboursement des municipalités au titre du drainage agricole	23 372 645	22 953 263
Prêts au titre du drainage agricole pour les territoires non érigés en municipalités	107 419	124 700
Commission de protection financière des producteurs de céréales	100 000	100 000
Associations coopératives	25 100	23 350
Office de mise en marché des producteurs de fruits tendres		95 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	23 605 164	23 296 313

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Legs et bourses	7 300	5 347
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	4 251	29 800
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	11 551	35 147

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 4-64

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-64

SOMMAIRE 4-63

ÉTAT DES RECETTES 4-68

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
69 341 927	Bureau de l'Assemblée législative	76 000 400	69 332 989
69 341 927	**Total pour le Bureau de l'Assemblée législative**	76 000 400	69 332 989
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
69 341 927	Total des dépenses	76 000 400	69 332 989

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de régie interne	Total		
	$	$	$		$
201				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	706 100		706 100	Bureau du président de l'Assemblée législative	461 040
2	4 602 700	(1 321 466)	3 281 234	Bureau du greffier	2 951 231
3	7 690 500		7 690 500	Ressources à engager aux fins de la session	7 496 425
4	10 346 500	109 110	10 455 610	Indemnités versées aux députés	10 455 610
5	15 732 400		15 732 400	Services de soutien aux députés	14 694 879
6	3 265 400		3 265 400	Bureaux de circonscription	2 861 363
7	7 663 400		7 663 400	Services de soutien aux groupes parlementaires	7 335 084
8	2 585 700		2 585 700	Hansard	2 289 657
9	4 707 300		4 707 300	Bibliothèque de l'Assemblée législative	4 467 199
10	10 634 800		10 634 800	Services d'information	7 458 874
11	3 826 500		3 826 500	Administration	3 621 024
12	2 021 900	807 028	2 828 928	Commission sur le financement des élections	2 828 928
14	807 000		807 000	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	596 147
	74 590 200	(405 328)	74 184 872		67 517 461
L	1 410 200	405 328	1 815 528	Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	1 815 528
	76 000 400		76 000 400	TOTAL POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	69 332 989

Description du programme :

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur le financement des élections et du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Fonds consolidé du revenu (Ontario).

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$
Bureau du président de l'Assemblée législative (Poste 1)	
Traitements et salaires	226 543
Avantages sociaux	28 761
Transports et communications	49 105
Services	110 810
Fournitures et matériel	45 821
	461 040
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	906 304
Avantages sociaux	118 554
Transports et communications	522 815
Services	482 299
Fournitures et matériel	921 259
	2 951 231
Ressources à engager aux fins de la session (Poste 3)	
Traitements et salaires	158 634
Avantages sociaux	11 218
Transports et communications	2 307 645
Services	1 626 991
Fournitures et matériel	3 238 637
Paiements de transfert	
Subventions au Programme de stages de l'Assemblée législative	153 300
	7 496 425
Indemnités versées aux députés (Poste 4)	
Traitements et salaires	8 215 215
Avantages sociaux	323 940
Transports et communications	1 916 455
	10 455 610
Services de soutien aux députés (Poste 5)	
Traitements et salaires	12 727 745
Avantages sociaux	1 967 134
	14 694 879
Bureaux de circonscription (Poste 6)	
Transports et communications	777 270
Services	1 456 243
Fournitures et matériel	627 850
	2 861 363
Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 7)	
Traitements et salaires	4 528 331
Avantages sociaux	685 386
Transports et communications	236 509
Services	997 098
Fournitures et matériel	906 734
	7 354 058
Moins : Recouvrements d'autres activités	18 974
	7 335 084
Hansard (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 550 263
Avantages sociaux	235 618
Transports et communications	82 611
Services	84 324
Fournitures et matériel	336 841
	2 289 657
Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 9)	
Traitements et salaires	3 062 369
Avantages sociaux	434 381
Transports et communications	37 271
Services	289 079
Fournitures et matériel	646 709
	4 469 809
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 610
	4 467 199
Services d'information (Poste 10)	
Traitements et salaires	2 114 517
Avantages sociaux	260 176
Transports et communications	76 195
Services	1 352 486
Fournitures et matériel	2 679 161
Paiements de transfert	
Subsides aux sociétés de câblo-diffusion	976 339
	7 458 874
Administration (Poste 11)	
Traitements et salaires	2 931 203
Avantages sociaux	385 924
Transports et communications	58 568
Services	349 409
Fournitures et matériel	662 153
	4 387 257
Moins : Recouvrements d'autres activités	766 233
	3 621 024

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission sur le financement des élections (Poste 12)	$
Traitements et salaires	561 975
Avantages sociaux	205 233
Transports et communications	49 888
Services	1 914 034
Fournitures et matériel	118 118
	2 849 248
Moins : Recouvrements d'autres activités	20 320
	2 828 928

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 14)	$
Traitements et salaires	202 346
Avantages sociaux	18 867
Transports et communications	11 144
Services	197 789
Fournitures et matériel	166 001
	596 147
Crédits législatifs	
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	1 815 528
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	69 332 989

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	$	$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	49 540	40 124
VENTES ET LOCATIONS	191	1 121
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	73 384	109 297
DIVERS	99	754
TOTAL DES RECETTES	123 214	151 296

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 4-72

AFFAIRES FRANCOPHONES 4-74

SOMMAIRE 4-71

ÉTAT DES RECETTES 4-76

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
4 225 609	Bureau du Conseil des ministres	5 181 600	4 420 982
2 361 226	Affaires francophones	3 475 800	3 282 005
6 586 835	**Total pour le Bureau du Conseil des ministres**	8 657 400*	7 702 987
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 586 835	Total des dépenses	8 657 400	7 702 987

*Y compris les mandats spéciaux de 2 600 000 $.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
401				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	5 030 600		5 030 600	Bureau principal	4 333 156
2	151 000		151 000	Leader parlementaire	87 826
	5 181 600*		5 181 600	TOTAL POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	4 420 982

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités, et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 643 000 $.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 975 935
Avantages sociaux	518 934
Transports et communications	146 898
Services	325 992
Fournitures et matériel	365 397
	4 333 156

Leader parlementaire (Poste 2)	$
Traitements et salaires	74 025
Avantages sociaux	4 956
Transports et communications	455
Services	6 238
Fournitures et matériel	2 152
	87 826
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	4 420 982

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
402				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	2 796 300		2 796 300	Coordination des affaires francophones	2 745 135
2	679 500		679 500	Commission des services en français	536 870
	3 475 800*		3 475 800	TOTAL POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 282 005

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il coordonne, contrôle et surveille la mise en oeuvre de la Loi sur les services en français par les ministères et fait des recommandations sur le financement des mesures prises à cette fin. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone.

*Y compris les mandats spéciaux de 957 000 $.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES — CRÉDIT 402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Coordination des affaires francophones (Poste 1)	$
Traitements et salaires	966 110
Avantages sociaux	144 628
Transports et communications	80 982
Services	565 704
Fournitures et matériel	117 711
Paiements de transfert	
Programme des services en français	870 000
	2 745 135

Commission des services en français (Poste 2)	$
Traitements et salaires	278 404
Avantages sociaux	17 263
Transports et communications	43 065
Services	183 379
Fournitures et matériel	14 759
	536 870
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 282 005

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	$	$
VENTES ET LOCATIONS	332	274
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 457	6 407
DIVERS		
Prêts de services d'employés à la Société du stade de l'Ontario Limitée		113 031
Autres	109	
TOTAL DES RECETTES	1 898	119 712

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 4-80

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-80

SOMMAIRE 4-79

ÉTAT DES RECETTES 4-82

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
1 928 783	Bureau du directeur général des élections	551 600	31 070 899
1 928 783	**Total pour le Bureau du directeur général des élections**	551 600*	31 070 899
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 928 783	Total des dépenses	551 600	31 070 899

*Y compris les mandats spéciaux de 190 000 $.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	551 600		551 600	Bureau du directeur général des élections	583 467
	551 600		551 600		583 467
L				Loi électorale	30 487 432
	551 600*		551 600	TOTAL POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	31 070 899

Description du programme :

Le Bureau du directeur général des élections fonctionne sous la direction du Directeur général des élections et organise toute élection provinciale au poste de député à l'Assemblée législative, conformément à la Loi électorale de l'Ontario.

Le Bureau coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral, s'occupe de la location des locaux nécessaires et assure l'approvisionnement en matériel et en fournitures de tous les bureaux de vote lors d'une élection. En outre, il dirige et supervise les activités du bureau du directeur de scrutin dans chacune des 130 circonscriptions électorales.

Le Bureau dessert les ministères du gouvernement, ses organismes et le grand public de façon permanente en diffusant et en publiant des renseignements d'ordre historique sur les élections, les assemblées législatives, les conseils des ministres et les candidats politiques de la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 190 000 $.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS — CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$
Bureau du directeur général des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	518 668
Avantages sociaux	64 799
	583 467
Crédits législatifs	
Loi électorale	30 487 432
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	31 070 899

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
DIVERS		3 900
TOTAL DES RECETTES		3 900

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 4-86

SOMMAIRE 4-85

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
478 245	Bureau du lieutenant-gouverneur	546 000	545 431
478 245	**Total pour le Bureau du lieutenant-gouverneur**	546 000*	545 431
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
478 245	Total des dépenses	546 000	545 431

*Y compris les mandats spéciaux de 150 000 $.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2201				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	516 000	30 000	546 000	Bureau du lieutenant-gouverneur	545 431
	516 000*	30 000	546 000	TOTAL POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR ..	545 431

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir les services administratifs dont a besoin Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 150 000 $.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR — CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	$
Traitements et salaires	334 132
Avantages sociaux	49 999
Transports et communications	59 752
Services	6 643
Fournitures et matériel	3 654
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	91 251
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	545 431

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'OMBUDSMAN 4-92

SOMMAIRE 4-91

ÉTAT DES RECETTES 4-94

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
6 525 590	Bureau de l'ombudsman	6 638 800	6 617 800
6 525 590	**Total pour le Bureau de l'ombudsman**	6 638 800*	6 617 800
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 525 590	Total des dépenses	6 638 800	6 617 800

*Y compris les mandats spéciaux de 1 525 000 $.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions		Total		
	$	$	$		$
2801				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN**	
1	6 638 800		6 638 800	L'ombudsman	6 617 800
	6 638 800*		6 638 600	TOTAL POUR LE BUREAU DE L'OMBUDSMAN	6 617 800

Description du programme :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un "organisme gouvernemental" et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par "organisme gouvernemental", on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 525 000 $.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN — CRÉDIT 2801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

L'ombudsman (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 450 855
Avantages sociaux	659 997
Transports et communications	323 935
Services	977 825
Fournitures et matériel	205 188
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN	6 617 800

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de rapports		900
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	57	181
DIVERS		
Intérêts	5 127	5 446
Autres	3 624	3 666
	8 751	9 112
TOTAL DES RECETTES	8 808	10 193

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI 4-98

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-98

SOMMAIRE 4-97

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
6 144 694	Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	6 699 800	6 406 601
6 144 694	**Total pour le Bureau du vérificateur provincial**	6 699 800	6 406 601
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 144 694	Total des dépenses	6 699 800*	6 406 601

*Y compris les mandats spéciaux de 1 713 000 $.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI**	
1	6 608 300		6 608 300	Bureau du vérificateur provincial	6 310 090
	6 608 300		6 608 300		6 310 090
L	91 500		91 500	Traitement versé au vérificateur provincial en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics	96 511
	6 699 800*		6 699 800	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI	6 406 601

Description du programme :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le vérificateur provincial vérifie les comptes de la province et des organismes de la Couronne, conformément aux conditions de sa nomination en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics et de diverses autres lois et dispositions ayant force exécutoire. Le vérificateur provincial émet des avis sur les états financiers de la province et des organismes de la Couronne, en indiquant s'ils présentent fidèlement la situation, conformément au principe de la continuité et aux pratiques comptables spécifiées. En outre, le vérificateur provincial fait chaque année rapport à l'Assemblée législative sur toute question importante soulevée par ses vérifications.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 713 000 $.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI — CRÉDIT 3001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 273 474
Avantages sociaux	611 978
Transports et communications	226 220
Services	952 912
Fournitures et matériel	201 406
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	44 100
	6 310 090

Crédits législatifs	$
Traitement versé au vérificateur provincial	96 511
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI	6 406 601

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

CABINET DU PREMIER MINISTRE 4-104

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-104

SOMMAIRE 4-103

ÉTAT DES RECETTES 4-106

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
1 896 912	Cabinet du premier ministre	2 235 731	2 193 912
1 896 912	**Total pour le Cabinet du premier ministre**	2 235 731*	2 193 912
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 896 912	Total des dépenses	2 235 731	2 193 912

*Y compris les mandats spéciaux de 625 000 $.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	1 938 500	258 000	2 196 500	Cabinet du premier ministre	2 152 955
	1 938 500	258 000	2 196 500		2 152 955
L	39 231		39 231	Traitement versé au premier ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	40 957
	1 977 731*	258 000	2 235 731	TOTAL POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 193 912

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du bureau du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef de gouvernement.

*Y compris les mandats spéciaux de 625 000 $.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE — CRÉDIT 2901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$
Cabinet du premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 462 058
Avantages sociaux	259 023
Transports et communications	221 536
Services	126 718
Fournitures et matériel	83 620
	2 152 955
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre	40 957
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 193 912

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 065	2 850
DIVERS	804	106
TOTAL DES RECETTES	2 869	2 956

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-110
- AIDE AUX UNIVERSITÉS 4-112
- AIDE AUX COLLÈGES 4-114
- AFFAIRES ÉTUDIANTES 4-116
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-110, 4-116
- SOMMAIRE 4-109

ÉTAT DES RECETTES 4-118

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-118

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
2 658 547	Administration du ministère	6 641 000	5 408 096
1 431 826 605	Aide aux universités	1 533 679 800	1 526 849 209
652 938 235	Aide aux collèges	673 691 600	669 663 902
166 640 803	Affaires étudiantes	189 831 200	189 399 747
2 254 064 190	**Total du ministère**	2,403 843 600*	2 391 320 954
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 253 961 305	Total des dépenses	2 403 701 600	2 391 193 941
102 885	Total des comptes créés à des fins spéciales	142 000	127 013
2 254 064 190		2 403 843 600	2 391 320 954

*Y compris les mandats spéciaux de 672 280 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'AMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 420 500	518 700	2 939 200	Bureau principal	2 677 582
2	866 400		866 400	Services d'information	838 987
3	2 749 800		2 749 800	Analyse et planification	1 844 139
4	85 600		85 600	Services juridiques	28 370
	6 122 300	518 700	6 641 000		5 389 078
L				Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 529
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 489
	6 122 300*	518 700	6 641 000	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 408 096

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir l'orientation d'ensemble requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 512 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		486 349
Avantages sociaux		93 076
Transports et communications		94 627
Services		93 203
Fournitures et matériel		418 827
Paiements de transfert		
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	30 000	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	176 500	
Institut canadien de recherche avancée	1 250 000	
Subventions diverses (à verser conformément aux directives du ministre)	35 000	1 491 500
		2 677 582
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		14 529
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		4 489

Services d'information (Poste 2)	$
Traitements et salaires	277 257
Avantages sociaux	27 511
Transports et communications	79 772
Services	172 334
Fournitures et matériel	282 113
	838 987
Analyse et planification (Poste 3)	
Traitements et salaires	696 440
Avantages sociaux	392 760
Transports et communications	236 554
Services	199 328
Fournitures et matériel	357 057
	1 882 139
Moins : Recouvrements d'autres ministères	38 000
	1 844 139
Services juridiques (Poste 4)	
Services	28 370
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 408 096

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS**	
1	280 300	51 100	331 400	Administration du programme	327 580
2	1 532 763 900		1 532 763 900	Aide provinciale aux universités	1 525 982 307
3	451 700	132 800	584 500	Conseil ontarien des affaires universitaires	539 322
	1 533 495 900*	183 900	1 533 679 800	TOTAL POUR L'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 526 849 209

Description du programme :

Ce programme a pour objet de financer les universités et d'élaborer des politiques concernant leurs activités dans tout l'Ontario, pour que le gouvernement puisse étudier les besoins éducatifs des résidents de la province admissibles à l'université.

*Y compris les mandats spéciaux de 417 444 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS — CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	225 200
Avantages sociaux	26 815
Transports et communications	23 959
Services	17 723
Fournitures et matériel	33 883
	327 580

Aide provinciale aux universités (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 289 156
Avantages sociaux		150 538
Transports et communications		94 268
Services		231 870
Fournitures et matériel		266 299
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions pour les projets d'immobilisations	60 395 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 451 592 494	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	13 888 800	
Centres d'entreprenariat	225 000	
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités	6 247 029	
Gestion de l'énergie	258 000	1 532 606 323
		1 534 638 454
Moins : Recouvrements d'autres ministères		8 656 147
		1 525 982 307

Conseil ontarien des affaires universitaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	253 452
Avantages sociaux	16 735
Transports et communications	81 467
Services	125 902
Fournitures et matériel	61 766
	539 322
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 526 849 209

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
703				**PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES**	
1	238 500		238 500	Administration du programme	212 192
2	670 346 900		670 346 900	Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	666 420 420
3	329 900	12 500	342 400	Écoles privées de formation professionnelle	342 399
4	2 022 700		2 022 700	Écoles pour les aides-infirmiers	1 948 891
5	560 900	102 600	663 500	Conseil des gouverneurs des collèges de l'Ontario	663 494
6	60 000	17 600	77 600	Commission des relations de travail dans les collèges	76 506
	673 558 900*	132 700	673 691 600	TOTAL POUR L'AIDE AUX COLLÈGES	669 663 902

Description du programme :

Ce programme a pour objet de faciliter l'élaboration des politiques relatives aux activités des collèges et au fonctionnement des écoles régionales pour les aides-infirmiers, et d'en financer la mise en oeuvre, pour que les besoins des employeurs et des particuliers en matière d'éducation soient identifiés, reconnus et satisfaits de façon à contribuer à la croissance économique de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 221 908 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES — CRÉDIT 703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	159 808
Avantages sociaux	18 737
Transports et communications	13 434
Services	10 042
Fournitures et matériel	10 171
	212 192

Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie (Poste 2)	$	
Traitements et salaires		2 773 197
Avantages sociaux		315 586
Transports et communications		208 505
Services		806 951
Fournitures et matériel		504 743
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions pour les projets d'immobilisations	31 028 000	
Gestion de l'énergie	12 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	625 593 356	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	6 783 150	
Programme Expérience 87	322 958	663 739 464
		668 348 446
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 928 026
		666 420 420

Écoles privées de formation professionnelle (Poste 3)	$
Traitements et salaires	264 387
Avantages sociaux	31 688
Transports et communications	13 930
Services	19 731
Fournitures et matériel	12 663
	342 399

Écoles pour les aides-infirmiers (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 666 390
Avantages sociaux	210 022
Transports et communications	24 756
Services	19 299
Fournitures et matériel	28 424
	1 948 891

Conseil des gouverneurs des collèges de l'Ontario (Poste 5)	
Traitements et salaires	120 368
Avantages sociaux	6 566
Transports et communications	62 464
Services	425 743
Fournitures et matériel	48 353
	663 494

Commission des relations de travail dans les collèges (Poste 6)	
Transports et communications	8 443
Services	49 492
Fournitures et matériel	18 571
	76 506

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES	669 663 902

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
704				**PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES**	
1	188 583 700	1 105 500	189 689 200	Aide provinciale aux étudiants	189 272 734
	188 583 700	1 105 500	189 689 200		189 272 734
L	57 000		57 000	Bourses de la reine Elizabeth II, Loi sur l'administration financière	58 219
L	85 000		85 000	Prix John Charles Polanyi, Loi sur l'administration financière	68 794
	188 725 700*	1 105 500	189 831 200	TOTAL POUR LES AFFAIRES ÉTUDIANTES	189 399 747

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir une aide financière aux étudiants inscrits dans des établissements postsecondaires admissibles, soit en leur octroyant un prêt ou une assistance monétaire à titre d'appoint à leurs ressources personnelles et/ou à celles de leur famille, soit en accordant des bourses aux éléments particulièrement doués, pour que tous les résidents de l'Ontario bénéficient de chances égales d'accès à l'éducation.

*Y compris les mandats spéciaux de 30 416 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES — CRÉDIT 704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Aide provinciale aux étudiants (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 220 094
Avantages sociaux		380 250
Transports et communications		314 435
Services		1 181 405
Fournitures et matériel		807 604
Paiements de transfert	$	
Programmes d'aide aux étudiants	181 220 191	
Bourses d'échange Ontario/Québec	75 000	
Programmes de langue seconde	1 894 455	
Entente Ontario/Jiangsu	179 300	183 368 946
		189 272 734

Crédits législatifs	$
Comptes créés à des fins spéciales	
Bourses de la reine Elizabeth II	58 219
Prix John Charles Polanyi	68 794
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES	189 399 747

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	6 474 582	7 237 919
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	766 747	422 375
Régime canadien de prêts aux étudiants — Frais de traitement		1 498 481
	7 241 329	9 158 775
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Effectués par d'autres provinces au titre de la formation d'étudiants en optométrie à l'Université de Waterloo	350 497	307 073
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Aides-infirmiers	129 189	123 946
Inscription dans des écoles privées de formation professionnelle	26 375	5 558
Autres	860	2 590
	156 424	132 094
VENTES ET LOCATIONS	2 734	209
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses d'étude et de perfectionnement et aide financière accordées aux étudiants	8 119 183	6 729 551
Autres	11 470	250
	8 130 653	6 729 801
DIVERS	88	5 293
TOTAL DES RECETTES	15 881 725	16 333 245

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Prix John C. Polanyi	90 458	1 000 000
Bourses de la reine Elizabeth II — Intérêts	39 717	43 236
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	19 486	3 244
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	149 661	1 046 480

CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-122
- POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES 4-124
- ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES 4-126
- RESSOURCES HUMAINES 4-128
- FONCTION PUBLIQUE 4-130
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-122, 4-126
- SOMMAIRE 4-121

ÉTAT DES RECETTES 4-132

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
785 808	Administration du ministère	176 022 632	1 000 769
8 420 556	Politiques financières et administratives	10 778 400	10 215 125
3 808 242	Administration du Secrétariat des ressources humaines	4 354 506	4 278 204
13 187 706	Ressources humaines	20 125 400	19 604 540
913 741	Fonction publique	1 812 100	1 740 956
27 116 053	**Total pour le Conseil de gestion**	213 093 038*	36 839 594
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
27 116 053	Total des dépenses	213 093 038	36 839 594

*Y compris les mandats spéciaux de 12 600 000 $.

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	930 100	65 000	995 100	Bureau principal	986 948
2	175 000 000		175 000 000	Imprévus**	
	175 930 100	65 000	175 995 100		986 948
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	13 821
	175 957 632*	65 000	176 022 632	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 000 769

Description du programme :

Ce programme vise à assurer l'orientation des politiques et le soutien administratif nécessaires au Conseil de gestion. Il sert également à évaluer le coût des révisions que l'on compte appliquer aux traitements et avantages sociaux, et des autres décisions arbitrales et allocations liées à l'emploi des fonctionnaires gouvernementaux.

*Y compris les mandats spéciaux de 330 000 $.

**Le budget des dépenses a été établi en tenant compte du coût des révisions des traitements et des avantages sociaux qui seront probablement approuvées au cours de l'exercice 1987-1988. Il n'a cependant pas été possible de ventiler les dépenses prévisionnelles entre les divers programmes et activités de chaque ministère. Le coût brut prévu des traitements et avantages sociaux figure donc sous le titre "Imprévus".

Au fur et à mesure que l'on a approuvé les révisions et engagé les coûts en question, ces derniers n'ont pas été imputés au poste "Imprévus" mais plutôt aux divers crédits et postes auxquels ils correspondaient. Par conséquent, aucune dépense imputée sur cette affectation ne figure sous le titre "Imprévus". Ces dépenses ayant dépassé les affectations du budget prévisionnel, des décrets du Conseil de gestion du gouvernement représentant un total de 165 993 300 $ ont été approuvés. Ce montant s'entend net de toute sous-utilisation de crédit pour chaque activité.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	440 857
Avantages sociaux	68 618
Transports et communications	39 741
Services	424 611
Fournitures et matériel	13 121
	986 948

Crédits législatifs	$
Traitement versé au ministre	13 821
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 000 769

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2302				**PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**	
1	4 902 700		4 902 700	Politiques de gestion	4 830 283
2	2 331 100		2 331 100	Techniques informatiques	1 952 178
3	3 544 600		3 544 600	Programmes et prévisions des dépenses	3 432 664
	10 778 400*		10 778 400	TOTAL POUR LES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	10 215 125

Description du programme :

Ce programme vise à fournir des avis au Conseil de gestion, à élaborer et à mettre en oeuvre, au nom du Conseil, des modes opératoires, normes et directives conçus pour permettre aux ministères et aux conseils, commissions et organismes désignés d'employer efficacement leurs ressources dans l'intérêt public; et à assurer aux ministères et organismes désignés une dotation en ressources leur permettant de réaliser efficacement les objectifs fixés par le gouvernement.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 670 000 $.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES — CRÉDIT 2302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Politiques de gestion (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 469 934
Avantages sociaux	215 427
Transports et communications	78 293
Services	2 969 271
Fournitures et matériel	97 358
	4 830 283

Techniques informatiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 159 072
Avantages sociaux	175 565
Transports et communications	29 953
Services	373 954
Fournitures et matériel	213 634
	1 952 178

Programmes et prévisions des dépenses (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 517 623
Avantages sociaux	394 872
Transports et communications	68 456
Services	216 607
Fournitures et matériel	235 106
	3 432 664

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	10 215 125

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2303				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES**	
1	1 912 600	87 000	1 999 600	Bureau principal	1 997 817
2	1 838 700		1 838 700	Services financiers et administratifs	1 763 088
3	379 400	128 300	507 700	Personnel	507 097
	4 130 700	215 300	4 346 000		4 268 002
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	10 202
	4 139 206*	215 300	4 354 506	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES	4 278 204

Description du programme :

Ce programme vise à fournir au Secrétariat des ressources humaines l'orientation d'ensemble et le soutien administratif nécessaires pour atteindre ses objectifs sur le plan du fonctionnement tout en assurant la coordination de ses activités.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 173 000 $.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 2303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 427 847
Avantages sociaux		181 212
Transports et communications		95 120
Services		248 915
Fournitures et matériel		44 723
		1 997 817
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		10 202
Services financiers et administratifs (Poste 2)		
Traitements et salaires		833 408
Avantages sociaux		125 920
Transports et communications		50 534
Services		444 207
Fournitures et matériel		114 319
Paiements de transfert	$	
Subvention versée à l'Institut d'administration publique du Canada	54 700	
Subvention au Niagara Institute	140 000	194 700
		1 763 088

Personnel (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		423 145
Avantages sociaux		54 151
Transports et communications		9 675
Services		22 293
Fournitures et matériel		9 313
		518 577
Moins : Recouvrements d'autres ministères		11 480
		507 097
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES		4 278 204

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2304				**PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES**	
1	1 236 700	370 000	1 606 700	Planification et recherche	1 604 182
2	2 008 400	1 651 000	3 659 400	Gestion du personnel cadre	3 654 458
3	539 800	160 600	700 400	Services de communications	677 339
4	5 978 300	740 000	6 718 300	Services de dotation en personnel	6 324 785
5	1 169 900	750 000	1 919 900	Services de formation du personnel	1 914 164
6	1 210 700		1 210 700	Relations de travail	1 197 063
7	1 092 000	210 000	1 302 000	Politiques d'avantages sociaux	1 298 615
8	2 564 600		2 564 600	Rémunération et classification	2 522 142
9	347 400		347 400	Services d'actuariat	317 618
10	58 200	37 800	96 000	Commissions d'appel de la fonction publique	94 174
	16 206 000*	3 919 400	20 125 400	TOTAL POUR LES RESSOURCES HUMAINES	19 604 540

Description du programme :

Ce programme indique l'orientation à suivre, au sein de la fonction publique de l'Ontario, dans les domaines de la planification et de la gestion des ressources humaines des ministères, du perfectionnement et de l'affectation des cadres, et de la mise en oeuvre de modifications aux programmes pour tenir compte des changements sociaux, économiques et technologies. Les responsables de ce programme assurent également l'élaboration des politiques relatives à la classification salariale et aux avantages sociaux des fonctionnaires, ils représentent le Conseil de gestion au niveau des négociations collectives et des relations avec les employés, et veillent à ce que des procédures équitables de règlement des griefs et de pourvoi en appel soient observées conformément à la loi.

*Y compris les mandats spéciaux de 8 035 000 $.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 2304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Planification et recherche (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 084 902
Avantages sociaux	155 261
Transports et communications	23 161
Services	297 903
Fournitures et matériel	42 955
	1 604 182

Gestion du personnel cadre (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 067 675
Avantages sociaux	306 216
Transports et communications	28 225
Services	1 204 340
Fournitures et matériel	48 002
	3 654 458

Services de communications (Poste 3)	
Traitements et salaires	438 805
Avantages sociaux	57 583
Transports et communications	234 583
Services	4 551 588
Fournitures et matériel	42 375
	5 324 934
Moins : Recouvrements d'autres ministères	4 647 595
	677 339

Services de dotation en personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	32 343 248
Avantages sociaux	1 843 791
Transports et communications	127 950
Services	362 762
Fournitures et matériel	154 991
	34 832 742
Moins : Recouvrements d'autres ministères	28 507 957
	6 324 785

Services de formation du personnel (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 514 897
Avantages sociaux	244 982
Transports et communications	113 353
Services	1 372 481
Fournitures et matériel	321 231
	4 566 944
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 652 780
	1 914 164

Relations de travail (Poste 6)	$
Traitements et salaires	856 021
Avantages sociaux	129 223
Transports et communications	33 059
Services	129 604
Fournitures et matériel	49 156
	1 197 063

Politiques d'avantages sociaux (Poste 7)	
Traitements et salaires	682 081
Avantages sociaux	106 109
Transports et communications	25 381
Services	372 352
Fournitures et matériel	112 692
	1 298 615

Rémunération et classification (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 899 469
Avantages sociaux	289 977
Transports et communications	43 785
Services	202 563
Fournitures et matériel	86 348
	2 522 142

Services d'actuariat (Poste 9)	
Traitements et salaires	212 168
Avantages sociaux	32 769
Transports et communications	3 600
Services	31 360
Fournitures et matériel	37 721
	317 618

Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 10)	
Traitements et salaires	12 060
Avantages sociaux	1 139
Transports et communications	5 622
Services	73 782
Fournitures et matériel	1 571
	94 174

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES	19 604 540

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2305				**PROGRAMME DE LA FONCTION PUBLIQUE**	
1	527 700		527 700	Commission de la fonction publique ...	460 804
2	665 100	219 000	884 100	Conseil consultatif des régimes de retraite du secteur public	882 994
3	380 300	20 000	400 300	Ressources en cadres supérieurs	397 158
	1 573 100*	239 000	1 812 100	TOTAL POUR LA FONCTION PUBLIQUE	1 740 956

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs nécessaires à la Commission de la fonction publique, au Conseil consultatif des régimes de retraite du secteur public et aux organismes chargés d'assurer le perfectionnement des cadres supérieurs.

*Y compris les mandats spéciaux de 392 000 $.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE LA FONCTION PUBLIQUE — CRÉDIT 2305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission de la fonction publique (Poste 1)	$
Traitements et salaires	297 219
Avantages sociaux	45 849
Transports et communications	10 886
Services	99 946
Fournitures et matériel	6 904
	460 804

Conseil consultatif des régimes de retraite du secteur public (Poste 2)	
Traitements et salaires	478 145
Avantages sociaux	232 002
Transports et communications	17 028
Services	79 704
Fournitures et matériel	76 115
	882 994

Ressources en cadres supérieurs (Poste 3)	$
Traitements et salaires	156 856
Avantages sociaux	23 933
Transports et communications	32 917
Services	158 231
Fournitures et matériel	25 221
	397 158

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA FONCTION PUBLIQUE	1 740 956

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Expansion du bilinguisme		
Services de formation en français	54 624	11 362
Prêts de services de fonctionnaires	40 000	
	94 624	11 362
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	110 718	138 035
VENTES ET LOCATIONS		
Personnel temporaire	401 198	31 132
Programmes d'éducation	116 764	167 341
Formation et évaluation des connaissances en français	44 430	41 161
Autres	7 106	5 107
	569 498	244 741
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	111 188	8 232
DIVERS		
Excédent des recouvrements d'imputations compensatoires :		
Programmes d'éducation		85 343
Services de publicité pour le recrutement du personnel		5 783
Autres	318	5 585
	318	96 711
TOTAL DES RECETTES	886 346	499 081

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-136
- NORMES COMMERCIALES 4-138
- NORMES TECHNIQUES 4-140
- NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS 4-142
- ENREGISTREMENT 4-144
- PERMIS DE VENTE D'ALCOOL 4-146
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-136, 4-138, 4-142, 4-144
- SOMMAIRE 4-135

ÉTAT DES RECETTES 4-148

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-149

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
11 141 470	Administration du ministère	14 413 138	14 015 355
9 436 937	Normes commerciales	11 642 500	11 266 776
9 928 576	Normes techniques	10 925 400	10 786 995
27 732 035	Normes relatives aux divertissements publics	36 779 000	34 766 099
47 553 982	Enregistrement	56 665 000	55 983 583
7 761 176	Permis de vente d'alcool	8 574 800	8 276 080
113 554 176	**Total du ministère**	138 999 838*	135 094 888
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
113 290 743	Total des dépenses	138 505 338	134 927 328
263 433	Total des comptes créés à des fins spéciales	494 500	167 560
113 554 176		138 999 838	135 094 888

*Y compris les mandats spéciaux de 37 000 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 164 500	36 700	1 201 200	Bureau principal	1 197 140
2	2 954 500		2 954 500	Services financiers	2 762 350
3	2 108 400	62 500	2 170 900	Fournitures et services de bureau	2 169 249
4	1 589 700	149 900	1 739 600	Services du personnel	1 713 793
5	1 440 900	80 600	1 521 500	Services d'information	1 494 745
6	767 600	300 600	1 068 200	Analyse et planification	1 062 509
7	274 800		274 800	Services juridiques	272 732
8	795 400		795 400	Services de vérification	641 985
9	2 192 900	457 100	2 650 000	Services de développement des systèmes	2 642 138
	13 288 700	1 087 400	14 376 100		13 956 641
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
L	1 000		1 000	Comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	21 091
	13 325 738*	1 087 400	14 413 138	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	14 015 355

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien aux ministères de la Consommation et du Commerce et des Institutions financières.

*Y compris les mandats spéciaux de 3 789 600 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	683 023
Avantages sociaux	117 260
Transports et communications	94 776
Services	165 948
Fournitures et matériel	136 133
	1 197 140
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 880
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 117 428
Avantages sociaux	309 720
Transports et communications	30 307
Services	140 075
Fournitures et matériel	164 820
	2 762 350
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales Montants non réclamés	21 091
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	863 186
Avantages sociaux	117 707
Transports et communications	548 539
Services	623 968
Fournitures et matériel	15 849
	2 169 249
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 262 098
Avantages sociaux	196 640
Transports et communications	34 167
Services	116 006
Fournitures et matériel	104 882
	1 713 793

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	905 942
Avantages sociaux	102 098
Transports et communications	89 555
Services	214 911
Fournitures et matériel	228 973
	1 541 479
Moins : Recouvrements d'autres ministères	46 734
	1 494 745
Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	707 773
Avantages sociaux	81 478
Transports et communications	43 169
Services	162 475
Fournitures et matériel	67 614
	1 062 509
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	3 018
Avantages sociaux	27
Transports et communications	2 974
Services	248 388
Fournitures et matériel	18 325
	272 732
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	512 054
Avantages sociaux	63 568
Transports et communications	11 189
Services	36 987
Fournitures et matériel	18 187
	641 985
Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	1 902 998
Avantages sociaux	421 929
Transports et communications	70 933
Services	1 089 882
Fournitures et matériel	153 465
	3 639 207
Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	997 069
	2 642 138
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	14 015 355

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DES NORMES COMMERCIALES**	
1	10 070 700	611 400	10 682 100	Pratiques commerciales	10 628 413
2	463 800	45 100	508 900	Commission d'appel des enregistrements commerciaux	492 194
	10 534 500	656 500	11 191 000		11 120 607
L	451 500		451 500	Déchéance de cautionnement et dépôts au titre des terres étrangères, Loi sur l'administration financière	146 169
	10 986 000*	656 500	11 642 500	TOTAL POUR LES NORMES COMMERCIALES	11 266 776

Description du programme :

Ce programme regroupe des activités visant à réglementer les opérations commerciales dans le but de maintenir et de renforcer la conjoncture commerciale de certains secteurs en garantissant l'équité des transactions sur biens et services. Pour ce faire, le ministère prescrit la divulgation des éléments essentiels de certaines opérations, notamment l'inscription et l'agrément officiel des intermédiaires qui traitent avec le public, afin de garantir le plus haut degré de compétence et d'intégrité. Ce programme comprend en outre les procédures d'appel des décisions d'agrément officiel prévues par les diverses lois dont l'application relève du ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 486 200 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES NORMES COMMERCIALES — CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Pratiques commerciales (Poste 1)		$
Traitements et salaires		6 898 344
Avantages sociaux		1 143 825
Transports et communications		412 679
Services		1 497 402
Fournitures et matériel		504 188
Paiements de transfert	$	
Subvention à l'Association canadienne des consommateurs	60 000	
Indemnisation des consommateurs à l'égard du projet de logement "Rembrandt Homes"	111 975	171 975
		10 628 413
Crédits législatifs		
Comptes créés à des fins spéciales		
Déchéance de cautionnement et dépôts au titre des terres étrangères		146 169

Commission d'appel des enregistrements commerciaux (Poste 2)	$
Traitements et salaires	260 418
Avantages sociaux	103 294
Transports et communications	32 663
Services	81 604
Fournitures et matériel	14 215
	492 194
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES COMMERCIALES	11 266 776

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
903				**PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES**	
1	751 600		751 600	Administration du programme	716 677
2	3 142 700	162 800	3 305 500	Sécurité des appareils sous pression	3 303 502
3	3 085 600	26 800	3 112 400	Appareils de levage	3 074 669
4	3 285 000	130 900	3 415 900	Sécurité des combustibles	3 355 552
5	332 600	7 400	340 000	Articles rembourrés	336 595
	10 597 500*	327 900	10 925 400	TOTAL POUR LES NORMES TECHNIQUES	10 786 995

Description du programme :

Ce programme comprend cinq activités d'exploitation, coordonnées par le bureau du directeur exécutif et ayant pour objet de réduire au minimum les risques inhérents à certaines situations environnementales, techniques et d'exploitation. Ainsi, le ministère procède au contrôle technique des ascenseurs; des appareils sous pression; des articles rembourrés, du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz naturel, du propane et du mazout, et délivre des permis d'exploitation pour les ascenseurs, monte-charge et appareils sous pression.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 956 400 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES — CRÉDIT 903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	382 733
Avantages sociaux	52 030
Transports et communications	28 161
Services	178 023
Fournitures et matériel	75 730
	716 677

Sécurité des appareils sous pression (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 350 034
Avantages sociaux	488 056
Transports et communications	295 698
Services	108 017
Fournitures et matériel	61 697
	3 303 502

Appareils de levage (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 325 858
Avantages sociaux	366 442
Transports et communications	255 019
Services	43 902
Fournitures et matériel	83 448
	3 074 669

Sécurité des combustibles (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		2 216 154
Avantages sociaux		448 722
Transports et communications		456 041
Services		107 784
Fournitures et matériel		124 551
Paiements de transfert		
Association canadienne du gaz	1 100	
Underwriters' Laboratories of Canada	1 200	2 300
		3 355 552

Articles rembourrés (Poste 5)	
Traitements et salaires	241 955
Avantages sociaux	44 050
Transports et communications	26 255
Services	20 615
Fournitures et matériel	3 720
	336 595

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES	10 786 995

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
904				**PROGRAMME DES NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS**	
1	34 116 700	198 700	34 315 400	Réglementation des courses de chevaux	32 583 903
2	1 646 500		1 646 500	Salles de cinéma	1 407 952
3	693 700	81 400	775 100	Commissaire des loteries et des sports professionnels	773 944
	36 456 900	280 100	36 737 000		34 765 799
L	42 000		42 000	Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels, Loi sur l'administration financière	300
	36 498 900*	280 100	36 779 000	TOTAL POUR LES NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS	34 766 099

Description du programme :

Ce programme regroupe les activités nécessaires à la mise en oeuvre de la Loi sur la Commission des courses de chevaux, de la Loi sur les salles de cinéma et de la Loi sur le contrôle des sports professionnels et à l'administration des loteries, conformément aux dispositions du Code criminel.

*Y compris les mandats spéciaux de 14 499 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS — CRÉDIT 904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Réglementation des courses de chevaux (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 475 521
Avantages sociaux		317 903
Transports et communications		671 853
Services		675 985
Fournitures et matériel		195 111
Paiements de transfert		
Arrangement sur le partage des recettes fiscales provenant de la taxe sur le pari mutuel	21 432 206	
Programme d'aide aux hippodromes	6 815 324	28 247 530
		32 583 903

Salles de cinéma (Poste 2)	
Traitements et salaires	604 039
Avantages sociaux	72 012
Transports et communications	176 061
Services	397 104
Fournitures et matériel	158 736
	1 407 952

Commissaire des loteries et des sports professionnels (Poste 3)	$
Traitements et salaires	527 899
Avantages sociaux	103 389
Transports et communications	59 749
Services	14 016
Fournitures et matériel	68 891
	773 944

Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels, Loi sur l'administration financière	300
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS	34 766 099

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
905				**PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT**	
1	2 159 300	514 900	2 674 200	Administration du programme	2 626 809
2	34 147 800	1 716 500	35 864 300	Enregistrement immobilier	35 850 240
3	7 058 200		7 058 200	Enregistrement des sûretés mobilières ..	6 562 517
4	6 677 200	411 500	7 088 700	Registraire général	7 022 729
5	2 906 500	1 057 600	3 964 100	Compagnies	3 921 288
	52 949 000	3 700 500	56 649 500		55 983 583
L	500		500	Droits en vertu de la Loi sur l'état civil ..	
L	15 000		15 000	Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges, Loi sur l'enregistrement des actes	
	52 964 500*	3 700 500	56 665 000	TOTAL POUR L'ENREGISTREMENT	55 983 583

Description du programme :

Ce programme assure l'enregistrement des participations immobilières; la prestation de services juridiques; l'enregistrement des contrats de vente conditionnels et des gages et nantissements de biens immobiliers en garantie de créances; l'administration de la Loi sur le mariage; la collecte et la garde des documents prescrits par la Loi sur l'état civil; et la constitution, la dissolution et la reconstitution d'entreprises en sociétés, ainsi que d'autres changements fondamentaux les concernant.

*Y compris les mandats spéciaux de 11 503 500 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT — CRÉDIT 905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	810 523
Avantages sociaux	86 096
Transports et communications	515 847
Services	871 137
Fournitures et matériel	343 206
	2 626 809

Enregistrement immobilier (Poste 2)	
Traitements et salaires	26 576 127
Avantages sociaux	4 190 392
Transports et communications	1 088 954
Services	1 236 003
Fournitures et matériel	2 818 054
	35 909 530
Moins : Recouvrements d'autres ministères	59 290
	35 850 240

Enregistrement des sûretés mobilières (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 685 009
Avantages sociaux	393 319
Transports et communications	480 076
Services	2 701 673
Fournitures et matériel	302 440
	6 562 517

Registraire général (Poste 4)	$
Traitements et salaires	3 711 437
Avantages sociaux	620 963
Transports et communications	565 846
Services	1 445 032
Fournitures et matériel	679 451
	7 022 729

Compagnies (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 567 328
Avantages sociaux	453 474
Transports et communications	33 739
Services	479 821
Fournitures et matériel	386 926
	3 921 288

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT	55 983 583

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
906				**PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL**	
1	8 238 600	336 200	8 574 800	Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	8 276 080
	8 238 600*	336 200	8 574 800	TOTAL POUR LES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	8 276 080

Description du programme :

Ce programme permet l'application de la Loi sur les permis de vente d'alcool en établissant les politiques, les modalités d'autorisation et les contrôles prévus par la loi.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 765 300 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL — CRÉDIT 906

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 361 630
Avantages sociaux	995 127
Transports et communications	561 098
Services	945 015
Fournitures et matériel	413 210
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	8 276 080

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988		1987	
	$	$	$	$
RECETTES FISCALES				
Imposition—Commission des sports professionnels		31 922		50 472
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Subvention afférente à des travaux statistiques		213 524		35 515
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS				
Commission des permis de vente d'alcool				
Brasseurs — Provinciaux (droits et prélèvements)	294 822 512		268 386 874	
Autres détenteurs de permis (droits et prélèvements)	41 440 098		38 447 464	
Brasseurs — Hors province (droits et prélèvements)	5 502 578		5 389 193	
Permis pour occasion spéciale	5 288 751		4 954 839	
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	3 516 420		3 373 954	
Droits de transfert de permis	183 679		311 246	
Cartes d'identité	54 717		121 378	
Brasseries artisanales (droits et prélèvements)	45 650		21 260	
Droits d'enregistrement — Agents/Représentants	19 485		16 500	
Fabricants de spiritueux (droits)	3 800	350 877 690	3 800	321 026 508
Loi sur l'enregistrement des actes et Loi sur l'enregistrement des droits mobiliers		43 394 765		37 129 258
Compagnies				
Constitutions en compagnie	12 342 413		10 834 127	
Recherches, certificats et hypothèques	2 269 841		1 682 428	
Enregistrement de noms commerciaux	262 172		241 875	
En dehors de la province	20 185		32 095	
Déclarations annuelles	45	14 894 656	40	12 790 565
Loi sur les sûretés mobilières		10 947 561		9 591 168
Loi sur le courtage commercial et immobilier		4 720 431		2 304 290
Loi sur l'état civil		3 871 188		3 062 660
Loi sur les ascenseurs et appareils de levage		2 978 654		2 344 016
Loi sur le mariage		1 995 630		1 583 358
Loi sur les chaudières et appareils sous pression		1 980 614		1 750 326
Sociétés en nom collectif		1 792 932		1 563 916
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles		1 486 430		1 970 896
Loi sur la Commission des courses de chevaux		1 484 321		1 521 434
Loi sur les hydrocarbures et Loi sur la manutention de l'essence		1 248 558		1 272 042
Administration des loteries		1 133 614		867,335
Loi sur les salles de cinéma		734 922		967 157
Loi sur les agences de voyages		694 580		241 880
Loi sur les articles rembourrés		433 031		357 365
Loi sur les mécaniciens d'exploitation		257 258		258 273
Loi sur la protection du consommateur		155 104		174 136
Loi sur les agences de recouvrement		81 420		82 248
Loi de 1986 sur les attractions		78 769		

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS (suite)		
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	11 956	22 456
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	7 000	6 940
Loi sur le contrôle des sports professionnels	6 206	9 802
Loi sur les huissiers	1 300	1 076
Loi de 1988 sur l'accès à l'information	113	
Loi sur les courtiers en hypothèques		15 880
	445 268 703	400 914 985
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Commission des courses de l'Ontario	140 854	139 055
VENTES ET LOCATIONS		
Locations—Commission des sports professionnels	1 300	1 800
Ventes de biens	2 125	1 575
Publications	1 318	1 288
	4 743	4 663
BÉNÉFICES TIRÉS DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE ET DE CONSEILS		
Régie des alcools de l'Ontario	651 000 000	629 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 585	120 388
DIVERS		
Commission des courses de l'Ontario, intérêts	82 875	79 002
Chèques en circulation	12 482	1 227
Autres	14 912	34 878
	110 269	115 107
TOTAL DES RECETTES	1 096 775 600	1 030 380 185

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Fonds d'assurance pour l'enregistrement des sûretés mobilières	798 312	805 515
Cautionnements de garantie		
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	40 000	30 000
Loi sur la protection du consommateur	25 000	25 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier	5 000	20 000
Loi sur les huissiers	5 000	
Montants non réclamés	151 958	161 159
Dépôt de garantie relatif à des terres étrangères	69 473	10 000
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	2 000	2 600
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 096 743	1 054 274

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-154
- CONSERVATION DU PATRIMOINE 4-156
- DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES 4-158
- BIBLIOTHÈQUES ET INFORMATION COMMUNAUTAIRE 4-162
- SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET SERVICES RÉGIONAUX 4-164
- COMMUNICATIONS 4-166
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-154
- SOMMAIRE 4-153

ÉTAT DES RECETTES 4-168

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
9 079 383	Administration du ministère	11 336 732	10 863 828
18 627 864	Conservation du patrimoine	16 907 600	16 430 127
128 891 484	Développement culturel et institutions culturelles	130 592 800	130 328 218
37 759 659	Bibliothèques et information communautaire	39 934 500	39 923 944
51 216 299	Subventions d'immobilisation et services régionaux	26 198 900	26 198 118
3 473 784	Communications	3 824 300	3 713 657
249 048 473	**Total du ministère**	228 794 832*	227 457 872
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
249 048 473	Total des dépenses	228 794 832	227 457 872

*Y compris les mandats spéciaux de 66 699 000 $.

NOTE : Le ministère des Affaires civiques et le ministère de la Culture et des Communications ont été créés le 8 octobre 1987 en vertu des décrets 2299/87 et 2298/87, respectivement. Ces nouveaux ministères ont exercé les pouvoirs et les fonctions qui jusqu'à cette date, relevaient du ministère des Affaires civiques et culturelles. Le programme de la "Commission des droits de la personne" a été transféré du ministère du Travail au ministère des Affaires civiques. Le ministère des Transports a été créé le 8 octobre 1987 en vertu du décret 2300/87 et a exercé les pouvoirs et les fonctions du ministère des Transports et des Communications sauf pour le programme de "Communications" qui a été transféré au ministère de la Culture et des Communications. Pour faciliter la présentation et la comparaison des données financières, celles-ci ont été redressées pour refléter les activités pendant l'exercice tout entier comme si les ministères avaient été créés le 1er avril 1987.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 203 900	1 083 500			
		(698 100)***	1 589 300	Bureau principal	1 508 076
2	1 033 700	138 600	1 172 300	Services financiers	1 163 027
3	2 125 300	729 300	2 854 600	Fournitures et services de bureau	2 832 832
4	1 058 000	181 300	1 239 300	Services du personnel	1 231 531
5	1 602 500		1 602 500	Services d'information	1 533 103
6	224 800	168 000	392 800	Services juridiques	369 107
7	439 200	74 700	513 900	Services de vérification	512 216
8	1 944 500		1 944 500	Services de développement des systèmes	1 685 193
	9 631 900	1 677 300	11 309 200		10 835 085
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
	9 659 432*	1 677 300	11 336 732**	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	10 863 828

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités ayant pour objet de fournir des services administratifs et de soutien aux programmes opérationnels du ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 300 000 $.

**Inclut tous les crédits autorisés pour le programme "Administration du ministère", y compris les crédits initiaux affectés au ministère des Affaires civiques et culturelles.

***Le montant de 698 100 $ a été transféré au poste "Bureau principal" du programme "Administration du ministère" du ministère des Affaires civiques conformément à l'autorisation du Conseil de gestion.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	976 935
Avantages sociaux	145 692
Transports et communications	114 869
Services	118 035
Fournitures et matériel	152 545
	1 508 076
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	936 265
Avantages sociaux	167 193
Transports et communications	2 902
Services	17 772
Fournitures et matériel	38 895
	1 163 027
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 158 049
Avantages sociaux	176 273
Transports et communications	688 713
Services	250 187
Fournitures et matériel	559 610
	2 832 832
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	658 464
Avantages sociaux	140 724
Transports et communications	136 860
Services	167 781
Fournitures et matériel	127 702
	1 231 531
Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	721 204
Avantages sociaux	87 647
Transports et communications	70 931
Services	470 393
Fournitures et matériel	182 928
	1 533 103
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	49 287
Avantages sociaux	4 687
Transports et communications	2 218
Services	290 646
Fournitures et matériel	22 269
	369 107
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	389 166
Avantages sociaux	48 247
Transports et communications	5 253
Services	54 422
Fournitures et matériel	15 128
	512 216
Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	317 435
Avantages sociaux	39 941
Transports et communications	1 475
Services	999 026
Fournitures et matériel	327 316
	1 685 193
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	10 863 828

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
602				**PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE**	
1	2 298 300	143 600	2 441 900	Archives publiques	2 438 264
2	14 465 700		14 465 700	Administration du patrimoine	13 991 863
	16 764 000*	143 600	16 907 600**	TOTAL POUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE	16 430 127

Description du programme :

Ce programme vise à rendre le grand public davantage conscient du patrimoine architectural, archéologique et culturel de l'Ontario et à mieux en apprécier la valeur; les connaissances qu'il acquerra sur notre passé lui permettront de mieux le comprendre et de participer au développement culturel, économique et social de la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 7 130 000 $.

**Inclut tous les crédits autorisés pour le programme "Conservation du patrimoine", y compris les crédits initiaux affectés au ministère des Affaires civiques et culturelles.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE — CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Archives publiques (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 644 305
Avantages sociaux	272 804
Transports et communications	39 676
Services	226 388
Fournitures et matériel	255 091
	2 438 264

Administration du patrimoine (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		2 970 201
Avantages sociaux		436 175
Transports et communications		316 661
Services		920 824
Fournitures et matériel		395 141
Paiements de transfert		
Capital		
Projet des loteries de l'Ontario : Campagne de remise en état et d'amélioration des immeubles	1 298 040	
Fonctionnement		
Subventions aux musées locaux	2 891 100	
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques	256 174	
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario	110 000	
Subventions de soutien au patrimoine	990 183	
Subventions à la Fondation du patrimoine de l'Ontario	1 751 200	
Société historique multiculturelle	422 300	
Projet des loteries de l'Ontario : Subventions pour programmes	1 441 684	9 160 681
		14 199 683
Moins : Recouvrements d'autres ministères		207 820
		13 991 863
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE		16 430 127

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
603				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES**	
1	11 047 300		11 047 300	Soutien aux arts	10 809 682
2	93 708 200	2 772 700	96 480 900	Industries et organismes culturels	96 454 924
3	14 632 800	1 043 200	15 676 000	Centre des sciences de l'Ontario	15 675 052
4	7 324 400	64 200	7 388 600	Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	7 388 560
	126 712 700*	3 880 100	130 592 800**	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES	130 328 218

Description du programme :

Ce programme a pour objet de promouvoir l'excellence et d'encourager la participation aux activités culturelles et de servir de cadre au développement et à l'expansion dans les domaines social et économique à l'avenir, au niveau des groupes culturels et de l'ensemble de la population, afin de garantir le droit de libre expression et de créer un milieu progressiste dans lequel nous pourrons préserver notre patrimoine culturel, y avoir accès et rehausser la qualité de nos loisirs.

*Y compris les mandats spéciaux de 38 000 000 $.

**Inclut tous les crédits autorisés pour le programme "Développement culturel et institutions culturelles", y compris les crédits initiaux affectés au ministère des Affaires civiques et culturelles.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES — CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Soutien aux arts (Poste 1)		$
Traitements et salaires		811 437
Avantages sociaux		190 992
Transports et communications		58 549
Services		361 394
Fournitures et matériel		28 289
Paiements de transfert	$	
Subventions pour prix de théâtre	21 081	
Subventions de soutien à la culture	4 134 188	
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	185 466	
Projets des loteries de l'Ontario :		
Subventions pour programmes	4 095 287	
Organismes et institutions culturels	922 999	9 359 021
		10 809 682

Industries et organismes culturels (Poste 2)		$
Traitements et salaires		407 206
Avantages sociaux		61 078
Transports et communications		23 049
Services		150 424
Fournitures et matériel		44 229
Paiements de transfert	$	
Programme ontarien de rayonnement culturel — subventions aux organismes participants	371 800	
Programme d'aide aux éditeurs	350 030	
Subventions à des organismes oeuvrant dans le commerce	71 384	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	6 241 700	
Collection McMichael d'art canadien	2 155 600	
Jardins botaniques royaux	1 380 100	
Société CJRT-FM	1 207 100	
Conseil des arts de l'Ontario	27 978 100	
Office da la télécommunication éducative de l'Ontario	33 223 500	
Musée royal de l'Ontario	18 989 679	
Science Nord	2 298 500	
Projets des loteries de l'Ontario :		
Subventions pour programmes	418 498	
Organismes et institutions culturelles	1 095 071	95 781 062
		96 467 048
Moins : Recouvrements d'autres ministères		12 124
		96 454 924

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES — CRÉDIT 603 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Centre des sciences de l'Ontario (Poste 3)	$
Traitements et salaires	9 098 379
Avantages sociaux	1 329 208
Transports et communications	346 390
Services	2 085 460
Fournitures et matériel	2 815 615
	15 675 052

Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne (Poste 4)	$
Traitements et salaires	989 570
Avantages sociaux	83 371
Transports et communications	194 170
Services	672 384
Fournitures et matériel	110 065
Paiements de transfert	
Projets de la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	5 339 000
	7 388 560

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES	130 328 218

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
605				**PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE**	
1	38 392 600	228 000	38 620 600	Services de bibliothèque	38 619 998
2	1 309 600	4 300	1 313 900	Information communautaire	1 303 946
	39 702 200*	232 300	39 934 500**	TOTAL POUR LES BIBLIOTHÈQUES ET L'INFORMATION COMMUNAUTAIRE	39 923 944

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir l'orientation et les connaissances spécialisées nécessaires, et d'améliorer l'accessibilité et la diversité des ressources disponibles pour les bibliothèques et les centres d'information communautaire, afin d'encourager la participation du public et de favoriser le développement social et culturel.

*Y compris les mandats spéciaux de 7 455 000 $.

**Inclut tous les crédits autorisés pour le programme "Bibliothèques et information communautaire", y compris les crédits initiaux affectés au ministère des Affaires civiques et culturelles.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services de bibliothèque (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		651 035
Avantages sociaux		122 604
Transports et communications		53 465
Services		157 368
Fournitures et matériel		81 145
Paiements de transfert		
Subventions aux bibliothèques publiques	34 443 181	
Subventions aux organisations administrant des bibliothèques	31 200	
Projets des loteries de l'Ontario :		
Subventions pour programmes	1 830 000	
Fonds de développement des bibliothèques	1 250 000	37 554 381
		38 619 998

Information communautaire (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		36 230
Avantages sociaux		2 761
Services		64 874
Paiements de transfert		
Subventions aux organismes participants	948 723	
Projets des loteries de l'Ontario :		
Subventions pour programmes	251 358	1 200 081
		1 303 946
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE		39 923 944

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
606				**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**	
1	33 942 900	(10 435 000)***	23 507 900	Installations communautaires	23 616 795
2	2 691 000		2 691 000	Services régionaux	2 581 323
	36 633 900*	(10 435 000)	26 198 900**	TOTAL POUR LES SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET LES SERVICES RÉGIONAUX	26 198 118

Description du programme :

Ce programme assure le soutien au programme d'immobilisation du ministère, et accorde un soutien consultatif aux programmes du ministère au niveau local, afin d'assurer la participation du public et de permettre à toutes les localités de la province d'avoir accès aux services offerts par le ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 9 264 000 $.

**Inclut tous les crédits autorisés pour le programme "Subventions d'immobilisation et services régionaux", y compris les crédits initiaux affectés au ministère des Affaires civiques et culturelles.

***Le montant de 10 435 000 $ a été transféré au poste "Installations communautaires" du programme "Subventions d'immobilisation et services régionaux" du ministère des Affaires civiques conformément à l'autorisation du Conseil de gestion. Le poste a été comptabilisé comme une seule unité même si les sommes afférentes au poste ont été réparties entre les ministères des Affaires civiques et de la Culture et des Communications.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX — CRÉDIT 606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Installations communautaires (Poste 1)		$
Traitements et salaires		130 715
Avantages sociaux		8 025
Transports et communications		16 171
Services		65 664
Fournitures et matériel		2 771
Paiements de transfert	$	
Capital		
Projets des loteries de l'Ontario :		
Subventions provinciales	5 930 502	
Subventions aux communautés	17 462 947	
Entente sur le développement économique et régional	437 000	23 830 449
		24 053 795
Moins : Recouvrements d'autres ministères		437 000
		23 616 795

Services régionaux (Poste 2)		$
Traitements et salaires		2 189 973
Avantages sociaux		260 469
Transports et communications		344 484
Services		94 269
Fournitures et matériel		178 219
Paiements de transfert	$	
Subventions pour Expérience 87	996 056	
Programme L'Avenir	109 725	1 105 781
		4 173 195
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 591 872
		2 581 323
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX		26 198 118

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3609				**PROGRAMME DE COMMUNICATIONS**	
1	2 504 800	361 000	2 865 800	Administration du programme	2 822 930
2	638 400	67 700	706 100	Réglementation	704 981
3	252 400		252 400	Immobilisations et construction	185 726
	3 395 600*	428 700	3 824 300**	TOTAL POUR LES COMMUNICATIONS	3 713 637

Description du programme :

Promouvoir les intérêts des usagers des réseaux et services de communications de l'Ontario, accélérer l'acheminement des informations et renforcer les réseaux de communications de l'Ontario, afin de relever le niveau de bien-être économique et social des habitants de la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 550 000 $.

**Inclut tous les crédits autorisés pour le programme "Communications", y compris les crédits initiaux affectés au ministère des Transports et des Communications.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE COMMUNICATIONS — CRÉDIT 3609

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 745 739
Avantages sociaux	354 798
Transports et communications	191 737
Services	273 137
Fournitures et matériel	247 519
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association canadienne de normalisation	10 000
	2 822 930

Réglementation (Poste 2)	
Traitements et salaires	437 365
Avantages sociaux	61 402
Transports et communications	69 095
Services	105 877
Fournitures et matériel	31 242
	704 981

Immobilisations et construction (Poste 3)	$
Traitements et salaires	23 613
Avantages sociaux	7 864
Transports et communications	12 855
Services	192 897
Fournitures et matériel	5 128
	242 357
Moins : Recouvrements d'autres ministères	56 631
	185 726

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMUNICATIONS	3 713 637

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agences de langue française	322 250	
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée	2 211 927	1 988 944
Stationnement	266 255	196 525
	2 478 182	2 185 469
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs et publications	42 534	32 544
Autres	2 112	2 159
	44 646	34 703
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	875 028	105 071
Autres	5 731	4 867
	880 759	109 938
REDEVANCES		
Presses de l'Université de Toronto	6 310	27 240
DIVERS	113 590	391 930
TOTAL DES RECETTES	3 845 737	2 749 280

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-172

DÉVELOPPEMENT DU NORD 4-174

TRANSPORTS DU NORD 4-176

MINES ET MINÉRAUX 4-178

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-172

SOMMAIRE 4-171

ÉTAT DES RECETTES 4-180

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-180

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
5 251 986	Administration du ministère	9 533 806	9 430 125
67 252 536	Développement du Nord	74 295 600	68 526 655
110 033 982	Transports du Nord	129 338 700	127 492 538
41 226 525	Mines et minéraux	33 595 900	33 298 073
223 765 029	**Total du ministère**	246 764 006*	238 747 391
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
219 657 029	Total des dépenses	246 764 006	238 747 391
4 108 000	Total des prêts, avances et dotations en capital		
223 765 029		246 764 006	238 747 391

*Y compris les mandats spéciaux de 72 200 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 408 000	421 800	1 829 800	Bureau principal	1 823 202
2	553 000	16 900	569 900	Analyse et planification	568 236
3	1 148 700	112 600	1 261 300	Services d'information	1 252 012
4	279 700		279 700	Services juridiques	254 998
5	830 500	76 400	906 900	Services financiers	847 799
6	601 800	85 800	687 600	Services du personnel	657 492
7	1 744 300	871 800	2 616 100	Fournitures et services de bureau	2 615 902
8	1 097 300	276 700	1 374 000	Services de développement des systèmes	1 368 107
	7 663 300	1 862 000	9 525 300		9 387 748
L				Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	29 057
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	13 320
	7 671 806*	1 862 000	9 533 806	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 430 125

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'orientation des principales politiques et la fourniture des ressources administratives et des services de soutien dont le ministère a besoin pour remplir son mandat dans le Nord de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 385 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	960 976
Avantages sociaux	29 246
Transports et communications	404 857
Services	158 279
Fournitures et matériel	269 844
	1 823 202
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	29 057
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	13 320
Analyse et planification (Poste 2)	
Traitements et salaires	343 434
Avantages sociaux	86 044
Transports et communications	15 978
Services	40 973
Fournitures et matériel	81 807
	568 236
Services d'information (Poste 3)	
Traitements et salaires	431 591
Avantages sociaux	61 974
Transports et communications	77 421
Services	362 191
Fournitures et matériel	318 835
	1 252 012
Services juridiques (Poste 4)	
Transports et communications	13 600
Services	176 787
Fournitures et matériel	64 611
	254 998

Services financiers (Poste 5)	$
Traitements et salaires	473 047
Avantages sociaux	65 325
Transports et communications	55 854
Services	126 971
Fournitures et matériel	126 602
	847 799
Services du personnel (Poste 6)	
Traitements et salaires	379 808
Avantages sociaux	37 077
Transports et communications	44 175
Services	63 834
Fournitures et matériel	132 598
	657 492
Fournitures et services de bureau (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 001 134
Avantages sociaux	99 288
Transports et communications	115 124
Services	572 839
Fournitures et matériel	827 517
	2 615 902
Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	549 531
Avantages sociaux	53 345
Transports et communications	66 152
Services	214 354
Fournitures et matériel	484 725
	1 368 107
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 430 125

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2702				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
1	3 383 100	519 600	3 902 700	Administration du programme	3 864 517
2	4 369 800	50 000	4 419 800	Relations communautaires	4 351 793
3	10 000 000		10 000 000	Développement économique	8 552 097
4	28 373 100		28 373 100	Développement social	27 559 560
5	27 600 000		27 600 000	Fonds de développement du Nord de l'Ontario	24 198 688
	73 726 000*	569 600	74 295 600	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD ..	68 526 655

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir une aide financière en vue de favoriser les activités de développement économique dans le Nord de l'Ontario et d'offrir aux habitants de la région un meilleur accès aux services sociaux et sanitaires.

*Y compris les mandats spéciaux de 22 900 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD — CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 576 952
Avantages sociaux	303 796
Transports et communications	548 344
Services	466 432
Fournitures et matériel	219 216
	4 114 740
Moins : Recouvrements d'autres ministères	250 223
	3 864 517

Relations communautaires (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 714 799
Avantages sociaux	502 929
Transports et communications	481 253
Services	170 927
Fournitures et matériel	481 885
	4 351 793

Développement économique (Poste 3)		
Transports et communications		147 098
Services		972 003
Fournitures et matériel		130 116
Acquisition/construction de biens immobiliers		353 334
Paiements de transfert	$	
Capital		
Développement économique communautaire	8 927 613	
Aide à l'industrie	603 258	
Aide à l'agriculture	263 571	
Fonctionnement		
Développement économique communautaire	6 233 398	
Aide à l'agriculture	725 509	
Autres initiatives de développement économique	652 829	17 406 178
		19 008 729
Moins : Recouvrements d'autres activités	$	
Capital	6 184 287	
Fonctionnement	4 272 345	10 456 632
		8 552 097

Développement social (Poste 4)		$
Transports et communications		115 599
Services		3 915 520
Fournitures et matériel		2 000 799
Paiements de transfert	$	
Capital		
Aide à l'infrastructure	6 982 475	
Services sociaux et de santé	8 222 560	
Assistance financière aux communautés non constituées en corporation	372 997	
Fonctionnement		
Services sociaux et de santé	2 453 353	
Réseau d'accès à l'enseignement à distance	1 088 198	
Autres subventions de développement social	3 356 852	22 476 435
		28 508 353
Moins : Recouvrements d'autres ministères		948 793
		27 559 560

Fonds de développement du Nord de l'Ontario (Poste 5)		
Services		3 161 441
Acquisition/construction de biens immobiliers		2 119 842
Paiements de transfert	$	
Capital	11 730 680	
Fonctionnement	7 186 725	18 917 405
		24 198 688

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	68 526 655

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2703				**PROGRAMME DE TRANSPORTS DU NORD**	
1	622 300		622 300	Administration du programme	564 253
2	106 870 000		106 870 000	Développement des transports	105 081 895
3	4 526 200	47 400	4 573 600	Services aériens	4 573 597
4	17 272 800		17 272 800	Services de chemins de fer et de traversiers	17 272 793
	129 291 300*	47 400	129 338 700	TOTAL POUR LES TRANSPORTS DU NORD	127 492 538

Description du programme :

Ce programme vise à satisfaire les besoins des habitants du Nord en matière d'accès et de mobilité, et dessert les secteurs économiques dont ils dépendent, en créant et en maintenant une infrastructure et des services de transport multimodaux.

*Y compris les mandats spéciaux de 35 800 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE TRANSPORTS DU NORD — CRÉDIT 2703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		408 742
Avantages sociaux		52 307
Transports et communications		72 796
Services		5 509
Fournitures et matériel		24 899
		564 253

Développement des transports (Poste 2)		
Transports et communications		2 267
Services		403 062
Acquisition/construction de biens immobiliers		96 782 009
Paiements de transfert	$	
Capital		
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	7 525 341	
Aéroports communautaires	350 716	
Fonctionnement		
Autres programmes de développement des transports	18 500	7 894 557
		105 081 895

Services aériens (Poste 3)		$
Paiements de transfert		
Commission de transports Ontario Northland		4 573 597
		4 573 597

Services de chemins de fer et de traversiers (Poste 4)	$	
Paiements de transfert		
Commission de transports Ontario Northland		
Capital	54 095	
Fonctionnement	17 218 698	17 272 793
		17 272 793

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE TRANSPORTS DU NORD	127 492 538

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
1	275 800	17 800	293 600	Administration du programme	203 447
2	11 880 600	524 600	12 405 200	Exploitation minérale et terres	12 404 749
3	13 283 400		13 283 400	Commission géologique de l'Ontario . . .	13 079 272
4	7 276 500	336 200	7 612 700	Services régionaux	7 610 163
5	1 000		1 000	Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	442
	32 717 300*	878 600	33 595 900	TOTAL POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	33 298 073

Description du programme :

Ce programme vise à stimuler et à réglementer l'utilisation des richesses minérales de la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 9 115 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX — CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		149 445
Avantages sociaux		22 008
Transports et communications		21 015
Services		9 980
Fournitures et matériel		999
		203 447

Exploitation minérale et terres (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 422 974
Avantages sociaux		196 084
Transports et communications		215 030
Services		760 167
Fournitures et matériel		542 657
Paiements de transfert		
Capital		
Exploration minière de l'Ontario	9 265 337	
Fonctionnement		
Autres subventions au Programme d'exploitation minérale	2 500	9 267 837
		12 404 749

Commission géologique de l'Ontario (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		6 634 688
Avantages sociaux		929 329
Transports et communications		560 127
Services		3 560 891
Fournitures et matériel		2 912 835
Paiements de transfert		
Subventions pour recherches en géoscience	937 778	
Subvention de fonctionnement au Musée royal de l'Ontario	120 000	1 057 778
		15 655 648
Moins : Recouvrements d'autres activités		2 576 376
		13 079 272

Services régionaux (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 816 027
Avantages sociaux	654 711
Transports et communications	681 833
Services	446 959
Fournitures et matériel	1 010 633
	7 610 163

Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 819 304
Avantages sociaux	70 208
Transports et communications	201 789
Services	778 593
Fournitures et matériel	600 535
	4 470 429
Moins : Recouvrements d'autres ministères	4 469 987
	442

	$
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	33 298 073

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière (Loi sur les mines)	580 307	530 095
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Énergie, Mines et Ressources		
Entente Canada-Ontario sur la mise en valeur des minéraux	1 281 203	553 840
Via Rail		
Commission de transport Northland Ontario	326 000	1 785 412
Emploi et Immigration Canada		
Projet d'ajustement communautaire de Sudbury	10 719	8 367
Expansion industrielle régionale (MEIR)	(72 533)	4 160 422
Parcs Canada		
Construction de la route du Parc national de Pukaskwa		733 230
	1 545 389	7 241 271
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'enregistrement des exploitations minières	1 335 757	1 339 603
Échantillonage et essais	166 781	133 196
Analyses chimiques et essais	10 397	6 518
	1 512 935	1 479 317
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Confiscations	2 800	
Dégâts matériels	786	5 252
	3 586	5 252
VENTES ET LOCATIONS		
Concessions minières	258 316	228 402
Permis d'occupation des exploitations minières	103 453	99 154
Autres	12 507	13 831
	374 276	341 387
REDEVANCES		
Publications	817	2 195
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	230 685	(27 771)
Autres	976 760	12 642
	1 207 445	(15 129)
DIVERS	475	1 233 026
TOTAL DES RECETTES	5 225 230	10 817 414

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Ville de Chapleau		35 463
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL		35 463

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-184

SECTEUR DE L'ÉDUCATION 4-188

SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION 4-192

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-184, 4-192

SOMMAIRE 4-183

ÉTAT DES RECETTES 4-194

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-195

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
40 810 840	Administration du ministère	44 866 538	44 328 697
3 894 861 593	Secteur de l'éducation	3 929 434 400	3 924 963 720
447 948 343	Services au secteur de l'éducation	491 114 100	477 577 521
4 383 620 776	**Total du ministère**	4 465 415 038*	4 446 869 938
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 383 587 014	Total des dépenses	4 465 366 038	4 446 833 325
33 762	Total des comptes créés à des fins spéciales	49 000	36 613
4 383 620 776		4 465 415 038	4 446 869 938

*Y compris les mandats spéciaux de 2 075 500 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	17 200 700	673 300	17 874 000	Bureau principal	17 694 411
2	2 235 800	112 500	2 348 300	Services financiers	2 337 811
3	4 750 400	369 500	5 119 900	Fournitures et services de bureau	4 969 522
4	2 821 100	3 158 000	5 979 100	Services du personnel	5 906 835
5	2 040 700	131 500	2 172 200	Services d'information	2 138 635
6	5 888 800	203 300	6 092 100	Analyse et planification	6 091 643
7	803 500	152 800	956 300	Services juridiques	945 932
8	658 700	80 500	739 200	Services de vérification	706 192
9	3 245 700	254 700	3 500 400	Services de développement des systèmes	3 463 480
	39 645 400	5 136 100	44 781 500		44 254 461
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
L	49 000		49 000	Legs et bourses, Loi sur l'administration financière	36 613
	39 730 438*	5 136 100	44 866 538	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	44 328 697

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation.

*Y compris les mandats spéciaux de 17 340 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 810 175
Avantages sociaux		237 404
Transports et communications		179 670
Services		356 154
Fournitures et matériel		251 165
Paiements de transfert		
Subvention à l'Association canadienne d'éducation	186 200	
Subvention au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	683 300	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	264 700	
Subvention à l'Ontario Federation of Home and School Associations	27 000	
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	52 000	
Subvention à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	2 325 400	
Subvention à l'Ontario Metis and Non-Status Indian Association	35 000	
Collège du Pacifique Lester B. Pearson	140 000	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (paiements conditionnels)	10 843 000	
Subventions diverses (à verser conformément aux directives du ministre)	303 243	14 859 843
		17 694 411

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 880

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 725 783
Avantages sociaux	242 190
Transports et communications	22 566
Services	202 605
Fournitures et matériel	144 667
	2 337 811

Crédits législatifs	$
Comptes créés à des fins spéciales	
Legs et bourses	36 613

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 801 333
Avantages sociaux	371 643
Transports et communications	1 168 605
Services	836 355
Fournitures et matériel	962 154
	6 140 090
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 170 568
	4 969 522

Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 612 380
Avantages sociaux	4 197 134
Transports et communications	44 386
Services	168 540
Fournitures et matériel	46 068
	6 068 508
Moins : Recouvrements d'autres ministères	161 673
	5 906 835

Services d'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	920 809
Avantages sociaux	118 083
Transports et communications	50 245
Services	694 558
Fournitures et matériel	354 940
	2 138 635

Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 041 117
Avantages sociaux	365 252
Transports et communications	88 846
Services	1 968 098
Fournitures et matériel	646 847
	6 110 160
Moins : Recouvrements d'autres ministères	18 517
	6 091 643

Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	506 813
Avantages sociaux	51 633
Transports et communications	19 684
Services	293 310
Fournitures et matériel	74 492
	945 932

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1201 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services de vérification (Poste 8)	$
Traitements et salaires	556 586
Avantages sociaux	67 029
Transports et communications	9 630
Services	24 106
Fournitures et matériel	48 841
	706 192

Services de développement des systèmes (Poste 9)	$
Traitements et salaires	3 259 998
Avantages sociaux	415 107
Transports et communications	113 469
Services	4 245 994
Fournitures et matériel	495 761
	8 530 329
Moins : Recouvrements d'autres ministères	5 066 849
	3 463 480
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	44 328 697

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1202				**PROGRAMME DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION**	
1	1 839 200		1 839 200	Administration du programme	1 790 392
2	9 996 200	1 722 000	11 718 200	Études indépendantes	11 717 841
3	17 241 500		17 241 500	Bureaux régionaux	16 743 116
4	23 000 400		23 000 400	Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement	20 829 848
5	46 833 300		46 833 300	Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	46 512 562
6	5 387 000		5 387 000	Mise en oeuvre des programmes et liaison	5 185 625
7	3 725 300	142 200	3 867 500	Services spéciaux	3 822 414
8	3 810 972 300	8 575 000	3 819 547 300	Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	3 818 361 922
	3 918 995 200*	10 439 200	3 929 434 400	TOTAL POUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION	3 924 963 720

Description du programme :

En collaboration avec les conseils scolaires, veiller à l'élaboration, la mise en oeuvre et la révision des politiques et des programmes destinés à l'enseignement élémentaire et secondaire dans les écoles publiques de l'Ontario et conçus pour les besoins de tous leurs élèves, afin de leur donner des chances égales d'accès à un enseignement de qualité élevée.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 056 628 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION — CRÉDIT 1202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	749 410
Avantages sociaux	58 235
Transports et communications	252 813
Services	508 696
Fournitures et matériel	221 238
	1 790 392

Études indépendantes (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 163 437
Avantages sociaux	400 883
Transports et communications	762 979
Services	4 505 314
Fournitures et matériel	3 913 548
	12 746 161
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 028 320
	11 717 841

Bureaux régionaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	11 730 316
Avantages sociaux	1 449 358
Transports et communications	1 920 905
Services	803 068
Fournitures et matériel	926 559
	16 830 206
Moins : Recouvrements d'autres ministères	87 090
	16 743 116

Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 932 878
Avantages sociaux	729 198
Transports et communications	1 228 137
Services	11 447 121
Fournitures et matériel	2 494 540
	20 831 874
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 026
	20 829 848

Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales (Poste 5)		$
Traitements et salaires		31 694 960
Avantages sociaux		4 187 921
Transports et communications		1 885 017
Services		4 810 432
Fournitures et matériel		3 843 083
Paiements de transfert	$	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	61 875	
Bourses pour élèves-enseignants	29 274	91 149
		46 512 562

Mise en oeuvre des programmes et liaison (Poste 6)		
Traitements et salaires		2 428 621
Avantages sociaux		266 550
Transports et communications		431 095
Services		855 805
Fournitures et matériel		408 406
Paiements de transfert	$	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	459 619	
Programmes d'échanges éducatifs	418 782	
Expérience 87	574 152	1 492 553
		5 883 030
Moins : Recouvrements d'autres ministères		697 405
		5 185 625

Services spéciaux (Poste 7)	
Traitements et salaires	2 966 102
Avantages sociaux	376 179
Transports et communications	537 512
Services	2 517 960
Fournitures et matériel	776 246
Paiements de transfert	
Programmes de bourses de l'Ontario	1 503 500
	8 677 499
Moins : Recouvrements d'autres ministères	4 855 085
	3 822 414

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION — CRÉDIT 1202 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire (Poste 8)	$	$
Traitements et salaires		1 476 168
Avantages sociaux		211 761
Transports et communications		63 679
Services		388 421
Fournitures et matériel		309 734
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisation	147 200 000	
Gestion de l'énergie	1 500 000	
Fonctionnement		
Subventions législatives générales	3 644 288 742	
Programmes du secteur de l'éducation — autres	25 193 630	3 818 182 372
		3 820 632 135
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 270 213
		3 818 361 922
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION		3 924 963 720

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION**	
1	1 510 900	40 600	1 551 500	Commission des relations de travail en éducation	1 364 692
2	104 900		104 900	Commission des langues d'enseignement	85 530
3	156 200	28 300	184 500	Administration des écoles provinciales	171 933
4	261 200	76 600	337 800	Conseil de l'éducation franco-ontarienne	337 731
5	958 400		958 400	Commission de planification et de mise en oeuvre	676 965
	2 991 600	145 500	3 137 100		2 636 851
L	319 150 000		319 150 000	Caisse de retraite des enseignants	308 750 405
L	118 927 000		118 927 000	Caisse de retraite des enseignants, Loi sur les régimes de retraite des enseignants	117 851 237
L	49 900 000		49 900 000	Fonds d'indexation des pensions de retraite — Régime de retraite des enseignants, Loi sur les régimes de retraite des enseignants	48 339 028
	490 968 600*	145 500	491 114 100	TOTAL POUR LES SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION	477 577 521

Description du programme :

Ce programme sert à financer plusieurs organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation.

Ce programme sert également à effectuer les paiements dus à la Caisse de retraite des enseignants et au Fonds d'indexation des pensions de retraite — Régime de retraite des enseignants au titre des contributions gouvernementales, de la dette non provisionnée et de la provision constituée pour augmenter les prestations annuelles versées à certains bénéficiaires.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 532 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DES SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION — CRÉDIT 1203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$
Commission des relations de travail en éducation (Poste 1)	
Traitements et salaires	624 097
Avantages sociaux	75 301
Transports et communications	182 292
Services	367 705
Fournitures et matériel	115 297
	1 364 692
Commission des langues d'enseignement (Poste 2)	
Traitements et salaires	49 735
Avantages sociaux	4 455
Transports et communications	18 582
Services	12 221
Fournitures et matériel	537
	85 530
Administration des écoles provinciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	67 672
Avantages sociaux	6 679
Transports et communications	765
Services	93 845
Fournitures et matériel	2 972
	171 933
Conseil de l'éducation franco-ontarienne (Poste 4)	
Traitements et salaires	56 321
Avantages sociaux	4 937
Transports et communications	81 184
Services	185 926
Fournitures et matériel	9 363
	337 731
Commission de planification et de mise en oeuvre (Poste 5)	
Traitements et salaires	378 722
Avantages sociaux	43 316
Transports et communications	53 338
Services	190 602
Fournitures et matériel	10 987
	676 965

	$	$
Crédits législatifs		
Caisse de retraite des enseignants		
Paiements de transfert		
Contribution gouvernementale, Loi sur les régimes de retraite des enseignants	309 785 892	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 035 487	308 750 405
Paiements effectués comme suppléments de pension et de rente à certains bénéficiaires admissibles en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des enseignants		16 013 026
Provision constituée en vue de l'augmentation, le cas échéant, des pensions annuelles versées en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des enseignants		101 838 211
		426 601 642
Crédits législatifs		
Fonds d'indexation des pensions de retraite — Régime de retraite des enseignants		
Paiements de transfert		
Contribution gouvernementale, Loi sur l'indexation des régimes de retraite	48 514 799	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	175 771	48 339 028
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION		477 577 521

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	43 869 592	43 026 817
Accord sur les jeunes contrevenants	712 451	1 239 101
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	616 690	707 277
Commission du régime de retraite des enseignants — Ministère de la Défense nationale	304 546	
Langues autochtones		90 000
	45 503 279	45 063 195
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements au titre de personnel détaché	129 655	115 266
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de scolarité versés par d'autres provinces pour des non-résidents fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	335 226	470 619
Cours d'été	69 535	136 300
Frais de scolarité versés par le gouvernement du Canada pour les Indiens inscrits fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	58 211	370 822
Inspection des écoles secondaires privées	46 167	27 359
Certificats — enseignants, étudiants	20 021	20 152
Transcriptions pour enseignants	13 798	15 674
Programme préparatoire Gallaudet d'études spéciales		209 950
	542 958	1 250 876
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	549 978	531 696
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes	407 334	344 523
Avantages en nature	62 195	66 129
Autres	13 444	156 239
	1 032 951	1 098 587
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions remboursées — Traduction en langue française	88 546	
Subventions remboursées — Autres	113 671	29 961
Fournisseurs	69 702	55 167
Autres	3 300	666
	275 219	85 794
DIVERS	22 478	8 483
TOTAL DES RECETTES	47 506 540	47 622 201

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Legs et bourses	40 886	39 731
Union des étudiants de l'Ontario pour l'organisation des débats — Fonds de prêts pour les enseignants des écoles élémentaires		186
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	40 886	39 917

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-200

POLITIQUES ET PLANIFICATION 4-202

GESTION ET TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE 4-204

COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO 4-206

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-200

SOMMAIRE 4-199

ÉTAT DES RECETTES 4-208

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
7 268 851	Administration du ministère	10 382 600	8 212 296
4 756 089	Politiques et planification	4 837 000	4 209 180
26 666 205	Gestion et technologie de l'énergie	26 639 800	25 497 601
4 268 591	Commission de l'énergie de l'Ontario	4 968 600	4 624 781
42 959 736	**Total du ministère**	46 828 000*	42 543 858
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
42 959 736	Total des dépenses	46 828 000	42 543 858

*Y compris les mandats spéciaux de 17 000 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 483 500	250 000	2 733 500	Bureau principal	2 717 571
2	2 471 600		2 471 600	Services administratifs	2 308 907
3	4 005 900		4 005 900	Services de communications	2 105 816
4	707 900	40 000	747 900	Services financiers	746 155
5	423 700		423 700	Services juridiques	315 100
	10 092 600	290 000	10 382 600		8 193 500
L				Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le conseil exécutif	14 529
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 218
	10 092 600*	290 000	10 382 600	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 212 296

Description du programme :

Ce programme a pour objet de coordonner l'élaboration des politiques et des plans du ministère, et de donner l'orientation générale et le soutien administratif nécessaires à la mise en oeuvre de ces politiques et plans.

*Y compris les mandats spéciaux de 5 091 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 224 528
Avantages sociaux	129 134
Transports et communications	175 871
Services	914 683
Fournitures et matériel	43 674
Paiements de transfert	
Étude de la sécurité de l'énergie nucléaire	229 681
	2 717 571
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	14 529
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 218
Services administratifs (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 018 921
Avantages sociaux	104 028
Transports et communications	87 466
Services	300 628
Fournitures et matériel	797 835
Paiements de transfert	
Subventions accordées au programme Brigade Jeunesse Ontario	101 803
	2 410 681
Moins : Recouvrements d'autres ministères	101 774
	2 308 907

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	801 894
Avantages sociaux	97 048
Transports et communications	125 278
Services	971 113
Fournitures et matériel	110 483
	2 105 816
Services financiers (Poste 4)	
Traitements et salaires	514 999
Avantages sociaux	80 641
Transports et communications	18 398
Services	128 125
Fournitures et matériel	3 992
	746 155
Services juridiques (Poste 5)	
Traitements et salaires	28 107
Avantages sociaux	2 467
Transports et communications	7 518
Services	271 831
Fournitures et matériel	5 177
	315 100
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 212 296

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1302				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	
1	2 773 700		2 773 700	Approvisionnements et distribution	2 566 391
2	2 063 300		2 063 300	Économie de l'énergie	1 642 789
	4 837 000*		4 837 000	TOTAL POUR LES POLITIQUES ET LA PLANIFICATION	4 209 180

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'élaborer des politiques conçues pour améliorer l'approvisionnement en énergie et promouvoir son utilisation rationnelle en Ontario; ses responsables ont pour mission, au nom du gouvernement, de représenter les intérêts de l'Ontario devant les autorités et organismes fédéraux et provinciaux.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 414 800 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION — CRÉDIT 1302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Approvisionnements et distribution (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 409 449
Avantages sociaux	204 797
Transports et communications	142 079
Services	733 096
Fournitures et matériel	76 970
	2 566 391

Économie de l'énergie (Poste 2)	$
Traitements et salaires	961 276
Avantages sociaux	131 937
Transports et communications	60 808
Services	324 929
Fournitures et matériel	48 839
Paiements de transfert	
Subventions au titre des économies d'énergie	115 000
	1 642 789

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION	4 209 180

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1303				**PROGRAMME DE GESTION ET DE TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE**	
1	11 472 800		11 472 800	Recherche et développement dans le domaine de l'énergie	10 350 347
2	15 167 000		15 167 000	Gestion de l'énergie	15 147 254
	26 639 800*		26 639 800	TOTAL POUR LA GESTION ET LA TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE	25 497 601

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'accélérer la mise au point et l'implantation de techniques, de produits et de pratiques en matière d'énergie, afin d'améliorer la conservation et la gestion de l'énergie en Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 7 548 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE GESTION ET DE TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE — CRÉDIT 1303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Recherche et développement dans le domaine de l'énergie (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 256 553
Avantages sociaux		193 985
Transports et communications		140 029
Services		1 421 936
Fournitures et matériel		33 109
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions aux recherches sur l'énergie	1 732 447	
Subventions pour le développement de la production d'énergie	4 680 426	
Fonctionnement		
Subventions aux recherches sur l'énergie	105 471	
Subventions pour le développement de la production d'énergie	786 391	7 304 735
		10 350 347

Gestion de l'énergie (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 607 429
Avantages sociaux		218 932
Transports et communications		173 997
Services		5 808 826
Fournitures et matériel		84 712
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions aux initiatives de conservation	3 433 687	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	1 127 181	
Centre énergétique de Bruce-Ontario Hydro	2 000 000	
Fonctionnement		
Subventions aux initiatives de conservation	574 500	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	117 990	7 253 358
		15 147 254
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE GESTION ET DE TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE		25 497 601

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1304				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO**	
1	4 968 600		4 968 600	Commission de l'énergie de l'Ontario . .	4 624 781
	4 968 600*		4 968 600	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	4 624 781

Description du programme :

Ce programme a pour objet de réglementer les sociétés de distribution de gaz naturel et de surveiller les activités d'Ontario Hydro, de manière à concilier les intérêts des investisseurs, des consommateurs et du public en général et à élaborer des arrangements mutuellement avantageux pour tous.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 946 200 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 1304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 046 462
Avantages sociaux	263 777
Transports et communications	161 779
Services	1 848 116
Fournitures et matériel	304 647
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	4 624 781

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Autres projets sur l'énergie à frais partagés	357 341	
Accord Canada-Ontario — conservation d'énergie et énergie renouvelable	146 980	127 445
Prêts de services de personnel	79 174	126 963
	583 495	254 408
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de l'énergie de l'Ontario — frais de requête, de dépôt et d'audience	1 824 975	1 406 553
Société de l'énergie de l'Ontario	144 525	320 832
	1 969 500	1 727 385
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	46 678	15 141
VENTES ET LOCATIONS	44 234	3 251
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements de subventions	209 466	124 084
Autres	20 876	24 266
	230 342	148 350
DIVERS		
Dividendes émises par la Société de l'énergie de l'Ontario	20 000 000	
Autres	2 544	5 235
	20 002 544	5 235
TOTAL DES RECETTES	22 876 793	2 153 770

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-212
- SERVICES ENVIRONNEMENTAUX 4-216
- CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT 4-220
- PLANIFICATION ET EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS 4-224
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-212, 4-224
- SOMMAIRE 4-211

ÉTAT DES RECETTES 4-226

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-227

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-227

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
20 721 748	Administration du ministère	26 127 838	25 656 705
58 805 751	Services environnementaux	72 337 400	66 509 002
74 821 707	Contrôle de l'environnement	78 625 500	75 761 368
203 634 571	Planification et exploitation des services publics	254 159 900	238 242 111
357 983 777	**Total du ministère**	431 250 638*	406 169 186
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
339 953 789	Total des dépenses	409 865 638	384 889 228
15 800 000	Total des prêts, avances et dotations en capital	21 385 000	20 062 136
2 229 988	Total des comptes créés à des fins spéciales		1 217 822
357 983 777		431 250 638	406 169 186

*Y compris les mandats spéciaux de 117 400 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 148 400	117 000	1 265 400	Bureau principal	1 258 860
2	3 241 100	72 100	3 313 200	Services financiers	3 310 140
3	2 965 000	187 800	3 152 800	Fournitures et services de bureau	3 152 268
4	2 780 100	749 700	3 529 800	Services du personnel	3 526 941
5	2 956 500	426 700	3 383 200	Services d'information	3 380 015
6	6 873 700		6 873 700	Analyse, recherche et planification	6 628 845
7	1 668 600	225 700	1 894 300	Services juridiques	1 879 234
8	591 300	159 000	750 300	Services de vérification	705 776
9	1 929 100		1 929 100	Services de développement des systèmes	1 777 188
	24 153 800	1 938 000	26 091 800		25 619 267
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 695
	24 189 838*	1 938 000	26 127 838	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	25 656 705

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, administratifs, d'élaboration des politiques et de planification ministérielles, de recherche, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et d'information.

*Y compris les mandats spéciaux de 6 895 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	820 720
Avantages sociaux	215 477
Transports et communications	88 954
Services	55 084
Fournitures et matériel	78 625
	1 258 860
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 695
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 265 555
Avantages sociaux	369 868
Transports et communications	49 953
Services	486 710
Fournitures et matériel	138 054
	3 310 140
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 326 146
Avantages sociaux	195 635
Transports et communications	430 289
Services	193 149
Fournitures et matériel	1 007 049
	3 152 268
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 345 097
Avantages sociaux	397 066
Transports et communications	183 095
Services	556 223
Fournitures et matériel	279 379
Paiements de transfert	
Subvention versée à l'Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario	66 000
	3 826 860
Moins : Recouvrements d'autres ministères	299 919
	3 526 941

Services d'information (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		1 094 203
Avantages sociaux		152 844
Transports et communications		218 633
Services		1 194 538
Fournitures et matériel		135 495
Paiements de transfert		
Subvention à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	50 600	
Subvention aux conférences sur l'environnement	127 814	
Subventions pour des projets d'information du public en matière d'environnement	405 888	584 302
		3 380 015
Analyse, recherche et planification (Poste 6)		
Traitements et salaires		1 538 100
Avantages sociaux		259 319
Transports et communications		47 691
Services		1 767 859
Fournitures et matériel		112 740
Paiements de transfert		
Subvention pour la recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	2 899 136	
Subventions aux universités pour bourses post-doctorat	4 000	2 903 136
		6 628 845
Services juridiques (Poste 7)		
Traitements et salaires		44 642
Avantages sociaux		1 849
Transports et communications		146 079
Services		1 431 777
Fournitures et matériel		254 887
		1 879 234
Services de vérification (Poste 8)		
Traitements et salaires		499 318
Avantages sociaux		162 036
Transports et communications		8 987
Services		10 556
Fournitures et matériel		24 879
		705 776

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1401 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services de développement des systèmes (Poste 9)	$
Traitements et salaires	943 707
Avantages sociaux	199 181
Transports et communications	38 038
Services	297 105
Fournitures et matériel	299 157
	1 777 188
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	25 656 705

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**	
1	247 800	27 300	275 100	Administration du programme	270 405
2	8 050 300	1 814 700	9 865 000	Ressources atmosphériques	9 864 191
3	23 201 300		23 201 300	Ressources en eau	22 156 851
4	21 555 900		21 555 900	Gestion des déchets	16 778 621
5	16 625 500	814 600	17 440 100	Services de laboratoire	17 438 934
	69 680 800*	2 656 600	72 337 400	TOTAL POUR LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	66 509 002

Description du programme :

Ce programme a pour objet de mettre au point des plans et des programmes visant à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à encourager le recyclage et à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant. Ce programme fournit également des services de laboratoire et de soutien techniques spécialisés pour l'exécution des programmes.

*Y compris les mandats spéciaux de 17 773 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — CRÉDIT 1402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	199 535
Avantages sociaux	23 467
Transports et communications	7 912
Services	19 122
Fournitures et matériel	20 369
	270 405

Ressources atmosphériques (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 495 741
Avantages sociaux	578 573
Transports et communications	445 975
Services	1 428 920
Fournitures et matériel	2 914 982
	9 864 191

Ressources en eau (Poste 3)	$	
Traitements et salaires		7 950 465
Avantages sociaux		1 149 363
Transports et communications		677 398
Services		9 365 898
Fournitures et matériel		2 249 985
Paiements de transfert		
Subventions pour les études sur les plages	460 612	
Subvention au Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	5 000	
Subvention à la Fondation de recherche du droit de l'environnement	57 000	
Subvention à l'Université Trent	15 680	
Subvention pour les études sur la dépollution	225 450	763 742
		22 156 851

Gestion des déchets (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		3 170 515
Avantages sociaux		424 200
Transports et communications		250 344
Services		3 884 823
Fournitures et matériel		396 703
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation, le recyclage et la récupération des déchets (4R)	4 301 896	
Fonctionnement		
Subventions pour l'amélioration des lieux d'enfouissement des déchets	1 013 041	
Subventions pour le tri à la source	2 897 661	
Subventions spéciales pour l'enlèvement des déchets domestiques	171 287	
Subvention au Conseil du recyclage de l'Ontario	102 151	
Subvention à la Bourse canadienne des déchets	25 000	
Subventions visant à encourager le recyclage et la réduction des déchets	400	
Subventions pour la réduction, la réutilisation, le recyclage et la récupération (4R) des déchets industriels	100 000	
Subvention au Paudash Lake Conservation Association	7 500	
Subvention au Collège Sir Sandford Fleming	33 100	8 652 036
		16 778 621

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — CRÉDIT 1402 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services de laboratoire (Poste 5)	$
Traitements et salaires	9 322 342
Avantages sociaux	1 389 235
Transports et communications	255 528
Services	2 665 675
Fournitures et matériel	3 806 154
	17 438 934
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	66 509 002

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**	
1	11 247 100	969 600	12 216 700	Administration du programme	12 053 917
2	1 489 900		1 489 900	Compagnie d'indemnisation environnementale	355 077
3	1 569 400		1 569 400	Commission des évaluations environnementales	1 250 349
4	12 629 800		12 629 800	Relations intergouvernementales et projets stratégiques	11 491 415
5	27 518 500	1 847 200	29 365 700	Application et exécution des règlements	29 269 762
6	16 696 300	2 487 800	19 184 100	Autorisations environnementales et appui technique	19 172 191
7	1 611 000	558 900	2 169 900	Evaluations environnementales	2 168 657
	72 762 000*	5 863 500	78 625 500	TOTAL POUR LE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	75 761 368

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'exécution des activités destinées à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant, à réglementer l'utilisation des pesticides, et à encourager les responsables de la planification et de la mise en oeuvre des projets à tenir compte de l'environnement. Il vise également à assurer la coordination des mesures relatives aux questions considérées comme particulièrement critiques et des activités entreprises au niveau intergouvernemental.

L'indemnisation des victimes de déversement accidentel est assurée par l'entremise de la Compagnie d'indemnisation environnementale. Un Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 heures sur 24 pour permettre la collecte de renseignements et coordonner les enquêtes sur les déversements.

*Y compris les mandats spéciaux de 20 288 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 1403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		263 456
Avantages sociaux		33 070
Transports et communications		118 479
Services		9 903 358
Fournitures et matériel		373 613
Paiements de transfert		
Subvention à l'American Water Works Association (Section de l'Ontario)	7 500	
Subvention à la Pollution Control Association of Ontario	7 500	
Subvention à l'American Public Works Association (Chapitre de l'Ontario)	10 000	
Subvention au canton de Sydney	365 000	
Subvention au compte de garantie de l'environnement	971 941	1 361 941
		12 053 917

Compagnie d'indemnisation environnementale (Poste 2)	$
Traitements et salaires	97 661
Avantages sociaux	28 003
Transports et communications	19 601
Services	164 276
Fournitures et matériel	44 491
Paiements de transfert	
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la Loi sur la protection de l'environnement	1 045
	355 077

Commission des évaluations environnementales (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		550 264
Avantages sociaux		58 187
Transports et communications		83 909
Services		458 397
Fournitures et matériel		27 592
Paiements de transfert		
Financement des intervenants		
Usine de transformation des déchets en énergie Petro-Sun	30 000	
Décharge de la municipalité régionale de Halton	30 000	
Audiences sur l'autoroute #416	12 000	72 000
		1 250 349

Relations intergouvernementales et projets stratégiques (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		2 133 487
Avantages sociaux		293 906
Transports et communications		466 984
Services		5 394 692
Fournitures et matériel		2 154 496
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche sur les pesticides	397 850	
Subventions pour la lutte contre les termites	500 000	
Subvention à la Pollution Probe Foundation pour l'étude sur le parc Hyde	75 000	
Subvention à la Coalition cannadienne contre les pluies acides	50 000	
Subvention à l'Institut de recherches politiques	25 000	1 047 850
		11 491 415

Application et exécution des règlements (Poste 5)	$
Traitements et salaires	19 002 458
Avantages sociaux	2 685 426
Transports et communications	3 062 400
Services	2 467 449
Fournitures et matériel	2 052 029
	29 269 762

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 1403 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Autorisations environnementales et appui technique (Poste 6)	$
Traitements et salaires	9 753 605
Avantages sociaux	1 337 570
Transports et communications	788 781
Services	1 256 454
Fournitures et matériel	1 445 974
Paiements de transfert	
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la Loi sur la protection de l'environnement	4 589 807
	19 172 191

Évaluations environnementales (Poste 7)	$
Traitements et salaires	1 168 174
Avantages sociaux	139 286
Transports et communications	101 739
Services	497 723
Fournitures et matériel	261 735
	2 168 657
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	75 761 368

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1404				**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS**	
1	156 378 000		156 378 000	Services d'ingénierie	148 914 389
2	84 181 900		84 181 900	Exploitation des services publics	74 509 900
3	13 600 000		13 600 000	Société ontarienne de gestion des déchets	13 600 000
	254 159 900		254 159 900		237 024 289
L				Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus, Loi sur les ressources en eau de l'Ontario	864 366
L				Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût des biens en immobilisations, Loi sur les ressources en eau de l'Ontario	353 456
	254 159 900*		254 159 900	TOTAL POUR LA PLANIFICATION ET L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	238 242 111

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'établissement et la gestion d'installations de traitement des eaux usées, de stations de traitement des eaux et d'installations provinciales de traitement et d'élimination des déchets industriels.

*Y compris les mandats spéciaux de 72 444 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS — CRÉDIT 1404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services d'ingénierie (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 911 344
Avantages sociaux		281 028
Transports et communications		222 195
Services		3 007 571
Fournitures et matériel		106 418
Paiements de transfert		
Capital		
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide		
Projets municipaux		
— Normaux	107 167 905	
— Améliorations municipales spéciales	1 528 223	
Projets provinciaux	11 808 774	
Études de planification de l'infrastructure	2 426 763	
Programme de traitement des eaux usées entrepris dans le cadre de l'Entente Canada-Ontario	392 072	
Priorités régionales	4 515 316	127 839 053
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Dotations en capital destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		20 062 136
		153 429 745
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 515 356
		148 914 389

Exploitation des services publics (Poste 2)	$
Traitements et salaires	23 653 888
Avantages sociaux	3 632 208
Transports et communications	1 169 587
Services	18 093 256
Fournitures et matériel	27 960 961
	74 509 900
Société ontarienne de gestion des déchets (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Subventions à la Société ontarienne de gestion des déchets	13 600 000
	13 600 000
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	864 366
Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût des biens en immobilisations	353 456
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	238 242 111

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la qualité des eaux des Grands lacs :		
Programme de construction de réseaux d'assainissement	629 999	4 955 851
Programme de surveillance		2 854 000
	629 999	7 809 851
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage :		
Ville de Toronto	400 000	
General Motors du Canada	145 776	
Ville de London		100 000
	545 776	100 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Contrôle des pesticides	444 726	451 537
Réseaux d'égouts	200 000	195 306
Entreprises de forage de puits	11 396	18 388
	656 122	665 231
VENTES ET LOCATIONS		
Station de récupération des ressources — recyclage des déchets	226 470	1 901 891
Véhicules	47 740	34 029
Autres	6 632	6 151
	280 842	1 942 071
FRAIS D'ABONNEMENT AUX SERVICES PUBLICS	144 719 415	120 408 127
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiement en trop de subventions	429 407	299 938
Paiements tenant lieu de notes de crédit	15 898	6 440
Chèques annulés	434	251 594
Autres	41	60 456
	445 780	618 428
DIVERS		
Intérêts sur comptes débiteurs en souffrance	131 394	25 427
Frais d'inscription :		
Conférence ontarienne sur les déchets industriels	37 035	14 412
Formation et accréditation	36 918	34 052
Conférence sur les transferts de technologie et colloque sur l'enlèvement de la vase		72 599
Règlements de sinistres et versements de dommages-intérêts	11 074	12 558
Autres	1 812 314	283 836
	2 028 735	442 884
TOTAL DES RECETTES	149 306 669	131 986 592

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Dotations en capital au titre des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Paiements effectués par des municipalités au titre de frais de construction ne faisant pas l'objet de financement à long terme	23 196 650	23 747 811
Transferts du Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût d'immobilisations	4 482 037	13 111 487
Amortissement de projets susceptibles d'être facturés au taux de service	4 109 225	17 835 956
Virements du Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	181 288	
Programme de construction de réseaux d'assainissement	36 336	2 474 219
Aide provinciale aux municipalités en vue de la réduction des dotations en capital	(71 594)	
Autres	2 066 909	2 874 607
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	34 000 851	60 044 080

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	1 415 870	1 396 553
Moins : Montants transférés au moment de la résiliation des ententes portant sur le compte d'actif correspondant intitulé "Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets"	(181 288)	
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	46 855	44 947
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	8 608	6 001
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 290 045	1 447 501

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

FORMATION PROFESSIONNELLE 4-232

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-232

SOMMAIRE 4-231

ÉTAT DES RECETTES 4-234

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
404 844 737	Formation professionnelle	455 105 738	385 393 121
404 844 737	**Total du ministère**	455 105 738*	385 393 121
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
404 844 737	Total des dépenses	455 105 738	385 393 121

*Y compris les madats spéciaux de 129 200 000 $.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3301				**PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE**	
1	8 214 700	5 800 000	14 014 700	Administration du ministère	13 890 742
2	242 598 100		242 598 100	Formation professionnelle	233 536 529
3	198 456 900		198 456 900	Emploi des jeunes	137 932 716
	449 269 700	5 800 000	455 069 700		385 359 987
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 391
	449 305 738*	5 800 000	455 105 738	TOTAL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE	385 393 121

Description du programme :

Sensibiliser le public aux avantages économiques et sociaux qui découleraient d'une amélioration de la qualité sur les marchés du travail de l'Ontario en élaborant des stratégies provinciales sur la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et d'autres questions relatives aux ressources humaines; fournir des fonds et des services de soutien au milieu des affaires et aux organisations syndicales pour la formation des ouvriers de l'Ontario; administrer un système d'apprentissage pour la formation à des métiers hautement spécialisés; administrer des programmes de formation en cours d'emploi, de soutien de l'emploi et de formation pour les jeunes et les étudiants; donner de meilleures chances d'accès aux programmes de formation et d'emploi aux groupes qui doivent faire face à certaines difficultés sur le marché du travail; et mettre en place et coordonner les structures nécessaires pour permettre la participation du gouvernement fédéral aux programmes de préparation à l'emploi et de formation professionnelle entrepris en Ontario, de manière à contribuer à la croissance économique et à la compétitivité de la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 129 200 000 $.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE — CRÉDIT 3301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du ministère (Poste 1)		$
Traitements et salaires		6 373 052
Avantages sociaux		981 972
Transports et communications		844 415
Services		3 394 239
Fournitures et matériel		2 294 967
Paiements de transfert		
Projets spéciaux		2 097
		13 890 742
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		4 391
Formation professionnelle (Poste 2)		
Traitements et salaires		11 443 144
Avantages sociaux		1 739 994
Transports et communications		1 251 820
Services		4 775 866
Fournitures et matériel		1 740 797
Paiements de transfert	$	
Stratégie de formation professionnelle de l'Ontario	86 960 080	
Formation professionnelle, adultes et apprentissage	125 624 828	212 584 908
		233 536 529
Emploi des jeunes (Poste 3)		$
Traitements et salaires		3 077 921
Avantages sociaux		403 135
Transports et communications		948 122
Services		12 006 549
Fournitures et matériel		705 283
Paiements de transfert		
Formation et emploi des jeunes		120 791 706
		137 932 716
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE		385 393 121

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la Loi nationale sur la formation professionnelle		
Formation	130 928 108	150 623 378
Caisse d'accroissement des compétences professionnelles	562 500	6 248 316
Autres programmes de formation professionnelle des adultes		
Divers	71 417	7 995
	131 562 025	156 879 689
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Poseur de lignes	32 420	
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métier et apprentis	1 577 024	2 435 768
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de subventions	1 046 466	641 283
Autres	148 521	1 190
	1 194 987	642 473
DIVERS	3 569	51 505
TOTAL DES RECETTES	134 370 025	160 009 435

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES 4-238

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-240

POLITIQUES ET TECHNOLOGIE 4-242

ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES 4-244

EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE 4-246

INDUSTRIE DU NORD 4-248

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO 4-238, 4-248

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-237

SOMMAIRE 4-250

ÉTAT DES RECETTES 4-250

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-250

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
9 582 881	Administration du ministère	12 145 638	12 102 890
39 787 742	Politiques et technologie	35 011 300	28 162 547
94 616 414	Assistance aux petites entreprises, au secteur tertiaire et aux industries	93 763 400	93 559 975
31 995 306	Expansion de l'industrie et du commerce	37 781 200	37 400 372
	Industrie du Nord	7 030 800	4 901 181
60 837 261	Sociétés de développement de l'Ontario	76 933 800	84 905 917
236 819 604	**Total du ministère**	262 666 138*	261 032 882
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
196 844 950	Total des dépenses	174 191 138	172 481 329
39 974 654	Total des prêts, avances et dotations en capital	88 475 000	88 551 553
236 819 604		262 666 138	261 032 882

*Y compris les mandats spéciaux de 62 200 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 652 100	189 300	1 841 400	Bureau principal	1 841 123
2	2 013 100		2 013 100	Services financiers	2 013 021
3	1 163 700	90 500	1 254 200	Fournitures et services de bureau	1 254 155
4	973 100	200 600	1 173 700	Services du personnel	1 173 309
5	1 571 900		1 571 900	Services d'information	1 571 891
6	428 400		428 400	Services de vérification	412 756
7	493 100		493 100	Analyse et planification	471 591
8	711 400	35 800	747 200	Services juridiques	743 139
9	2 170 600	416 000	2 586 600	Services de développement des systèmes	2 584 282
	11 177 400	932 200	12 109 600		12 065 267
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
	11 213 438*	932 200	12 145 638	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 102 890

Description du programme :

Ce programme fournit des services de soutien administratif, juridique, d'information, de planification intégrée et d'autres services de soutien aux programmes opérationnels et à certains organismes du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, ainsi que des services de soutien administratif au ministère du Tourisme et des Loisirs et à certains de ses organismes.

*Y compris les mandats spéciaux de 3 272 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 025 818
Avantages sociaux		169 005
Transports et communications		143 521
Services		191 617
Fournitures et matériel		231 241
Paiements de transfert		
Aide aux entreprises victimes de sinistres naturels	3 396	
Subventions spéciales en faveur du développement de l'industrie et du commerce	76 525	79 921
		1 841 123

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 880

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	824 825
Avantages sociaux	133 839
Transports et communications	42 809
Services	328 939
Fournitures et matériel	682 559
	2 013 021

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	869 369
Avantages sociaux	127 824
Transports et communications	79 089
Services	153 341
Fournitures et matériel	24 532
	1 254 155

Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	678 205
Avantages sociaux	139 241
Transports et communications	41 439
Services	199 843
Fournitures et matériel	114 581
	1 173 309

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	776 101
Avantages sociaux	118 999
Transports et communications	118 117
Services	381 926
Fournitures et matériel	176 748
	1 571 891

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	321 327
Avantages sociaux	34 990
Transports et communications	17 255
Services	12 816
Fournitures et matériel	26 368
	412 756

Analyse et planification (Poste 7)	
Traitements et salaires	295 684
Avantages sociaux	37 136
Transports et communications	1 256
Services	85 902
Fournitures et matériel	51 613
	471 591

Services juridiques (Poste 8)	
Transports et communications	2 883
Services	730 378
Fournitures et matériel	9 878
	743 139

Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	932 717
Avantages sociaux	126 678
Transports et communications	89 986
Services	577 613
Fournitures et matériel	857 288
	2 584 282

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 102 890

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1902				**PROGRAMME DE POLITIQUES ET DE TECHNOLOGIE**	
1	433 800	24 300	458 100	Administration du programme	456 419
2	980 600		980 600	Planification stratégique et coordination	809 472
3	2 232 800	955 000	3 187 800	Politique industrielle et commerciale ...	3 145 997
4	30 384 800		30 384 800	Politique et développement technologiques	23 750 659
	34 032 000*	979 300	35 011 300	TOTAL POUR LES POLITIQUES ET LA TECHNOLOGIE	28 162 547

Description du programme :

Ce programme a pour objet de coordonner et d'élaborer des plans stratégiques et des politiques pour l'industrie, le commerce et la technologie; d'élaborer des politiques et des programmes visant à améliorer la croissance et la compétitivité technologique des industries de l'Ontario, et de coordonner la fourniture des ressources administratives et financières dont les Centres de technologie, la Fondation de recherches de l'Ontario et les Centres d'innovation ont besoin.

*Y compris les mandats spéciaux de 8 908 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE POLITIQUES ET DE TECHNOLOGIE — CRÉDIT 1902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	284 689
Avantages sociaux	31 597
Transports et communications	57 931
Services	52 754
Fournitures et matériel	29 448
	456 419

Planification stratégique et coordination (Poste 2)	
Traitements et salaires	482 258
Avantages sociaux	55 242
Transports et communications	25 969
Services	116 795
Fournitures et matériel	129 208
	809 472

Politique industrielle et commerciale (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 281 705
Avantages sociaux	211 786
Transports et communications	116 515
Services	1 274 150
Fournitures et matériel	261 841
	3 145 997

Politique et développement technologiques (Poste 4)			$
Traitements et salaires			1 306 575
Avantages sociaux			135 813
Transports et communications			154 043
Services			1 811 253
Fournitures et matériel			320 508
Paiements de transfert		$	
Fondation de recherches de l'Ontario			
Capital	$ 676 000		
Fonctionnement	3 700 000	4 376 000	
Centres de technologie de l'Ontario			
Capital	$ 440 962		
Fonctionnement	11 141 175	11 582 137	
Centres d'innovation		2 092 000	
Développement de la biotechnologie		300 030	
Centre d'études de la production industrielle			
Capital	$ 1 052 500		
Fonctionnement	619 800	1 672 300	20 022 467
			23 750 659
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES ET DE TECHNOLOGIE			28 162 547

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1903				**PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES**	
1	251 200	84 000	335 200	Administration du programme	329 205
2	6 160 000	393 600	6 553 600	Petites entreprises	6 551 790
3	1 070 100		1 070 100	Secteur tertiaire	883 235
4	2 858 500		2 858 500	Développement des entreprises	2 857 609
5	81 646 000	1 300 000	82 946 000	Assistance financière aux industries	82 938 136
	91 985 800*	1 777 600	93 763 400	TOTAL POUR L'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES	93 559 975

Description du programme :

Ce programme fournit aux petites entreprises et aux entrepreneurs de l'Ontario l'aide dont ils ont besoin pour assurer le démarrage et l'expansion de leurs activités, élabore des politiques et des programmes pour renforcer le secteur tertiaire et fournit un soutien financier à des projets de développement industriel de grande envergure afin d'améliorer la capacité concurrentielle du secteur privé de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 26 517 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES — CRÉDIT 1903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		155 698
Avantages sociaux		24 272
Transports et communications		15 371
Services		45 071
Fournitures et matériel		19 193
Paiements de transfert		
Subventions de soutien au développement des secteurs		69 600
		329 205

Petites entreprises (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 543 789
Avantages sociaux		186 495
Transports et communications		599 298
Services		1 535 796
Fournitures et matériel		447 525
Paiements de transfert		
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	40 000	
Centres communautaires pour la petite entreprise	1 827 887	
Subvention au Réseau des possibilités d'investissement du Canada	40 000	
Subvention au Junior Achievement	331 000	2 238 887
		6 551 790

Secteur tertiaire (Poste 3)	$
Traitements et salaires	389 081
Avantages sociaux	39 193
Transports et communications	15 404
Services	236 132
Fournitures et matériel	203 425
	883 235

Développement des entreprises (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 348 077
Avantages sociaux	224 739
Transports et communications	253 723
Services	786 000
Fournitures et matériel	245 070
	2 857 609

Assistance financière aux industries (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		45 656
Avantages sociaux		6 239
Transports et communications		2 643
Services		49 839
Fournitures et matériel		27 855
Autres opérations		
Capital		
Subventions remboursables — Assistance financière aux industries	25 954 304	
Subventions remboursables — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles	899 497	26 853 801
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Prêts — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles	5 097 149	
Prêts — Assistance financière aux industries	50 854 954	55 952 103
		82 938 136

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES	93 559 975

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1904				**PROGRAMME EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**	
1	528 600		528 600	Administration du programme	482 209
2	25 417 100		25 417 100	Activités internationales	25 416 582
3	4 559 000		4 559 000	Aide à l'investissement et à l'exportation	4 553 191
4	3 736 900	415 300	4 152 200	Bureaux régionaux	4 148 185
5	3 124 300		3 124 300	Société internationale de l'Ontario	2 800 205
	37 365 900*	415 300	37 781 200	TOTAL POUR L'EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	37 400 372

Description du programme :

Ce programme facilite la croissance des entreprises et des organisations de l'Ontario et renforce leur position concurrentielle en les aidant à développer et à élargir leurs activités dans le secteur des ventes à l'exportation; en encourageant les investissements provenant de sources diverses et en renforçant la compétitivité des industries locales, de façon à améliorer les possibilités d'emploi et à augmenter les recettes de la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 10 230 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE — CRÉDIT 1904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	313 069
Avantages sociaux	93 072
Transports et communications	7 100
Services	60 225
Fournitures et matériel	8 743
	482 209
Activités internationales (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 103 741
Avantages sociaux	579 442
Transports et communications	4 496 215
Services	14 336 577
Fournitures et matériel	1 774 119
Paiements de transfert	
Subvention au Centre des sciences et de technologie Ontario-Jiangsu	126 488
	25 416 582

	$	$
Aide à l'investissement et à l'exportation (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 476 899
Avantages sociaux		215 800
Transports et communications		328 027
Services		3 064 121
Fournitures et matériel		99 885
Paiements de transfert		
Fonds d'aide à l'expansion du commerce	514 854	
Aide à l'expansion des exportations	309 501	
Subvention au Secrétariat municipal du Sommet Toronto 1988	500 000	1 324 355
		6 509 087
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 955 896
		4 553 191
Bureaux régionaux (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 795 754
Avantages sociaux		453 271
Transports et communications		423 484
Services		280 738
Fournitures et matériel		194 938
		4 148 185
Société internationale de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		1 037 047
Avantages sociaux		207 109
Transports et communications		419 940
Services		516 434
Fournitures et matériel		162 190
Paiements de transfert		
Subventions au Fonds d'aide à l'expansion du commerce		60 295
Autres opérations		
Fonds d'aide à l'expansion du commerce — subventions remboursables		397 190
		2 800 205
TOTAL POUR LE PROGRAMME EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		37 400 372

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1905				**PROGRAMME INDUSTRIE DU NORD**	
1	376 800		376 800	Administration du programme	359 786
2	6 654 000		6 654 000	Région du Nord	4 541 395
	7 030 800*		7 030 800	TOTAL POUR L'INDUSTRIE DU NORD	4 901 181

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'orientation de tous les programmes du ministère exécutés par l'entremise des bureaux locaux du Nord de l'Ontario et de participer à l'élaboration des politiques, stratégies et programmes gouvernementaux visant à élargir la base industrielle du Nord.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 833 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME INDUSTRIE DU NORD — CRÉDIT 1905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	174 356
Avantages sociaux	22 897
Transports et communications	42 885
Services	55 583
Fournitures et matériel	64 065
	359 786

Région du Nord (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		427 385
Avantages sociaux		51 904
Transports et communications		177 832
Services		73 071
Fournitures et matériel		61 771
Paiements de transfert	$	
Centre de technologie minière et forestière de l'Ontario		
Capital	44 011	
Fonctionnement	631 790	
Investissement	3 073 631	3 749 432
		4 541 395
TOTAL POUR LE PROGRAMME INDUSTRIE DU NORD		4 901 181

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1906				**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**	
1	20 221 900		20 221 900	Société de développement de l'Ontario	14 228 232
2	2 906 000		2 906 000	Société de développement du Nord de l'Ontario	1 993 138
3	3 859 000		3 859 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario	3 376 340
4	12 546 900		12 546 900	Société Innovation Ontario	9 593 204
	39 533 800		39 533 800		29 190 914
L	14 800 000		14 800 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	13 309 502
L	4 000 000		4 000 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	17 494 005
L	8 450 000		8 450 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	10 602 275
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	3 257 567
L	7 350 000		7 350 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	8 687 673
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	2 363 981
	76 933 800*		76 933 800	TOTAL POUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	84 905 917

Description du programme :

Ce programme stimule l'innovation, la création d'emplois et le développement régional en fournissant des services consultatifs et financiers aux chefs d'entreprises de l'Ontario exploitant les technologies modernes.

*Y compris les mandats spéciaux de 11 440 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO — CRÉDIT 1906

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Société de développement de l'Ontario (Poste 1)		$
Traitements et salaires		5 718 751
Avantages sociaux		953 910
Transports et communications		499 691
Services		2 001 375
Fournitures et matériel		747 318
Paiements de transfert	$	
Subside de garantie	337 018	
Nouvelles entreprises	156 380	493 398
Autres opérations	$	
Garanties honorées	2 857 462	
Bonifications d'intérêts	956 327	3 813 789
		14 228 232
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		17 494 005
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts		13 309 502
Société de développement du Nord de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		660 816
Avantages sociaux		77 811
Transports et communications		227 680
Services		89 745
Fournitures et matériel		28 608
Paiements de transfert		
Subside de garantie		265 699
Autres opérations	$	
Garanties honorées	52 779	
Bonifications d'intérêts	590 000	642 779
		1 993 138
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		3 257 567
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts		10 602 275

Société de développement de l'Est de l'Ontario (Poste 3)		$
Traitements et salaires		440 345
Avantages sociaux		66 319
Transports et communications		117 769
Services		88 171
Fournitures et matériel		17 512
Paiements de transfert		
Subside de garantie		529 482
Autres opérations	$	
Garanties honorées	1 742	
Bonifications d'intérêt	2 115 000	2 116 742
		3 376 340
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		2 363 981
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts		8 687 673
Société Innovation Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires		893 677
Avantages sociaux		100 107
Transports et communications		114 376
Services		500 909
Fournitures et matériel		317 859
Paiements de transfert		
Programme de perfectionnement des conseillers commerciaux		137 500
Autres opérations		
Assistance fournie avant le lancement d'une entreprise technologique		7 528 776
		9 593 204
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO		84 905 917

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Programme Échanges Canada — Prêt de services	24 451	
Projet de la Banque mondiale de l'éducation	2 276	
	26 727	
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Sociétés de développement — traitements et avantages sociaux	1 161 696	1 088 087
Educansult Ltée — Prêt de services	18 399	
Fonds d'aide aux exportations — subventions remboursables		20 623
Remises d'impôt des gouvernements étrangers		5 593
Ontario Hydro — Programme de partage des coûts de la Conférence "Opportunities Canada"		4 462
Autres	4 112	3 104
	1 184 207	1 121 869
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Accord conclu avec les États-Unis sur l'assurance de produits	128 302	16 442
Droits d'inscription à des conférences et colloques	88 732	25 965
Accès à l'information	81	
	217 115	42 407
VENTES ET LOCATIONS		
Location du bureau de New York	265 835	272 423
Location du bureau de San Francisco	36 946	25 792
Location du bureau de Philadelphie	15 102	30 213
Indemnité d'évacuation — Ontario House, Londres		690 451
Autres	5 218	2 805
	323 101	1 021 684
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de frais — Sociétés de développement	16 356	2 979 573
Remboursements de fournisseurs	41 931	43 114
Remboursements de dépôts de garantie	36 361	70 802
Programme de stages	818	78 784
Autres	26 155	49 558
	121 621	3 221 831
DIVERS	27 551	40 328
TOTAL DES RECETTES	1 900 322	5 448 119

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Dépôts en vertu de contrats — Bureau de Philadelphie	1 811	5 562
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 811	5 562

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-254

NORMES FINANCIÈRES 4-256

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-254, 4-256

SOMMAIRE 4-253

ÉTAT DES RECETTES 4-258

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-258

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-258

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
460 650	Administration du ministère	4 936 200	4 415 856
29 992 045	Normes financières	39 560 200	33 387 085
30 452 695	**Total du ministère**	44 496 400*	37 802 941
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
23 116 740	Total des dépenses	35 975 300	30 900 837
6 609 444	Total des comptes créés à des fins spéciales	8 521 100	6 447 360
726 511	Total des prêts, avances et dotations en capital		454 744
30 452 695		44 496 400	37 802 941

*Y compris les mandats spéciaux de 10 400 000 $.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	306 800	474 400	781 200	Bureau principal	605 412
2	1 669 200	990 800	2 660 000	Finances et administration	2 349 234
3	833 300	24 200	857 500	Analyse et planification	819 205
4	612 100	25 400	637 500	Services juridiques	637 517
	3 421 400	1 514 800	4 936 200		4 411 368
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 488
	3 421 400*	1 514 800	4 936 200	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 415 856

Description du programme :

Ce programme consiste en quatre types d'activités représentant les programmes administratifs du ministère. Le programme d'administration comprend la section d'enquête qui fournit des services de soutien aux bureaux des surintendants des établissements de dépôt et des assurances. Des services de soutien supplémentaires sont fournis par le ministère de la Consommation et du Commerce.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 188 400 $.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	268 145
Avantages sociaux	82 917
Transports et communications	16 311
Services	40 799
Fournitures et matériel	197 240
	605 412
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 488
Finances et administration (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 288 874
Avantages sociaux	191 448
Transports et communications	80 557
Services	599 020
Fournitures et matériel	194 903
	2 354 802
Moins : Recouvrements d'autres ministères	5 568
	2 349 234

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	491 244
Avantages sociaux	68 758
Transports et communications	19 203
Services	135 385
Fournitures et matériel	104 615
	819 205
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	53 293
Avantages sociaux	(2 988)
Transports et communications	9 700
Services	498 682
Fournitures et matériel	78 830
	637 517
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 415 856

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1502				**PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES**	
1	8 078 600		8 078 600	Établissements de dépôt	5 880 500
2	3 854 200	4 258 000	8 112 200	Assurances	7 907 856
3	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	
4	7 429 300	935 700	8 365 000	Valeurs mobilières	8 356 894
5	4 259 100	223 200	4 482 300	Régimes de retraite	4 339 731
	23 622 200	5 416 900	29 039 100		26 484 981
L	10 521 100		10 521 100	Paiements provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles.	6 447 360
L				Mise sous séquestre de Player, Lois sur les compagnies de prêt et de fiducie	454 744
	34 143 300*	5 416 900	39 560 200	TOTAL POUR LES NORMES FINANCIÈRES	33 387 085

Description du programme :

Ce programme consiste en cinq types d'activités visant à assurer la réglementation, la surveillance et l'orientation stratégique des institutions financières de l'Ontario. Le principal objet de ce programme est de défendre les intérêts des particuliers faisant affaire avec le secteur des services financiers, tout en créant un climat commercial propice au renforcement de la capacité concurrentielle de l'Ontario au Canada et à l'étranger. Pour ce faire, le ministère prescrit la divulgation des éléments essentiels de certaines opérations, notamment les émissions de titres et valeurs mobilières; il exige l'inscription et l'agrément officiel des intermédiaires qui traitent avec le public, afin de garantir le plus haut degré de compétence et d'intégrité; il examine et surveille la situation et les pratiques financières des entreprises. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés.

*Y compris les mandats spéciaux de 9 211 600 $.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES — CRÉDIT 1502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Établissements de dépôt (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 817 280
Avantages sociaux	386 329
Transports et communications	190 336
Services	2 314 405
Fournitures et matériel	172 150
	5 880 500
Crédits législatifs	
Prêts et avances	
Coopers et Lybrand — Mise sous séquestre de Player	454 744
Assurances (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 373 866
Avantages sociaux	370 345
Transports et communications	177 966
Services	478 035
Fournitures et matériel	283 244
Autres opérations	
Garantie d'emprunt honorée — Avances à la Bourse canadienne des assurances	4 224 400
	7 907 856

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Poste 3)	$
Traitements et salaires	885 398
Avantages sociaux	214 950
Transports et communications	32 873
Services	1 429 641
Fournitures et matériel	144 415
	2 707 277
Moins : Recouvrement de dépenses administratives	2 707 277
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Paiement provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	6 447 360
Valeurs mobilières (Poste 4)	
Traitements et salaires	5 089 056
Avantages sociaux	653 732
Transports et communications	311 641
Services	1 881 677
Fournitures et matériel	420 788
	8 356 894
Régimes de retraite (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 324 466
Avantages sociaux	340 122
Transports et communications	162 504
Services	1 216 582
Fournitures et matériel	296 057
	4 339 731
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES	33 387 085

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
RECETTES FISCALES		
Échanges avec des parties accordant la réciprocité et sociétés non autorisées	771 388	582 149
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Compagnies de prêt et de fiducie	7 023 603	750 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les valeurs mobilières	12 034 293	7 666 412
Loi sur les assurances	3 599 022	3,302,508
Commission des régimes de retraite de l'Ontario	2 879 303	1 622 712
Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie	93 270	107 376
Loi sur les caisses populaires et les credit unions	87 029	75 302
Loi sur les courtiers en hypothèques	84 600	7 880
Loi sur les contrats de placement	50 100	49 825
Loi sur les coopératives	16 410	8 915
Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés	800	1 050
	18 844 827	12 841 980
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Courtiers en assurance enregistrés de l'Ontario	28 111	73 650
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	2 078 323	1 131 804
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	148	
DIVERS	1 700	29 412
TOTAL DES RECETTES	28 748 100	15 408 995

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Coopers et Lybrand — Mise sous séquestre de Player	1 600 000	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	1 600 000	

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	12 448 351	12 464 662
Montants non réclamés — Credit Unions	2 752	41 381
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	12 451 103	12 506 043

MINISTÈRE DU LOGEMENT

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-262
- INDUSTRIE DU BÂTIMENT ET STOCK DE LOGEMENTS 4-266
- LOGEMENTS SOCIAUX 4-268
- RÉVISION DES LOYERS 4-272
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-262
- SOMMAIRE 4-261

ÉTAT DES RECETTES 4-274

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-274

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
19 006 226	Administration du ministère	20 090 738	19 624 827
8 781 391	Industrie du bâtiment et stock de logements	17 953 400	12 762 442
240 779 383	Logements sociaux	305 602 400	276 845 960
13 854 109	Révision des loyers	29 531 000	24 144 272
282 421 109	**Total du ministère**	373 177 538*	333 377 501
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
282 421 109	Total des dépenses	373 177 538	333 377 501
282 421 109		373 177 538	333 377 501

*Y compris les mandats spéciaux de 98 300 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 075 100	773 800	2 848 900	Bureau principal	2 804 144
2	2 628 900	114 700	2 743 600	Services d'information	2 575 289
3	1 590 000	118 500	1 708 500	Services financiers	1 680 575
4	905 100	196 400	1 101 500	Services du personnel	1 100 938
5	3 373 900	92 900	3 466 800	Fournitures et services de bureau	3 464 383
6	4 703 100	371 900	5 075 000	Services de développement des systèmes	4 910 180
7	717 100	275 100	992 200	Services juridiques	975 889
8	488 600	72 300	560 900	Services de vérification	527 906
9	1 478 500	78 800	1 557 300	Analyse et planification	1 547 900
	17 960 300	2 094 400	20 054 700		19 587 204
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
	17 996 338*	2 094 400	20 090 738	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	19 624 827

Description du programme :

Ce programme a pour objet de contribuer à l'établissement des priorités, des directives et des objectifs destinés au ministère du Logement; d'assurer d'une manière effective l'organisation, la gestion et la mise en oeuvre des ressources du ministère; de surveiller les mécanismes de contrôle, et d'établir les normes de rapport et de gestion du ministère. Ce programme assure également des services de soutien administratif et opérationnel au ministère du Logement et au ministère des Affaires municipales, ainsi qu'aux organismes qui en relèvent.

*Y compris les mandats spéciaux de 8 924 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 877 483
Avantages sociaux	324 030
Transports et communications	162 744
Services	428 190
Fournitures et matériel	294 673
Paiements de transfert	
Subventions aux projets en faveur de l'Année internationale du logement des sans-abri, 1987	255 286
	3 342 406
Moins : Recouvrements d'autres activités	538 262
	2 804 144
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 880
Services d'information (Poste 2)	
Traitements et salaires	890 954
Avantages sociaux	116 064
Transports et communications	78 780
Services	2 011 214
Fournitures et matériel	104 077
	3 201 089
Moins : Recouvrements d'autres activités	625 800
	2 575 289
Services financiers (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 779 121
Avantages sociaux	373 541
Transports et communications	96 902
Services	329 519
Fournitures et matériel	174 448
	3 753 531
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 072 956
	1 680 575
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 817 581
Avantages sociaux	189 230
Transports et communications	65 674
Services	247 977
Fournitures et matériel	97 749
	2 418 211
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	1 317 273
	1 100 938

Fournitures et services de bureau (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 733 813
Avantages sociaux	261 574
Transports et communications	560 216
Services	3 114 697
Fournitures et matériel	579 037
	6 249 337
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 784 954
	3 464 383
Services de développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 720 823
Avantages sociaux	336 233
Transports et communications	683 052
Services	5 210 937
Fournitures et matériel	983 878
	9 934 923
Moins : Recouvrements d'autres activités	5 024 743
	4 910 180
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	97 311
Avantages sociaux	2 632
Transports et communications	24 855
Services	1 338 362
Fournitures et matériel	27 329
	1 490 489
Moins : Recouvrements d'autres activités	514 600
	975 889
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	876 480
Avantages sociaux	110 040
Transports et communications	96 003
Services	38 010
Fournitures et matériel	23 547
	1 144 080
Moins : Recouvrements d'autres activités	616 174
	527 906

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1801 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Analyse et planification (Poste 9)	$
Traitements et salaires	1 070 845
Avantages sociaux	146 037
Transports et communications	16 834
Services	141 621
Fournitures et matériel	74 518
Paiements de transfert	
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	98 045
	1 547 900
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	19 624 827

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1802				**PROGRAMME DE L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT ET STOCK DE LOGEMENTS**	
1	9 225 100		9 225 100	Administration du programme	5 218 161
2	3 872 200		3 872 200	Industrie du bâtiment	2 872 450
3	4 856 100		4 856 100	Services des bâtiments	4 671 831
	17 953 400*		17 953 400	TOTAL POUR L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT ET STOCK DE LOGEMENTS	12 762 442

Description du programme :

Ce programme vise notamment à élaborer des politiques, des recommandations stratégiques et des programmes pour favoriser et faciliter la constitution d'un stock de logements abordables et satisfaisants à louer ou à vendre, notamment en encourageant la construction de nouveaux bâtiments, la remise en état et l'utilisation plus efficace des logements existants.

Un autre objectif important consiste à amener le secteur du bâtiment de l'Ontario à créer davantage d'emplois et à prendre de l'expansion en établissant de nouveaux marchés, en augmentant la productivité et en réduisant la réglementation. Ce programme a également pour fonction d'élaborer des lignes de conduite et des normes régissant la construction de nouveaux immeubles, la rénovation et les matériaux de construction. Il assure l'administration des codes du bâtiment et de plomberie de l'Ontario, contribue à l'amélioration des activités du service municipal du bâtiment, et met des programmes de formation à la disposition du secteur du bâtiment.

*Y compris les mandats spéciaux de 5 581 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT ET STOCK DE LOGEMENTS — CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 386 375
Avantages sociaux		128 389
Transports et communications		87 164
Services		2 254 986
Fournitures et matériel		106 615
Paiements de transfert		
Capital		
Démonstration des méthodes d'acquisition de logements en copropriété pour personnes âgées	52 000	
Démonstration portant sur les ensembles résidentiels pour retraités	422 000	
Service consultatif de la planification de logement	79 805	
Fonctionnement		
Programme de partage des logements	572 827	
Programme profil de construction municipale	128 000	1 254 632
		5 218 161

Industrie du bâtiment (Poste 2)	$
Traitements et salaires	682 136
Avantages sociaux	63 319
Transports et communications	125 774
Services	1 896 867
Fournitures et matériel	104 354
	2 872 450
Services des bâtiments (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 911 378
Avantages sociaux	254 065
Transports et communications	231 602
Services	1 811 051
Fournitures et matériel	104 685
Paiements de transfert	
Améliorations aux règlements municipaux rélatifs au bâtiment	359 050
	4 671 831
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT ET STOCK DE LOGEMENTS	12 762 442

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1803				**PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX**	
1	113 160 100		113 160 100	Administration du programme	92 968 281
2	8 092 000	535 300	8 627 300	Opérations régionales de logement	8 622 974
3	63 000		63 000	Services techniques	41 959
4	1 000		1 000	Services de soutien aux locataires	758
5	183 751 000		183 751 000	Société de logement de l'Ontario	175 211 988
	305 067 100*	535 300	305 602 400	TOTAL POUR LES LOGEMENTS SOCIAUX	276 845 960

Description du programme :

Ce programme a pour objectif de répondre aux besoins en logements sociaux des habitants de l'Ontario, en collaboration avec le secteur du logement sans but lucratif et des coopératives d'habitation, le secteur privé, d'autres ministères et d'autres niveaux de gouvernement. Ses activités comprennent l'élaboration de la politique de logement social et la mise en oeuvre de programmes de logement social et autres couvrant tous les aspects du marché du logement. Elles consistent notamment à assurer la construction, l'entretien, la gestion et l'administration, pour le compte de la Société de logement de l'Ontario, de logements sociaux destinés aux familles économiquement faibles, aux personnes âgées, aux handicapés et à d'autres personnes admissibles, pour leur permettre de se loger décemment et à un prix abordable.

*Y compris les mandats spéciaux de 75 048 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX — CRÉDIT 1803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$	$	$
Traitements et salaires			1 846 017
Avantages sociaux			195 770
Transports et communications			186 146
Services			1 038 911
Fournitures et matériel			289 744
Paiements de transfert			
Capital			
Subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario		795 802	
Aide à l'aménagement de logements sociaux		185 405	
Fonctionnement			
Subventions versées aux municipalités pour la préparation d'exposés de principe sur la politique de logement		141 799	
Subventions pour la fourniture de services consultatifs à des groupes à but non lucratif		501 879	
Subventions de réduction des loyers		11 030 363	
Programme d'aide au logement communautaire de l'Ontario		7 794 429	
Paiements versés à des sociétés de logement sans but lucratif			
Programme fédéral-provincial	13 901 380		
Programme provincial	243 598	14 144 978	34 594 655

Administration du programme (Poste 1)—suite	$	$	$
Autres opérations			
Capital			
Plan Canada-Ontario de développement du marché des logements locatifs		197 568	
Programme de rénovation des logements de l'Ontario			
Municipalités	4 152 937		
Propriétaires résidant dans des territoires non érigés en municipalité	245 087		
Modifications aux logements destinés aux personnes handicapées	816 934	5 214 958	
Prêts d'aide à l'aménagement des logements sociaux		11 969 260	
Prêts pour la conversion de logements locatifs		19 005 925	
Programme de développement du marché des logements locatifs de l'Ontario		6 541 150	
Programme de remise en état des bâtiments locatifs de faible hauteur		14 050 255	
Fonctionnement			
Versements d'intérêts à la Société canadienne d'hypothèques et de logement sur les avances effectuées en vertu du Plan Canada-Ontario de développement du marché des logements locatifs		2 622	56 981 738
			95 132 981
Moins : Recouvrements d'autres activités			2 164 700
			92 968 281

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX — CRÉDIT 1803 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Opérations régionales de logement (Poste 2)	$
Traitements et salaires	8 397 281
Avantages sociaux	1 129 836
Transports et communications	1 173 711
Services	1 798 297
Fournitures et matériel	836 649
	13 335 774
Moins : Recouvrements d'autres activités	4 712 800
	8 622 974

Services techniques (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 349 635
Avantages sociaux	237 220
Transports et communications	101 903
Services	320 563
Fournitures et matériel	178 238
	2 187 559
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 145 600
	41 959

Services de soutien aux locataires (Poste 4)	
Traitements et salaires	248 835
Avantages sociaux	45 767
Transports et communications	22 926
Services	111 884
Fournitures et matériel	15 346
	444 758
Moins : Recouvrements d'autres activités	444 000
	758

Société de logement de l'Ontario (Poste 5)			
Paiements de transfert		$	$
Capital			
Part provinciale de la perte subie sur la réparation des logements		28 452 990	
Part provinciale des dépenses en capital dans le cadre du Programme de logement rural		4 862 997	
Fonctionnement			
Part provinciale du supplément aux :	$		
loyers commerciaux	21 879 737		
loyers parrainés par la communauté	7 348 975		
services de soutien aux personnes résidant dans des coopératives d'habitation	69 345	29 298 057	
Programme provincial de supplément au loyer		5 596 039	
Part provinciale de la perte subie sur les opérations menées pour fournir des logements familiaux et des logements pour personnes âgées		107 001 905	175 211 988
			175 211 988
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX			276 845 960

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1804				**PROGRAMME DE RÉVISION DES LOYERS**	
1	767 400	290 400	1 057 800	Administration du programme	954 446
2	871 700		871 700	Politique de révision des loyers	700 072
3	16 564 000		16 564 000	Services de révision des loyers	14 934 829
4	3 607 500	626 200	4 233 700	Enregistrement des loyers	3 311 417
5	6 803 800		6 803 800	Conseil de révision des loyers	4 243 508
	28 614 400*	916 600	29 531 000	TOTAL POUR LA RÉVISION DES LOYERS	24 144 272

Description du programme :

Ce programme a pour objectif de mettre en oeuvre la Loi sur la réglementation des loyers d'habitation en statuant sur les demandes de révision des loyers et les problèmes connexes soumis par les propriétaires et locataires; en conseillant le public à propos de toute question concernant les loyers; en faisant des recommandations au sujet de la révision des loyers; en administrant le registre des loyers et en établissant un mécanisme permettant l'examen des appels interjetés contre les décisions résultant de la révision des loyers. C'est également dans le cadre de ce programme que l'on examine et recommande les mesures à prendre au sujet des demandes et des exemptions réclamées aux termes de la Loi sur la protection des logements locatifs.

*Y compris les mandats spéciaux de 8 747 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE RÉVISION DES LOYERS — CRÉDIT 1804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	510 695
Avantages sociaux	46 328
Transports et communications	31 765
Services	209 438
Fournitures et matériel	156 220
	954 446

Politique de révision des loyers (Poste 2)	
Traitements et salaires	536 749
Avantages sociaux	63 430
Transports et communications	15 652
Services	64 509
Fournitures et matériel	19 732
	700 072

Services de révision des loyers (Poste 3)	
Traitements et salaires	9 143 063
Avantages sociaux	1 053 195
Transports et communications	1 626 710
Services	1 318 832
Fournitures et matériel	1 793 029
	14 934 829

Enregistrement des loyers (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 902 679
Avantages sociaux	156 621
Transports et communications	171 539
Services	944 259
Fournitures et matériel	136 319
	3 311 417

Conseil de révision des loyers (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 204 746
Avantages sociaux	253 551
Transports et communications	317 272
Services	671 485
Fournitures et matériel	796 454
	4 243 508

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE RÉVISION DES LOYERS	24 144 272

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Frais administratifs—logements sans but lucratif	7 160 679	883 787
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Aide à l'aménagement de logements sociaux	8 786 344	2 748 457
Programme de rénovation des logements de l'Ontario — municipalités	653 455	10 130 961
Remboursement — Programme d'aide au logement communautaire de l'Ontario	518 016	
Projet de conversion des locaux locatifs non résidentiels	512 696	185 500
Programme de rénovation des logements de l'Ontario — particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	222 947	229 279
Subventions et prêts d'encouragement	144 032	730 901
Projet pilote de remise en état des logements locatifs	120 501	162 420
Projet de conversion des locaux d'habitation locatifs	30 810	21 705
Autres	651 045	
	11 639 846	14 209 223
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	2 000	1 600
VENTES ET LOCATIONS		
Services de révision des loyers	37 212	18 336
Société foncière de l'Ontario		30 836 225
Autres	9 022	2 649
	46 234	30 857 210
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions aux acheteurs de logement	3 485	7 018
Autres	78 729	22 689
	82 214	29 707
DIVERS		
Paiement de Stelco au sujet d'Ear Falls		500 000
Conférence "Building Tomorrow"		203 466
Contributions au Code du bâtiment de l'Ontario		130 600
Autres	99 749	262 296
	99 749	1 096 362
TOTAL DES RECETTES	19 030 722	47 077 889

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Société de logement de l'Ontario	26 795	14 311
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	26 795	14 311

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 4-278

SOMMAIRE 4-277

ÉTAT DES RECETTES 4-280

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
3 775 855	Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	4 379 800	1 977 003
3 775 855	**Total pour l'Office des affaires autochtones**	4 379 800*	1 977 003
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 775 855	Total des dépenses	4 379 800	1 977 003

*Y compris les mandats spéciaux de 1 350 000 $.

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2501				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	4 379 800		4 379 800	Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	1 977 003
	4 379 800*		4 379 800	TOTAL POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	1 977 003

Description du programme :

La direction générale des affaires autochtones de l'Ontario fournit des services de soutien au procureur général dans l'exercice de ses fonctions de ministre délégué aux Affaires autochtones. La direction générale élabore les politiques relatives aux affaires autochtones en général et coordonne l'élaboration des politiques et programmes applicables aux ministères et aux organismes centraux.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 350 000 $.

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)		$
Traitements et salaires		728 902
Avantages sociaux		73 774
Transports et communications		120 907
Services		227 239
Fournitures et matériel		99 463
Paiements de transfert	$	
Soutien fourni dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	657 261	
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones	5 000	
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	30 069	
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/Grassy Narrows	6 888	
Subvention aux administrateurs du British Museum of Mankind	100 000	
Soutien aux négociations sur les ressources et sur l'environnement	36 000	
Subvention pour l'Exposition internationale sur la survie des autochtones	12 500	847 718
		2 098 003
Moins : Recouvrements d'autres ministères		121 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES		1 977 003

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 659	4 615
DIVERS	17 740	3 291
TOTAL DES RECETTES	19 399	7 906

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE 4-284

SOMMAIRE 4-283

ÉTAT DES RECETTES 4-286

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
7 960 890	Office de la condition féminine	17 942 800	17 096 153
7 960 890	**Total pour l'Office de la condition féminine**	17 942 800*	17 096 153
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 960 890	Total des dépenses	17 942 800	17 096 153

*Y compris les mandats spéciaux de 4 200 000 $.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE**	
1	17 495 800		17 495 800	Direction générale de la condition féminine	16 671 336
2	447 000		447 000	Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	424 817
	17 942 800*		17 942 800	TOTAL POUR L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	17 096 153

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario a pour fonction de promouvoir l'égalité économique, sociale et juridique des femmes de l'Ontario en établissant des rapports de coopération dans les secteurs public et privé. Elle joue le rôle de conseiller politique principal sur les questions touchant les femmes au sein du gouvernement de l'Ontario; coordonne les politiques du gouvernement provincial relatives à l'égalité des femmes en matière d'emploi, la parité salariale et la violence dans le contexte familial; donne des conseils au secteur des affaires, aux milieux syndicaux et gouvernementaux, aux organisations communautaires et à d'autres groupes sur l'élaboration et l'exécution de programmes, services et ressources visant à améliorer la condition de la femme; informe le public et le sensibilise aux questions intéressant les femmes.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine donne des conseils indépendants au gouvernement sur les questions intéressant les femmes.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 200 000 $.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE — CRÉDIT 3801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Direction générale de la condition féminine (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 645 350
Avantages sociaux	378 573
Transports et communications	512 246
Services	5 528 321
Fournitures et matériel	585 338
Paiements de transfert	
Subvention pour la fourniture de services et l'élaboration de programmes pour les femmes	5 111 401
	16 761 229
Moins : Recouvrements d'autres ministères	89 893
	16 671 336

Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine (Poste 2)	$
Traitements et salaires	141 433
Avantages sociaux	10 884
Transports et communications	89 165
Services	148 927
Fournitures et matériel	34 408
	424 817
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	17 096 153

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	$	$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	10 484	4 500
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 761	569
TOTAL DES RECETTES	14 245	5 069

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES 4-290

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-290

SOMMAIRE 4-289

ÉTAT DES RECETTES 4-292

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
3 067 594	Office des personnes âgées	4 716 825	4 654 513
3 067 594	**Total pour l'Office des personnes âgées**	4 716 825*	4 654 513
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 067 594	Total des dépenses	4 716 825	4 654 513

*Y compris les mandats spéciaux de 2 000 000 $.

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES**	
1	374 700	12 500	387 200	Bureau principal	353 395
2	3 452 100	106 000	3 558 100	Services de l'Office	3 556 375
3	751 200	6 500	757 700	Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	730 310
	4 578 000	125 000	4 703 000		4 640 080
L	13 825		13 825	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 433
	4 591 825*	125 000	4 716 825	TOTAL POUR L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES	4 654 513

Description du programme :

L'Office centralise les principales mesures prises par le gouvernement en faveur des personnes âgées. Il est notamment responsable de l'élaboration des politiques, de la conception de programmes, de la planification stratégique, de la diffusion de renseignements et de la mise sur pied d'activités promotionnelles à l'intention des personnes âgées.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 000 000 $.

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES — CRÉDIT 3201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	239 554
Avantages sociaux	23 187
Transports et communications	56 580
Services	17 649
Fournitures et matériel	16 425
	353 395
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	14 433
Services de l'Office (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 549 378
Avantages sociaux	152 051
Transports et communications	295 017
Services	739 739
Fournitures et matériel	462 049
Paiements de transfert	
Fonds d'accès aux installations	358 141
	3 556 375

Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or (Poste 3)	$
Traitements et salaires	117 219
Avantages sociaux	12 787
Transports et communications	313 728
Services	64 721
Fournitures et matériel	221 855
	730 310
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES	4 654 513

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	333	
TOTAL DES RECETTES	333	

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES 4-296

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-296

SOMMAIRE 4-295

ÉTAT DES RECETTES 4-298

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMME	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
4 750 570	Office des personnes handicapées	5 892 825	5 854 661
4 750 570	**Total pour l'Office des personnes handicapées**	5 892 825*	5 854 661
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 750 570	Total des dépenses	5 892 825	5 854 661

*Y compris les mandats spéciaux de 1 900 000 $.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES**	
1	400 800	60 000	460 800	Bureau principal	459 026
2	4 905 100	286 000	5 191 100	Politique et initiatives communautaires	5 171 136
3	213 100	14 000	227 100	Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées	210 066
	5 519 000	360 000	5 879 000		5 840 228
L	13 825		13 825	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 433
	5 532 825*	360 000	5 892 825	TOTAL POUR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES	5 854 661

Description du programme :

L'Office des personnes handicappées a pour responsabilité de faire valoir le point de vue de ces personnes lors de l'élaboration des politiques et de la prise des décisions. Il assure également le fonctionnement d'un service central d'information sur les activités et programmes gouvernementaux destinés aux consommateurs handicapés et aux organisations chargées de les représenter, et élabore des initiatives visant à mieux renseigner le public sur les aptitudes et les besoins des personnes handicapées. L'Office assure en outre la liaison avec la collectivité par l'entremise du Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées et d'autres groupes chargés de les représenter. Le Conseil fournit au ministre les avis dont celui-ci peut avoir besoin.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 900 000 $.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES — CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	299 310
Avantages sociaux	25 978
Transports et communications	56 096
Services	19 925
Fournitures et matériel	57 717
	459 026
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	14 433
Politique et initiatives communautaires (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 111 186
Avantages sociaux	121 309
Transports et communications	130 354
Services	658 852
Fournitures et matériel	455 826
Paiements de transfert	$
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées	847 073
Subvention versée au Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques	200 000
Fonds du registre du logement	155 000
Fonds d'accès aux installations	1 539 105
	2 741 178
	5 218 705
Moins: Recouvrements d'autres ministères	47 569
	5 171 136

Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées (Poste 3)	$
Traitements et salaires	100 919
Avantages sociaux	12 109
Transports et communications	35 945
Services	34 382
Fournitures et matériel	26 711
	210 066
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES	5 854 661

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988	1987
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	175	
TOTAL DES RECETTES	175	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- AVOCAT DE LA COURONNE 4-302
- SERVICES ADMINISTRATIFS 4-304
- SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR 4-306
- SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE 4-308
- SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF 4-310
- ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX 4-312
- TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS 4-314
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-302, 4-308, 4-312
- SOMMAIRE 4-301

ÉTAT DES RECETTES 4-316

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
5 886 425	Avocat de la Couronne	8 198 138	7 689 214
89 998 642	Services administratifs	109 902 900	109 662 339
13 142 852	Services du tuteur et du curateur	14 598 900	14 505 222
40 216 536	Services juridiques de la Couronne	49 192 800	49 331 193
2 202 155	Services du conseiller législatif	2 663 900	2 534 138
160 086 848	Administration des tribunaux	184 524 600	180 379 016
15 779 415	Tribunaux administratifs	18 027 100	17 847 389
327 312 873	**Total du ministère**	387 108 338*	381 948 511
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
327 312 873	Total des dépenses	387 108 338	381 948 511

*Y compris les mandats spéciaux de 99 300 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE**	
1	948 600		948 600	Procureur général	915 698
2	751 000	314 000	1 065 000	Sous-procureur général	1 055 831
3	2 323 400		2 323 400	Élaboration des politiques	2 094 178
4	1 215 300	45 000	1 260 300	Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	1 179 038
5	1 319 800	301 900	1 621 700	Commissions royales	1 538 303
6	943 100		943 100	Programme de lutte contre l'ivresse au volant	868 543
	7 501 200	660 900	8 162 100		7 651 591
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
	7 537 238*	660 900	8 198 138	TOTAL POUR L'AVOCAT DE LA COURONNE	7 689 214

Description du programme :

Ce programme assure l'orientation et le contrôle de l'administration de la justice en Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 079 500 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE — CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Procureur général (Poste 1)	$
Traitements et salaires	651 695
Avantages sociaux	46 271
Transports et communications	38 232
Services	86 186
Fournitures et matériel	93 314
	915 698
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 880
Sous-procureur général (Poste 2)	
Traitements et salaires	432 000
Avantages sociaux	117 634
Transports et communications	73 486
Services	253 456
Fournitures et matériel	89 255
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario	90 000
	1 055 831
Élaboration des politiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 420 533
Avantages sociaux	184 912
Transports et communications	50 663
Services	160 113
Fournitures et matériel	156 629
Paiements de transfert	
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes	100 000
Autres opérations	
Fonds de promotion des relations raciales	21 328
	2 094 178

Recherche juridique (Poste 4) (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	$
Traitements et salaires	717 136
Avantages sociaux	100 055
Transports et communications	15 699
Services	245 046
Fournitures et matériel	101 102
	1 179 038
Commissions royales (Poste 5)	
Traitements et salaires	233 531
Avantages sociaux	8 307
Transports et communications	53 313
Services	1 164 737
Fournitures et matériel	78 415
	1 538 303
Programme de lutte contre l'ivresse au volant (Poste 6)	
Traitements et salaires	300 224
Avantages sociaux	30 056
Transports et communications	60 917
Services	192 205
Fournitures et matériel	172 988
Paiements de transfert	
Arrive Alive 87	112 153
	868 543
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE	7 689 214

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS**	
1	89 213 300		89 213 300	Bureau principal	89 157 674
2	3 301 400	180 000	3 481 400	Services financiers	3 431 360
3	875 100	300 000	1 175 100	Fournitures et services de bureau	1 174 562
4	1 894 400	110 000	2 004 400	Services du personnel	2 002 167
5	2 067 000		2 067 000	Services d'information	1 955 431
6	1 159 400		1 159 400	Services de vérification	1 147 099
7	9 269 400	1 532 900	10 802 300	Services de développement des systèmes	10 794 046
	107 780 000*	2 122 900	109 902 900	TOTAL POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS	109 662 339

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs et financiers nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère, ainsi que la contribution provinciale au Régime d'aide juridique de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 27 316 800 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		665 448
Avantages sociaux		108 174
Transports et communications		32 288
Services		250 183
Fournitures et matériel		199 384
Paiements de transfert		
Contribution au Fonds d'aide juridique	88 150 600	
Subventions — Conseil canadien d'information juridique	50 000	
Bourse du procureur général pour le perfectionnement des juristes	12 181	
Bourse du procureur général pour le programme de common law en français	750	
Subventions pour projets spéciaux	5 000	88 218 531
		89 474 008
Moins : Recouvrements d'autres ministères		316 334
		89 157 674

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 626 877
Avantages sociaux	419 544
Transports et communications	12 649
Services	178 371
Fournitures et matériel	192 359
Paiements de transfert	
Allocations pour circonstances exceptionnelles	1 560
	3 431 360

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	783 629
Avantages sociaux	130 317
Transports et communications	194 344
Services	207 703
Fournitures et matériel	233 983
	1 549 976
Moins : Recouvrements d'autres activités	375 414
	1 174 562

Services du personnel (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 630 327
Avantages sociaux	194 356
Transports et communications	49 670
Services	52 716
Fournitures et matériel	75 098
	2 002 167

Services d'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	260 322
Avantages sociaux	27 214
Transports et communications	47 800
Services	1 488 439
Fournitures et matériel	131 656
	1 955 431

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	896 403
Avantages sociaux	138 378
Transports et communications	70 150
Services	15 693
Fournitures et matériel	26 475
	1 147 099

Services de développement des systèmes (Poste 7)	
Traitements et salaires	3 141 541
Avantages sociaux	391 979
Transports et communications	3 391 713
Services	2 729 541
Fournitures et matériel	1 139 272
	10 794 046

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS	109 662 339

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR**	
1	6 538 400	860 000	7 398 400	Tuteur public	7 348 056
2	6 185 600	570 000	6 755 600	Curateur public	6 715 658
3	383 300	61 600	444 900	Comptable de la Cour suprême	441 508
	13 107 300*	1 491 600	14 598 900	TOTAL POUR LES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR	14 505 222

Description du programme :

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes frappées d'incapacité mentale, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, ainsi que la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 3 755 800 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR — CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Tuteur public (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 730 599
Avantages sociaux	348 868
Transports et communications	96 987
Services	4 044 831
Fournitures et matériel	126 771
	7 348 056

Curateur public (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 810 406
Avantages sociaux	618 540
Transports et communications	127 650
Services	844 029
Fournitures et matériel	315 033
	6 715 658

Comptable de la Cour suprême (Poste 3)	$
Traitements et salaires	272 721
Avantages sociaux	41 355
Transports et communications	4 659
Services	82 435
Fournitures et matériel	40 338
	441 508

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR	14 505 222

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
304				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE**	
1	39 023 400	3 975 000	42 998 400	Division du droit criminel	42 948 568
2	5 684 800	210 000	5 894 800	Division du droit civil	5 833 579
3	297 600		297 600	Services juridiques fournis à d'autres ministères	294 623
	45 005 800	4 185 000	49 190 800		49 076 770
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	194 585
L	1 000		1 000	Loi sur les instances introduites contre la Couronne	59 838
	45 007 800*	4 185 000	49 192 800	TOTAL POUR LES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE	49 331 193

Description du programme :

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les tribunaux de la province et fournit des services juridiques au gouvernement et à ses organismes.

*Y compris les mandats spéciaux de 12 215 600 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE — CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Division du droit criminel (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		26 154 218
Avantages sociaux		3 600 563
Transports et communications		1 620 246
Services		10 158 041
Fournitures et matériel		1 383 500
Paiements de transfert		
Association des procureurs de la Couronne	2 000	
Réunion de l'Association du Barreau canadien	30 000	32 000
		42 948 568
Crédits législatifs		
Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie		194 585
Division du droit civil (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 484 510
Avantages sociaux		619 172
Transports et communications		154 593
Services		719 176
Fournitures et matériel		274 892
		6 252 343
Moins : Recouvrements d'autres ministères		418 764
		5 833 579

Crédits législatifs	$	$
Loi sur les instances introduites contre la Couronne		59 838
Services juridiques fournis à d'autres ministères (Poste 3)		
Traitements et salaires		12 989 797
Avantages sociaux		1 904 736
Transports et communications		3 846
Services		563 010
Fournitures et matériel		28 347
		15 489 736
Moins : Recouvrements d'autres ministères au titre de services juridiques fournis par le ministère (après déduction de remboursements excédentaires de 122 531 $ transférés au compte des recettes)		15 195 113
		294 623
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE		49 331 193

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF**	
1	2 663 900		2 663 900	Services du conseiller législatif	2 534 138
	2 663 900*		2 663 900	TOTAL POUR LES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	2 534 138

Description du programme :

Ce programme fournit des services législatifs aux ministres de la Couronne, aux députés de l'Assemblée législative, aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'aux particuliers qui soumettent des projets de loi d'intérêt privé. Ce programme fournit également des services de rédaction de textes de projets de loi et de règlements, assure la préparation des registres des lois publiés chaque année, et permet de tenir un registre des règlements de l'Ontario et de les publier.

*Y compris les mandats spéciaux de 763 300 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF — CRÉDIT 305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services du conseiller législatif (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 611 009
Avantages sociaux	290 173
Transports et communications	26 195
Services	356 023
Fournitures et matériel	250 738
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	2 534 138

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX**	
1	6 421 000	337 000	6 758 000	Administration du programme	6 630 206
2	11 161 300	1 550 000	12 711 300	Cour suprême de l'Ontario	12 536 801
3	45 104 900	3 494 300	48 599 200	Cours de district	47 856 685
4	5 132 800	265 000	5 397 800	Cours provinciales (Division civile)	5 391 399
5	87 346 200	9 260 600	96 606 800	Cours provinciales (Division criminelle et division de la famille)	96 295 902
6	13 747 500		13 747 500	Exécution des ordonnances alimentaires et de garde aux enfants	10 957 227
	168 913 700	14 906 900	183 820 600		179 668 220
L	211 500		211 500	Allocations aux juges de la Cour suprême, Loi sur les services extrajudiciaires	220 878
L	492 500		492 500	Allocations aux juges, Loi sur les services extrajudiciaires	489 918
	169 617 700*	14 906 900	184 524 600	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	180 379 016

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs dont ont besoin les cours civiles et criminelles de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 48 457 300 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX — CRÉDIT 306

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 622 963
Avantages sociaux		229 258
Transports et communications		155 456
Services		1 886 040
Fournitures et matériel		843 947
Acquisition/construction de biens immobiliers		999 996
Paiements de transfert		
Programme des travailleurs judiciaires autochtones		892 546
		6 630 206

Cour suprême de l'Ontario (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		8 301 919
Avantages sociaux		1 300 892
Transports et communications		509 814
Services		1 893 733
Fournitures et matériel		517 143
Paiements de transfert		
Bibliothèque des juges	10 000	
Juge en chef de l'Ontario — Conférences et colloques	3 300	13 300
		12 536 801

Crédits législatifs	$
Allocations aux juges de la Cour suprême	220 878

Cours de district (Poste 3)	$
Traitements et salaires	31 000 160
Avantages sociaux	3 877 845
Transports et communications	1 680 174
Services	8 656 248
Fournitures et matériel	2 587 503
Paiements de transfert	
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 600
Autres opérations	
Transaction	45 155
	47 856 685

Crédits législatifs	$
Allocations aux juges	489 918

Cours provinciales (Division civile) (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		1 669 155
Avantages sociaux		285 001
Transports et communications		131 822
Services		3 013 859
Fournitures et matériel		291 562
		5 391 399

Cours provinciales (Division criminelle et division de la famille) (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		56 321 683
Avantages sociaux		10 187 763
Transports et communications		3 623 032
Services		21 055 666
Fournitures et matériel		4 998 848
Paiements de transfert		
Association des juges de paix	750	
Subvention — Service d'orientation des familles de Frontenac	108 160	108 910
		96 295 902

Exécution des ordonnances alimentaires et de garde aux enfants (Poste 6)	$
Traitements et salaires	4 674 010
Avantages sociaux	508 174
Transports et communications	964 077
Services	2 437 781
Fournitures et matériel	2 373 185
	10 957 227

	$
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	180 379 016

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
307				**PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS**	
1	3 970 500	180 000	4 150 500	Commission de révision de l'évaluation foncière	4 092 672
2	148 600		148 600	Commission de négociation	107 199
3	5 709 300	1 815 700	7 525 000	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	7 517 828
4	5 031 500		5 031 500	Commission des affaires municipales de l'Ontario	4 996 024
5	1 171 500		1 171 500	Bureau du commissaire aux plaintes du public	1 133 666
	16 031 400*	1 995 700	18 027 100	TOTAL POUR LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	17 847 389

Description du programme :

Ce programme assure le fonctionnement des tribunaux administratifs prévus par la loi et relevant du procureur général.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 711 700 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 307

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission de révision de l'évaluation foncière (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 078 880
Avantages sociaux	288 794
Transports et communications	551 617
Services	1 038 065
Fournitures et matériel	135 316
	4 092 672

Commission de négociation (Poste 2)	
Traitements et salaires	76 710
Avantages sociaux	11 280
Transports et communications	9 811
Services	8 942
Fournitures et matériel	456
	107 199

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Traitements et salaires	929 252
Avantages sociaux	126 665
Transports et communications	121 746
Services	198 066
Fournitures et matériel	144 371
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	5 997 728
	7 517 828

Commission des affaires municipales de l'Ontario (Poste 4)	$
Traitements et salaires	3 738 898
Avantages sociaux	459 030
Transports et communications	408 993
Services	272 631
Fournitures et matériel	106 472
Paiements de transfert	
Subvention au titre des rapports de la Commission des affaires municipales de l'Ontario	10 000
	4 996 024

Bureau du commissaire aux plaintes du public (Poste 5)	
Traitements et salaires	861 372
Avantages sociaux	132 954
Transports et communications	22 289
Services	84 912
Fournitures et matériel	32 139
	1 133 666

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	17 847 389

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Aide juridique — Criminel	19 604 448	16 215 760
— Civil	14 434 845	8 882 903
— Loi sur les jeunes contrevenants	2 030 072	1 932 159
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	906 620	
Travailleurs judiciaires autochtones	479 444	608 266
Programme Échanges Canada	158 408	156 755
Services en français	139 890	488 116
Autres	270 630	199 367
	38 024 357	28 483 326
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Curateur public	6 628 525	5 407 329
Communauté urbaine de Toronto (contraventions)	1 331 475	1 272 107
Comptable, Cour suprême de l'Ontario	429 871	299 366
Tuteur public	232 588	305 735
Communauté urbaine de Toronto (projet de la police de la communauté urbaine de Toronto en matière de griefs)		590 100
Prêts de services de fonctionnaires — Réseau hydro-électrique de Toronto		71 313
Autres	33 448	19 739
	8 655 907	7 965 689
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Régistraires suppléants	20 939 087	18 836 751
Régistraires	17 109 993	14 684 721
Shérifs	11 753 373	9 831 469
Commission des affaires municipales de l'Ontario	913 061	835 404
Cour unifiée de la famille	345 453	316 353
Tuteur public	160 406	1 520 657
Cours provinciales (Division civile) — greffiers et huissiers	101 802	117 347
Autres	10 065	897
	51 333 240	46 143 599
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Cours provinciales		
Division criminelle	99 255 835	89 355 410
Division de la famille	83 007	78 428
Cours de comté et de district	976 283	725 671
Établissement de copies authentiques de cautionnements	258 690	232 473
Cour suprême de l'Ontario	89 530	31 000
Cautionnements non réclamés et restitutions	75 679	128 825
Autres	9 415	5 968
	100 748 439	90 557 775
VENTES ET LOCATIONS		
Photocopies	107 012	98 119
Transcriptions	10 304	9 434
Autres	21 973	33 603
	139 289	141 156
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	88 124	45 607

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
DIVERS		
Curateur public — biens en déshérence	1 250 380	1 784 013
Intérêts	283 069	304 133
Chèques en circulation et montants non réclamés	224 845	259 383
Dépenses adjugées par les tribunaux	211 976	271 567
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	59 569	67 503
Recouvrements d'imputations compensatoires excédentaires au titre de services juridiques fournis à d'autres ministères	122 531	
Autres	1 138 278	104 994
	3 290 648	2 791 593
TOTAL DES RECETTES	202 280 004	176 128 745

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-322
- RECETTES ET SUBVENTIONS FISCALES 4-324
- ÉVALUATION FONCIÈRE 4-326
- CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO 4-328
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-322, 4-324, 4-328
- SOMMAIRE 4-321

ÉTAT DES RECETTES 4-330

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-331

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
21 689 477	Administration du ministère	27 648 806	26 886 055
584 174 278	Recettes et subventions fiscales	678 156 900	652 748 787
88 538 401	Évaluation foncière	96 833 500	96 212 224
8 555 068	Caisse d'épargne de l'Ontario	8 044 000	10 217 023
702 957 224	**Total du ministère**	810 683 206*	786 064 089
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
702 838 291	Total des dépenses	810 683 206	785 952 391
118 933	Total des comptes créés à des fins spéciales		111 698
702 957 224		810 683 206	786 064 089

*Y compris les mandats spéciaux de 357 600 000 $.

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	788 100	349 000	1 137 100	Bureau principal	1 136 040
2	845 100	2 100	847 200	Services juridiques	846 257
3	1 245 900		1 245 900	Services de vérification	1 185 080
4	936 800	69 900	1 006 700	Analyse et planification	992 061
5	2 231 800	2 900	2 234 700	Services financiers	2 223 387
6	1 966 100	198 700	2 164 800	Fournitures et services de bureau	2 147 451
7	2 113 800	207 700	2 321 500	Services du personnel	2 310 345
8	641 500	232 300	873 800	Services de communications	847 821
9	2 361 100		2 361 100	Gestion des installations	1 733 051
10	9 169 700	4 277 800	13 447 500	Services de développement des systèmes	13 443 364
	22 299 900	5 340 400	27 640 300		26 864 857
L				Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 529
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	6 669
	22 308 406*	5 340 400	27 648 806	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	26 886 055

Description du programme :

Ce programme administratif, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre du Revenu, regroupe les fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier nécessaires pour assurer l'orientation et la gestion générale des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux directives législatives du gouvernement de l'Ontario. Il offre des services techniques et professionnels à l'appui des programmes opérationnels afin de réaliser les économies d'échelle inhérentes à la centralisation et à la normalisation du contrôle de gestion.

*Y compris les mandats spéciaux de 13 324 000 $.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	624 695
Avantages sociaux	127 228
Transports et communications	79 430
Services	137 821
Fournitures et matériel	166 866
	1 136 040
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	14 529
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	6 669
Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 406
Transports et communications	26 999
Services	753 498
Fournitures et matériel	64 354
	846 257
Services de vérification (Poste 3)	
Traitements et salaires	953 653
Avantages sociaux	127 328
Transports et communications	32 390
Services	22 808
Fournitures et matériel	48 901
	1 185 080
Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	760 552
Avantages sociaux	90 257
Transports et communications	14 663
Services	30 108
Fournitures et matériel	96 481
	992 061
Services financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 202 081
Avantages sociaux	172 819
Transports et communications	40 133
Services	759 293
Fournitures et matériel	49 061
	2 223 387

Fournitures et services de bureau (Poste 6)	$
Traitements et salaires	1 432 233
Avantages sociaux	196 958
Transports et communications	271 063
Services	121 756
Fournitures et matériel	125 441
	2 147 451
Services du personnel (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 602 333
Avantages sociaux	244 799
Transports et communications	32 398
Services	344 914
Fournitures et matériel	85 901
	2 310 345
Services de communications (Poste 8)	
Traitements et salaires	522 492
Avantages sociaux	56 800
Transports et communications	41 624
Services	102 325
Fournitures et matériel	124 580
	847 821
Gestion des installations (Poste 9)	
Traitements et salaires	354 086
Avantages sociaux	49 506
Transports et communications	892 172
Services	279 083
Fournitures et matériel	158 204
	1 733 051
Services de développement des systèmes (Poste 10)	
Traitements et salaires	5 334 384
Avantages sociaux	670 450
Transports et communications	1 154 104
Services	15 294 130
Fournitures et matériel	1 535 823
	23 988 891
Moins : Recouvrements d'autres activités	10 545 527
	13 443 364
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	26 886 055

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3102				**PROGRAMME DE RECETTES ET DE SUBVENTIONS FISCALES**	
1	622 800	236 100	858 900	Administration du programme	814 047
2	2 467 200		2 467 200	Appels en matière fiscale	2 426 307
3	2 488 000	111 800	2 599 800	Enquêtes spéciales	2 580 668
4	3 127 700		3 127 700	Recherche sur les recettes et les applications	1 894 695
5	2 921 800	223 800	3 145 600	Services aux contribuables	3 144 826
6	5 077 000	154 700	5 231 700	Centre de données fiscales	5 175 683
7	19 359 400	934 400	20 293 800	Imposition des compagnies et autres taxes	20 271 181
8	39 963 600		39 963 600	Taxe sur les carburants et autres taxes	20 163 731
9	24 293 800	2 499 700	26 793 500	Taxe de vente au détail et autres taxes	26 786 422
10	573 675 100		573 675 100	Revenu annuel garanti et subventions fiscales	569 379 529
	673 996 400	4 160 500	678 156 900		652 637 089
L				Comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	111 698
	673 996 400*	4 160 500	678 156 900	TOTAL POUR LES RECETTES ET SUBVENTIONS FISCALES	652 748 787

Description du programme :

Les aspects de ce programme qui concernent les recettes fiscales visent à préserver l'intégrité des systèmes d'autocotisation de l'Ontario qui alimentent le Fonds consolidé du revenu. Des services d'information et d'assistance aux contribuables, ainsi que la déréglementation, favorisent le civisme fiscal, tandis que les vérifications et les enquêtes contribuent à la lutte contre les abus et la fraude fiscale. Le programme comprend l'administration des lois fiscales suivantes: Loi sur l'imposition des compagnies, Loi de l'impôt sur le revenu, Loi de la taxe sur l'essence, Loi de la taxe sur le tabac, Loi de la taxe sur les carburants, Loi sur les droits de succession, Loi sur les droits de mutation immobilière, Loi sur l'impôt foncier provincial, Loi sur la taxe de vente au détail et Loi de la taxe sur le pari mutuel.

Le programme assure le versement de suppléments de revenu aux personnes agées dans le cadre du régime de garantie du revenu, tandis que certains retraités sont admissibles à la ristourne de la taxe de vente et de l'impôt foncier. En outre, des subventions à l'expansion des petites entreprises sont accordées en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises. Des subventions sont aussi accordées dans le cadre du Régime d'actionnariat des salariés, afin d'encourager les salariés des petites et moyennes entreprises à acheter des actions ordinaires nouvellement émises par leur employeur.

Le programme fournit également des services d'information et certaines modalités administratives du système de crédits d'impôt concernant l'impôt foncier, ainsi que des crédits d'impôt au titre de la taxe de vente pour les contribuables à faibles revenus âgés de moins de 65 ans, afin de tenir compte de la capacité contributive des individus; il accorde aux contribuables admissibles des abattements au titre de leur contribution au financement des formations politiques, afin de favoriser la participation à la vie politique.

*Y compris les mandats spéciaux de 311 670 200 $.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES ET DE SUBVENTIONS FISCALES — CRÉDIT 3102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	553 815
Avantages sociaux	93 184
Transports et communications	34 866
Services	47 212
Fournitures et matériel	84 970
	814 047

Appels en matière fiscale (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 844 774
Avantages sociaux	269 019
Transports et communications	14 844
Services	173 555
Fournitures et matériel	124 115
	2 426 307

Enquêtes spéciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 038 061
Avantages sociaux	273 639
Transports et communications	136 112
Services	49 786
Fournitures et matériel	83 070
	2 580 668

Recherche sur les recettes et les applications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 074 426
Avantages sociaux	155 950
Transports et communications	20 159
Services	533 074
Fournitures et matériel	111 086
	1 894 695

Services aux contribuables (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 148 522
Avantages sociaux	293 318
Transports et communications	283 037
Services	292 341
Fournitures et matériel	127 608
	3 144 826

Centre de données fiscales (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 874 175
Avantages sociaux	532 885
Transports et communications	70 112
Services	508 879
Fournitures et matériel	189 632
	5 175 683

Imposition des compagnies et autres taxes (Poste 7)	$	$
Traitements et salaires		13 230 637
Avantages sociaux		2 204 731
Transports et communications		1 397 910
Services		2 076 910
Fournitures et matériel		1 360 993
		20 271 181

Taxe sur les carburants et autres taxes (Poste 8)		
Traitements et salaires		6 104 383
Avantages sociaux		1 123 143
Transports et communications		435 801
Services		751 695
Fournitures et matériel		980 733
Paiements de transfert		
Subventions en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises		10 767 976
		20 163 731

Crédits législatifs		
Comptes créés à des fins spéciales		
Prélèvement de la régie locale des services publics		111 698

Taxe de vente au détail et autres taxes (Poste 9)		
Traitements et salaires		16 852 812
Avantages sociaux		2 619 585
Transports et communications		3 377 645
Services		2 121 824
Fournitures et matériel		1 814 556
		26 786 422

Revenu annuel garanti et subventions fiscales (Poste 10)		
Traitements et salaires		5 730 962
Avantages sociaux		815 868
Transports et communications		662 497
Services		1 184 023
Fournitures et matériel		398 215
Paiements de transfert	$	
Système de revenu annuel garanti	119 446 717	
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario	441 141 247	560 587 964
		569 379 529
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE RECETTES ET DE SUBVENTIONS FISCALES		652 748 787

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3103				**PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE**	
1	295 500	9 400	304 900	Administration du programme	303 811
2	1 100 500		1 100 500	Politiques et priorités	939 097
3	822 200		822 200	Services d'évaluation	617 589
4	82 808 600	6 921 300	89 729 900	Travaux d'évaluation sur le terrain	89 503 533
5	2 372 600	118 100	2 490 700	Biens fonciers de type spécial	2 469 734
6	1 900 400	484 900	2 385 300	Services informatiques et développement des systèmes	2 378 460
	89 299 800*	7 533 700	96 833 500	TOTAL POUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE	96 212 224

Description du programme :

Ce programme vise à déterminer la valeur d'imposition de tous les biens fonciers et immobiliers et à établir les rôles fiscaux utilisés par les collectivités locales. Lorsque la base d'évaluation a changé depuis la dernière notification, un avis de cotisation est remis au redevable pour confirmer la nouvelle valeur d'imposition du bien ainsi que la fraction de la cotisation qui est destinée au financement des écoles. Le programme prévoit une base équitable de cotisation pour la répartition des contributions et subventions provinciales aux municipalités et aux conseils scolaires et pour le recouvrement de l'impôt foncier provincial. Lorsque des élections municipales doivent se tenir en cours d'année, le programme procède à un recensement municipal afin de faciliter l'établissement des listes électorales primaires et des données censitaires municipales.

*Y compris les mandats spéciaux de 32 605 800 $.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE — CRÉDIT 3103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	196 665
Avantages sociaux	39 880
Transports et communications	10 274
Services	20 789
Fournitures et matériel	11 203
Paiements de transfert	
Subvention à l'Institut des évaluateurs municipaux	25 000
	303 811

Politiques et priorités (Poste 2)	
Traitements et salaires	671 565
Avantages sociaux	86 031
Transports et communications	28 202
Services	112 101
Fournitures et matériel	41 198
	939 097

Services d'évaluation (Poste 3)	
Traitements et salaires	472 415
Avantages sociaux	59 203
Transports et communications	43 353
Services	26 215
Fournitures et matériel	16 403
	617 589

Travaux d'évaluation sur le terrain (Poste 4)	$
Traitements et salaires	65 267 009
Avantages sociaux	10 528 763
Transports et communications	5 479 016
Services	5 783 929
Fournitures et matériel	2 548 979
	89 607 696
Moins : Recouvrements d'autres ministères	104 163
	89 503 533

Biens fonciers de type spécial (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 785 340
Avantages sociaux	292 853
Transports et communications	302 148
Services	42 986
Fournitures et matériel	46 407
	2 469 734

Services informatiques et développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	792 687
Avantages sociaux	97 809
Transports et communications	25 800
Services	1 381 505
Fournitures et matériel	80 659
	2 378 460

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE	96 212 224

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO**	
				(Loi sur les emprunts publics par voie de dépôts)	
L	8 044 000		8 044 000	Administration	10 217 023
	8 044 000		8 044 000	TOTAL POUR LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ...	10 217 023

Description du programme :

La Caisse d'épargne de l'Ontario exploite 21 agences. Elle accepte les dépôts des épargnants dans des comptes rémunérés sur lesquels les déposants peuvent effectuer des tirages par chèque. Les liquidités excédant la couverture obligatoire des agences sont déposées auprès du Fonds consolidé du revenu et offrent une source économique de financement à long terme au trésorier de l'Ontario.

Cette affectation réglementaire fournit des crédits de fonctionnement aux 21 agences à valoir sur les sommes que la Caisse doit leur rembourser.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO — DÉPENSES PRÉVUES PAR LA LOI

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration (Dépenses prévues par la loi)	$
Traitements et salaires	5 281 921
Avantages sociaux	744 598
Transports et communications	322 880
Services	3 548 286
Fournitures et matériel	319 338
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	10 217 023

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
RECETTES FISCALES		
Gouvernement du Canada		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers*	9 859 134 894	8 617 857 426
Quote-part de la taxe spéciale de 15% sur le revenu de 1971 non réparti disponible		77 310
Quote-part de l'impôt sur le revenu des sociétés privées exploitant des services publics	89 903 239	13 511 886
Taxe de vente au détail	6 305 045 583	5 604 369 443
Impôt des sociétés	3 599 754 250	3 205 051 835
Taxe sur l'essence	1 035 011 783	988 800 093
Taxe sur le tabac	638 633 611	611 108 451
Droits de mutation immobilière	471 210 595	353 447 476
Taxe sur les carburants	290 867 775	265 518 543
Taxe sur le pari mutuel	75 001 452	70 571 547
Impôt sur les bénéfices miniers	13 285 434	120 664 386
Impôt foncier provincial	5 414 610	5 395 850
Droits de succession	4 267 759	5 316 783
Taxe sur les carburants pour véhicules automobiles	37 154	73 824
Impôt sur les dons		2 397
Taxe sur la spéculation foncière	(33 855)	144 308
	22 387 534 284	19 861 911 558
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de la taxe de vente au détail	89 523 003	93 129 596
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Caisse d'épargne de l'Ontario — remboursement d'avances pour frais d'exploitation	10 217 023	8 555 067
Autres	90 078	124 173
	10 307 101	8 679 240
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	6 764	7 250
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de tabac confisqué		564 878
Autres	127 912	103 107
	127 912	667 985
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Compagnies pour l'expansion des petites entreprises	1 886 808	1 575 878
Système de revenu annuel garanti	442 672	412 204
Subventions au titre de l'impôt foncier de l'Ontario	180 540	201 791
Subventions au titre de la taxe de vente de l'Ontario	102 000	162 878
Autres	22 651	45 825
	2 634 671	2 398 576
DIVERS		
Recettes non réclamées provenant d'impôts des compagnies	19 880	16 125
Autres	19 547	21 555
	39 427	37 680
TOTAL DES RECETTES	22 490 173 162	19 966 831 885

*Déduction faite de 277 212 266 $ et de 272 153 071 $ pour 1988 et 1987, respectivement, au titre des crédits d'impôt de l'Ontario. Un montant de 2 787 734 $ (1987 — 2 846 929 $) au titre de frais d'administration réclamés par le gouvernement du Canada a également été soustrait de la somme reçue en 1988.

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Cotisation des régies locales des services publics	111 698	98 359
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Taxe de vente au détail	28 020	11 574
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	139 718	109 933

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-336

TERRES ET EAUX 4-340

LOISIRS DE PLEIN AIR 4-342

PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES 4-346

EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES 4-348

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-336, 4-340, 4-346

SOMMAIRE 4-335

ÉTAT DES RECETTES 4-350

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-351

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
67 310 896	Administration du ministère	74 674 938	74 463 597
160 169 818	Terres et eaux	175 114 100	173 348 012
100 322 946	Loisirs de plein air	106 769 800	106 767 154
195 223 784	Produits tirés des ressources	200 375 200	192 295 594
7 233 986	Expérience dans le domaine des ressources	7 203 500	7 165 490
530 261 430	**Total du ministère**	564 137 538*	554 039 847
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
529 237 281	Total des dépenses	562 587 538	552 425 157
	Total des prêts, avances et dotations en capital	100 000	150 000
1 024 149	Total des comptes créés à des fins spéciales	1 450 000	1 464 690
530 261 430		564 137 538	554 039 847

*Y compris les mandats spéciaux de 159 000 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	4 690 300	247 600	4 937 900	Bureau principal	4 929 956
2	6 583 600	502 900	7 086 500	Services financiers	7 084 901
3	5 725 200		5 725 200	Fournitures et services de bureau	5 689 399
4	3 779 400	917 800	4 697 200	Services du personnel	4 696 920
5	4 304 100		4 304 100	Services d'information	4 270 257
6	2 442 700		2 442 700	Services de développement des systèmes	2 379 349
7	1 348 800		1 348 800	Services juridiques	1 294 016
8	959 500	82 900	1 042 400	Services de vérification	1 027 988
9	34 967 100	8 037 000	43 004 100	Administration des régions	43 001 888
	64 800 700	9 788 200	74 588 900		74 374 674
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
L	50 000		50 000	Comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	51 300
	64 886 738*	9 788 200	74 674 938	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	74 463 597

Description du programme :

Ce programme vise à faciliter la réalisation des buts et objectifs du ministère par l'élaboration et l'évaluation de systèmes et la prestation de services de gestion.

Il comprend un financement destiné à l'administration générale du ministère et aux services de soutien administratif.

*Y compris les mandats spéciaux de 19 910 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 214 017
Avantages sociaux	618 589
Transports et communications	388 415
Services	440 477
Fournitures et matériel	268 458
	4 929 956
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 880
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 022 238
Avantages sociaux	452 486
Transports et communications	2 009 252
Services	753 183
Fournitures et matériel	268 822
Paiements de transfert	
Subvention pour le programme de recherche sur les ressources renouvelables de l'Ontario	650 110
	7 156 091
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	71 190
	7 084 901
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Dépôts de garantie en vertu de contrats	51 300
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 298 648
Avantages sociaux	331 905
Transports et communications	490 092
Services	1 492 786
Fournitures et matériel	1 282 361
	5 895 792
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	206 393
	5 689 399

Services du personnel (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 752 557
Avantages sociaux	2 525 122
Transports et communications	120 017
Services	156 477
Fournitures et matériel	151 606
	4 705 779
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	8 859
	4 696 920
Services d'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 480 009
Avantages sociaux	322 418
Transports et communications	228 339
Services	769 599
Fournitures et matériel	436 367
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association forestière de l'Ontario	40 000
	4 276 732
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	6 475
	4 270 257
Services de développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 927 007
Avantages sociaux	207 061
Transports et communications	107 027
Services	165 989
Fournitures et matériel	271 094
	2 678 178
Moins : Recouvrements d'autres activités	298 829
	2 379 349
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	289 955
Avantages sociaux	26 877
Transports et communications	78 151
Services	810 964
Fournitures et matériel	88 069
	1 294 016
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	656 324
Avantages sociaux	189 555
Transports et communications	102 665
Services	63 504
Fournitures et matériel	15 940
	1 027 988

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2601 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration des régions (Poste 9)	$
Traitements et salaires	28 073 882
Avantages sociaux	5 109 875
Transports et communications	5 209 072
Services	6 569 958
Fournitures et matériel	12 901 148
	57 863 935
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	14 862 047
	43 001 888
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	74 463 597

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2602				**PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX**	
1	50 524 800	2 912 800	53 437 600	Offices de protection de la nature et gestion des eaux	53 110 438
2	56 417 600	310 300	56 727 900	Services d'aviation et de lutte contre les incendies	56 412 128
3	12 000 000	11 100 000	23 100 000	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	22 702 429
4	20 293 500	850 600	21 144 100	Gestion des terres	21 076 031
5	3 633 300	109 700	3 743 000	Accès aux ressources	3 712 860
6	15 611 500		15 611 500	Levés et cartographie	14 982 999
	158 480 700	15 283 400	173 764 100		171 996 885
L	1 350 000		1 350 000	Comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	1 351 127
	159 830 700*	15 283 400	175 114 100	TOTAL POUR LES TERRES ET LES EAUX	173 348 012

Description du programme :

Faciliter la mise en valeur et l'utilisation judicieuses des terres et des eaux de l'Ontario, dans l'intérêt social et économique des habitants de la province et de façon à protéger leur vie et leurs biens contre les incendies de forêt, les inondations et les dangers résultant de l'érosion.

Ce programme comprend un financement pour l'administration et la protection des terres et des eaux domaniales, notamment l'aliénation des droits sur le sol et le sous-sol; l'acquisition et l'inventaire des terres; l'aménagement des sols et sa coordination; la protection des forêts; les services d'arpentage, de génie, de cartographie et de dessin; et une aide aux offices de protection de la nature en matière de gestion des ressources.

*Y compris les mandats spéciaux de 59 906 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX — CRÉDIT 2602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Offices de protection de la nature et gestion des eaux (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		4 196 111
Avantages sociaux		695 578
Transports et communications		379 881
Services		2 739 223
Fournitures et matériel		905 149
Acquisition/construction de biens immobiliers		37 711
Paiements de transfert		
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature:		
Frais d'administration	8 640 988	
Activités entreprises dans le cadre des programmes	11 959 702	
Subventions d'immobilisation	24 386 300	
Subvention Expérience 1987	962 188	45 949 178
		54 902 831
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		1 792 393
		53 110 438

Services d'aviation et de lutte contre les incendies (Poste 2)	
Traitements et salaires	26 276 944
Avantages sociaux	3 029 110
Transports et communications	3 123 054
Services	6 723 584
Fournitures et matériel	18 347 642
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 000
	57 504 334
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	1 092 206
	56 412 128

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 3)	
Traitements et salaires	7 505 553
Avantages sociaux	341 728
Transports et communications	747 919
Services	9 907 764
Fournitures et matériel	4 199 465
	22 702 429

Gestion des terres (Poste 4)	$
Traitements et salaires	13 515 467
Avantages sociaux	2 199 961
Transports et communications	860 550
Services	2 948 388
Fournitures et matériel	1 139 317
Acquisition/construction de biens immobiliers	494 490
Paiements de transfert	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9	55 984
	21 214 157
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	138 126
	21 076 031

Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Dépôts de garantie en vertu de contrats	1 351 127

Accès aux ressources (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 696 104
Avantages sociaux	206 685
Transports et communications	158 257
Services	13 226 346
Fournitures et matériel	2 162 851
Acquisition/construction de biens immobiliers	846 276
Paiements de transfert	
Capital	
Compagnies pour la construction des routes	447 141
	19 743 660
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	16 030 800
	3 712 860

Levés et cartographie (Poste 6)	
Traitements et salaires	4 598 999
Avantages sociaux	685 276
Transports et communications	296 391
Services	7 253 308
Fournitures et matériel	2 261 674
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association des arpenteurs de l'Ontario	200
	15 095 848
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	112 849
	14 982 999

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX	173 348 012

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2603				**PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR**	
1	39 571 200	195 400	39 766 600	Zones de loisirs	39 765 136
2	44 058 500	2 363 000	46 421 500	Gestion de la pêche	46 420 331
3	19 865 500	716 200	20 581 700	Gestion de la faune	20 581 687
	103 495 200*	3 274 600	106 769 800	TOTAL POUR LES LOISIRS DE PLEIN AIR	106 767 154

Description du programme :

Assurer sur le domaine public, et encourager sur les autres terres et eaux, une vaste gamme d'activités de loisirs en plein air accessibles en tout temps aux habitants de l'Ontario; l'identification et la préservation des éléments spécifiques à la province et représentatifs de ses caractéristiques physiques, biologiques, culturelles et historiques; un apport ininterrompu aux branches d'activités touristiques et connexes de l'économie de l'Ontario.

Ce programme fournit un financement à un large éventail d'activités de loisirs en plein air, notamment la chasse, l'observation de la faune et de la flore, la pêche sportive, et l'utilisation des parcs provinciaux et autres zones de loisirs.

*Y compris les mandats spéciaux de 27 612 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR — CRÉDIT 2603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Zones de loisirs (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		21 221 810
Avantages sociaux		2 448 541
Transports et communications		1 140 074
Services		8 039 631
Fournitures et matériel		6 039 187
Acquisition/construction de biens immobiliers		492 677
Paiements de transfert		
Capital		
Subvention en vertu de la Loi sur les subventions destinées à la création de parcs	403 999	
Aménagement des ports de plaisance	1 042 244	
Fonctionnement		
Subvention à la Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	5 936	
Subvention pour la sécurité dans la navigation de plaisance	57 000	
Association Bruce Trail	40 000	1 549 179
		40 931 099
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		1 165 963
		39 765 136

Gestion de la pêche (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		24 536 218
Avantages sociaux		3 522 045
Transports et communications		1 890 746
Services		7 404 389
Fournitures et matériel		6 865 998
Acquisition/construction de biens immobiliers		2 437 150
Paiements de transfert		
Subventions :		
Ontario Fish Producers' Association	10 000	
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport	106 169	
Ontario Trout Farmers' Association	1 000	
Programme d'encouragement à la production aquicole	38 242	155 411
		46 811 957
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		391 626
		46 420 331

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR — CRÉDIT 2603 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Gestion de la faune (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		11 427 020
Avantages sociaux		1 485 742
Transports et communications		887 371
Services		4 523 684
Fournitures et matériel		1 844 360
Acquisition/construction de biens immobiliers		246 510
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Niska Wildlife Foundation	5 000	
Jack Miner Migratory Bird Foundation Inc.	10 000	
Nature Conservancy of Canada	75 000	
Owl Rehabilitation Research Foundation	5 000	
Conseil ontarien de la préservation de la nature	30 000	
Institut canadien de la fourrure	50 000	
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	7 000	182 000
		20 596 687
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		15 000
		20 581 687
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES LOISIRS DE PLEIN AIR		106 767 154

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2604				**PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES**	
1	200 225 200		200 225 200	Gestion forestière	192 083 331
	200 225 200		200 225 200		192 083 331
L	100 000		100 000	Office de foresterie du parc Algonquin, Loi sur l'Office de foresterie du parc Algonquin	150 000
L	50 000		50 000	Comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	62 263
	200 375 200*		200 375 200	TOTAL POUR LES PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES	192 295 594

Description du programme :

Contribuer de façon optimale et ininterrompue au fonctionnement de l'économie de l'Ontario en favorisant et en réglementant l'exploitation industrielle des ressources forestières.

Ce programme fournit un financement pour l'exploitation et la récolte des ressources naturelles renouvelables et pour la promotion et la réglementation de la mise en valeur des ressources renouvelables de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 49 410 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES — CRÉDIT 2604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Gestion forestière (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		57 552 265
Avantages sociaux		7 231 450
Transports et communications		4 891 900
Services		127 939 701
Fournitures et matériel		20 402 206
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature	198 623	
Fonctionnement		
Subventions pour réduction d'impôts au titre de la gestion forestière	1 492 077	
Subvention à l'Association des producteurs d'arbres de Noël	10 000	
Subvention au Fonds de fiducie Backuswoods	25 000	
Subventions pour la vaporisation aérienne	1 366 325	3 092 025
		221 109 547
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		29 026 216
		192 083 331

Crédits législatifs	$
Comptes créés à des fins spéciales	
Dépôts de garantie en vertu de contrats	62 263
Crédits législatifs	
Office de foresterie du parc Algonquin	
Prêts, avances et dotations en capital	
Prêts	150 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES	192 295 594

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES**	
1	5 643 700		5 643 700	Jeunes forestiers	5 605 956
2	1 440 400	119 400	1 559 800	Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost	1 559 534
	7 084 100*	119 400	7 203 500	TOTAL POUR L'EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES	7 165 490

Description du programme :

Ce programme vise à offrir aux élèves, étudiants et autres intéressés des occasions d'étudier la gestion des richesses naturelles, et à apporter un appui important aux programmes du ministère.

Il comprend un financement visant à offrir aux jeunes une expérience professionnelle et didactique dans le secteur des ressources naturelles.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 162 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES — CRÉDIT 2605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Jeunes forestiers (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 312 143
Avantages sociaux	147 528
Transports et communications	220 133
Services	628 314
Fournitures et matériel	1 297 838
	5 605 956

Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 106 832
Avantages sociaux	197 776
Transports et communications	31 563
Services	61 045
Fournitures et matériel	286 150
	1 683 366
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	123 832
	1 559 534

TOTAL POUR LE PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES	7 165 490

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Bois d'oeuvre	34 335 873	
Accord sur le développement économique et régional	12 345 818	12 682 960
Agence canadienne de développement international	1 832 435	1 368 134
Cartographie des zones exposées aux inondations et autres mesures de réduction des dégâts	728 979	368 265
Agriculture Canada — Service canadien des forêts	120 748	71 225
Développement industriel	77 361	
Pêches et océans	69 748	61 901
Accord sur les ressources renouvelables	30 229	286 395
Affaires indiennes et du Nord		6 322
	49 541 191	14 845 202
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement de frais causés par les incendies	781 657	558 076
Ristournes — avantages sociaux	219 243	171 141
Centre ontarien de télédétection	76 166	132 476
Ontario Hydro — projet à frais partagés	44 314	7 276
Entente en vertu de la Loi sur l'amélioration des terrains boisés	34 375	21 399
Offices de protection de la nature — remboursement de subventions	5 917	19 846
Autres	59 826	5 952
	1 221 498	916 166
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de chasse et de pêche	30 134 806	19 698 994
Parc provinciaux	10 413 212	8 905 228
Mines et carrières	218 230	178 381
Pêche commerciale	139 762	140 410
Ressources pétrolières	11 385	
Mineurs		29 028
Autres	42 614	18 948
	40 960 009	28 970 989
AMENDES ET PÉNALITÉS	417 724	536 518
VENTES ET LOCATIONS		
Location de terres de la Couronne	2 084 580	1 007 676
Vente de terres et bâtiments de la Couronne	1 601 759	1 228 902
Produits pour pépinières	1,139 067	848 879
Permis d'utilisation des terres	949 311	920 108
Concessions pétrolières et gazières	697 628	702 727
Souvenirs, marchandises	693 770	694 673
Hébergement au Centre Frost	531 002	519 944
Location de biens	479 539	409 728
Matériel	454 209	384 806
Concessions dans les parcs provinciaux	343 301	87 020
Entente sur les terres — produits forestiers	274 514	557 457
Hébergement — camps de plantation d'arbres	68 982	97 355
Ventes à partir de camionnettes — vêtements de travail et articles de toilette	39 034	53 521
Poissons	36 902	18 738
Articles confisqués	26 271	2 001
Change sur devises étrangères	14 599	14 145
Ventes diverses	18 031	9 242
	9 452 499	7 556 922

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	88 256 152	89 776 502
Droits de coupe	74 693 736	64 114 443
Redevances perçues sur les terrains forestiers	8 183 433	6 484 109
Pétrole et gaz	3 129 990	4 814 672
Exploitation minière	1 632 898	1 264 473
Gibier	1 147 331	761 812
Autres	1 695	2 110
	177 045 235	167 218 121
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Entente avec les sociétés et les agences gouvernementales	112 450	
Remboursements de fournisseurs	91 190	39 858
Chèques oblitérés	55 183	9 881
Offices de protection de la nature — subventions retournées	28 928	30 504
Autres	4 745	67 637
	292 496	147 880
DIVERS		
Matériel de lutte contre les incendies		122 194
Steep Rock Resources Incorporated — Entente sur le rachat	100 000	
Autres	37 341	99 500
	137 341	221 694
TOTAL DES RECETTES	279 067 993	220 413 492

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Loi sur les puits d'extraction et les carrières	7 373 061	6 091 508
Dépôts de garantie en vertu de contrats	270 248	130 867
Prélèvement d'échantillons — Loi sur les mines	1 378	
Compte de fiducie Thomas Foster		1 156
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	7 644 687	6 223 531

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-356
- SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS 4-360
- SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE ET PROGRAMMES SPÉCIAUX 4-362
- SANTÉ MENTALE 4-364
- SANTÉ COMMUNAUTAIRE 4-366
- ASSURANCE-MALADIE 4-368
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-356, 4-368
- SOMMAIRE 4-355

ÉTAT DES RECETTES 4-370

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-371

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-371

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
138 203 478	Administration du ministère	109 833 738	110 754 009
5 633 691 962	Soins de santé en établissements	6 068 462 500	6 026 675 148
582 978 067	Services de santé d'urgence et programmes spéciaux	704 712 200	704 399 389
489 835 402	Santé mentale	536 068 900	534 337 047
394 828 272	Santé communautaire	465 226 800	459 747 302
3 241 630 941	Assurance-maladie	3 692 639 700	3 693 496 846
10 481 168 122	**Total du ministère**	11 576 943 838*	11 529 409 741
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
10 480 334 427	Total des dépenses	11 576 943 838	11 528 536 561
833 695	Total des comptes créés à des fins spéciales		873 180
10 481 168 122		11 576 943 838	11 529 409 741

*Y compris les mandats spéciaux de 3 200 700 000 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	5 969 500	843 000	6 812 500	Bureau principal	6 807 729
2	7 843 500	596 600	8 440 100	Services financiers	8 413 269
3	14 414 600	388 000	14 802 600	Fournitures et services de bureau	14 684 148
4	4 276 200	415 000	4 691 200	Services du personnel	4 691 069
5	5 719 800	1 219 600	6 939 400	Services d'information	6 936 473
6	354 300	35 500	389 800	Analyse et planification	389 240
7	1 101 200		1 101 200	Services juridiques	1 065 583
8	1 612 500	177 000	1 789 500	Services de vérification	1 786 590
9	27 288 700	1 033 100	28 321 800	Recherche	28 243 575
10	24 392 200	976 000	25 368 200	Services de développement des systèmes	25 063 098
11	9 763 800	301 400	10 065 200	Conseils régionaux de santé	9 882 787
12	1 076 200		1 076 200	Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	1 028 006
	103 812 500	5 985 200	109 797 700		108 991 567
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
L				Pharmacie du gouvernement, Loi sur l'administration financière	1 724 819
	103 848 538*	5 985 200	109 833 738	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	110 754 009

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif au Conseil de révision du lieutenant-gouverneur, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

*Y compris les mandats spéciaux de 28 598 900 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 420 728
Avantages sociaux	678 837
Transports et communications	363 807
Services	3 164 794
Fournitures et matériel	179 563
	6 807 729

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 880

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 394 136
Avantages sociaux	1 031 270
Transports et communications	144 153
Services	370 151
Fournitures et matériel	473 559
	8 413 269

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 729 631
Avantages sociaux	975 272
Transports et communications	4 067 570
Services	1 752 461
Fournitures et matériel	2 243 338
	14 768 272
Moins : Recouvrements d'autres ministères	84 124
	14 684 148

Crédits législatifs	$	
Achats imputés sur le compte de la pharmacie du gouvernement	30 787 581	
Moins : Distribution et ventes au comptant	29 062 762	
Excédent des achats par rapport à la distribution et les ventes au comptant		1 724 819

Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 780 038
Avantages sociaux	600 399
Transports et communications	95 437
Services	143 625
Fournitures et matériel	71 570
	4 691 069

Services d'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 396 528
Avantages sociaux	202 719
Transports et communications	247 564
Services	3 360 562
Fournitures et matériel	1 729 100
	6 936 473

Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	306 577
Avantages sociaux	50 975
Transports et communications	2 559
Services	21 432
Fournitures et matériel	7 697
	389 240

Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	55 477
Avantages sociaux	785
Transports et communications	13 406
Services	942 823
Fournitures et matériel	53 092
	1 065 583

Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 408 746
Avantages sociaux	240 869
Transports et communications	108 113
Services	8 572
Fournitures et matériel	20 290
	1 786 590

Recherche (Poste 9)		
Traitements et salaires		2 984 956
Avantages sociaux		499 348
Transports et communications		195 672
Services		1 027 892
Fournitures et matériel		126 742
Paiements de transfert	$	
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	12 356 400	
Plan de mise en valeur des ressources dans le domaine de la santé	11 052 565	23 408 965
		28 243 575

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1701 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services de développement des systèmes (Poste 10)	$
Traitements et salaires	8 503 080
Avantages sociaux	1 536 616
Transports et communications	1 155 076
Services	12 379 106
Fournitures et matériel	1 489 220
	25 063 098
Conseils régionaux de santé (Poste 11)	
Traitements et salaires	1 298 761
Avantages sociaux	267 628
Transports et communications	140 138
Services	74 387
Fournitures et matériel	58 450
Paiements de transfert	
Conseils régionaux de santé	8 043 423
	9 882 787

Conseil de révision du lieutenant-gouverneur (Poste 12)	$
Traitements et salaires	143 115
Avantages sociaux	7 341
Transports et communications	125 742
Services	708 123
Fournitures et matériel	43 685
	1 028 006
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	110 754 009

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1702				**PROGRAMME DES SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS**	
1	1 064 400		1 064 400	Administration du programme	982 655
2	5 716 089 700		5 716 089 700	Hôpitaux et établissements connexes . . .	5 675 489 705
3	351 308 400		351 308 400	Services en maisons de soins infirmiers . .	350 202 788
	6 068 462 500*		6 068 462 500	TOTAL POUR LES SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS . .	6 026 675 148

Description du programme :

Ce programme assure le financement des immobilisations des hôpitaux publics et des établissements connexes, l'élaboration des politiques et le financement de fonctionnement des hôpitaux publics et privés et des maisons de soins infirmiers.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 722 251 200 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS — CRÉDIT 1702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		631 057
Avantages sociaux		108 570
Transports et communications		29 208
Services		120 625
Fournitures et matériel		93 195
		982 655

Hôpitaux et établissements connexes (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 293 195
Avantages sociaux		761 390
Transports et communications		222 125
Services		318 321
Fournitures et matériel		162 120
Paiements de transfert	$	
Capital		
Établissements de santé	181 000 000	
Fonctionnement		
Exploitation des hôpitaux	5 124 028 879	
Exploitation des établissements connexes	205 289 593	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux publics	4 045 675	
Enseignement clinique	156 876 100	5 671 240 247
		5 676 997 398
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 507 693
		5 675 489 705

Services en maisons de soins infirmiers (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 533 294
Avantages sociaux	376 125
Transports et communications	398 166
Services	399 075
Fournitures et matériel	249 451
Paiements de transfert	
Programme de soins prolongés	346 246 677
	350 202 788

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS	6 026 675 148

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1703				**PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE ET PROGRAMMES SPÉCIAUX**	
1	449 100		449 100	Administration du programme	343 736
2	171 812 200	4 961 900	176 774 100	Services de santé d'urgence	176 765 041
3	25 934 300		25 934 300	Appareils et prothèses	25 925 931
4	461 377 100	40 177 600	501 554 700	Médicaments	501 364 681
	659 572 700*	45 139 500	704 712 200	TOTAL POUR LES SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE ET PROGRAMMES SPÉCIAUX	704 399 389

Description du programme :

Le Groupe des services de santé d'urgence est chargé de la planification, de l'élaboration et de la mise en place d'un programme complet de services d'urgence englobant les soins préalables à l'hospitalisation, les départements des services d'urgence des hôpitaux et la planification en cas d'imprévu. Le groupe responsable des médicaments est chargé de la planification et de l'élaboration des activités et des politiques administratives relatives au Régime de médicaments de l'Ontario, ainsi que d'autres politiques du ministère de la Santé en matière de médicaments. Le Régime de médicaments de l'Ontario fournit gratuitement des médicaments agréés aux résidents de l'Ontario admissibles. Le Programme d'appareils et de prothèses paie jusqu'à 75 % du coût de certains appareils et articles spécialisés prescrits aux résidents de l'Ontario admissibles.

*Y compris les mandats spéciaux de 185 170 500 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE ET PROGRAMMES SPÉCIAUX — CRÉDIT 1703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$	
Traitements et salaires		135 294
Avantages sociaux		18 812
Transports et communications		9 069
Services		154 728
Fournitures et matériel		25 833
		343 736
Services de santé d'urgence (Poste 2)		
Traitements et salaires		22 521 300
Avantages sociaux		3 192 049
Transports et communications		3 717 350
Services		12 419 863
Fournitures et matériel		15 263 005
Acquisition/construction de biens immobiliers		31 758
Paiements de transfert	$	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes		
Services d'ambulance municipaux	28 833 760	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	90 785 956	119 619 716
		176 765 041

Appareils et prothèses (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		1 375 710
Avantages sociaux		106 191
Transports et communications		178 711
Services		266 292
Fournitures et matériel		106 500
Paiements de transfert		
Appareils et prothèses	23 351 727	
L'Association canadienne du diabète, division de l'Ontario	540 800	23 892 527
		25 925 931
Médicaments (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 604 486
Avantages sociaux		341 061
Transports et communications		351 366
Services		178 326
Fournitures et matériel		378 963
Paiements de transfert		
Régime de médicaments de l'Ontario		497 510 479
		501 364 681
TOTAL POUR LE PROGRAMMES DES SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE ET PROGRAMME SPÉCIAUX		704 399 389

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1704				**PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE**	
1	4 246 200	100 000	4 346 200	Administration du programme	4 346 165
2	300 531 700	18 192 800	318 724 500	Services psychiatriques	318 711 055
3	212 998 200		212 998 200	Services communautaires de santé mentale	211 279 827
	517 776 100*	18 292 800	536 068 900	TOTAL POUR LA SANTÉ MENTALE	534 337 047

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques conçues pour assurer efficacement la coordination et la fourniture des services de santé mentale. Le programme de santé mentale est directement responsable du fonctionnement des hôpitaux psychiatriques, de l'octroi de permis aux foyers de soins spéciaux et de leur financement, et de la gestion de certains paiements de transfert, y compris ceux effectués aux programmes communautaires de santé mentale et au programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie.

*Y compris les mandats spéciaux de 143 119 500 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE — CRÉDIT 1704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 036 619
Avantages sociaux	452 240
Transports et communications	288 226
Services	477 744
Fournitures et matériel	91 336
	4 346 165

Services psychiatriques (Poste 2)	
Traitements et salaires	234 792 287
Avantages sociaux	39 810 687
Transports et communications	4 417 492
Services	18 317 819
Fournitures et matériel	29 100 413
Acquisition/construction de biens immobiliers	262 895
Paiements de transfert	
Subventions versées pour compenser les taxes municipales — hôpitaux psychiatriques	337 129
	327 038 722
Moins : Recouvrements d'autres ministères	8 327 667
	318 711 055

Services communautaires de santé mentale (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Foyers de soins spéciaux	87 127 152
Programmes communautaires de santé mentale	68 892 895
Fondation ontarienne de la santé mentale	436 500
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie	25 791 180
Fondation de recherche sur la toxicomanie	29 032 100
	211 279 827
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE	534 337 047

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1705				**PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE**	
1	3 829 500		3 829 500	Administration du programme	1 827 852
2	269 076 600		269 076 600	Services communautaires de santé	266 648 210
3	161 990 400		161 990 400	Santé publique	160 941 098
4	26 956 900	3 373 400	30 330 300	Services de laboratoire	30 330 142
	461 853 400*	3 373 400	465 226 800	TOTAL POUR LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE	459 747 302

Description du programme :

Le Programme de santé communautaire vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer efficacement la fourniture de soins de santé et de services de laboratoire dans les communautés, la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province. La Division de la santé publique et des programmes communautaires est chargée de la gestion de services de santé et de paiements de transfert concernant notamment les soins à domicile, les organismes officiels de santé locaux et les services de coordination du placement. La Direction de la promotion de la santé coordonne et facilite l'élaboration et la mise en place de programmes et activités de promotion de la santé et de prévention des maladies dans les secteurs privé et public. La Direction des services de laboratoire assure le fonctionnement des laboratoires de santé publique de la province, qui sont chargés d'effectuer des analyses visant à faciliter le diagnostic, la prévention et le traitement des maladies.

*Y compris les mandats spéciaux de 120 324 000 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 1705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		938 597
Avantages sociaux		129 187
Transports et communications		68 742
Services		432 461
Fournitures et matériel		132 505
Paiements de transfert		
Programme de promotion de la santé		126 360
		1 827 852

Services communautaires de santé (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 018 533
Avantages sociaux		150 578
Transports et communications		78 778
Services		85 586
Fournitures et matériel		198 485
Paiements de transfert	$	
Soins à domicile	245 102 598	
La Société d'arthrite — Division de l'Ontario	2 579 743	
Services de coordination pour le placement	1 886 957	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	6 921 602	
Programme de subvention pour frais de transport à des fins médicales dans le Nord	8 625 350	265 116 250
		266 648 210

Santé publique (Poste 3)		$
Traitements et salaires		2 911 297
Avantages sociaux		487 893
Transports et communications		254 162
Services		985 977
Fournitures et matériel		170 451
Paiements de transfert	$	
Organismes officiels locaux responsables de la santé	122 498 115	
Planification familiale	9 523 001	
Programmes de logopédie et d'audiologie	2 432 431	
Épidémies	16 932 076	
Lutte contre les maladies vénériennes	404 249	
Prévention de la tuberculose	860 561	
Association des conseils de santé	138 750	
Association pour l'accréditation en services de santé	81 476	
Association de santé publique de l'Ontario	62 236	
Prévention et contrôle du SIDA	2 998 224	
Subventions diverses	200 199	156 131 318
		160 941 098

Services de laboratoire (Poste 4)	
Traitements et salaires	18 009 947
Avantages sociaux	3 046 721
Transports et communications	643 450
Services	1 099 309
Fournitures et matériel	5 702 361
Paiements de transfert	
Vérification de la qualité des services de laboratoire	1 896 900
	30 398 688
Moins : Recouvrements d'autres ministères	68 546
	30 330 142
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE	459 747 302

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil de gestion	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1706				**PROGRAMME D'ASSURANCE-MALADIE**	
1	3 491 371 700	201 268 000	3 692 639 700	Assurance-maladie et prestations	3 692 623 666
	3 491 371 700	201 268 000	3 692 639 700		3 692 623 666
L				Réserve pour chèques en circulation, Loi sur l'administration financière ...	873 180
	3 491 371 700*	201 268 000	3 692 639 700	TOTAL POUR L'ASSURANCE-MALADIE	3 693 496 846

Description du programme :

Ce programme assure la gestion du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (OHIP). Ce régime offre aux cotisants des prestations assurées pour leur faciliter l'accès à une vaste gamme de services de santé.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 001 235 900 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ASSURANCE-MALADIE — CRÉDIT 1706

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Assurance-maladie et prestations (Poste 1)	$
Traitements et salaires	47 435 770
Avantages sociaux	7 754 287
Transports et communications	3 112 374
Services	2 105 041
Fournitures et matériel	4 097 352
Paiements de transfert	
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens dans le cadre du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	3 628 187 436
	3 692 692 260
Moins : Recouvrements d'autres ministères	68 594
	3 692 623 666

Crédits législatifs	$
Comptes créés à des fins spéciales	
Réserve pour chèques en circulation	873 180
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-MALADIE	3 693 496 846

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada		
Foyers de soins spéciaux — frais de résidence	11 130 184	11 565 288
Régime de médicaments de l'Ontario — frais d'administration remboursés en vertu de la Loi sur les prestations familiales	724 795	327 556
Entente sur la réadaptation professionnelle des handicapés	4 428 983	2 787 674
	16 283 962	14 680 518
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario — Subrogation	52 688 830	45 533 153
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Paiements d'entretien		
Foyers pour soins spéciaux	22 055 421	23 027 820
Hôpitaux psychiatriques	263 844	387 663
Sommes non réparties — Foyers pour soins spéciaux/hôpitaux	7 619	
Vérification de la qualité des services des laboratoires	798 993	761 322
Octroi de permis aux laboratoires	234 880	229 990
Octroi de permis aux centres de dépôt de spécimens	75 790	75 650
Quote-part des usagers des services d'ambulance	26 982	42 516
Droits d'examen des transporteurs ambulanciers	14 890	15 899
Autres	6 340	6 535
	23 484 759	24 547 395
VENTES ET LOCATIONS		
Atelier de formation professionnelle	1 205 350	1 454 997
Repas	1 124 005	1 027 970
Buanderie	241 253	253 086
Véhicules automobiles	82 565	171 725
Transports	70 677	39 698
Réparations et entretien des ambulances	66 195	37 826
Ferraille et matériaux de récupération	21 283	20 217
Autres	125 008	99 439
	2 936 336	3 104 958
PRIMES		
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	1 722 904 070	1 669 373 369

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Installation de fractionnement du sang de l'Ontario	6 000 000	
Laboratoires privés	702 146	201 670
Redressements de factures	246 643	107 921
Accidents de véhicules automobiles	154 389	73 229
Bourses	139 322	88 082
Recouvrements du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	49 823	11 400
Régime de médicaments de l'Ontario	19 797	1 093
Plan de mise en valeur des ressources dans le domaine de la santé		18 976
Autres	2 351	2 842
	7 314 471	505 213
DIVERS		
Chèques en circulation du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario virés de la réserve	807 333	764 731
Intérêts — bourses	41 315	19 510
Intérêts — banque	25 568	36 214
Service de juré	13 066	12 448
Autres	182 502	96 374
	1 069 784	929 277
TOTAL DES RECETTES	1 826 682 212	1 758 673 883

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Prêts à des hôpitaux publics	8 102 121	7 186 520
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	8 102 121	7 186 520

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Réserve pour chèques en circulation	877 494	899 992
Fonds de recherche Terry Fox	113 785	104 455
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	991 279	1 004 447

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-376

OPÉRATIONS 4-380

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-376

SOMMAIRE 4-375

ÉTAT DES RECETTES 4-384

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-384

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
18 687 212	Administration du ministère	21 057 200	20 676 009
325 826 471	Opérations	386 053 400	381 048 521
344 513 683	**Total du ministère**	407 110 600*	401 724 530
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
344 513 624	Total des dépenses	407 110 600	401 724 530
59	Total des comptes créés à des fins spéciales		
344 513 683		407 110 600	401 724 530

*Y compris les mandats spéciaux de 102 500 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	979 000	211 600	1 190 600	Bureau principal	1 178 357
2	1 407 200	158 800	1 566 000	Services financiers	1 523 795
3	1 438 300	52 600	1 490 900	Fournitures et services de bureau	1 443 527
4	1 347 200	325 300	1 672 500	Services du personnel	1 596 846
5	2 858 400	74 300	2 932 700	Formation et développement	2 932 614
6	417 000	271 200	688 200	Services d'information	686 072
7	2 043 800		2 043 800	Analyse et planification	1 860 353
8	266 800		266 800	Services juridiques	264 011
9	1 342 900	105 700	1 448 600	Services de vérification	1 448 116
10	3 902 500	292 500	4 195 000	Services de développement des systèmes	4 168 802
11	3 343 200	218 900	3 562 100	Commission ontarienne de libération conditionnelle	3 558 988
	19 346 300	1 710 900	21 057 200		20 661 481
L				Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 528
	19 346 300*	1 710 900	21 057 200	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 676 009

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités consistant à fournir des services d'administration et de soutien aux programmes assurant le fonctionnement du ministère. En plus des activités de soutien habituelles, ce programme fournit des services au Conseil consultatif du ministre sur les services correctionnels et à la Commission ontarienne de libération conditionnelle.

*Y compris les mandats spéciaux de 8 216 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	724 214
Avantages sociaux	133 993
Transports et communications	124 984
Services	99 810
Fournitures et matériel	95 356
	1 178 357

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	14 528

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 246 555
Avantages sociaux	184 524
Transports et communications	24 344
Services	10 983
Fournitures et matériel	57 389
	1 523 795

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 068 950
Avantages sociaux	131 539
Transports et communications	93 928
Services	32 525
Fournitures et matériel	116 585
	1 443 527

Services du personnel (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 216 433
Avantages sociaux		154 337
Transports et communications		89 096
Services		109 261
Fournitures et matériel		197 428
		1 766 555
Moins : Recouvrements d'autres ministères		169 709
		1 596 846
Services généraux du personnel	$	
Traitements et salaires	1 055 252	
Avantages sociaux	145 497	
Transports et communications	89 096	
Services	109 261	
Fournitures et matériel	197 428	1 596 534
Expérience 1987	$	
Traitements et salaires	161 181	
Avantages sociaux	8 840	
	170 021	
Moins : Recouvrements	169 709	312
		1 596 846

Formation et développement (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 202 054
Avantages sociaux	162 154
Transports et communications	425 581
Services	1 001 863
Fournitures et matériel	140 962
	2 932 614

Services d'information (Poste 6)	
Traitements et salaires	318 808
Avantages sociaux	40 255
Transports et communications	17 468
Services	241 638
Fournitures et matériel	67 903
	686 072

Analyse et planification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 146 315
Avantages sociaux	141 899
Transports et communications	75 996
Services	407 420
Fournitures et matériel	88 723
	1 860 353

Services juridiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	24 101
Avantages sociaux	995
Transports et communications	21 243
Services	193 898
Fournitures et matériel	23 774
	264 011

Services de vérification (Poste 9)	
Traitements et salaires	1 102 334
Avantages sociaux	141 921
Transports et communications	117 123
Services	45 035
Fournitures et matériel	41 703
	1 448 116

Services de développement des systèmes (Poste 10)	
Traitements et salaires	3 191 645
Avantages sociaux	393 836
Transports et communications	113 078
Services	77 495
Fournitures et matériel	392 748
	4 168 802

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1001 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission ontarienne de libération conditionnelle (Poste 11)	$
Traitements et salaires	1 878 799
Avantages sociaux	225 424
Transports et communications	450 013
Services	894 288
Fournitures et matériel	110 464
	3 558 988
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 676 009

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
1	6 556 600	667 100	7 223 700	Administration du programme	7 183 931
2	5 125 700	298 700	5 424 400	Programmation des services aux contrevenants	5 420 517
3	258 490 100	40 591 900	299 082 000	Services en établissement	298 467 143
4	74 323 300		74 323 300	Services communautaires	69 976 930
	344 495 700*	41 557 700	386 053 400	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS ..	381 048 521

Description du programme :

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et encourager les contrevenants à s'amender. Les principaux services fournis consistent notamment à assurer le fonctionnement des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, des centres de ressources communautaires et des services de surveillance des adultes en liberté surveillée et en liberté conditionnelle; des centres de détention et de résidence communautaire séparés et des services de probation pour les contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et d'apprentissage fonctionnel, et des services de counselling et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

*Y compris les mandats spéciaux de 94 284 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	$	$
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 910 444
Avantages sociaux		616 131
Transports et communications		666 214
Services		1 308 420
Fournitures et matériel		259 344
Paiements de transfert		
Subvention à la Fondation des arts dans les prisons	10 000	
Association canadienne de justice pénale	29 000	
Subventions aux organismes de services aux libérés		
Armée de l'Église anglicane du Canada	11 500	
Conseil des églises pour la justice et la criminologie	18 000	
Société Elizabeth Fry	72 000	
Hamilton and District Literacy Council	6 000	
John Howard Society	97 000	
Société St-Léonard	27 000	
Armée du Salut	115 000	
Ontario Native Council on Justice	37 878	423 378
		7 183 931
Programmation des services aux contrevenants (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 649 886
Avantages sociaux		466 597
Transports et communications		368 947
Services		473 127
Fournitures et matériel		461 960
		5 420 517
Élaboration et soutien des programmes en établissement	$	
Traitements et salaires	2 933 320	
Avantages sociaux	373 947	
Transports et communications	291 423	
Services	399 110	
Fournitures et matériel	415 094	4 412 894
Élaboration des programmes communautaires	$	$
Traitements et salaires	716 566	
Avantages sociaux	92 650	
Transports et communications	77 524	
Services	74 017	
Fournitures et matériel	46 866	1 007 623
		5 420 517
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		207 681 344
Avantages sociaux		32 297 007
Transports et communications		4 405 452
Services		16 089 011
Fournitures et matériel		39 697 275
Paiements de transfert		611 557
		300 781 646
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 314 503
		298 467 143
Institutions	$	
Traitements et salaires	206 129 224	
Avantages sociaux	32 027 277	
Transports et communications	4 337 368	
Services	15 565 970	
Fournitures et matériel	39 568 441	
Paiements de transfert		
Subventions versées pour compenser les taxes municipales	578 350	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	33 207	611 557	298 239 837

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services industriels	$	$
Traitements et salaires	1 552 120	
Avantages sociaux	269 730	
Transports et communications	68 084	
Services	523 041	
Fournitures et matériel	128 834	
	2 541 809	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 314 503	227 306
		298 467 143
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		29 163 817
Avantages sociaux		4 367 187
Transports et communications		2 190 093
Services		33 096 262
Fournitures et matériel		1 142 183
Paiements de transfert		
Aide à la réinsertion sociale des détenus		17 388
		69 976 930
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS		381 048 521

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Participation aux dépenses des programmes en faveur des jeunes contrevenants	37 495 147	17 454 599
Placement direct en pénitencier	2 463 470	1 823 572
Honoraires — ministère de l'Immigration	806 166	818 688
Allocations familiales spéciales	200 011	140 607
Remboursements de la taxe fédérale de vente au détail	1 809	
	40 966 603	20 237 466
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Administrations municipales — frais d'incarcération	10 807	16 447
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de produits industriels fabriqués par les détenus	468 045	423 826
Programme d'activités industrielles — Location de locaux	437 745	452 238
Avantages en nature	430 102	349 725
Allocations alimentaires versées aux détenus	273 896	209 859
Automobiles	37 534	22 034
Bois à brûler	10 863	18 022
Autres	10 426	12 072
	1 668 611	1 487 776
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	126 299	98 426
DIVERS	17 898	24 771
TOTAL DES RECETTES	42 790 218	21 864 886

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Sommes d'argent non réclamées	5 331	4 850
Legs	55	59
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	5 386	4 909

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-388

SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS 4-390

SERVICES AUX MINISTÈRES 4-392

SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES 4-394

SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS 4-396

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-388, 4-392

SOMMAIRE 4-387

ÉTAT DES RECETTES 4-398

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-399

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-399

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
13 894 381	Administration du ministère	18 587 338	22 598 562
345 926 432	Services des biens immobiliers	405 229 200	404 664 227
17 812 433	Services aux ministères	19 430 400	19 480 949
78 304 533	Services en ressources humaines	89 789 400	86 614 620
19 783 120	Services d'informatique et de télécommunications	13 746 900	13 638 068
475 720 899	**Total du ministère**	546 783 238*	546 996 426
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
474 012 625	Total des dépenses	546 622 238	542 280 591
1 708 274	Total des comptes créés à des fins spéciales	161 000	4 715 835
475 720 899		546 783 238	546 996 426

*Y compris les mandats spéciaux de 163 000 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 555 700	104 300	1 660 000	Bureau principal	1 653 773
2	3 169 000	581 000	3 750 000	Services financiers	3 743 056
3	1 592 100	27 600	1 619 700	Fournitures et services de bureau	1 619 057
4	284 200		284 200	Analyse et planification	278 299
5	1 359 000	106 000	1 465 000	Services juridiques	1 464 891
6	1 005 600	14 400	1 020 000	Services de vérification	968 167
7	4 563 400	276 600	4 840 000	Services de développement des systèmes	4 827 767
8	1 710 400		1 710 400	Services d'information	1 273 353
9	2 012 600	27 400	2 040 000	Services du personnel	2 039 835
10	1 000		1 000	Ministres sans portefeuille	
	17 253 000	1 137 300	18 390 300		17 868 198
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 529
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	
L	161 000		161 000	Comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	4 715 835
	17 450 038*	1 137 300	18 587 338	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	22 598 562

Description du programme :

Fournir au ministère des services de soutien administratif afin de favoriser la réalisation des objectifs des programmes ministériels.

*Y compris les mandats spéciaux de 5 450 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 146 803
Avantages sociaux	177 465
Transports et communications	93 899
Services	88 001
Fournitures et matériel	147 605
	1 653 773
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	14 529
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 136 782
Avantages sociaux	367 348
Transports et communications	54 020
Services	1 007 234
Fournitures et matériel	202 889
	3 768 273
Moins : Recouvrements d'autres ministères	25 217
	3 743 056
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	$
Dépôts de garantie en vertu de contrats	27 575
Fonds de fiducie des créances privilégiées et des dépôts de garantie pour les biens immobiliers	4 688 260
	4 715 835
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	786 278
Avantages sociaux	143 305
Transports et communications	471 412
Services	106 529
Fournitures et matériel	111 533
	1 619 057
Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	224 365
Avantages sociaux	25 504
Transports et communications	6 903
Services	13 868
Fournitures et matériel	7 659
	278 299

Services juridiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	153 759
Avantages sociaux	6 226
Transports et communications	15 992
Services	1 230 428
Fournitures et matériel	58 486
	1 464 891
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	707 084
Avantages sociaux	97 626
Transports et communications	16 403
Services	56 708
Fournitures et matériel	90 346
	968 167
Services de développement des systèmes (Poste 7)	
Traitements et salaires	3 226 364
Avantages sociaux	456 170
Transports et communications	76 812
Services	1 091 174
Fournitures et matériel	828 050
	5 678 570
Moins : Recouvrements d'autres activités	850 803
	4 827 767
Services d'information (Poste 8)	
Traitements et salaires	794 244
Avantages sociaux	101 748
Transports et communications	80 048
Services	127 401
Fournitures et matériel	169 912
	1 273 353
Services du personnel (Poste 9)	
Traitements et salaires	1 415 459
Avantages sociaux	245 736
Transports et communications	48 160
Services	158 831
Fournitures et matériel	171 649
	2 039 835
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	22 598 562

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**	
1	6 560 700		6 560 700	Administration du programme	6 549 255
2	59 896 800	3 335 400	63 232 200	Opérations entreprises dans le cadre du programme	63 226 880
3	208 900 400		208 900 400	Exécution du programme	208 356 915
4	115 402 600	11 133 300	126 535 900	Dépenses en capital	126 531 177
	390 760 500*	14 468 700	405 229 200	TOTAL POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	404 664 227

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner les orientations requises pour assurer la gestion du patrimoine immobilier de la province, de manière à satisfaire aux exigences du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en fournissant aux moindres frais les services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins en locaux des ministères et des organismes gouvernementaux; en assurant la gestion, l'aménagement et l'aliénation de biens immobiliers appartenant au gouvernement en vue d'accélérer la réalisation de ses objectifs sociaux et économiques, et d'optimiser les mouvements de recettes versées à la province; et en élaborant et maintenant des normes et procédures propres à faciliter l'exécution des tâches énoncées ci-dessus.

*Y compris les mandats spéciaux de 122 750 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS — CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 210 970
Avantages sociaux	581 823
Transports et communications	107 429
Services	917 396
Fournitures et matériel	731 637
	6 549 255

Opérations entreprises dans le cadre du programme (Poste 2)	
Traitements et salaires	49 463 492
Avantages sociaux	8 915 396
Transports et communications	3 332 448
Services	816 435
Fournitures et matériel	699 109
	63 226 880

Exécution du programme (Poste 3)	$	
Transports et communications		3 642 882
Services		
Location	120 070 080	
Bail-achat	6 277 962	
Autres	55 913 157	182 261 199
Fournitures et matériel		34 508 572
Paiements de transfert		
Bonifications d'intérêts — Société d'hypothèques de l'Ontario		65 932
		220 478 585
Moins : Recouvrements d'autres ministères		12 121 670
		208 356 915

Dépenses en capital (Poste 4)	$	$
(Capital)		
Traitements et salaires		5 124 489
Avantages sociaux		834 371
Transports et communications		380 874
Services		73 770 650
Fournitures et matériel		788 164
Acquisition/construction de biens immobiliers	$	
Achat de terres pour la construction d'édifices	646 453	
Terres destinées à d'autres usages	10 917 878	
Autres dépenses	54 950 319	66 514 650
		147 413 198
Moins : Recouvrements d'autres ministères		20 882 021
		126 531 177
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS		404 664 227

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603				**PROGRAMME DES SERVICES AUX MINISTÈRES**	
1	312 400	10 900	323 300	Administration du programme	321 234
2	2 571 300	549 700	3 129 000	Services d'achat	3 119 302
3	8 205 000	492 100	8 697 100	Services gouvernementaux d'information	8 674 166
4	6 631 100	648 900	7 280 000	Services divers	7 277 968
	17 727 800	1 701 600	19 429 400		19 392 670
L	1 000		1 000	Compte de papeterie du gouvernement, Loi sur l'administration financière	88 279
	17 728 800*	1 701 600	19 430 400	TOTAL POUR LES SERVICES AUX MINISTÈRES	19 480 949

Description du programme :

Fournir le soutien nécessaire aux programmes gouvernementaux et au public dans les secteurs des services désignés, facultatifs et obligatoires, de l'accès à l'information officielle et de l'adjudication des marchés publics, dans le but d'établir de meilleures communications avec les autres ministères, les organismes officiels et le public, et de promouvoir l'augmentation des rendements et les économies d'échelle dans la passation des marchés publics.

*Y compris les mandats spéciaux de 5 810 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES AUX MINISTÈRES — CRÉDIT 1603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	213 541
Avantages sociaux	25 725
Transports et communications	28 019
Services	8 296
Fournitures et matériel	45 653
	321 234

Services d'achat (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 427 316
Avantages sociaux	750 696
Transports et communications	1 163 671
Services	485 914
Fournitures et matériel	9 303 211
	16 130 808
Moins : Recouvrements d'autres activités	13 011 506
	3 119 302

Crédits législatifs	
Compte de papeterie du gouvernement — Imprimerie	14 152 678
Moins : Recouvrements d'autres ministères	14 064 399
	88 279

Services gouvernementaux d'information (Poste 3)	$
Traitements et salaires	5 351 274
Avantages sociaux	823 805
Transports et communications	12 086 260
Services	1 947 569
Fournitures et matériel	2 666 243
	22 875 151
Moins : Recouvrements d'autres activités	14 200 985
	8 674 166

Services divers (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 380 245
Avantages sociaux	437 563
Transports et communications	2 878 268
Services	1 065 208
Fournitures et matériel	516 684
	7 277 968

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX MINISTÈRES	19 480 949

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1604				**PROGRAMME DES SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES**	
1	538 700	24 600	563 300	Administration du programme	561 031
2	2 943 300	76 700	3 020 000	Services aux employés	3 000 938
3	86 206 100		86 206 100	Données et avantages sociaux des employés	83 052 651
	89 688 100*	101 300	89 789 400	TOTAL POUR LES SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES	86 614 620

Description du programme :

Fournir aux employés de toute la fonction publique des conseils et des informations relatives aux avantages salariaux et autres et assurer, dans le cadre du ministère, une gamme complète de services en matière de ressources humaines afin de faciliter et de promouvoir la bonne gestion des ressources humaines.

*Y compris les mandats spéciaux de 24 190 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 1604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		$
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		337 989
Avantages sociaux		45 931
Transports et communications		18 238
Services		34 224
Fournitures et matériel		124 649
		561 031
Services aux employés (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 270 366
Avantages sociaux		349 972
Transports et communications		83 105
Services		61 639
Fournitures et matériel		235 856
		3 000 938
Données et avantages sociaux des employés (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 333 488
Avantages sociaux		769 256
Transports et communications		196 384
Services		3 409 464
Fournitures et matériel		1 417 880
Paiements de transfert	$	
Majoration des allocations et rentes autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 43 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	8 643 798	
Majoration des allocations et rentes autorisée en vertu de l'article 11(2) de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite, en faveur de certains bénéficiaires en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	48 400 668	57 044 466
Avantages sociaux (contributions gouvernementales)	$	$
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, article 10(1)	138 036 070	
Loi sur l'indexation des régimes de retraite, article 8(1)	27 992 349	
Régime complémentaire d'avantages sociaux de la Police provinciale de l'Ontario	3 495 534	
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	4 124 000	
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	2 280 000	
Régime de pensions du Canada	38 476 769	
Assurance-chômage	68 056 738	
Assurance-vie collective	5 921 180	
Protection du revenu à long terme	24 177 694	
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	43 072 607	
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	21 649 142	
Régime de soins dentaires	17 859 791	
Prestations aux employés retraités, articles de recettes et primes d'assurance contre les accidents de voyage	15 881 713	411 023 587
		478 194 525
Moins : Recouvrements d'autres ministères		395 141 874
		83 052 651
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES		86 614 620

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605				**PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**	
1	1 000		1 000	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables	
2	13 347 700	398 200	13 745 900	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables	13 638 068
	13 348 700*	398 200	13 746 900	TOTAL POUR LES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	13 638 068

Description du programme :

Contribuer au rendement et à la productivité des services gouvernementaux en fournissant et en favorisant la prestation de services informatiques aux ministères et organismes publics autorisés et financés par des fonds publics, à des prix et niveaux de qualité compétitifs.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 800 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS — CRÉDIT 1605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		13 494 833
Avantages sociaux		1 952 512
Transports et communications		38 158 278
Services		25 766 755
Fournitures et matériel		4 041 170
		83 413 548
Moins : Recouvrements d'autres ministères :		
Facturation de services fournis à divers clients	83 467 224	
Moins : Montants crédités au compte de recettes	53 676	83 413 548

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 190 390
Avantages sociaux	219 408
Transports et communications	11 870 092
Services	254 552
Fournitures et matériel	103 626
	13 638 068
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	13 638 068

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	6 206 964	
Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la gestion des terrains	1 268 593	
Taxe de vente fédérale	481 709	366 341
	7 957 266	366 341
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Société d'hypothèques de l'Ontario :		
Programme ontarien d'accession à la propriété	8 808 563	11 002 846
Programme de prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	1 117 800	242 475
Frais liés à l'acquisition de terrains pour Ontario Hydro	119 805	4 312
	10 046 168	11 249 633
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Commissions pour		
Affidavits	250 702	226 177
Notaires	97 811	89 476
Notaires	46 005	41 956
Copies de livrets de la Couronne	37 147	31 252
Autres	115	196
	431 780	389 057
VENTES ET LOCATIONS		
Terrains et bâtiments	24 345 725	2 656 922
Locations		
Immeubles	10 610 582	5 527 905
Stationnement	2 907 527	2 860 251
Location de terrains	6 528 474	
Publications du gouvernement	2 252 628	2 001 613
Services d'informatique	1 654 446	1 811 202
Services des biens immobiliers	757 691	171 552
Services téléphoniques	708 489	725 511
Réparation et entretien des bâtiments	466 563	727 405
Matériaux et véhicules excédentaires	359 837	315 554
Gazette de l'Ontario — publicité et abonnement	328 853	294 363
Fournitures de bureau	277 227	220 811
Plan de reinstallation du personnel propriétaire	174 872	75 799
Cadeaux	77 758	64 912
Services d'impression en sous-traitance	74 592	63 190
Ristournes sur les distributions automatiques	26 833	37 789
Services d'expédition par la poste	22 182	25 121
Services de réparation de véhicules et de camionnage	5 403	33 912
Services de traduction	5 037	
Services de traitement de données destinés aux clients — commercialisation	2 925	12 602
Autres	47 980	23 614
	51 635 624	17 650 028

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services immobiliers	465 357	279 270
Services d'impression en sous-traitance	23 932	98 038
Construction d'immeubles	15 326	1 352 061
Réparation et entretien des bâtiments	12 159	291 214
Avantages sociaux	1 471	13 458
Autres	17 576	25 320
	535 821	2 059 361
DIVERS		
Encouragement aux locataires	1 073 592	1 099 855
Services centraux de recouvrement	926 420	540 967
Surplus à l'échéance des débentures à fonds d'amortissement de la communauté urbaine de Toronto	598 549	170 423
Aménagement des terrains	267 018	
Intérêt hypothécaire	216 062	117 540
Commission sur les téléphones	70 923	78 546
Recouvrements d'imputations compensatoires excédentaires effectuées au sujet de services d'informatique	53 676	4 015 403
Prêts aux municipalités	42 626	
Société foncière de l'Ontario — fermeture de compte bancaire		27 159
Autres	56 954	35 015
	3 305 820	6 084 908
TOTAL DES RECETTES	73 912 479	37 799 328

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	9 930 716	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	9 930 716	

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	5 697 898	1 624 107
Dépôt de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	19 675	64 150
Compte en fiducie pour les expropriations d'Effingham Park		4 855
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	5 717 573	1 693 112

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-404
- SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS 4-406
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-404, 4-406
- SOMMAIRE 4-403

ÉTAT DES RECETTES 4-410

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-411

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
34 682 047	Administration du ministère	41 108 438	40 673 579
3 235 569 403	Services aux adultes et aux enfants	3 737 126 700	3 734 083 846
3 270 251 450	**Total du ministère**	3 778 235 138*	3 774 757 425
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 270 251 110	Total des dépenses	3 778 234 138	3 774 742 482
340	Total des comptes créés à des fins spéciales	1 000	14 943
3 270 251 450		3 778 235 138	3 774 757 425

*Y compris les mandats spéciaux de 1 016 100 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 299 000	57 900	1 356 900	Bureau principal	1 308 587
2	8 610 700	434 000	9 044 700	Services financiers	9 011 946
3	3 604 800	490 200	4 095 000	Fournitures et services de bureau	4 094 768
4	4 256 500	13 700	4 270 200	Services du personnel	4 250 796
5	1 780 000	76 100	1 856 100	Services d'information	1 852 484
6	1 387 800	61 900	1 449 700	Services juridiques	1 445 707
7	2 412 400	48 100	2 460 500	Services de vérification	2 453 571
8	12 723 700	1 023 200	13 746 900	Services de développement des systèmes	13 589 849
9	2 581 500	210 900	2 792 400	Commission de révision de l'aide sociale	2 628 248
	38 656 400	2 416 000	41 072 400		40 635 956
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
	38 692 438*	2 416 000	41 108 438	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	40 673 579

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien au ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 9 247 200 $.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		693 400
Avantages sociaux		184 868
Transports et communications		90 544
Services		90 685
Fournitures et matériel		43 590
Paiements de transfert		
Conseil canadien de développement social	66 000	
Conseil du développement social de l'Ontario	66 000	
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario	73 500	205 500
		1 308 587

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 880

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 979 128
Avantages sociaux	848 001
Transports et communications	204 422
Services	1 303 014
Fournitures et matériel	677 381
	9 011 946

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 551 296
Avantages sociaux	353 132
Transports et communications	450 900
Services	238 006
Fournitures et matériel	501 434
	4 094 768

Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 876 296
Avantages sociaux	608 767
Transports et communications	159 324
Services	162 002
Fournitures et matériel	35 838
Paiements de transfert	
Expérience 87	513 000
	5 355 227
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 104 431
	4 250 796

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	963 304
Avantages sociaux	127 088
Transports et communications	73 816
Services	560 010
Fournitures et matériel	128 266
	1 852 484

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	19 730
Transports et communications	42 488
Services	1 320 235
Fournitures et matériel	63 254
	1 445 707

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 690 560
Avantages sociaux	207 251
Transports et communications	145 648
Services	224 872
Fournitures et matériel	185 240
	2 453 571

Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	6 057 796
Avantages sociaux	1 026 622
Transports et communications	523 766
Services	2 553 239
Fournitures et matériel	3 428 426
	13 589 849

Commission de révision de l'aide sociale (Poste 9)	
Traitements et salaires	762 293
Avantages sociaux	102 312
Transports et communications	465 044
Services	1 034 451
Fournitures et matériel	264 148
	2 628 248

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	40 673 579

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
802				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**	
1	22 580 700	2 419 200	24 999 900	Administration du programme	24 929 692
2	12 749 200	275 100	13 024 300	Administration des services régionaux ..	13 001 624
3	1 764 223 100	148 245 700	1 912 468 800	Maintien du revenu	1 911 845 182
4	567 521 300	1 761 700	569 283 000	Services sociaux aux adultes	567 294 930
5	654 695 500	5 156 700	659 852 200	Services à l'enfance	659 765 944
6	537 175 100	20 322 400	557 497 500	Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	557 231 531
	3 558 944 900	178 180 800	3 737 125 700		3 734 068 903
L	1 000		1 000	Legs et bourses, Loi sur l'administration financière	14 943
	3 558 945 900*	178 180 800	3 737 126 700	TOTAL POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS ...	3 734 083 846

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'élaboration des politiques, la mise en oeuvre et la fourniture à long terme de services aux adultes et aux enfants. Les services offerts comprennent l'aide financière aux personnes qui sont dans le besoin; les programmes de réadaptation professionnelle; les services en établissement et à domicile pour les personnes âgées; les services en établissement et communautaires pour les adultes et les enfants souffrant de déficience mentale; et les services en établissement, de soins directs et de prévention offerts pour aider les enfants et leur famille. Ces services sont fournis par le ministère et par l'intermédiaire des municipalités et d'organismes tels que les foyers pour les personnes âgées, les sociétés d'aide à l'enfance et les établissements agréés en vertu de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille, et autres.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 006 852 800 $.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	11 470 838
Avantages sociaux	2 142 394
Transports et communications	1 779 897
Services	7 041 073
Fournitures et matériel	1 312 431
Paiements de transfert	
Projets d'élaboration des politiques et des programmes	1 183 059
	24 929 692

Administration des services régionaux (Poste 2)	
Traitements et salaires	9 085 555
Avantages sociaux	1 585 275
Transports et communications	227 797
Services	1 066 126
Fournitures et matériel	1 036 871
	13 001 624

Maintien du revenu (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		38 442 902
Avantages sociaux		6 513 538
Transports et communications		3 284 481
Services		6 743 698
Fournitures et matériel		1 207 199
Paiements de transfert		
Allocations et prestations versées par la province	1 156 683 603	
Allocations et prestations versées par les municipalités	603 989 837	
Régime de médicaments de l'Ontario		
Provincial	69 788 189	
Municipal	25 182 335	94 970 524
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique	1 200	
Fonds du souvenir	1 000	
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario	7 200	1 855 653 364
		1 911 845 182

Services sociaux aux adultes (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		12 442 729
Avantages sociaux		1 997 172
Transports et communications		1 387 811
Services		334 259
Fournitures et matériel		225 679
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	45 260 339	
Fonctionnement		
Personnes âgées	347 810 530	
Services d'appui, de counselling et services dispensés en établissements	127 228 143	
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées	33 111 855	
Royal Canadian Humane Association	500	
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario	6 000	
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario	33 500	
Infirmières visiteuses Ste-Elizabeth	4 000	
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario)	25 000	
Association canadienne de gérontologie	2 500	
Association canadienne de recherche en gérontologie	2 000	
Institut canadien de religion et de gérontologie	4 000	553 488 367
		569 876 017
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 581 087
		567 294 930

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services à l'enfance (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		37 861 331
Avantages sociaux		6 645 700
Transports et communications		3 429 567
Services		9 356 147
Fournitures et matériel		5 317 579
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	12 949 068	
Fonctionnement		
Services de soutien communautaire	10 146 596	
Services d'aide à l'enfance	217 948 949	
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	126 338 353	
Services de garde à l'enfance	173 596 079	
Services de traitement pour les enfants	16 613 049	
Services aux jeunes contrevenants	39 600 019	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	4 650	
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario	7 200	
Association pour l'éducation des petits, Ontario	6 000	
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants	6 000	
Société ontarienne pour enfants autistiques	7 500	597 223 463
		659 833 787
Moins : Recouvrements d'autres ministères		67 843
		659 765 944

Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale (Poste 6)	$	$
Traitements et salaires		183 067 084
Avantages sociaux		32 559 705
Transports et communications		3 609 110
Services		7 389 328
Fournitures et matériel		23 559 460
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	14 152 297	
Fonctionnement		
Services en établissement et centres de ressources communautaires	145 286 595	
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien	147 387 264	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	388 850	307 215 006
		557 399 693
Moins : Recouvrements d'autres ministères		168 162
		557 231 531
Crédits législatifs		
Comptes créés à des fins spéciales		
Legs et bourses		14 943
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS		3 734 083 846

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	1 292 668 178	1 110 753 483
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	34 798 084	34 585 610
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	28 916 225	27 734 208
Accord sur les jeunes contrevenants	21 541 001	20 610 670
Accord spécial sur les jeunes contrevenants	3 947 400	
Remboursements de la taxe de vente fédérale	733 212	451 675
Allocations familiales spéciales	257 198	333 636
Subventions relatives aux services en français	114 519	108 839
	1 382 975 817	1 194 578 121
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Pensions alimentaires de parents ayant abandonné leurs enfants	8 290 688	8 608 283
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Entretien des installations pour les déficients mentaux	2 283 506	1 913 450
Garderies	17 705	16 540
Pensions	9 100	11 100
Droits d'adoption	3 105	5 300
	2 313 416	1 946 390
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	405 439	518 947
Véhicule automobile et équipement	45 950	47 150
Location de maisons	37 088	44 931
Repas livrés à domicile	9 453	14 164
Divers	2 197	19 344
	500 127	644 536
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions d'immobilisation	1 461 602	252 345
Subventions de fonctionnement	444 646	193 862
Frais de fonctionnement	245 338	675 262
Remboursements — bénéficiaires de pension de sécurité de la vieillesse	17 144	22 066
Autres	6 242	5 375
	2 174 972	1 148 910
DIVERS	184 698	234 527
TOTAL DES RECETTES	1 396 439 718	1 207 160 767

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Legs et bourses	17 192	101 167
Fonds non réclamés	1 955	2
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	19 147	101 169

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-416
- SÉCURITÉ PUBLIQUE 4-418
- SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE 4-420
- POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 4-422
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-416, 4-420, 4-422
- SOMMAIRE 4-415

ÉTAT DES RECETTES 4-424

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-425

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
11 004 245	Administration du ministère	16 979 138	17 437 084
30 741 297	Sécurité publique	36 088 800	35 342 448
10 639 181	Services de maintien de l'ordre	11 886 300	11 671 240
315 646 089	Police provinciale de l'Ontario	353 872 300	340 836 141
368 030 812	**Total du ministère**	418 826 538*	405 286 913
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
368 026 710	Total des dépenses	418 826 538	405 284 926
4 102	Total des comptes créés à des fins spéciales		1 987
368 030 812		418 826 538	405 286 913

*Y compris les mandats spéciaux de 115 100 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 869 400		1 869 400	Bureau principal	1 803 191
2	2 493 300	53 600	2 546 900	Services financiers	2 540 779
3	4 616 000	83 600	4 699 600	Fournitures et services de bureau	4 697 990
4	1 646 900	146 500	1 793 400	Services du personnel	1 791 941
5	348 400	94 900	443 300	Services d'information	435 085
6	1 133 900	152 400	1 286 300	Analyse et planification	1 269 951
7	586 600		586 600	Services juridiques	432 618
8	392 400		392 400	Services de vérification	344 404
9	2 948 600	375 600	3 324 200	Services de développement des systèmes	3 072 253
	16 035 500	906 600	16 942 100		16 388 212
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	1 011 249
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
	16 072 538*	906 600	16 979 138	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	17 437 084

Description du programme :

Assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère et fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 907 400 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		823 806
Avantages sociaux		153 119
Transports et communications		45 499
Services		208 257
Fournitures et matériel		231 710
Paiements de transfert		
Programme Parents-secours de l'Ontario Inc.	7 000	
Centres d'aide aux victimes de viol	333 800	340 800
		1 803 191
Crédits législatifs		
Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie		1 011 249
Traitement versé au ministre		28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 880
Services financiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 679 845
Avantages sociaux		325 276
Transports et communications		113 857
Services		242 838
Fournitures et matériel		178 963
		2 540 779
Fournitures et services de bureau (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 385 513
Avantages sociaux		315 392
Transports et communications		112 048
Services		2 263 798
Fournitures et matériel		621 239
		4 697 990
Services du personnel (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 346 242
Avantages sociaux		224 655
Transports et communications		65 781
Services		188 422
Fournitures et matériel		146 452
		1 971 552
Moins : Recouvrements d'autres ministères		179 611
		1 791 941
Services d'information (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		288 787
Avantages sociaux		33 271
Transports et communications		13 947
Services		31 794
Fournitures et matériel		67 286
		435 085
Analyse et planification (Poste 6)		
Traitements et salaires		534 353
Avantages sociaux		87 373
Transports et communications		82 541
Services		334 776
Fournitures et matériel		230 908
		1 269 951
Services juridiques (Poste 7)		
Traitements et salaires		56 482
Avantages sociaux		1 000
Transports et communications		14 452
Services		320 289
Fournitures et matériel		40 395
		432 618
Services de vérification (Poste 8)		
Traitements et salaires		262 510
Avantages sociaux		37 226
Transports et communications		1 548
Services		1 964
Fournitures et matériel		41 156
		344 404
Services de développement des systèmes (Poste 9)		
Traitements et salaires		1 918 735
Avantages sociaux		209 924
Transports et communications		62 248
Services		410 112
Fournitures et matériel		471 234
		3 072 253
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		17 437 084

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3402				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	411 900		411 900	Gestion du programme	332 033
2	6 749 800	476 400	7 226 200	Centre de criminalistique	7 094 171
3	16 175 200	903 100	17 078 300	Services de prévention des incendies	16 823 141
4	9 827 600	135 900	9 963 500	Enquêtes des coroners	9 749 149
5	720 100	72 900	793 000	Pathologie légiste	759 766
6	573 900	42 000	615 900	Planification des services d'urgence	584 188
	34 458 500*	1 630 300	36 088 800	TOTAL POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	35 342 448

Description du programme :

Éliminer ou réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

*Y compris les mandats spéciaux de 10 011 700 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE — CRÉDIT 3402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Gestion du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		101 785
Avantages sociaux		20 089
Transports et communications		19 563
Services		20 278
Fournitures et matériel		9 143
Paiements de transfert		
Subvention à la Société de protection des animaux de l'Ontario	125 000	
Subvention à la Société canadienne de la Croix-Rouge	36 175	161 175
		332 033

Centre de criminalistique (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 389 046
Avantages sociaux	634 862
Transports et communications	434 254
Services	119 138
Fournitures et matériel	1 516 871
	7 094 171

Services de prévention des incendies (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		10 203 632
Avantages sociaux		1 899 692
Transports et communications		1 230 451
Services		1 010 219
Fournitures et matériel		2 214 187
Paiements de transfert		
Association pour la prévention des incendies	14 967	
Subventions au Programme de dégagement des victimes d'accident	249 993	264 960
		16 823 141

Enquêtes des coroners (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 632 686
Avantages sociaux	246 411
Transports et communications	138 450
Services	7 626 449
Fournitures et matériel	100 153
Paiements de transfert	
Subventions à l'Association des coroners de l'Ontario	5 000
	9 749 149

Pathologie légiste (Poste 5)	
Traitements et salaires	504 154
Avantages sociaux	58 462
Transports et communications	14 820
Services	54 803
Fournitures et matériel	127 527
	759 766

Planification des services d'urgence (Poste 6)	
Traitements et salaires	383 827
Avantages sociaux	65 897
Transports et communications	51 747
Services	36 808
Fournitures et matériel	45 909
	584 188

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	35 342 448

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3403				**PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE**	
1	5 334 100	36 900	5 371 000	Commission de police de l'Ontario	5 350 138
2	6 353 300		6 353 300	École de police de l'Ontario	6 160 577
3	138 800	22 200	161 000	Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario	157 003
	11 826 200	59 100	11 885 300		11 667 718
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police	1 535
L				Comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	1 987
	11 827 200*	59 100	11 886 300	TOTAL POUR LES SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	11 671 240

Description du programme :

Aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services de maintien de l'ordre de la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 3 513 400 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE — CRÉDIT 3403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission de police de l'Ontario (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 599 227
Avantages sociaux		313 277
Transports et communications		526 367
Services		1 226 318
Fournitures et matériel		504 754
Paiements de transfert	$	
Forces de police régionales et municipales	33 955	
Association du Conseil d'administration de la police municipale	10 000	
Association canadienne des chefs de police	11 000	
Association des chefs de police de l'Ontario	125 240	180 195
		5 350 138
Crédits législatifs		
Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police		1 535

École de police de l'Ontario (Poste 2)	$
Traitements et salaires	3 214 982
Avantages sociaux	655 629
Transports et communications	295 410
Services	1 155 718
Fournitures et matériel	838 838
	6 160 577
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	1 987
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario (Poste 3)	
Traitements et salaires	57 618
Avantages sociaux	5 445
Transports et communications	8 727
Services	74 630
Fournitures et matériel	10 583
	157 003
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	11 671 240

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3404				**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
1	5 955 800	894 900	6 850 700	Bureau du commissaire	6 850 419
2	52 816 300	972 100	53 788 400	Services	53 345 344
3	224 837 400	18 369 500	243 206 900	Opérations régionales	243 205 830
4	28 431 500	2 424 400	30 855 900	Enquêtes	30 851 276
5	19 169 400		19 169 400	Projet de télécommunications de la Police provinciale de l'Ontario	6 561 473
	331 210 400	22 660 900	353 871 300		340 814 342
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur la police	21 799
	331 211 400*	22 660 900	353 872 300	TOTAL POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	340 836 141

Description du programme :

Assurer l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournir une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

*Y compris les mandats spéciaux de 96 667 500 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 3404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau du commissaire (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 977 582
Avantages sociaux	468 962
Transports et communications	4 216 654
Services	136 346
Fournitures et matériel	50 875
	6 850 419
Crédits législatifs	
Paiements effectués en vertu de la Loi sur la police	21 799
Services (Poste 2)	
Traitements et salaires	13 095 252
Avantages sociaux	2 699 408
Transports et communications	3 373 127
Services	6 197 280
Fournitures et matériel	27 980 277
	53 345 344
Opérations régionales (Poste 3)	
Traitements et salaires	192 795 578
Avantages sociaux	35 622 056
Transports et communications	4 284 632
Services	7 457 731
Fournitures et matériel	3 045 833
	243 205 830

Enquêtes (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		23 184 838
Avantages sociaux		3 587 580
Transports et communications		2 179 794
Services		1 117 198
Fournitures et matériel		934 628
		31 004 038
Moins : Recouvrements d'autres ministères		152 762
		30 851 276
Projet de télécommunications de la Police provinciale de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		1 058 042
Avantages sociaux		116 854
Transports et communications	$	
Capital	131	
Fonctionnement	76 216	76 347
Services	$	
Capital	446 465	
Fonctionnement	231 463	677 928
Fournitures et matériel	$	
Capital	4 512 385	
Fonctionnement	119 917	4 632 302
		6 561 473
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		340 836 141

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agents de police spéciaux indiens	4 345 926	3 741 000
Programme de restriction de l'usage des armes à feu	622 695	260 456
	4 968 621	4 001 456
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	7 689 652	7 724 966
Coopérative d'automatisation des polices municipales et provinciale de l'Ontario	830 715	
Recouvrement d'avantages sociaux, traitements et frais médicaux à la suite d'accidents	409 557	360 171
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	318 634	263 177
Recouvrement de frais d'inscription à des cours	46 973	30 312
	9 295 531	8 378 626
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de détective privé et de gardien	650 203	591 611
Honoraires pour déposition ou communication de renseignements sur des événements déterminés	349 666	195 259
Programme de restriction des armes à feu	106 884	136 901
Autres	10 079	7 556
	1 116 832	931 327
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	2 626 530	2 115 472
Location de logements à des agents de police	472 544	346 308
École de police de l'Ontario — Pension et chambre	82 240	81 292
Photographies prises sur les lieux d'accidents	69 737	68 808
Autres	10 972	6 126
	3 262 023	18 006
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Police provinciale de l'Ontario		
Dégâts aux automobiles	203 836	243 520
Autres coûts recouvrés	106 610	44 542
Bureau du commissaire des incendies	113 206	
Commission de police de l'Ontario	13 067	30 582
Planification des services d'urgence		100 000
Autres :	8 677	9 144
	445 396	427 788
DIVERS	20 885	34 358
TOTAL DES RECETTES	19 109 288	16 391 561

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	965	1 231
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	965	1 231

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-430
- DÉVELOPPEMENT DU TOURISME 4-432
- PARCS ET ATTRACTIONS 4-434
- LOISIRS, SPORTS ET CONDITION PHYSIQUE 4-436
- OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES 4-438
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-430, 4-434
- SOMMAIRE 4-429

ÉTAT DES RECETTES 4-440

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-441

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
19 974 331	Administration du ministère	25 381 538	25 299 241
35 692 778	Développement du tourisme	36 921 600	34 796 997
35 163 170	Parcs et attractions	31 196 900	30 598 604
19 556 784	Loisirs, sports et condition physique	25 338 900	22 832 675
61 206 895	Opérations touristiques et récréatives	70 171 500	66 516 152
171 593 958	**Total du ministère**	189 010 438*	180 043 669
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
166 080 310	Total des dépenses	176 010 438	168 514 892
5 495 248	Total des prêts, avances et dotations en capital	13 000 000	11 517 727
18 400	Total des comptes créés à des fins spéciales		11 050
171 593 958		189 010 438	180 043 669

*Y compris les mandats spéciaux de 46 700 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	19 259 600	23 000	19 282 600	Bureau principal	19 255 456
2	4 320 000	90 000	4 410 000	Services de planification et d'administration	4 353 400
3	1 327 900	325 000	1 652 900	Services d'information	1 652 762
	24 907 500	438 000	25 345 500		25 261 618
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
	24 943 538*	438 000	25 381 538	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	25 299 241

Description du programme :

Ce programme assure l'administration générale de l'ensemble du ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 8 420 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 098 443
Avantages sociaux		263 301
Transports et communications		128 753
Services		513 065
Fournitures et matériel		196 894
Paiements de transfert		
Fondation Trillium de l'Ontario	17 000 000	
Subvention à la municipalité du district de Muskoka RMS SEGWUN	55 000	17 055 000
		19 255 456
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 880

Services de planification et d'administration (Poste 2)	$
Traitement et salaires	2 970 908
Avantages sociaux	306 760
Transports et communications	158 394
Services	710 687
Fournitures et matériel	727 267
Paiements de transfert	
Subventions pour Expérience 87	1 004 781
	5 878 797
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 525 397
	4 353 400
Services d'information (Poste 3)	
Traitements et salaires	802 267
Avantages sociaux	82 586
Transports et communications	80 672
Services	416 959
Fournitures et matériel	270 278
	1 652 762
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	25 299 241

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3502				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME**	
1	612 200		612 200	Administration du programme	284 860
2	7 053 400		7 053 400	Développement de l'industrie touristique	5 410 769
3	29 256 000		29 256 000	Développement des services de promotion du tourisme	29 101 368
	36 921 600*		36 921 600	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME	34 796 997

Description du programme :

Ce programme favorise la mise en valeur systématique des infrastructures touristiques de l'Ontario (établissements d'accueil, installations de loisirs, attractions touristiques, services connexes), ainsi que la fréquentation optimale de ces infrastructures en assurant la promotion de l'Ontario au Canada et à l'étranger comme lieu de destination et de séjour pour les vacanciers et autres voyageurs.

*Y compris les mandats spéciaux de 9 280 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME — CRÉDIT 3502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		160 002
Avantages sociaux		14 630
Transports et communications		17 892
Services		71 389
Fournitures et matériel		20 947
		284 860
Développement de l'industrie touristique (Poste 2)		
Traitements et salaires		582 197
Avantages sociaux		55 210
Transports et communications		41 372
Services		806 184
Fournitures et matériel		41 352
Paiements de transfert		
Capital		
Programme d'encouragement au développement touristique	3 632 025	
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	135 854	
Fonctionnement		
Subventions à Tourisme Ontario	235 000	
Subvention à Hamilton pour étude de faisabilité	100 000	4 102 879
Prêts, avances et dotations en capital		
Prêt au titre du Programme d'aide à l'évaluation		191 241
		5 820 435
Moins : Recouvrements d'autres ministères		409 666
		5 410 769

Développement des services de promotion du tourisme (Poste 3)	$
Traitements et salaires	3 401 955
Avantages sociaux	442 060
Transports et communications	2 868 734
Services	20 819 141
Fournitures et matériel	1 584 478
	29 116 368
Moins : Recouvrements d'autres ministères	15 000
	29 101 368
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME	34 796 997

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3503				**PROGRAMME DES PARCS ET DES ATTRACTIONS**	
1	2 534 000	360 000	2 894 000	Parcs historiques de la Huronie	2 893 940
2	3 027 300	449 000	3 476 300	Vieux Fort William	3 476 139
3	5 122 000	1 968 700	7 090 700	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	7 090 700
4	14 044 100	497 800	14 541 900	Commission des parcs du Saint-Laurent	14 541 881
5	748 000		748 000	Commission de la promenade Sainte-Claire	639 894
6	1 050 000	3 000	1 053 000	Thunder Bay Ski Jumps	1 053 000
7	900 000		900 000	Centre des congrès d'Ottawa	399 000
8	300 000	193 000	493 000	Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	493 000
	27 725 400	3 471 500	31 196 900		30 587 554
L				Comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	11 050
	27 725 400*	3 471 500	31 196 900	TOTAL POUR LES PARCS ET LES ATTRACTIONS	30 598 604

Description du programme :

Ce programme fournit des subventions d'exploitation et d'immobilisation à certaines attractions touristiques et installations de loisirs.

*Y compris les mandats spéciaux de 7 855 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES PARCS ET DES ATTRACTIONS — CRÉDIT 3503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Parcs historiques de la Huronie (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 741 999
Avantages sociaux	205 377
Transports et communications	89 143
Services	462 449
Fournitures et matériel	394 972
	2 893 940

Vieux Fort William (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 248 184
Avantages sociaux	295 159
Transports et communications	80 652
Services	368 449
Fournitures et matériel	479 099
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 596
	3 476 139

Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Capital	
Subvention pour le développement	1 950 000
Fonctionnement	
Subvention pour couvrir le déficit d'exploitation	4 765 700
Étude de la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	375 000
	7 090 700

Commission des parcs du Saint-Laurent (Poste 4)	
Traitements et salaires	8 688 166
Avantages sociaux	1 152 921
Transports et communications	262 946
Services	1 026 276
Fournitures et matériel	1 980 838
Acquisition/construction de biens immobiers	1 408 823
Paiements de transfert	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	21 911
	14 541 881

Crédits législatifs	$
Comptes créés à des fins spéciales	
Dépôts de garantie en vertu de contrats	11 050

Commission de la promenade Sainte-Claire (Poste 5)	
Paiements de transfert	
Subventions à la Commission de la promenade Sainte-Claire	
Capital	300 683
Fonctionnement	339 211
	639 894

Thunder Bay Ski Jumps (Poste 6)	
Paiements de transfert	
Subvention au Thunder Bay Ski Jumps	
Capital	500 000
Fonctionnement	553 000
	1 053 000

Centre des congrès d'Ottawa (Poste 7)	
Paiements de transfert	
Subvention au Centre des congrès d'Ottawa	399 000

Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto (Poste 8)	
Paiements de transfert	
Subvention au Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	493 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PARCS ET DES ATTRACTIONS	30 598 604

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3504				**PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE**	
1	593 600		593 600	Administration du programme	526 408
2	4 781 100		4 781 100	Loisirs	3 352 437
3	19 964 200		19 964 200	Sports et condition physique	18 953 830
	25 338 900*		25 338 900	TOTAL POUR LES LOISIRS, LES SPORTS ET LA CONDITION PHYSIQUE	22 832 675

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser l'élaboration de programmes municipaux de loisirs, de sports et de conditionnement physique, ainsi qu'à soutenir les organismes provinciaux de loisirs et les associations sportives provinciales, dans le but de favoriser la participation et la poursuite de l'excellence.

*Y compris les mandats spéciaux de 10 530 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE — CRÉDIT 3504

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		201 857
Avantages sociaux		26 868
Transports et communications		130 171
Services		73 355
Fournitures et matériel		17 157
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche		77 000
		526 408

Loisirs (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 070 394
Avantages sociaux		154 334
Transports et communications		256 683
Services		917 999
Fournitures et matériel		404 327
Paiements de transfert		
Subventions pour les camps sans but lucratif	37 676	
Subventions à des organisations provinciales de loisirs	285 177	
Subventions pour le développement des loisirs	270 909	593 762
		3 397 499
Moins : Recouvrements d'autres ministères		45 062
		3 352 437

Sports et condition physique (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		1 683 101
Avantages sociaux		257 863
Transports et communications		192 763
Services		1 746 333
Fournitures et matériel		406 595
Paiements de transfert		
Subventions aux fédérations sportives	4 515 212	
Subventions au Centre administratif des sports de l'Ontario	2 600 000	
Subventions de loteries "Mieux que jamais Ontario"	4 394 497	
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique	1 942 497	
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques	674 969	
Conseil olympique de Toronto (Ontario)	400 000	
Subvention à la ville de Thunder Bay — Jeux nordiques mondiaux	140 000	14 667 175
		18 953 830
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE		22 832 675

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3505				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES**	
1	70 171 500		70 171 500	Opérations touristiques et récréatives . .	66 516 152
	70 171 500*		70 171 500	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES	66 516 152

Description du programme :

Ce programme vise à accroître la productivité et l'emploi dans l'industrie touristique grâce à des programmes d'aide financière et à la fourniture directe de services d'experts-conseils aux exploitants, aux municipalités et aux associations touristiques; à fournir des programmes de loisirs communautaires et des subventions d'immobilisation, afin de réaliser les objectifs du ministère en matière de loisirs, de sports et de conditionnement physique.

*Y compris les mandats spéciaux de 10 615 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES — CRÉDIT 3505

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Opérations touristiques et récréatives (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		5 865 603
Avantages sociaux		858 404
Transports et communications		1 399 669
Services		1 075 547
Fournitures et matériel		844 608
Acquisition/construction de biens immobiliers		700 995
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation financées par les loteries	28 278 165	
Programme de subventions pour le developpement du tourisme dans l'Est de l'Ontario	1 767 218	
Programme d'amélioration des centres d'information touristique du Nord de l'Ontario	1 154 664	
Programme de développement touristique sur une grande ligne du Nord de l'Ontario	187 500	
Fonctionnement		
Subventions pour les programmes récréatifs municipaux	5 207 605	
Subventions du programme de loteries	11 317 102	
Subventions aux associations touristiques régionales		
Frais d'administration	420 000	
Partage des coûts de promotion	1 344 000	
Entente sur le développement rural du Nord de l'Ontario — Subventions pour le développement du tourisme	1 339 048	51 015 302

Prêts, avances et dotations en capital	$	$
Capital		
Programme de prêts pour le tourisme dans l'Est de l'Ontario	2 475 313	
Programme d'aide à la construction d'immobilisations dans le Nord de l'Ontario	5 942 873	
Projets touristiques importants	2 908 300	11 326 486
		73 086 614
Moins : Recouvrements d'autres ministères		6 570 462
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES		66 516 152

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Dégrèvement sur la taxe de vente fédérale	149 979	115 035
Programme de promotion des langues officielles		1 415
	149 979	116 450
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Associations touristiques — partage des coûts afférents aux publications	63 191	86 361
Agence de commercialisation touristique de Muskoka — Entente sur les prêts de services	34 590	39 858
Commission de la promenade Sainte-Claire	20 625	32 625
Ristournes de l'agence de placement des contrats de publicité		42 008
	118 406	200 852
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée — Parcs du Saint-Laurent	2 687 429	2 470 620
Droits d'entrée — Autres	332 595	332 356
Permis touristiques	100 100	141 960
	3 120 124	2 944 936
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs	1 837 538	1 765 152
Concessions	152 460	139 693
Vente de Minaki Lodge		752 301
Autres	17 486	4 753
	2 007 484	2 661 899
REDEVANCES	21	53
BÉNÉFICES DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE		
Société des loteries de l'Ontario		
Lotto 6/49	284 000 000	269 000 000
Jeux à résultat instantané	96 000 000	93 000 000
Lottario	50 000 000	57 000 000
Wintario	18 000 000	19 000 000
La Provinciale	14 000 000	17 000 000
Super Lotto	8 000 000	10 000 000
	470 000 000	465 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	987 699	710 509
Remboursements de fournisseurs	19 593	47 333
Autres	25 196	3 647
	1 032 488	761 489
DIVERS	427	352
TOTAL DES RECETTES	476 428 929	471 686 031

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commission des parcs du Saint-Laurent	11 250	250
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	11 250	250

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-446

PLANIFICATION DES POLITIQUES ET RECHERCHE 4-448

SÉCURITÉ ET RÉGLEMENTATION 4-450

ROUTES PROVINCIALES 4-452

TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE 4-454

TRANSPORTS DE LA PROVINCE 4-456

ROUTES MUNICIPALES 4-458

TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX 4-460

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-446

SOMMAIRE 4-445

ÉTAT DES RECETTES 4-462

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
61 629 719	Administration du ministère	52 986 938	50 205 645
12 958 132	Planification des politiques et recherche	15 513 300	15 412 445
89 885 706	Sécurité et réglementation	97 964 700	95 518 455
572 626 201	Routes provinciales	618 519 400	619 432 179
121 600 000	Transports en commun de la province	158 125 000	154 307 500
10 089 452	Transports de la province	13 145 500	12 801 559
597 100 490	Routes municipales	642 158 500	642 156 184
298 569 757	Transport en commun municipaux	345 790 600	324 139 726
1 764 459 457	**Total du ministère**	1 944 203 938*	1 913 973 693
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 764 459 457	Total des dépenses	1 944 203 938	1 913 973 693

*Y compris les mandats spéciaux de 509 150 000 $.

NOTE : Le ministère des Affaires civiques et le ministère de la Culture et des Communications ont été créés le 8 octobre 1987 en vertu des décrets 2299/87 et 2298/87, respectivement. Ces nouveaux ministères ont exercé les pouvoirs et les fonctions qui jusqu'à cette date, relevaient du ministère des Affaires civiques et culturelles. Le programme de la "Commission des droits de la personne" a été transféré du ministère du Travail au ministère des Affaires civiques. Le ministère des Transports a été créé le 8 octobre 1987 en vertu du décret 2300/87 et a exercé les pouvoirs et les fonctions du ministère des Transports et des Communications sauf pour le programme de "Communications" qui a été transféré au ministère de la Culture et des Communications. Pour faciliter la présentation et la comparaison des données financières, celles-ci ont été redressées pour refléter les activités pendant l'exercice tout entier comme si les ministères avaient été créés le 1er avril 1987.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	6 464 000		6 464 000	Bureau principal	5 976 948
2	16 364 300		16 364 300	Services financiers	14 195 420
3	6 341 700	635 000	6 976 700	Services juridiques	6 976 243
4	5 309 500	856 300	6 165 800	Services du personnel	6 133 207
5	9 954 900	499 500	10 454 400	Fournitures et services de bureau	10 390 946
6	3 634 800	109 500	3 744 300	Services de vérification	3 741 662
7	2 548 700	232 700	2 781 400	Services d'information	2 754 247
	50 617 900	2 333 000	52 950 900		50 168 673
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 229
	50 653 938*	2 333 000	52 986 938	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	50 205 645

Description du programme :

Ce programme comprend les services des cadres supérieurs chargés de l'orientation et de la coordination des programmes du ministère, ainsi que les activités des unités administratives qui fournissent les systèmes de soutien essentiels et les services généraux nécessaires aux programmes du ministère.

*Y compris les mandats spéciaux de 18 500 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 411 683
Avantages sociaux	3 065 296
Transports et communications	103 978
Services	240 964
Fournitures et matériel	155 027
	5 976 948
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 229
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	9 972 999
Avantages sociaux	2 135 531
Transports et communications	5 056 944
Services	20 176 124
Fournitures et matériel	5 367 810
	42 707 408
Moins : Recouvrements d'autres activités	28 511 988
	14 195 420
Services juridiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	829 126
Avantages sociaux	114 890
Transports et communications	77 102
Services	6 153 719
Fournitures et matériel	28 924
	7 203 761
Moins : Recouvrements d'autres ministères	227 518
	6 976 243

Services du personnel (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 222 393
Avantages sociaux	819 215
Transports et communications	225 510
Services	771 631
Fournitures et matériel	208 487
	6 247 236
Moins : Recouvrements d'autres ministères	114 029
	6 133 207
Fournitures et services de bureau (Poste 5)	
Traitements et salaires	6 496 848
Avantages sociaux	1 254 938
Transports et communications	943 818
Services	940 563
Fournitures et matériel	1 176 574
	10 812 741
Moins : Recouvrements d'autres ministères	421 795
	10 390 946
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 862 334
Avantages sociaux	533 039
Transports et communications	131 857
Services	183 864
Fournitures et matériel	30 568
	3 741 662
Services d'information (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 458 194
Avantages sociaux	283 011
Transports et communications	121 580
Services	312 595
Fournitures et matériel	578 867
	2 754 247
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	50 205 645

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3602				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE**	
1	5 466 700	1 534 900	7 001 600	Planification des politiques	6 903 756
2	4 253 000	358 600	4 611 600	Technologie et industrie des transports	4 609 111
3	3 256 100	644 000	3 900 100	Recherche	3 899 578
	12 975 800*	2 537 500	15 513 300	TOTAL POUR LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE	15 412 445

Description du programme :

Faciliter l'élaboration de politiques à court et à long terme se rapportant au transport multimodal des marchandises et des voyageurs en vue d'atteindre, le plus efficacement possible, les objectifs de la province en matière de transports, ainsi que ses objectifs sociaux, économiques, technologiques et institutionnels. Ce programme appuie et encourage également les activités de planification des transports municipaux considérés sous tous leurs aspects.

Mener des travaux de recherche et de développement dans le domaine de la technologie et de l'industrie des transports afin :

— d'augmenter le rendement et l'efficacité du ministère;
— d'améliorer les réseaux de transport de l'Ontario; et
— d'accroître la productivité industrielle et d'accélérer la croissance économique.

Augmenter l'efficacité, le rendement et la sécurité du transport routier en effectuant des travaux de recherche et de développement sur les systèmes matériels employés dans la conception, la construction, l'entretien et l'utilisation des installations d'infrastructure.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 300 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE — CRÉDIT 3602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Planification des politiques (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 910 711
Avantages sociaux		579 140
Transports et communications		178 947
Services		2 915 442
Fournitures et matériel		189 200
Paiements de transfert		
Études sur les transports urbains et régionaux	833 397	
Institut canadien de la circulation et des transports	10 000	843 397
		7 616 837
Moins : Recouvrements d'autres ministères		713 081
		6 903 756

Technologie et industrie des transports (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 818 945
Avantages sociaux	532 342
Transports et communications	182 124
Services	1 266 550
Fournitures et matériel	271 914
Paiements de transfert	
Association des routes et transports du Canada	143 500
	5 215 375
Moins : Recouvrements d'autres ministères	606 264
	4 609 111

Recherche (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 001 385
Avantages sociaux	308 276
Transports et communications	117 034
Services	1 246 497
Fournitures et matériel	226 386
	3 899 578
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE	15 412 445

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3603				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION**	
1	9 734 300	444 000	10 178 300	Administration du programme	7 735 049
2	49 663 100	1 294 500	50 957 600	Permis	50 955 737
3	33 297 800	3 531 000	36 828 800	Examen, inspection et application	36 827 669
	92 695 200*	5 269 500	97 964 700	TOTAL POUR LA SÉCURITÉ ET LA RÉGLEMENTATION	95 518 455

Description du programme :

En utilisant des moyens de contrôle et de pression approuvés, relever le niveau des aptitudes et qualifications des usagers du réseau et des services de transport routier, de manière à accroître la sécurité routière et la mobilité de la population, et à accélérer les flux de marchandises.

*Y compris les mandats spéciaux de 25 500 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION — CRÉDIT 3603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		4 379 331
Avantages sociaux		812 208
Transports et communications		338 627
Services		1 238 209
Fournitures et matériel		719 256
Paiements de transfert	$	
American Association of Motor Vehicle Administrators	19 541	
Conseil canadien de la sécurité	116 755	
Conférence canadienne des administrateurs des transports routiers	46 122	
Ontario Safety League	40 000	
Fondation de recherche sur les blessures résultant d'accidents de circulation	25 000	247 418
		7 735 049

Permis (Poste 2)	$
Traitements et salaires	15 987 171
Avantages sociaux	3 180 420
Transports et communications	4 514 635
Services	22 521 671
Fournitures et matériel	4 751 840
	50 955 737

Examen, inspection et application (Poste 3)	
Traitements et salaires	26 399 521
Avantages sociaux	4 667 912
Transports et communications	2 108 117
Services	2 108 030
Fournitures et matériel	1 544 089
	36 827 669

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION	95 518 455

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3604				**PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	34 614 200	2 217 900	36 832 100	Administration du programme	36 831 752
2	74 785 100	4 722 000	79 507 100	Conception	79 005 548
3	246 344 300	11 264 500	257 608 800	Immobilisations et construction	257 299 695
4	227 589 300	16 982 100	244 571 400	Entretien	246 295 184
	583 332 900*	35 186 500	618 519 400	TOTAL POUR LES ROUTES PROVINCIALES	619 432 179

Description du programme :

Fournir et entretenir un réseau routier provincial capable de répondre aux besoins sociaux et institutionnels des résidents de l'Ontario, ainsi qu'à leurs exigences en matière de mobilité et de conservation de l'énergie. Promouvoir les objectifs du gouvernement en mettant à la disposition du public des réseaux et des services de transport sûrs, fiables, efficaces, économiques et acceptables du point de vue de leurs effets sur l'environnement.

*Y compris les mandats spéciaux de 157 850 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES — CRÉDIT 3604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	23 225 436
Avantages sociaux	4 164 868
Transports et communications	3 094 585
Services	4 554 135
Fournitures et matériel	1 792 728
	36 831 752
Conception (Poste 2)	
Traitements et salaires	46 826 673
Avantages sociaux	8 761 814
Transports et communications	2 998 660
Services	19 783 648
Fournitures et matériel	1 644 925
	80 015 720
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 010 172
	79 005 548

Immobilisations et construction (Poste 3)		$
Traitements et salaires		29 621 901
Avantages sociaux		5 927 737
Transports et communications		4 075 091
Services		29 130 406
Fournitures et matériel		26 938 063
Acquisition/construction de biens immobiliers		252 031 939
Paiements de transfert		1 131 268
		348 856 405
Moins : Recouvrements d'autres ministères		91 556 710
		257 299 695
Entretien (Poste 4)		
Traitements et salaires		109 137 920
Avantages sociaux		19 715 444
Transports et communications		4 325 209
Services		39 731 298
Fournitures et matériel		77 625 257
Paiements de transfert	$	
Conférence sur la circulation routière	26 000	
Études d'amélioration de la circulation routière	102 271	128 271
		250 663 399
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 368 215
		246 295 184
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES		619 432 179

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3605				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE**	
1	29 925 000		29 925 000	Immobilisations et construction	27 445 000
2	48 500 000		48 500 000	Exploitation	47 162 500
3	79 700 000		79 700 000	Expansion du service ferroviaire "GO" de transport en commun	79 700 000
	158 125 000*		158 125 000	TOTAL POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE	154 307 500

Description du programme :

Mettre sur pied et exploiter un réseau interrégional de transports en commun qui réponde aux besoins du grand public sur le territoire relevant de la Régie des transports en commun de la région de Toronto et qui permette de remplacer avantageusement l'automobile privée, en faisant l'acquisition des terrains, du matériel, des bâtiments et de l'outillage nécessaires pour assurer le service, en favorisant le développement des services sur les itinéraires existants et en fournissant les nouveaux services demandés par le gouvernement, de façon à réduire les encombrements et les pressions exercées par les groupes réclamant un agrandissement du réseau routier.

*Y compris les mandats spéciaux de 46 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE — CRÉDIT 3605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Immobilisations et construction (Poste 1)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	27 445 000
Exploitation (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	47 162 500

Expansion du service ferroviaire "GO" de transport en commun (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	79 700 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE	154 307 500

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3606				**PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE**	
1	10 910 200	900 000	11 810 200	Transport aérien	11 525 876
2	520 300	99 900	620 200	Transport ferroviaire	573 457
3	642 900	72 200	715 100	Transport maritime	702 226
	12 073 400*	1 072 100	13 145 500	TOTAL POUR LES TRANSPORTS DE LA PROVINCE	12 801 559

Description du programme :

Promouvoir et coordonner les mouvements des personnes et des marchandises entre les villes par l'exploitation intégrée de tous les modes de transport utilisés en Ontario et assurer la liaison avec des points situés à l'extérieur de la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 4 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE — CRÉDIT 3606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Transport aérien (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 633 491
Avantages sociaux		388 516
Transports et communications		759 590
Services	$	
Capital	1 640 232	
Fonctionnement	1 766 487	3 406 719
Fournitures et matériel		2 211 396
Paiements de transfert	$	
Capital		
Construction d'aéroports municipaux	4 307 553	
Fonctionnement		
Entretien des aéroports municipaux	844 597	5 152 150
		14 551 862
Moins : Recouvrements d'autres ministères		3 025 986
		11 525 876

Transport ferroviaire (Poste 2)	$
Traitements et salaires	388 502
Avantages sociaux	73 447
Transports et communications	21 288
Services	73 233
Fournitures et matériel	9 487
Paiements de transfert	
Infrastructure ferroviaire et études de faisabilité sur les services	7 500
	573 457

Transport maritime (Poste 3)	
Traitements et salaires	287 494
Avantages sociaux	47 557
Transports et communications	34 639
Services	325 333
Fournitures et matériel	7 203
	702 226

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE	12 801 559

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3607				**PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES**	
1	6 540 800	237 400	6 778 200	Administration du programme	6 776 829
2	634 772 800	607 500	635 380 300	Immobilisations, construction et entretien	635 379 355
	641 313 600*	844 900	642 158 500	TOTAL POUR LES ROUTES MUNICIPALES	642 156 184

Description du programme :

Aider les municipalités et les groupes participants des régions non-érigées en municipalités à se doter de services de transport routier susceptibles de répondre aux besoins économiques et sociaux locaux et de contribuer à la réalisation des objectifs que le ministère s'est fixés en matière de services de transport dans la province.

*Y compris les mandats spéciaux de 200 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES — CRÉDIT 3607

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		4 684 085
Avantages sociaux		906 833
Transports et communications		367 266
Services		421 385
Fournitures et matériel		141 075
Paiements de transfert	$	
Ontario Good Roads Association	60 907	
Association des routes et transports du Canada	150 630	
Subvention au Tri-committee	43 648	
Association des surintendants des routes de l'Ontario	1 000	256 185
		6 776 829

Immobilisations, construction et entretien (Poste 2)		$
Traitements et salaires		1 921 895
Avantages sociaux		198 644
Transports et communications		157 319
Services		10 105 021
Fournitures et matériel		976 403
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 822 773
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subsides pour routes municipales	571 012 311	
Routes pour lotissements	5 423 918	
Voies de jonction	20 740 462	
Trottoirs des cantons	434 100	
Améliorations municipales spéciales	30 000 000	627 610 791
		642 792 846
Moins : Recouvrements		7 413 491
		635 379 355
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES		642 156 184

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3608				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX**	
1	2 315 200	155 400	2 470 600	Administration du programme	2 371 371
2	176 800 000		176 800 000	Immobilisations et construction	155 292 705
3	166 520 000		166 520 000	Exploitation	166 475 650
	345 635 200*	155 400	345 790 600	TOTAL POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	324 139 726

Description du programme :

Assurer aux municipalités l'aide financière, technique et technologique nécessaire pour leur permettre d'offrir des services de transports en commun capables de répondre aux besoins des résidents de l'Ontario habitant des municipalités urbanisées sur les plans de la mobilité et des transports.

*Y compris les mandats spéciaux de 53 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX — CRÉDIT 3608

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 168 308
Avantages sociaux	219 885
Transports et communications	80 377
Services	324 480
Fournitures et matériel	16 588
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains	561 733
	2 371 371

Immobilisations et construction (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	80 887 504
Subsides pour la construction de transports en commun rapides	5 235 662
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	48 169 539
Améliorations municipales spéciales	21 000 000
	155 292 705

Exploitation (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Subsides pour l'exploitation de transports en commun	147 744 500
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	160 625
Transport pour les handicapés	18 570 525
	166 475 650
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	324 139 726

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988		1987
	$	$	$	$
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursement de dépenses				
Remise de la taxe fédérale en regard d'Expo 86	537 720			
Ministère des Transports				
Construction d'un ouvrage de croisement à niveau différents, Park Road, Brantford			1 256 795	
Statistique Canada				
Exploitants de véhicules à usages commerciaux et de remorques en Ontario		537 720	1 500	1 258 295
Autres				
Entente relative à l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de droits d'immatriculation des véhicules automobiles		1 348 986		1 355 531
		1 886 706		2 613 826
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Autoroutes		747 666		554 445
Chemins de fer		106 115		
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent		23 176		
Société Union Gas				102 714
		876 957		657 159
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS				
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen des conducteurs	522 286 904		498 011 390	
Moins : Commissions des agents	15 940 245	506 346 659	14 261 030	483 750 360
Permis d'utilisation de panneaux spéciaux et de transport de logement		570 355		477 570
Permis d'empiètement		139 580		157 480
Permis de construction et d'utilisation des terres		83 006		71 953
Permis d'entrée		60 882		49 952
		507 200 482		484 507 315
AMENDES ET PÉNALITÉS				
Dommages matériels		2 738 535		3 628 870
Dommages-intérêts conventionnels		286 842		405 800
		3 025 377		4 034 670

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
VENTES ET LOCATIONS		
Location de centres de services	6 844 937	6 368 166
Terrains et bâtiments	4 048 086	8 345 060
Matériel	2 093 690	1 034 778
Location de biens	1 636 388	1 075 076
Location de véhicules	558 872	592 877
Ferraille, pièces et matériaux désuets	204 553	166 421
Plans, manuels, brochures sur la circulation	164 784	95 262
Panneaux de signalisation	90 948	85 085
Cartes	45 578	53 748
Locations de Bailey Bridge	6 205	19 500
Ventes à Expo 86		4 489 583
Autres	110 098	46 316
	15 804 139	22 371 872
REDEVANCES	1 791	7 408
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services — construction et entretien	1 951 173	912 883
Exploitation d'aéroports	307 763	14 707
Autres	55 119	52 565
	2 314 055	980 155
DIVERS	590 428	288 575
TOTAL DES RECETTES	531 699 935	515 460 980

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-468
- RELATIONS INDUSTRIELLES 4-472
- COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL 4-474
- SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 4-476
- NORMES D'EMPLOI 4-478
- PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL 4-480
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-468, 4-476, 4-478
- SOMMAIRE 4-467

ÉTAT DES RECETTES 4-482

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-483

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
19 093 673	Administration du ministère	24 168 638	24 696 790
8 229 364	Relations industrielles	11 182 000	9 670 459
6 849 730	Commission des relations du travail	7 461 900	7 385 296
43 305 560	Santé et sécurité au travail	50 471 200	50 127 739
8 209 927	Normes d'emploi	8 963 600	9 075 037
4 358 807	Programme consultatif sur les accidents du travail	7 307 900	6 565 935
90 047 061	**Total du ministère**	109 555 238*	107 521 256
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
89 892 998	Total des dépenses	109 555 238	107 403 733
154 063	Total des comptes créés à des fins spéciales		117 523
90 047 061		109 555 238	107 521 256

*Y compris les mandats spéciaux de 29 686 000 $.

NOTE : Le ministère des Affaires civiques et le ministère de la Culture et des Communications ont été créés le 8 octobre 1987 en vertu des décrets 2299/87 et 2298/87, respectivement. Ces nouveaux ministères ont exercé les pouvoirs et les fonctions qui jusqu'à cette date, relevaient du ministère des Affaires civiques et culturelles. Le programme de la "Commission des droits de la personne" a été transféré du ministère du Travail au ministère des Affaires civiques. Le ministère des Transports a été créé le 8 octobre 1987 en vertu du décret 2300/87 et a exercé les pouvoirs et les fonctions du ministère des Transports et des Communications sauf pour le programme de "Communications" qui a été transféré au ministère de la Culture et des Communications. Pour faciliter la présentation et la comparaison des données financières, celles-ci ont été redressées pour refléter les activités pendant l'exercice tout entier comme si les ministères avaient été créés le 1er avril 1987.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 359 100	1 770 200	5 129 300	Bureau principal	5 092 416
2	2 031 500	110 900	2 142 400	Services financiers	2 137 985
3	4 799 300	538 500	5 337 800	Fournitures et services de bureau	5 318 337
4	1 246 300	408 700	1 655 000	Services du personnel	1 650 916
5	1 502 200		1 502 200	Services d'information	1 105 219
6	1 287 600	280 700	1 568 300	Analyse et planification	1 495 727
7	1 462 200		1 462 200	Services juridiques	1 427 626
8	385 000	131 200	516 200	Services de vérification	514 871
9	4 819 200		4 819 200	Services de développement des systèmes	4 066 941
	20 892 400	3 240 200	24 132 600		22 810 038
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L	8 506		8 506	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 880
L				Commission de l'équité salariale, Loi sur l'équité salariale	1 849 129
	20 928 438*	3 240 200	24 168 638	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 696 790

Description du programme :

Ce programme vise à élaborer des politiques ministérielles efficaces et conformes à l'évolution des conditions sociales, économiques et technologiques qui influent sur les objectifs du ministère, et à fournir à celui-ci des moyens professionnels évolués et efficaces de gestion et de coordination afin d'optimiser le rendement de ses programmes.

*Y compris les mandats spéciaux de 6 000 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 202 680
Avantages sociaux		407 759
Transports et communications		240 223
Services		836 620
Fournitures et matériel		323 893
Paiements de transfert		
Indemnisation des travailleurs aveugles	11 131	
Subventions à des organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi	1 070 110	1 081 241
		5 092 416

Crédits législatifs	$	$
Traitement versé au ministre		28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 880
Commission de l'équité salariale		
Traitements et salaires	395 590	
Avantages sociaux	25 298	
Transports et communications	120 354	
Services	488 518	
Fournitures et matériel	819 369	1 849 129

Services financiers (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 382 008
Avantages sociaux	195 410
Transports et communications	410 276
Services	74 563
Fournitures et matériel	75 728
	2 137 985

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	$
Traitements et salaires	3 675 433
Avantages sociaux	540 814
Transports et communications	115 165
Services	558 958
Fournitures et matériel	427 967
	5 318 337

Services du personnel (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 786 356
Avantages sociaux	176 510
Transports et communications	92 781
Services	74 195
Fournitures et matériel	77 096
Paiements de transfert	
Subventions pour les projets Expérience 1987	66 600
	2 273 538
Moins : Recouvrements d'autres ministères	622 622
	1 650 916

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	510 525
Avantages sociaux	64 115
Transports et communications	27 772
Services	232 389
Fournitures et matériel	270 418
	1 105 219

Analyse et planification (Poste 6)	$
Traitements et salaires	994 293
Avantages sociaux	114 735
Transports et communications	33 357
Services	154 837
Fournitures et matériel	198 505
	1 495 727

Services juridiques (Poste 7)	$
Transports et communications	131 345
Services	1 072 986
Fournitures et matériel	223 295
	1 427 626

Services de vérification (Poste 8)	$
Traitements et salaires	368 416
Avantages sociaux	48 171
Transports et communications	6 386
Services	23 205
Fournitures et matériel	68 693
	514 871

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2101 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Services de développement des systèmes (Poste 9)	$
Traitements et salaires	1 578 178
Avantages sociaux	170 213
Transports et communications	53 100
Services	829 719
Fournitures et matériel	1 435 731
	4 066 941
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 696 790

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2102				**PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES**	
1	1 626 500	66 300	1 692 800	Administration du programme	1 692 244
2	3 684 500		3 684 500	Services de conciliation et de médiation	3 553 041
3	2 236 200	42 700	2 278 900	Bureau d'arbitrage	2 087 415
4	831 300		831 300	Qualité de la vie au travail	727 830
5	2 694 500		2 694 500	Commissions d'appel de la fonction publique	1 609 929
	11 073 000*	109 000	11 182 000	TOTAL POUR LES RELATIONS INDUSTRIELLES	9 670 459

Description du programme :

Ce programme comprend des activités visant à contribuer à l'instauration et au maintien de relations harmonieuses dans le cadre des négociations collectives et à l'amélioration générale des relations patronales-salariales afin de réduire les risques d'arrêts de travail coûteux qui risqueraient de perturber inutilement l'économie de l'Ontario.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 761 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES — CRÉDIT 2102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 163 172
Avantages sociaux	165 500
Transports et communications	46 782
Services	210 840
Fournitures et matériel	105 950
	1 692 244

Services de conciliation et de médiation (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 318 987
Avantages sociaux	304 037
Transports et communications	584 606
Services	285 920
Fournitures et matériel	59 491
	3 553 041

Bureau d'arbitrage (Poste 3)	
Traitements et salaires	890 401
Avantages sociaux	118 680
Transports et communications	257 462
Services	748 870
Fournitures et matériel	72 002
	2 087 415

Qualité de la vie au travail (Poste 4)	$
Traitements et salaires	455 350
Avantages sociaux	47 214
Transports et communications	96 029
Services	105 226
Fournitures et matériel	22 011
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes et personnes pour la promotion de la qualité de la vie au travail	2 000
	727 830

Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 5)	
Traitements et salaires	270 072
Avantages sociaux	23 740
Transports et communications	141 830
Services	993 714
Fournitures et matériel	180 573
	1 609 929

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES	9 670 459

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**	
1	7 115 200	346 700	7 461 900	Commission des relations du travail	7 385 296
	7 115 200*	346 700	7 461 900	TOTAL POUR LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL . .	7 385 296

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser le recours à la négociaton collective entre le patronat et les syndicats et la libre désignation des représentants des employés afin de promouvoir l'harmonie dans les relations patronales-salariales.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 038 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL — CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Commission des relations du travail (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 994 873
Avantages sociaux	655 310
Transports et communications	846 490
Services	536 823
Fournitures et matériel	351 800
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL	7 385 296

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104				**PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	9 190 400	362 700	9 553 100	Administration du programme	9 534 018
2	7 526 700	233 600	7 760 300	Santé et sécurité dans la construction ...	7 752 388
3	10 685 600		10 685 600	Santé et sécurité dans l'industrie	10 439 635
4	4 844 600	195 500	5 040 100	Santé et sécurité dans les mines	5 015 553
5	11 888 900	49 200	11 938 100	Santé au travail	11 928 744
6	4 255 900	110 100	4 366 000	Études et services spéciaux	4 305 103
	48 392 100	951 100	49 343 200		48 975 441
L	1 128 000		1 128 000	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, Loi sur les mines	1 152 298
	49 520 100*	951 100	50 471 200	TOTAL POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	50 127 739

Description du programme :

Favoriser l'hygiène et la sécurité au travail et contribuer à la réalisation des objectifs poursuivis dans ce secteur en administrant les règlements et la Loi sur la santé et la sécurité au travail, en encourageant le patronat et les travailleurs à coopérer à la détermination et à l'élimination des risques dans ce domaine, et en élaborant des lois et programmes appropriés à cette fin.

*Y compris les mandats spéciaux de 14 599 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL — CRÉDIT 2104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 136 271
Avantages sociaux	503 783
Transports et communications	278 380
Services	734 814
Fournitures et matériel	682 790
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes et à des particuliers pour la recherche appliquée, formation de la main-d'oeuvre et promotion de la santé et de la sécurité au travail	3 197 980
	9 534 018

Santé et sécurité dans la construction (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 769 123
Avantages sociaux	811 538
Transports et communications	840 136
Services	302 354
Fournitures et matériel	1 029 237
	7 752 388

Santé et sécurité dans l'industrie (Poste 3)	
Traitements et salaires	6 977 532
Avantages sociaux	1 128 532
Transports et communications	1 191 248
Services	382 978
Fournitures et matériel	759 345
	10 439 635

Santé et sécurité dans les mines (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 201 089
Avantages sociaux	478 133
Transports et communications	611 555
Services	348 135
Fournitures et matériel	376 641
	5 015 553

Santé au travail (Poste 5)	$
Traitements et salaires	8 086 949
Avantages sociaux	1 156 864
Transports et communications	859 093
Services	737 201
Fournitures et matériel	1 088 637
	11 928 744

Études et services spéciaux (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 129 321
Avantages sociaux	424 126
Transports et communications	133 193
Services	212 154
Fournitures et matériel	376 309
Paiements de transfert	
Subventions à l'Institut canadien de radioprotection	60 000
	4 335 103
Moins : Recouvrements d'autres ministères	30 000
	4 305 103

Crédits législatifs Formation des équipes de sauvetage dans les mines	
Traitements et salaires	379 322
Avantages sociaux	56 827
Transports et communications	113 337
Services	79 718
Fournitures et matériel	508 229
Autres opérations	14 865
	1 152 298

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	50 127 739

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2105				**PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI**	
1	7 607 600	695 700	8 303 300	Normes d'emploi	8 300 726
2	660 300		660 300	Fermetures d'usines et examen de la situation des installations affectées	656 788
	8 267 900	695 700	8 963 600		8 957 514
L				Salaires non réclamés, Loi sur les normes d'emploi	117 523
	8 267 900*	695 700	8 963 600	TOTAL POUR LES NORMES D'EMPLOI	9 075 037

Description du programme :

Veiller à ce que les employés de l'Ontario soient protégés par des normes minimales en matière de salaires et de conditions de travail, et promouvoir activement le respect de ces normes auprès du patronat, afin de réaliser des conditions socialement souhaitables dans ce domaine.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 372 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI — CRÉDIT 2105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Normes d'emploi (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 860 919
Avantages sociaux	1 030 368
Transports et communications	934 925
Services	184 858
Fournitures et matériel	289 656
	8 300 726
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales Normes d'emploi, salaires non réclamés	117 523

Fermetures d'usines et examen de la situation des installations affectées (Poste 2)	$
Traitements et salaires	280 126
Avantages sociaux	32 084
Transports et communications	20 376
Services	309 984
Fournitures et matériel	14 218
	656 788
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI	9 075 037

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2107				**PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**	
1	164 700		164 700	Administration du programme	117 984
2	4 532 600	131 400	4 664 000	Bureau des conseillers des travailleurs . .	4 657 550
3	1 547 700		1 547 700	Bureau des conseillers du patronat	1 264 003
4	931 500		931 500	Groupe d'étude des normes applicables en matière de maladies industrielles . .	526 398
	7 176 500*	131 400	7 307 900	TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	6 565 935

Description du programme :

Prêter assistance aux travailleurs et aux employeurs, notamment lors des recours au Tribunal d'appel des accidents du travail, et fournir des conseils sur le prélèvement des cotisations et le fonctionnement de la Loi sur les accidents du travail. Fournir des conseils à la Commission des accidents du travail quant aux risques de maladies professionnelles et aux règles de recevabilité des demandes de prestations.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 916 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL — CRÉDIT 2107

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	106 438
Avantages sociaux	4 697
Services	3 064
Fournitures et matériel	3 785
	117 984

Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 906 387
Avantages sociaux	317 190
Transports et communications	401 664
Services	661 664
Fournitures et matériel	370 645
	4 657 550

Bureau des conseillers du patronat (Poste 3)	
Traitements et salaires	804 867
Avantages sociaux	94 249
Transports et communications	152 605
Services	122 522
Fournitures et matériel	89 760
	1 264 003

Groupe d'étude des normes applicables en matière de maladies industrielles (Poste 4)	$
Traitements et salaires	204 389
Avantages sociaux	18 046
Transports et communications	32 623
Services	220 190
Fournitures et matériel	51 150
	526 398

TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	6 565 935

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Inspections et études, mines d'uranium	287 065	204 515
Étude sur les mineurs de l'Ontario — Commission de contrôle de l'énergie atomique	28 541	24 293
Programme Échanges Canada		57 571
	315 606	286 379
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission des accidents du travail de l'Ontario		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	6 532 240	6 281 000
Programme consultatif sur les accidents du travail — C.A.T.	5 172 168	3 924 514
Formation des équipes de sauvetage dans les mines	1 207 693	803 143
Cliniques thoraciques du Nord	1 124 229	942 850
Étude sur les mineurs de l'Ontario	24 881	24 293
Tribunal consultatif sur les accidents du travail — recouvrements	17 843	116 761
Autres	83 610	12 204
	14 162 664	12 104 765
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Étude de plans de bâtiments	1 719 865	1 474 437
Loi sur les agences de placement	242 600	202 300
Essai de câbles	235 513	220 819
	2 197 978	1 897 556
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	42 419	47 434
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	45 525	18 964
Photocopies	39 211	45 169
Publications	32 143	32 842
Autres	8 717	6 075
	125 596	103 050
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	54 313	12 920
DIVERS		
Salaires non réclamés et chèques périmés	55 134	39 185
Intérêts bancaires	26 042	24 151
Salles de réunion	21 330	12 800
Locaux à usage de bureaux — P.C.A.T.		85 413
Autres	1 823	2 484
	104 329	164 033
TOTAL DES RECETTES	17 002 905	14 616 137

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Normes d'emploi — salaires non réclamés	209 887	361 794
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	209 887	361 794

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

EXERCICE 1987-1988

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-488

TRÉSOR 4-490

BUDGET ET FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES 4-492

POLITIQUES ÉCONOMIQUES 4-494

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-488, 4-490

SOMMAIRE 4-487

ÉTAT DES RECETTES 4-496

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-499

ÉTAT DES DÉPOTS AUX FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-499

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

1986-1987 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1987-1988 Crédits autorisés	1987-1988 Dépenses réelles
$		$	$
7 125 125	Administration du ministère	8 220 932	7 979 607
3 833 625 568	Trésor	4 158 474 000	4 138 354 297
6 756 379	Budget et finances intergouvernementales	7 515 200	7 508 116
57 420 719	Politiques économiques	175 231 000	75 304 972
3 904 927 791	**Total du ministère**	4 349 441 132*	4 229 146 992
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 613 033 176	Total des dépenses	4 010 601 132	3 864 400 839
2 052 638	Total des prêts, avances et dotations en capital	6 600 000	3 060 076
289 841 977	Total des comptes créés à des fins spéciales	332 240 000	361 686 077
3 904 927 791		4 349 441 132	4 229 146 992

*Y compris les mandats spéciaux de 47 279 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 149 000		1 149 000	Bureau principal	1 060 380
2	1 454 000	256 000	1 710 000	Services financiers	1 648 909
3	1 230 000	125 000	1 355 000	Fournitures et services de bureau	1 343 585
4	1 050 000	50 000	1 100 000	Services du personnel	1 099 380
5	1 107 000	135 000	1 242 000	Services d'information	1 206 123
6	739 400		739 400	Analyse et planification	711 616
7	283 000	51 000	334 000	Services juridiques	325 094
8	514 000	50 000	564 000	Services de vérification	551 289
	7 526 400	667 000	8 193 400		7 946 376
L	27 532		27 532	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	28 743
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 488
	7 553 932*	667 000	8 220 932	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 979 607

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la planification, l'orientation et le contrôle nécessaires pour atteindre les objectifs du ministère, et de fournir les services administratifs et financiers requis pour soutenir les programmes du ministère et de certains autres ministères et organismes centraux.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 203 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	684 844
Avantages sociaux	83 047
Transports et communications	82 248
Services	150 859
Fournitures et matériel	59 382
	1 060 380
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	28 743
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 488
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	951 153
Avantages sociaux	146 460
Transports et communications	26 017
Services	209 628
Fournitures et matériel	315 651
	1 648 909
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	833 217
Avantages sociaux	126 853
Transports et communications	268 103
Services	459 517
Fournitures et matériel	390 918
	2 078 608
Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	735 023
	1 343 585
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	879 734
Avantages sociaux	138 973
Transports et communications	18 512
Services	32 202
Fournitures et matériel	29 959
	1 099 380

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	673 366
Avantages sociaux	101 585
Transports et communications	40 988
Services	266 942
Fournitures et matériel	123 242
	1 206 123
Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	490 039
Avantages sociaux	83 190
Transports et communications	14 245
Services	93 153
Fournitures et matériel	30 989
	711 616
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	2 888
Transports et communications	7 803
Services	275 884
Fournitures et matériel	38 519
	325 094
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	407 484
Avantages sociaux	60 792
Transports et communications	8 015
Services	46 090
Fournitures et matériel	31 475
	553 856
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 567
	551 289
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 979 607

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
1	5 245 000	239 000	5 484 000	Trésor	5 398 484
	5 245 000	239 000	5 484 000		5 398 484
L	3 820 150 000		3 820 150 000	Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province, Loi sur l'administration financière	3 771 269 736
L	203 431 000		203 431 000	Caisse de retraite des fonctionnaires, Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	206 313 682
L	128 809 000		128 809 000	Fonds de pension et fonds connexes, et comptes créés à des fins spéciales	128 883 984
L	600 000		600 000	Prêts de développement, Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	
L				Déductions salariales (montant net)	26 488 411
	4 158 235 000*	239 000	4 158 474 000	TOTAL POUR LE TRÉSOR	4 138 354 297

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration et l'orientation des systèmes d'information et de contrôle financiers ainsi que des politiques comptables appliquées par la province; il établit la marche à suivre pour la présentation des rapports à l'Assemblée législative, aux investisseurs et au grand public sur la situation financière de la province; il fournit des recommandations au trésorier sur la gestion et l'orientation des opérations de financement, d'emprunt et d'investissement de la province; et il définit les fonctions assurées par le ministère en tant que dépositaire et agent financier chargé des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes.

*Y compris les mandats spéciaux de 1 554 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU TRÉSOR — CRÉDIT 3702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Trésor (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 415 678
Avantages sociaux		553 466
Transports et communications		86 679
Services		969 046
Fournitures et matériel		378 534
		5 403 403
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 919
		5 398 484

Crédits législatifs Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province		
Intérêts sur les titres de l'Ontario	$	
Émis à des fins générales	139 559 307	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 527 556 722	
Caisse de retraite des enseignants	1 151 405 340	
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	117 250 592	
Autres	31 255 287	2 967 027 248
Intérêts sur la Caisse de retraite des fonctionnaires		515 668 033
Intérêts sur le Fonds d'indexation des pensions de retraite		187 833 689
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario		78 382 982
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions		22 357 784
		3 771 269 736

Crédits législatifs Caisse de retraite des fonctionnaires		
Comptes créés à des fins spéciales	$	
Paiements provenant de la Caisse de retraite des fonctionnaires, Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	263 358 147	
Moins : Recouvrements du ministère des Services gouvernementaux	57 044 465	206 313 682

Crédits législatifs Fonds de pension et fonds connexes, et comptes créés à des fins spéciales		$
Comptes créés à des fins spéciales	$	
Paiements provenant du Fonds d'indexation des pensions de retraite, Loi sur l'indexation des régimes de retraite :		
Régime de retraite des enseignants	65 878 474	
Régime de retraite des fonctionnaires	52 513 316	
Autres	225 802	118 617 592
Paiements provenant du Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée		2 384 294
Paiements provenant de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale, Loi sur les tribunaux judiciaires		1 849 244
Paiements provenant du Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario		5 306 000
Autres pensions		24 322
Autres, Loi sur l'administration financière		702 532
		128 883 984
Déductions salariales (montant net)		26 488 411
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		4 138 354 297

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703				**PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	6 913 200	602 000	7 515 200	Budget et finances intergouvernementales	7 508 116
	6 913 200*	602 000	7 515 200	TOTAL POUR LE BUDGET ET LES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES . .	7 508 116

Description du programme :

Ce programme sert à gérer les mécanismes utilisés par la province pour élaborer ses politiques et stratégies fiscales, financières, de taxation et connexes, à fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement lors de la formulation de la politique budgétaire de l'Ontario, y compris la détermination du cadre fiscal, des priorités en matière de dépenses, des recettes à atteindre, des initiatives à prendre pour stabiliser l'économie, et des politiques de financement fédérales-provinciales et provinciales-locales, à assurer le suivi des mesures prévues dans le budget et à faire rapport sur leurs résultats, et à fournir des conseils au trésorier sur la politique à appliquer en matière de pensions et de soutien du revenu.

*Y compris les mandats spéciaux de 2 011 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 3703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Budget et finances intergouvernementales (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 425 221
Avantages sociaux	710 510
Transports et communications	340 489
Services	1 556 938
Fournitures et matériel	477 097
	7 510 255
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 139
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES	7 508 116

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3704				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**	
1	75 231 000		75 231 000	Politiques économiques	55 205 011
2	100 000 000		100 000 000	Fonds de technologie	20 099 961
	175 231 000*		175 231 000	TOTAL POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES	75 304 972

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement en vue de la mise en oeuvre et de la coordination des politiques économiques et des stratégies de développement de la province en poursuivant des recherches sur les politiques macro-économiques, les questions économiques intergouvernementales, la conception et la mise en oeuvre d'études sectorielles et régionales de l'économie, ainsi que l'élaboration et la coordination de politiques de développement visant à promouvoir l'économie de la province.

Ce programme coordonne en outre les activités statistiques et de diffusion des données au sein des ministères du gouvernement; il conseille le gouvernement sur la politique statistique; et il administre la Loi sur la statistique de l'Ontario et assure la liaison et la poursuite des négociations avec Statistique Canada.

Il coordonne certains programmes et mesures de transfert conçus pour promouvoir le développement économique.

*Y compris les mandats spéciaux de 41 511 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES — CRÉDIT 3704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1988

Politiques économiques (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 845 553
Avantages sociaux	778 840
Transports et communications	159 874
Services	34 935 356
Fournitures et matériel	328 808
Acquisition/construction de biens immobiliers	5 585 206
Paiements de transfert	5 534 934
Prêts, avances et dotations en capital	3 060 076
	55 228 647
Moins : Recouvrements d'autres ministères	23 636
	55 205 011

Politiques économiques	$	$
Traitements et salaires	4 845 553	
Avantages sociaux	778 840	
Transports et communications	159 874	
Services	782 814	
Fournitures et matériel	328 808	
Paiements de transfert		
Subventions de soutien à la recherche sur la politique économique	221 000	
	7 116 889	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	23 636	7 093 253

Fonds de développement régional	$	$
Services	34 152 542	
Acquisition/construction de biens immobiliers	5 585 206	
Paiements de transfert		
Développement économique		
Capital	5 104 327	
Fonctionnement	209 607	
Prêts, avances et dotations en capital		
Développement économique		
Capital	3 060 076	48 111 758
Fonds de technologie (Poste 2)		
Paiements de transfert		20 099 961
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES		75 304 972

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988		1987
	$	$	$	$
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Remboursement de la taxe fédérale d'accise sur l'essence	162 213		163 251	
Expansion industrielle régionale				
MEIR — Entente auxiliaire sur l'Est de l'Ontario	34 952		866 601	
MEIR — Entente Canada-Ontario sur les industries des pâtes et papiers	33 167			
MEIR — Entente Canada-Ontario sur le développement du tourisme	27 635			
MEIR — Mise en valeur des ressources communautaires et rurales				
Infrastructure de Pembroke			94 881	
Cotisation au régime de retraite des enseignants — Ministère de la Défense nationale			271 160	
Programme Canada-Ontario de développement de l'emploi		257 967	1 775	1 397 668
Autres				
Financement des programmes établis				
Contributions en espèces	2 773 429 000		2 812 678 000	
Assurance-maladie complémentaire	435 624 000		407 344 000	
Programme Innovaction, Loi sur les brevets d'invention	9 044 515			
Subvention annuelle par personne, Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord britannique	5 675 065		5 675 065	
Subvention annuelle, L.A.N.B. 1907	240 000		240 000	
Subvention annuelle (défalcation pour dettes)	142 414		142 414	
Intérêts sur le Fonds des écoles communes	76 662	3 224 231 656	76 662	3 226 156 141
		3 224 489 623		3 227 553 809
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Ontario Hydro, frais d'administration		72 282		76 508
Autres		27 652		95 665
		99 934		172 173
VENTES ET LOCATIONS				
Véhicules		10 450		2 380
Publications		893		292
Autres		169		300
		11 512		2 972

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988 $		1987 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES				
Remboursements du produit des prêts radiés et des garanties honorées				
Société de développement de l'Ontario		6 522 985		
Société de développement de l'Est de l'Ontario		492 879		
Société de développement du Nord de l'Ontario		169 753		
Remboursement d'un versement extraordinaire au Régime de retraite des enseignants				39 098 000
Autres		26 045		15 184
		7 211 662		39 113 184
DIVERS				
Société de développement de l'Ontario — Société IDEA		2 894 483		11 799 727
Réserve pour le transfert des chèques en circulation		340 596		387 507
Dons à la Couronne				3 000
Autres		123 201		104 964
		3 358 280		12 295 198
REDEVANCES		16		
INTÉRÊT DES PRÊTS ET AUTRES REVENUS DE PLACEMENTS				
Placements temporaires et titres négociables	$		$	
Placements temporaires				
Dépôts à terme	14 170 900		19 319 801	
Intérêts courus sur la vente de placements			358 322	
Autres	199 301 186	213 472 086	201 395 253	221 073 376
Titres négociables				
Gain sur la vente de placements				10 183
		213 472 086		221 083 559
Sociétés, conseils et commissions				
Société d'hypothèques de l'Ontario	7 490 444		23 614 323	
Société de développement du Nord de l'Ontario	3 608 388		5 041 949	
Société de développement de l'Ontario	3 498 030		5 669 646	
Société de développement de l'Est de l'Ontario	3 378 339		4 479 248	
Société ontarienne d'aménagement municipal	3 164 224		3 586 370	
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1 921 014		2 161 943	
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	602 989		357 551	
Commission de protection financière des producteurs de céréales	34 147		44 647	
Office de foresterie du parc Algonquin	26 345		10 147	
Office de mise en marché des producteurs de fruits tendres de l'Ontario		23 723 920	6 939	44 972 763

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

		1988		1987
	$	$	$	$
INTÉRÊT DES PRÊTS ET AUTRES REVENUS DE PLACEMENTS (suite)				
Investissement dans des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		7 441 137		7 523 783
Prêts aux administrations locales				
Prêts au titre de l'éducation	18 227 437		21 671 511	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	2 146 337		2 366 421	
Débentures municipales — municipalité de la communauté urbaine de Toronto	1 319 308		1 456 806	
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	887 814		514 116	
Loi sur le financement des travaux municipaux	660 001		901 241	
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	509 050		573 716	
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	371 755		401 732	
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	82 945		97 340	
Ville de Kapuskasing	30 948		37 506	
Loi sur les prêts aux coopératives agricoles	10 924		12 861	
Conseil de développement de Moosonee	3 600	24 250 119	4 320	28 037 570
Autres prêts et placements				
International Bridge Authority of Michigan — débentures		980 428		1 222 120
Autres				
Programme de drainage agricole, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	15 232 889		15 995 349	
Programme Opération Logement, ministère du Logement	5 791 320		6 940 668	
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	2 450 761		2 895 146	
Hypothèques, Société d'hypothèques de l'Ontario	1 880 406	25 355 376		25 831 163
		295 223 066		328 670 958
TOTAL DES RECETTES		3 530 394 093		3 607 808 294

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Avances et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions		
Société d'hypothèques de l'Ontario	143 587 743	177 302 297
Société de développement de l'Ontario	42 879 436	42 812 419
Société de développement de l'Est de l'Ontario	15 749 584	12 295 423
Société de développement du Nord de l'Ontario	12 852 190	8 976 147
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de Logement	4 888 380	
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	3 699 554	3,820 576
Société ontarienne d'aménagement municipal	3 396 000	4 548 720
	227 052 887	249 755 582
Prêts aux administrations locales		
Au titre de l'éducation	44 832 261	48 992 071
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	2 703 000	2 565 000
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	377 000	345 000
Ville de Kapuskasing	99 874	94 229
Conseil de développement de Moosonee	10 000	9 000
	48 022 135	52 005 300
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	275 075 022	301 760 882

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1988

	1988 $	1987 $
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des fonctionnaires	788 610 152	713 821 526
Fonds d'indexation des pensions de retraite	344 836 662	313 459 800
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	8 921 469	7 853 574
Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	7 493 150	6 839 483
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	5 540 150	5 715 781
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	2 772 655	1 895 364
	1 158 174 238	1 049 585 528
Comptes créés à des fins spéciales		
Dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario (montant net)	160 769 424	195 396 305
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	3 125 000	24 863
Réserve pour chèques en circulation	1 889 740	1 183 235
Fonds des producteurs de lait et de crème	256 773	227 907
Divers	165	179
	166 041 102	196 832 489
TOTAL	1 324 215 340	1 246 418 017

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

A

Page

Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi 4-97
Affaires civiques, Ministère 4-5
Affaires francophones 4-69
Affaires intergouvernementales, Ministère 4-17
Affaires municipales, Ministère 4-25
Agriculture, Aide 4-45, 4-175
Agriculture et Alimentation, Ministère 4-43
Aide aux collèges 4-109
Aide aux universités 4-109
Aide provinciale aux étudiants 4-116
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent 4-381
Allocations aux juges 4-312
Allocations aux juges de la Cour suprême 4-312
Amélioration de la qualité des fruits et des légumes 4-51
Amélioration de l'industrie du porc 4-52
Amélioration des lieux d'enfouissement des déchets 4-217
Amélioration des terres agricoles 4-52
Amélioration du rendement des installations industrielles 4-205
Aménagement de logements sociaux 4-269
Aménagement des ports de plaisance 4-343
Aménagement des secteurs riverains 4-27
American Association of Motor Vehicle Administrators 4-451
American Public Works Association (Chapitre de l'Ontario) 4-221
American Water Works Association (Section de l'Ontario) 4-221
Année internationale du logement des sans-abri, 1987 4-263
Appels en matière fiscale 4-324
Application et exécution des règlements 4-220
Archives publiques 4-156
Armée du Salut 4-381
Arrangement sur le partage des recettes fiscales provenant de la taxe sur le pari mutuel 4-143
Articles rembourrés 4-140
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités 4-35
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités 4-35
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport 4-343
Assistance aux petites entreprises, au secteur tertiaire et aux industries 4-237
Assistance en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière 4-31
Assistance financière aux communautés non constituées en corporation 4-175
Assistance financière aux industries, Prêts 4-243
Association Bruce Trail 4-343
Association canadienne de gérontologie 4-407
Association canadienne de justice pénale 4-381
Association canadienne de recherche en gérontologie 4-407
Association canadienne d'éducation 4-185
Association canadienne des chefs de police 4-421
Association canadienne des consommateurs 4-139

Page

Association canadienne du diabète, division de l'Ontario 4-363
Association canadienne du gaz 4-141
Association de santé publique de l'Ontario 4-367
Association des apiculteurs de l'Ontario 4-47
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario 4-407
Association des chefs de police de l'Ontario 4-421
Association des conseils de santé 4-367
Association des éleveurs d'animaux à fourrure de l'Ontario Inc. 4-47
Association des fermes de vacances de l'Ontario 4-47
Association des fermières de l'Ontario 4-47
Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario 4-213
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario 4-47
Association des juges de paix 4-313
Association des laboureurs de l'Ontario 4-47
Association des municipalités de l'Ontario 4-31
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario 4-407
Association des procureurs de la Couronne 4-309
Association des producteurs d'arbres de Noël 4-347
Association des producteurs de fromage du centre de l'Ontario 4-47
Association des producteurs de sirop d'érable de l'Ontario 4-47
Association des producteurs de truites de l'Ontario 4-47
Association des routes et transports du Canada 4-459
Association des secrétaires et trésoriers de l'Ontario 4-31
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario 4-407
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario 4-409
Association des surintendants des routes de l'Ontario 4-459
Association des universités partiellement ou entièrement de langue française 4-111
Association du Barreau canadien, Réunion 4-309
Association du Conseil d'administration de la police municipale 4-421
Association forestière de l'Ontario 4-337
Association horticole de l'Ontario 4-47
Association municipale du Nord-Ouest de l'Ontario 4-31
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants 4-409
Association pour l'accréditation en services de santé 4-367
Association pour l'éducation des petits, Ontario 4-409
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario 4-405
Associations des Sociétés agricoles de l'Ontario 4-47
Associations touristiques régionales 4-439
Assurance-maladie et prestations 4-368
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées 4-407
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien 4-409
Audiences sur l'autoroute #416 4-221
Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police 4-421
Autorisations environnementales et appui technique 4-220
Avocat de la Couronne 4-301

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

B

Bibliothèque de l'Assemblée législative 4-64
Bibliothèque des juges 4-312
Bibliothèques de droit de comté et de district ... 4-312
Bibliothèques et information communautaire ... 4-153
Bibliothèques publiques 4-163
Bonifications d'intérêts — Société d'hypothèques de l'Ontario 4-391
Bourse canadienne des déchets 4-217
Bourse du procureur général pour le perfectionnement des juristes 4-305
Bourse du procureur général pour le programme de common law en français 4-305
Bourse John B. Aird 4-23
Bourse Pauline McGibbon 4-23
Bourses de la reine Elizabeth II 4-117
Bourses d'échange Ontario/Québec 4-117
Bourses post-doctorat 4-213
Bourses pour élèves-enseignants 4-188
Boursiers du Collège d'agronomie de l'Ontario .. 4-47
British Museum of Mankind 4-279
Budget et finances intergouvernementales 4-487, 4-495
Bureau d'arbitrage 4-472
Bureau de l'Assemblée législative 4-61
Bureau de l'ombudsman 4-89
Bureau de vérification municipale de l'Ontario .. 4-38
Bureau des conseillers des travailleurs 4-480
Bureau des conseillers du patronat 4-480
Bureau du commissaire 4-422
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 4-64
Bureau du commissaire aux plaintes du public ... 4-314
Bureau du Conseil des ministres 4-69
Bureau du conseiller spécial 4-40
Bureau du directeur général des élections 4-77
Bureau du lieutenant-gouverneur 4-83
Bureau du vérificateur provincial 4-95, 4-98

C

Cabinet du premier ministre 4-101
Caisse de retraite des fonctionnaires 4-490
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale, Loi sur les tribunaux judiciaires, Paiements ... 4-491
Caisse d'épargne de l'Ontario 4-321
Camps sans but lucratif 4-437
Centre administratif des sports de l'Ontario 4-437
Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques 4-297
Centre de criminalistique 4-418
Centre de données fiscales 4-324
Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost .. 4-348
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton 4-243
Centre de technologie minière et forestière de l'Ontario 4-247
Centre des congrès d'Ottawa 4-434
Centre des sciences de l'Ontario 4-158
Centre d'études de la production industrielle ... 4-241
Centre énergétique de Bruce-Ontario Hydro ... 4-205
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques 4-185
Centres communautaires pour la petite entreprise 4-243
Centres d'aide aux victimes de viol 4-417
Centres de technologie de l'Ontario 4-241
Centres d'entreprenariat 4-113

Page

Centres d'innovation 4-241
Chiefs of Ontario 4-11
Coalition canadienne contre les pluies acides ... 4-221
Collection McMichael d'art canadien 4-159
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario ... 4-345
Collège du Pacifique Lester B. Pearson 4-185
Collège Sir Sandford Fleming 4-217
Collèges d'arts appliqués et de technologie 4-114
Collèges et Universités, Ministère 4-107
Collèges, Fonctionnement 4-115
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario 4-177
Comité local du Concours international de labourage 4-47
Commercialisation et normes agricoles 4-45
Commissaire des loteries et des sports professionnels 4-142
Commission d'appel des enregistrements commerciaux 4-138
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario . 4-420
Commission de la fonction publique 4-130
Commission de la promenade Sainte-Claire 4-434
Commission de l'énergie de l'Ontario 4-199, 4-206
Commission de l'escarpement du Niagara 4-27, 4-36
Commission de négociation 4-314
Commission de planification et de mise en oeuvre 4-193
Commission de police de l'Ontario 4-420
Commission de révision de l'aide sociale 4-404
Commission de transports Ontario Northland ... 4-177
Commission des affaires municipales de l'Ontario 4-314
Commission des droits de la personne 4-7
Commission des évaluations environnementales . 4-220
Commission des langues d'enseignement 4-193
Commission des parcs du Saint-Laurent 4-434
Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario 4-146
Commission des relations de travail dans les collèges 4-114
Commission des relations de travail en éducation 4-192
Commission des relations du travail 4-467, 4-474
Commission des services en français 4-74
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels 4-314
Commission géologique de l'Ontario 4-178
Commission ontarienne de libération conditionnelle 4-376
Commission ontarienne des droits de la personne 4-14
Commission ontarienne des parcs à bestiaux 4-51
Commission permanente de coopération Ontario-Québec 4-23
Commission sur le financement des élections ... 4-64
Commissions d'appel de la fonction publique ... 4-129, 4-472
Compagnie d'indemnisation environnementale .. 4-220
Comptable de la Cour suprême 4-306
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée, Paiements . 4-491
Compte de garantie de l'environnement 4-221
Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario, Paiements ... 4-491
Conférence canadienne des administrateurs des transports routiers 4-451
Conférence fédérale/provinciale sur les parcs ... 4-343

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Conférence sur la circulation routière	4-453
Conférences sur l'environnement	4-213
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	4-279
Conseil canadien de développement social	4-405
Conseil canadien de la sécurité	4-451
Conseil canadien des cercles 4H	4-47
Conseil canadien d'horticulture	4-47
Conseil canadien d'information juridique	4-305
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/ Grassy Narrows	4-279
Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées	4-296
Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	4-284
Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	4-290
Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	4-10
Conseil consultatif des régimes de retraite du secteur public	4-130
Conseil de gestion	4-119
Conseil de la zone de développement de Moosonee	4-31
Conseil de l'éducation franco-ontarienne	4-193
Conseil de révision des loyers	4-272
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	4-356
Conseil des arts de l'Ontario	4-159
Conseil des clubs d'éleveurs de lapins de l'Ontario	4-47
Conseil des églises pour la justice et la criminologie	4-381
Conseil des gouverneurs des collèges de l'Ontario	4-114
Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	4-111, 4-185
Conseil du développement social de l'Ontario	4-405
Conseil du recyclage de l'Ontario	4-217
Conseil olympique de Toronto (Ontario)	4-437
Conseil ontarien de la préservation de la nature	4-345
Conseil ontarien des affaires universitaires	4-112
Conseil ontarien du maïs-grain	4-51
Conseils régionaux de santé	4-356
Conservation du patrimoine	4-153
Consommation et Commerce, Ministère	4-133
Construction d'aéroports municipaux	4-457
Cour suprême de l'Ontario	4-312
Cours de langue et d'orientation donnés aux nouveaux Ontariens	4-11
Cours provinciales (Division civile)	4-312
Cours provinciales (Division criminelle et division de la famille)	4-312
Culture et Communications, Ministère	4-151
Curateur public	4-306

D

Déchéance de cautionnement et dépots au titre des terres étrangères	4-139
Déchets industriels, recherche sur les pesticides	4-221
Démonstration des méthodes d'acquisition de logements en copropriété pour personnes âgées	4-267
Démonstration portant sur les ensembles résidentiels pour retraités	4-267
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels, Loi sur l'administration financière	4-143
Développement culturel et institutions culturelles	4-153
Développement de la biotechnologie	4-241
Développement de la production de viande rouge	4-52, 4-55
Développement de l'industrie et du commerce	4-239
Développement de l'industrie touristique	4-432
Développement des loisirs	4-437
Développement des services de promotion du tourisme	4-432
Développement du Nord	4-171
Développement du Nord et Mines, Ministère	4-169
Développement du tourisme	4-429, 4-439
Développement économique communautaire	4-175
Direction générale de la condition féminine	4-284
Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	4-277
Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	4-217
Droit civil	4-308
Droit criminel	4-308

E

École de police de l'Ontario	4-420
Écoles pour les aides-infirmiers	4-114
Écoles privées de formation professionnelle	4-114
Écoles provinciales, Administration	4-193
Économies d'énergie	4-203
Éducation, Ministère	4-181
Élaboration des politiques — Affaires autochtones	4-279
Emploi des jeunes	4-232
Énergie, Ministère	4-197
Enlèvement des déchets domestiques	4-217
Enquêtes des coroners	4-418
Enregistrement des loyers	4-272
Enregistrement des sûretés mobilières	4-144
Enregistrement immobilier	4-144
Enseignement clinique	4-361
Enseignement élémentaire et secondaire	4-188
Enseignement portant sur l'agriculture	4-53
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	4-433
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	4-178
Entente Ontario/Jiangsu	4-117
Entente sur le développement rural du Nord de l'Ontario —	4-439
Ententes prévues à la Partie VII de la Loi sur la protection de l'environment	4-223
Entreprises victimes de sinistres naturels	4-239
Entretien des aéroports municipaux	4-457
Environnement, Ministère	4-209
Épidémies	4-367
Établissements de santé	4-361
Étude de faisabilité, Subvention à Hamilton	4-433
Études d'amélioration de la circulation routière	4-453
Études sur la dépollution	4-217
Études sur les plages	4-217
Études sur les transports urbains	4-461
Études sur les transports urbains et régionaux	4-449
Évaluation foncière	4-321
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde aux enfants	4-312
Expansion des exportations	4-245
Expérience dans le domaine des ressources	4-335
Expérience 87	4-115, 4-165, 4-188
Exploitation minérale et terres	4-178
Exploration minière de l'Ontario	4-179
Exposition agricole de l'Ouest canadien	4-47
Exposition internationale sur la survie des autochtones	4-279

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

F

Fédération des municipalités du Nord de l'Ontario 4-31
Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario 4-213
Fédérations sportives 4-437
Fermetures d'usines et examen de la situation des installations affectées 4-478
Foire agricole royale d'hiver 4-47
Foire d'hiver d'Ottawa 4-47
Fondation Asie-Pacifique 4-23
Fondation de recherche du droit de l'environnement 4-217
Fondation de recherche sur la toxicomanie 4-365
Fondation de recherche sur les blessures résultant d'accidents de circulation 4-451
Fondation de recherches de l'Ontario 4-241
Fondation des arts dans les prisons 4-381
Fondation du patrimoine de l'Ontario 4-157
Fondation ontarienne de la santé mentale 4-365
Fondation pour la vie à la campagne 4-47
Fondation Trillium de l'Ontario 4-431
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées 4-297
Fonds d'aide à l'expansion du commerce 4-245
Fonds d'aide juridique 4-305
Fonds de développement des bibliothèques 4-163
Fonds de développement du Nord de l'Ontario 4-174
Fonds de fiducie Backuswoods 4-347
Fonds de l'escarpement du Niagara 4-25
Fonds de pension et fonds connexes 4-490
Fonds de recherche agro-alimentaire 4-53
Fonds de technologie 4-495
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités 4-113
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles 4-256
Fonds d'indexation des pensions de retraite, Loi sur l'indexation des régimes de retraite, Paiements 4-491
Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles, Prêts 4-243
Fonds du registre du logement 4-297
Fonds du souvenir 4-407
Forces de police régionales et municipales 4-421
Formation clinique vétérinaire 4-53
Formation des équipes de sauvetage dans les mines 4-476
Formation en planification 4-35
Formation professionnelle, adultes et apprentissage 4-233
Formation professionnelle, Ministère 4-229

G

Gestion de la conservation des terres 4-53
Gestion de la faune 4-342
Gestion de la pêche 4-342
Gestion forestière 4-346
Groupe d'étude des normes applicables en matière de maladies industrielles 4-480
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération 4-159

H

Hamilton and District Literacy Council 4-381
Hansard 4-64
Hôpitaux et établissements connexes 4-360
Hôpitaux, Exploitation 4-361

Page

I

Imposition des compagnies et autres taxes 4-324
Impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario 4-325
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière 4-31
Indemnisation des consommateurs à l'égard du projet de logement "Rembrandt Homes" 4-139
Indemnisation des travailleurs aveugles 4-469
Indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la Loi sur la protection de l'environnement 4-221
Industrie, Commerce et Technologie, Ministère 4-235
Industrie du Nord 4-237
Industrie et commerce, Expansion 4-237
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario) 4-407
Infirmières visiteuses Ste-Elizabeth 4-407
Initiatives de conservation 4-205
Installations communautaires 4-12
Institut canadien de la circulation et des transports 4-449
Institut canadien de la fourrure 4-345
Institut canadien de radioprotection 4-476
Institut canadien de recherche avancée 4-111
Institut canadien de religion et de gérontologie 4-407
Institut d'administration publique du Canada 4-127
Institut de recherches politiques 4-23, 4-221
Institut des femmes de l'Ontario 4-47
Institut des relations intergouvernementales 4-23
l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario 4-185
Institutions financières, Ministère 4-251
Intégration des nouveaux Ontariens 4-11
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province 4-490
Investissement et exportation 4-244

J

Jack Miner Migratory Bird Foundation Inc. 4-345
Jardins botaniques royaux 4-159
Jeunes forestiers 4-348
Jeunes voyageurs de l'Ontario 4-188
Jeux nordiques mondiaux, Subvention à la ville de Thunder Bay 4-437
John Howard Society 4-381
Juge en chef de l'Ontario — Conférences et colloques 4-313
Junior Achievement 4-243

L

Leader parlementaire 4-72
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique 4-407
Logement, Ministère 4-259
Logements locatifs de l'Ontario, Construction 4-269
Logements locatifs, Prêts 4-269
Loi sur la municipalité régionale de Sudbury, Paiements 4-31
Loi sur l'annexion de Vespra à Barrie, Paiements 4-31
Loi sur les régimes de retraite des enseignants, Contribution gouvernementale 4-193
Loi sur les subventions destinées à la création de parcs, Subvention 4-343
Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités, Paiements 4-31

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Loisirs de plein air ... 4-335
Loisirs, sports et condition physique ... 4-429
Lutte contre les maladies vénériennes ... 4-367
Lutte contre les termites ... 4-221

M

Médicaments ... 4-362
Mines et minéraux ... 4-171
Multiculturisme en milieu de travail ... 4-11
Municipalité du district de Muskoka RMS SEGWUN ... 4-431
Municipalités et offices de protection de la nature ... 4-341, 4-347
Musée des beaux-arts de l'Ontario ... 4-159
Musée royal de l'Ontario ... 4-159, 4-179
Musées locaux ... 4-157

N

Nature Conservancy of Canada ... 4-345
Négociations sur les ressources et sur l'environnement ... 4-279
Niagara Institute ... 4-127
Niska Wildlife Foundation ... 4-345
Normes commerciales ... 4-135
Normes relatives aux divertissements publics ... 4-135
Normes techniques ... 4-135
Nouvelles entreprises ... 4-249

O

Office de la condition féminine ... 4-281
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario ... 4-159, 4-185
Office des affaires autochtones ... 4-275
Office des personnes âgées ... 4-287
Office des personnes handicapées ... 4-293
Offices de protection de la nature et gestion des eaux ... 4-340
Ontario Beef Cattle Performance Association ... 4-47
Ontario Business Improvement Area Association 4-33
Ontario Federation of Home and School Associations ... 4-185
Ontario Federation of Indian Friendship Centres 4-11
Ontario Federation of School Athletic Associations ... 4-185
Ontario Fish Producers' Association ... 4-343
Ontario Good Roads Association ... 4-459
Ontario Independent Meat Packers and Processors 4-47
Ontario Metis and Non-Status Indian Association 4-185
Ontario Native Council on Justice ... 4-381
Ontario Native Women's Association ... 4-11
Ontario Safety League ... 4-451
Ontario Seed Growers' Association ... 4-47
Ontario Soil and Crop Improvement Association 4-47
Ontario Swine Breeders' Association ... 4-47
Ontario, terre nourricière — partage des coûts ... 4-51
Ontario Trout Farmers' Association ... 4-343
Opérations régionales de logement ... 4-268
Opérations touristiques et récréatives ... 4-429, 4-438
Organisations administrant des bibliothèques ... 4-163
Organisations provinciales de loisirs ... 4-437
Organisations rurales et agricoles ... 4-52

Page

Organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi ... 4-469
Organismes de services aux libérés ... 4-381
Organismes officiels locaux responsables de la santé ... 4-367
Owl Rehabilitation Research Foundation ... 4-345

P

Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto ... 4-434
Parcs et attractions ... 4-429
Parcs historiques de la Huronie ... 4-434
Pathologie légiste ... 4-418
Paudash Lake Conservation Association ... 4-217
Pavillon Aberdeen ... 4-47
Permis de vente d'alcool ... 4-135
Plan Canada-Ontario de développement du marché des logements locatifs ... 4-269
Plan de mise en valeur des ressources dans le domaine de la santé ... 4-357
Planification familiale ... 4-367
Police provinciale de l'Ontario ... 4-415
Politique de conservation des terres agricoles ... 4-56
Politique de révision des loyers ... 4-272
Politique et développement technologiques ... 4-240
Politique industrielle et commerciale ... 4-240
Politiques économiques ... 4-487, 4-495
Pollution Control Association of Ontario ... 4-221
Pollution Probe Foundation pour l'étude sur le parc Hyde ... 4-221
Préservation du sol et la protection de l'environnement ... 4-53
Prêts de développement, Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal ... 4-490
Prévention de la tuberculose ... 4-367
Prévention et contrôle du SIDA ... 4-367
Priorités régionales ... 4-225
Prix de théâtre ... 4-159
Prix John Charles Polanyi ... 4-117
Prix Prince de Galles/Compétition Queen's Guineas ... 4-47
Procureur général, Ministère ... 4-299
Produits tirés des ressources ... 4-335
Programme Agri-Nord ... 4-55
Programme consultatif sur les accidents du travail 4-467
Programme d'aide à l'équité salariale ... 4-31
Programme d'aide à l'évaluation, Prêts ... 4-433
Programme d'aide au fonds de roulement du Nords de l'Ontario ... 4-439
Programme d'aide au logement communautaire de l'Ontario ... 4-269
Programme d'aide aux éditeurs ... 4-159
Programme d'aide aux hippodromes ... 4-143
Programme d'amélioration des centres d'information touristique du Nord de l'Ontario 4-439
Programme d'amélioration des quartiers de l'Ontario ... 4-33
Programme de développement du marché des logements locatifs de l'Ontario ... 4-269
Programme de développement touristique sur une grande ligne du Nord de l'Ontario ... 4-439
Programme de formation liée à l'emploi ... 4-31
Programme de lutte contre l'ivresse au volant ... 4-302
Programme de partage des logements ... 4-267

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Programme de prêts pour le tourisme dans l'Est de l'Ontario ... 4-439
Programme de recherche sur les ressources renouvelables de l'Ontario ... 4-337
Programme de remise en état des bâtiments locatifs de faible hauteur ... 4-269
Programme de rénovation des logements de l'Ontario ... 4-269
Programme de rénovations des secteurs commerciaux ... 4-33
Programme de services multiculturels ... 4-11
Programme de subvention pour frais de transport à des fins médicales dans le Nord ... 4-367
Programme de subventions pour l'alphabétisation communautaire en Ontario ... 4-11
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario ... 4-439
Programme de traitement des eaux usées entrepris dans le cadre de l'Entente Canada-Ontario ... 4-225
Programme d'encouragement à la production aquicole ... 4-343
Programme d'encouragement au développement touristique ... 4-433
Programme des jeunes agriculteurs méritants — Jaycees de la région centrale ... 4-47
Programme des services aux régions insuffisamment desservies ... 4-367
Programme des services en français ... 4-75
Programme des travailleurs judiciaires autochtones 4-312
Programme d'interprètes communautaires ... 4-11
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire ... 4-33
Programme municipal de formation et de perfectionnement ... 4-31
Programme ontarien de rayonnement culturel — subventions aux organismes participants ... 4-159
Programme Parents-secours de l'Ontario Inc. ... 4-417
Programme profil de construction municipale ... 4-267
Programme provincial de supplément au loyer .. 4-271
Programmes de langue seconde ... 4-117
Programmes de logopédie et d'audiologie ... 4-367
Programmes d'échanges éducatifs ... 4-188
Programmes récréatifs municipaux ... 4-439
Projet de télécommunications de la Police provinciale de l'Ontario ... 4-422
Projets agricoles du Nord de l'Ontario ... 4-53
Projets des loteries de l'Ontario ... 4-11
Projets d'information du public en matière d'environnement ... 4-213
Projets internationaux de développement ... 4-52
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun ... 4-461

Q

Qualité de la vie au travail ... 4-472

R

Recettes et subventions fiscales ... 4-321
Recherche et développement dans le domaine de l'énergie ... 4-204
Recherche — Institut ontarien de recherche agricole ... 4-53
Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario) ... 4-302
Recherche sur la politique économique ... 4-495

Page

Recherche sur la protection de l'environnement et de la santé ... 4-213
Recherche sur les recettes et les applications ... 4-324
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé 4-357
Recherches en géoscience ... 4-179
Recherches sur l'énergie ... 4-205
Recyclage et réduction des déchets ... 4-217
Réduction des loyers ... 4-269
Réduction d'impôts au titre de la gestion forestière 4-347
Réduction, réutilisation, recyclage et récupération (4R) ... 4-217
Régie des transports en commun de la région de Toronto ... 4-455
Régime de médicaments de l'Ontario ... 4-407
Registraire général ... 4-144
Réglementation des courses de chevaux ... 4-142
Réinsertion sociale des détenus ... 4-383
Relations civiques ... 4-10, 4-11
Relations civiques et multiculturelles ... 4-7
Relations fédérales-provinciales ... 4-22
Relations intergouvernementales ... 4-19
Relations intergouvernementales et projets stratégiques ... 4-220
Relations internationales ... 4-22
Rémunération et classification ... 4-128
Rénovation communautaire ... 4-32
Réseau d'accès à l'enseignement à distance ... 4-175
Réseau des possibilités d'investissement du Canada 4-243
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies ... 4-340
Revenu annuel garanti et subventions fiscales ... 4-324
Revenu, Ministère ... 4-319
Richesses naturelles, Ministère ... 4-333
Routes municipales ... 4-445, 4-459
Routes pour lotissements ... 4-459
Routes provinciales ... 4-445
Royal Canadian Humane Association ... 4-407

S

Santé au travail ... 4-476
Santé et sécurité au travail ... 4-467
Santé et sécurité dans la construction ... 4-476
Santé et sécurité dans les mines ... 4-476
Santé et sécurité dans l'industrie ... 4-476
Santé, Ministère ... 4-353
Science Nord ... 4-159
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes ... 4-23
Secrétariat municipal du Sommet Toronto 1988 . 4-245
Sécurité dans la navigation de plaisance ... 4-343
Sécurité dans les sports et les activités physiques . 4-437
Sécurité des appareils sous pression ... 4-140
Sécurité des combustibles ... 4-140
Série d'études historiques sur l'Ontario ... 4-157
Service consultatif de la planification de logement 4-267
Service d'orientation des familles de Frontenac .. 4-313
Service ferroviaire "GO" de transport en commun 4-454
Services à l'enfance ... 4-406
Services aux adultes et aux enfants ... 4-403
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale ... 4-406
Services aux contribuables ... 4-324
Services aux jeunes contrevenants ... 4-409

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Services communautaires de santé 4-366
Services communautaires de santé mentale 4-364
Services consultatifs sur la planification communautaire 4-32
Services correctionnels, Ministère 4-373
Services d'actuariat 4-128
Services d'aide à l'enfance 4-409
Services d'ambulance et services d'urgence connexes 4-363
Services d'ambulance municipaux 4-363
Services d'aviation et de lutte contre les incendies 4-340
Services de conciliation et de médiation 4-472
Services de coordination pour le placement 4-367
Services de garde à l'enfance 4-409
Services de laboratoire 4-366
Services de maintien de l'ordre 4-415
Services de prévention des incendies 4-418
Services de révision des loyers 4-272
Services de santé d'urgence 4-362
Services de soutien aux personnes résidant dans des coopératives d'habitation 4-271
Services de traitement pour les enfants 4-409
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles 4-409
Services du protocole 4-22
Services en établissement et centres de ressources communautaires 4-409
Services en maisons de soins infirmiers 4-360
Services gouvernementaux, Ministère 4-385
Services municipaux en français 4-31
Services psychiatriques 4-364
Services sociaux aux adultes 4-406
Services sociaux et communautaires, Ministère 4-401
Services sociaux et de santé 4-175
Services spéciaux aux autochtones 4-10
Sinistrés, Aide 4-23, 4-31
Société canadienne de la Croix-Rouge 4-419
Société CJRT-FM 4-159
Société d'arthrite — Division de l'Ontario 4-367
Société de développement de l'Est de l'Ontario 4-248
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne 4-158
Société de développement de l'Ontario 4-248
Société de développement du Nord de l'Ontario 4-248
Société de logement de l'Ontario 4-268
Société de protection des animaux de l'Ontario 4-419
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario 4-434
Société Elizabeth Fry 4-381
Société historique multiculturelle 4-157
Société Innovation Ontario 4-248
Société internationale de l'Ontario 4-244
Société ontarienne d'amélioration du troupeau laitier 4-53
Société ontarienne de gestion des déchets 4-224
Société ontarienne pour enfants autistiques 4-409
Société St-Léonard 4-381
Sociétés de développement de l'Ontario 4-237
Sociétés de logement sans but lucratif 4-269
Sociétés historiques et pour l'achat de plaques 4-157
Soins à domicile 4-367
Solliciteur général, Ministère 4-413
Soutien à la culture 4-159
Soutien au patrimoine 4-157
Soutien aux arts 4-158

Page

Soutien fourni dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones 4-279
Sports et condition physique 4-436
Stratégie de formation professionnelle de l'Ontario 4-233
Subventions de loteries 4-437, 4-439
Subventions inconditionnelles de l'Ontario 4-31
Subventions versées aux municipalités pour la préparation d'exposés de principe sur la politique de logement 4-269
Subventions versées en compensation des taxes municipales 4-113, 4-115, 4-361
Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales 4-23
Subventions visant à promouvoir les relations internationales de l'Ontario 4-23
Supplément aux loyers 4-271
Système de revenu annuel garanti 4-325

T

Taxe de vente au détail et autres taxes 4-324
Taxe sur les carburants et autres taxes 4-324
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et du développement agricole 4-55
Technologie, développement et services régionaux agricoles 4-45
Technologie et industrie des transports 4-448
Terres et eaux 4-335
Thunder Bay Ski Jumps 4-434
Tourisme et Loisirs, Ministère 4-427
Tourisme Ontario 4-433
Transformation des produits alimentaires 4-51
Transport en commun municipaux 4-445
Transport pour les handicapés 4-461
Transports de la province 4-445
Transports du Nord 4-171
Transports en commun de la province 4-445
Transports en commun de surface 4-461
Transports en commun rapides, Construction 4-461
Transports, Ministère 4-443
Travail, Ministère 4-465
Trésor 4-487
Trésor et Économie, Ministère 4-485
Tri à la source 4-217
Tri-committee 4-459
Trottoirs des cantons 4-459
Tuteur public 4-306

U

Underwriters' Laboratories of Canada 4-141
Union culturelle des Franco-Ontariennes 4-47
Université Trent 4-217
Universitée, Fonctionnement 4-113
Usine de transformation des déchets en énergie Petro-Sun 4-221

V

Vaporisation aérienne 4-347
Ventes à l'exportation 4-51
Vieux Fort William 4-434

Z

Zones de loisirs 4-342